

LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES FACE AU CHOC COVID-19 PERSPECTIVES POUR LES SCIENCES ET LA SOCIÉTÉ

Le rôle des SHS comme boussole des autres sciences peut être analysé en deux temps : d'une part, les SHS ont joué un rôle de passeuses de savoir entre les sciences dures et les citoyens·nes. Les chercheurs et chercheuses ont pris la parole pour expliquer les méthodes et les études menées dans le but d'éclairer les failles et les temporalités (dans l'élaboration des vaccins par exemple). D'autre part, les chercheurs et chercheuses en SHS ont commenté et analysé le rôle conféré aux sciences durant cette pandémie. Omnipotence, omniprésence et défiance se sont entrecroisées dans les médias et sur les plateaux de télévision. Et ce phénomène a été analysé en tant que tel par les SHS. Premièrement, les SHS sont intervenues dans les médias pour expliquer les méthodes scientifiques, notamment sur les modèles de constitution des vaccins, ou encore sur les modèles de diffusion du virus. La micro-simulation de Neil Ferguson a par exemple été analysée pour en comprendre les failles. Ce modèle ne tient pas compte de la structure des interactions humaines.

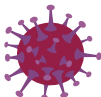
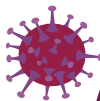
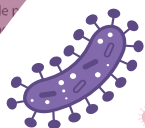
Deuxièmement, les SHS ont pris la parole pour décrire l'omnipotence que la société a cherché à conférer aux sciences dans l'espoir d'obtenir les réponses face à l'inconnu. La science a ainsi parfois reçu le rôle de religion révélée. Le rôle de boussole pour les citoyens·nes vis-à-vis des politiques au sein de la classe politique en France et dans les pays publics a été très important. La science structurée autour de données et de modèles que les SHS ont cherché à déconstruire en publiant leurs critiques a permis de remettre en question la portée des connaissances et les aspects moins connus de la crise. D'autre part, le refus de la science par certains citoyens·nes a été analysé et expliqué.

marquant. Lors du premier confinement, l'isolement des résidents dans les EHPAD a été dénoncé comme extrêmement délétère pour la santé même de ces résidents. Ainsi, Damien Le Guay a, à deux reprises dans Le Figaro (Le Guay, 2020 ; Le Guay, cité par Leclair, 2020), lancé l'alerte sur les souffrances durables infligées aux personnes âgées, mais également à leurs familles en empêchant

ont pu les opposer, ces différents rapports coexistent bien souvent avec des prédominances plus marquées sur un angle que sur un autre. On peut ainsi dire que durant un premier temps de la pandémie en France allant du 1er mars au 31 décembre 2020, le rôle des sciences comme boussole a été mis en avant. Ce rôle peut lui-même être resitué dans une complexité. Cette

Le plus grand péril des sciences semble dès lors être le manque
de culture scientifique dans la société, c'est-à-dire l'ignorance
non pas seulement des connaissances scientifiques,
mais surtout des méthodes scientifiques.

les deuils et l'assistance. L'exemple est d'autant plus frappant lors du confinement que le choix politique de ne pas ouvrir les écoles, par exemple, a entraîné des alertes de la part de parents de jeunes enfants.



qui nous importe : que devons-nous faire ? Comment devons-nous vivre ? » (Weber, [1919] 1963). Le philosophe reformule alors la question : « Ainsi ne pouvons-nous porter notre interrogation que sur ce seul point : en quel sens ne nous donne-t-elle "aucune" réponse ? Et à défaut, ne pourrait-elle pas rendre service malgré tout à celui qui pose correctement le problème ? ». En dernière hypothèse pour interroger les rapports entre les sciences et la politique, on peut avancer que le décrochage entre le besoin de sciences et la désinformation est un signe de la crise de modèle du vivre-ensemble. La Covid-19 est alors un bouleversement des manières de faire société. Lors de son intervention au colloque des 12 et 13 octobre 2020, Benoît Bastard constatait qu'en France, la politique de santé publique est verticale. Les citoyens·nes, attendons les ordres de la politique, nous sommes à nos postes de télévision. Ce modèle est mis en parallèle avec la question de la confiance dans les vaccins et la hausse exponentielle de la défiance des Français·es les refusant. La verticalité de la politique de santé publique entraîne une défiance citoyenne. André Grimaldi et Jocelyn Raudou expliquent ainsi qu'en France la confiance dans les vaccins était exceptionnellement haute jusqu'à la grippe A (H1N1) (Raude & Grimaldi, 2021). La politique de santé publique qui avait alors été mise en place prévoyait une centralisation de la gestion des vaccinations avec des militaires et des centres de vaccinations temporaires montés hors du système de soin. Les médecins généralistes, infirmières à domicile... ; l'ensemble des soignants de proximité ne pouvaient pas vacciner. Cela a entraîné une défiance des citoyens·nes vis-à-vis des institutions médicales et politiques qui s'accroît aujourd'hui et marque un véritable tournant dans l'histoire médicale française. La désinformation et la défiance y sont alors directement liées à une crise du modèle de gouvernance et à une étatisation de la santé publique. Dans un dernier temps de cette étude qualitative, nous cherchons à interroger la Covid-19 comme une crise au sens d'un questionnement renouvelé des rapports

DIRECTION

Maryse Bresson & Pierre Guibentif



LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES FACE AU CHOC COVID-19

Perspectives pour les sciences et la société

DIRECTION

Maryse Bresson
Pierre Guibentif

Les analyses réunies dans le présent volume et les conclusions qui en sont tirées sont de la responsabilité individuelle des auteur-es ; elles ne doivent pas être lues comme rendant compte d'une position institutionnelle de la MSH Paris-Saclay.



©MSH Paris-Saclay Éditions, 2023.

4, avenue des Sciences, 91190 Gif-sur-Yvette
www.msh-paris-saclay.fr

Collection « Actes »

ISSN 2800-7891



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Pour plus d'informations : <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

ISBN 978-2-490369-08-9

Les sciences humaines et sociales face au choc Covid-19

Perspectives pour les sciences et la société

Sous la direction de
Maryse BRESSON & Pierre GUIBENTIF

SOMMAIRE

Préface	9
par Pascal BULÉON	

Présentation générale – D’un colloque sur le choc Covid-19 à un débat programmatique sur la place des SHS dans la science et dans la société	15
par Maryse BRESSON & Pierre GUIBENTIF	

PREMIÈRE PARTIE

Expressions de la communauté SHS dans l’espace public en temps de crise Covid-19

Fabrique d’un projet en temps de crise	27
Coordonné par Myriam DANON-SZMYDT & Yara HODROJ	

La parole des SHS dans les médias

Face à un fait sanitaire mondial, un enjeu du vivre-ensemble

Préambule – Présentation de la méthode	43
par Elsa BANSARD & Anne-Coralie BONNAIRE	

La médiatisation de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19 – Étude quantitative.....	51
par Anne-Coralie BONNAIRE	
La construction de la Covid-19 par les SHS – Étude qualitative.....	83
par Elsa BANSARD	
Commentaire 1 : Prolongements et notes critiques sur l’analyse extensive.....	113
par Caroline ORSET	
Commentaire 2 : Faut-il une crise pour sensibiliser le grand public au travail en SHS ?.....	119
par Clea CHAKRAVERTY	

L’expérience de la prise de parole publique en SHS

Retour réflexif de chercheurs et chercheuses :
s’affirmer entre les autres mondes sociaux et proposer du sens

Préambule – Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay.....	125
par Elsa BANSARD & Anne-Coralie BONNAIRE	
Rendre compte de l’impact sur les modes de vie – Synthèse de la session 3.....	131
par Claude DIDRY	
Interroger le discours de l’État – Synthèse de la session 4.....	137
par Christian BESSY	
Contribuer au débat sur les échelles territoriales de gouvernance – Synthèse de la session 5.....	143
par Ioana VASILESCU	
Se saisir de la crise sanitaire comme d’un révélateur – Synthèse de la session 7.....	151
par Caroline VINCENSINI	
Défendre des principes– Synthèse de la session 8.....	157
par Lionel MAUREL	

DEUXIÈME PARTIE
Nuancer la rupture sociétale,
repenser le positionnement de la recherche
Enjeux de connaissance et de démocratie

La recherche en SHS,
de la sidération à la réflexivité

Préambule – Mobiliser l’analyse et le débat public.....	167
par Maryse BRESSON & Pierre GUIBENTIF	
Les impacts de la « crise » Covid-19 sur la société, à partir de regards croisés de chercheurs et chercheuses en SHS.....	169
par Maryse BRESSON	
Après le choc Covid-19 : Temps d’un indispensable retour réflexif, en particulier pour les SHS.....	189
par Pierre GUIBENTIF	

La place des SHS
dans la science et dans la société

Préambule – Mise en débat académique et dans l’espace public.....	221
par Elsa BANSARD	
Les enjeux politiques d’une transformation des savoirs.....	223
par Jacques COMMAILLE	
La mise en scène des sciences par temps de Covid-19.....	245
par Étienne KLEIN	

TROISIÈME PARTIE

Perspectives programmatiques

Recomposer les rapports entre science et société

Tenter d'agréger différents travaux de recherche en SHS pour faire valoir leur « capital » scientifique en matière d'explication de phénomènes sociaux en cours – Histoire et enjeux d'un rapport sur la pandémie de Covid-19.....	263
par Marie GAILLE & Philippe TERRAL	
Recomposer les rapports entre science, pouvoir et opinion dans le laboratoire-monde.....	283
par Bernadette BENSAUDE-VINCENT	
Sciences sociales et pandémie.....	289
par Fabrice ROUSSELOT	
Les conditions pour une « science vivante ».....	293
par Françoise THIBAUT	
Conclusion générale – Au-delà du choc Covid-19.....	301
par Pierre GUIBENTIF & Maryse BRESSON	
Références bibliographiques.....	311
Auteur-es.....	331

Préface

Pascal BULÉON

L'irruption de la pandémie du coronavirus, suivie en mars 2020 d'un confinement d'une ampleur et d'une sévérité sans précédent dans l'histoire récente, a imposé aux sociétés humaines d'un jour à l'autre de profonds changements, en même temps qu'elle les confrontait à une menace sanitaire inédite. Cette situation a généré d'énormes besoins en nouvelles connaissances, sur la nature de cette nouvelle menace et sur les moyens de la parer, évidemment, mais aussi sur les changements provoqués, qui remettaient en question les modes de fonctionnement de ces sociétés, et par là même leurs moyens d'action. À côté de la biologie et des sciences de la santé, aux premières lignes face à la menace sanitaire, les sciences humaines et sociales (SHS) se devaient donc de participer à l'effort de recherche nécessaire pour appuyer l'action dans cette nouvelle situation.

En France, la communauté des SHS s'est mobilisée aux côtés des autres disciplines. Très vite, une initiative du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) – « Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique » (HS3P-CriSE)¹ – a pris corps, donnant ensuite lieu à des collaborations. Très rapidement, dans les Maisons des Sciences de l'Homme (MSH), des initiatives ont également fleuri : dans les premiers jours de la pandémie, la MSH Alpes a ouvert un appel à la constitution d'un collectif de travail interdisciplinaire en SHS – « Coordination interdisciplinaire pour l'étude de l'impact sociétal

¹ Voir en ligne : <https://www.hs3pe-crises.fr/> [consulté le 04.10.2022].

du coronavirus » (CODE-VIRUS)² –, appel qui a recueilli en l'espace de quelques semaines plus de 600 propositions de contributions. Sur la base de celles-ci, le Réseau national des MSH (RnMSH) a engagé un travail d'analyse, puis de mise en cohérence et de mise en rapport des équipes qui s'étaient manifestées, par la formation de « grappes thématiques ». Ce travail a été coordonné par la Maison interuniversitaire des Sciences de l'Homme Alsace (MISHA) de Strasbourg, la Maison des SHS et de la Société de Toulouse (MSHS-T) et la MSH Alpes de Grenoble. Se trouvait ainsi démontrée en la circonstance une potentialité du RnMSH : favoriser la collaboration entre chercheuses et chercheurs, stimulée par un contact direct avec les demandes de la société et par les échanges d'expériences entre les différentes régions du territoire national ; s'appuyer sur la richesse de la diversité des MSH et donner une cohérence nationale en coordonnant.

Fort de cet engagement initial, le RnMSH s'est trouvé en mesure d'apporter son soutien au *World Pandemic Research Network* (WPRN)³, base d'informations mondialisée de la recherche sur les impacts sociétaux de la pandémie de Covid-19, créé par l'Institut d'études avancées (IEA) de Paris, dans le cadre du Réseau français des instituts d'études avancées (RFIEA). L'initiative est très originale car, outre sa couverture très internationale, elle est fondamentalement *bottom-up*, régulée par les pairs dans la meilleure des perspectives collaboratives.

Dans le contexte obligé de travail à distance pendant la pandémie, le travail du RnMSH s'est donné constamment pour objectif de contribuer, avec toute la richesse de l'approche pluridisciplinaire des MSH, à une meilleure compréhension de cette situation totalement inédite que nous vivions avec la pandémie. Des initiatives sont nées en différentes MSH, preuve de leur dynamisme et de leur capacité d'adoption : après celle de Grenoble, la MSH Paris-Saclay a constitué une base de données sur les interventions des chercheuses et chercheurs en SHS dans l'espace public ; puis d'autres ont poursuivi. Une importante contribution du RnMSH a été, partant de premières réalisations de la MSH SUD de Montpellier, d'organiser un cycle de webinaires dans le cadre du dispositif HS3P-CriSE, « Les sciences à l'épreuve des crises sanitaires et

² Voir en ligne : <https://www.msh-alpes.fr/recherche/code-virus> [consulté le 04.10.2022].

³ Voir en ligne : <https://wprn.org/> [consulté le 04.10.2022].

environnementales », qui a mobilisé nombre de chercheuses et chercheurs dans les MSH. Dans le même temps, Marie Gaille, coordinatrice pour le CNRS de ce dispositif, et Philippe Terral, coordinateur de l'action du RnMSH avec Claire Couly, éditaient une importante analyse sur la contribution des SHS à la compréhension de la situation de la pandémie : *Pandémie de Covid-19 : ce qu'en disent les SHS* (Gaille & Terral dir., 2021). L'écosystème de la recherche en SHS, ainsi que la contribution des MSH et de leur réseau national ont montré là une très bonne efficacité.

Cette succession d'initiatives a eu des conséquences structurelles pour le RnMSH. Peu avant le premier confinement, celui-ci venait de connaître un processus de refondation, orienté par le CNRS et France Universités, alors Conférence des présidents d'université (CPU), l'Alliance thématique nationale des SHS (Athéna), sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), processus qui avait conduit à une relecture de la place et du rôle des MSH dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) aujourd'hui. Cette réflexion fouillée a trouvé son aboutissement en une nouvelle charte des MSH⁴. Elle a donné lieu également à la mise en place d'une nouvelle gouvernance, celle du groupement d'intérêt scientifique (GIS) des tutelles des MSH, un directoire composé de trois directeurs de MSH et d'un bureau. L'un des aspects du rôle plein d'infrastructure nationale de recherche qu'assume le RnMSH a été le développement de ses réseaux de plateformes d'ingénierie et de soutien à la recherche, en consolidant ses partenariats avec les infrastructures de recherche (IR) en SHS que sont les IR* Progedo⁵ et Huma-Num⁶.

L'impératif de répondre à la crise sanitaire a permis d'éprouver la solidité du dispositif ainsi renouvelé car les plateformes, leurs ingénieurs-es, les chercheuses et chercheurs qui les animent ont joué un rôle clé dans l'inventivité et la qualité de la réponse scientifique et organisationnelle. Il a aussi impulsé une nouvelle modalité d'action du RnMSH, des actions scientifiques inter-MSH sur des thèmes spécifiques, une forme

⁴ Voir en ligne : <https://www.msh-reseau.fr/ressources#publications> [consulté le 04.10.2022].

⁵ Voir en ligne : <https://www.progedo.fr/> [consulté le 04.10.2022].

⁶ Voir en ligne : <https://www.huma-num.fr/> [consulté le 04.10.2022].

de réseautage thématique. Le travail entrepris en réponse à la pandémie, dont la portée thématique a par la suite été élargie pour comprendre plus largement les crises sanitaires et environnementales, a fourni de ce point de vue un terrain d'expérimentation. Ce modèle est aujourd'hui en voie d'être répliqué pour la thématique « Sport et société ». À côté de son action dans le domaine de l'ingénierie, essentielle en coordination avec les IR*, le RnMSH apporte ainsi une contribution à l'innovation dans la structuration thématique de la recherche en SHS. Il draine et regroupe des scientifiques parfois en trop petit nombre, ou dispersés en différents ensembles, leur offre un lieu dans les sites pour se structurer et un espace intellectuel national organisé pour intensifier l'échange scientifique. Cette contribution de structuration est une source de richesse pour l'ESR français.

Le projet dont est issu le présent ouvrage, coordonné par Maryse Bresson et Pierre Guibentif, s'inscrit pleinement dans la dynamique que je viens de rappeler. Par sa visée en premier lieu : celle de la production, par un travail collaboratif, d'un savoir utile à l'action exigée par le moment présent. Un travail collaboratif qui a débuté par la réalisation du colloque des 12-13 octobre 2020 et qui s'est poursuivi, comme en témoignent les pages qui suivent, tout au long de l'exercice qui a consisté à mettre en valeur les débats de ce colloque. Par son souci de faire jouer pleinement son rôle à une MSH, qui est de faire entrer en synergie les efforts des chercheuses et chercheurs en SHS de son périmètre, en établissant des ponts aussi bien entre disciplines qu'entre laboratoires. Par la volonté de tenir à jour et de relier aux enjeux du moment les axes thématiques de cette MSH, en renforçant de cette manière leur potentiel de mobilisation et de structuration. Mais aussi par son souci d'établir des liens forts avec le RnMSH, qui a pu appuyer activement ce qui est appelé plus loin dans cet ouvrage la « Fabrique du projet », à savoir le montage et la publication en ligne d'une base de données, et qui a été invité à participer aux débats de synthèse, invitation à laquelle il a bien volontiers répondu, par ma participation, en représentation de son directoire.

En même temps, cet ouvrage apporte à cette dynamique une dimension réflexive, en se donnant pour thème le rôle des SHS elles-mêmes dans la pandémie. La réflexivité, c'est-à-dire la volonté de faire porter la recherche

aussi sur les conditions de sa propre mise en œuvre, en vue de renforcer ses outils et ses moyens de répondre aux demandes de la société, est ici entendue, il faut le relever, non comme un retour sur soi, mais comme un moment d'ouverture. D'abord en plaçant l'accent sur cette composante de première importance du travail de recherche qui est celle de la mise à disposition de ses résultats à la société, par leur mise en débat dans l'espace public. Ensuite, en prenant le parti de faire de la réflexion sur l'expérience du travail de recherche dans le monde d'aujourd'hui une composante importante du vaste travail de terrain nécessaire à la meilleure saisie des transitions que connaît notre société.

Il faut enfin constater l'actualité que garde ce travail, engagé il y a maintenant deux ans au moment où la pandémie contraignait bien plus sévèrement tous les aspects de la vie sociale qu'elle ne le fait maintenant. S'il garde cette actualité, c'est d'abord parce que toutes celles et tous ceux qui ont participé à cet effort collaboratif de réflexivité ont partagé tout au long de leurs échanges l'attention portée aux continuités. Des continuités que le choc du confinement a, dans un tout premier temps, fait passer à l'arrière-plan, mais qu'il a très bientôt, pour l'essentiel, permis de mieux analyser, dans leurs rapports, il est vrai, avec les profonds changements, également observables, induits par les réponses exigées par la pandémie. Mais c'est aussi parce qu'il nous permet de poursuivre notre travail en tirant parti de ce qu'il a été possible de penser collectivement à un moment très particulier : proche encore de l'expérience de « sidération » dont il sera ici question à différents endroits, mais alors qu'il était déjà possible de considérer cette expérience avec un premier recul. Parce qu'il documente cette conviction qui s'est affirmée avec une force inédite à ce moment-là précis, par l'étonnante vague d'interventions de chercheuses et chercheurs dans l'espace public analysée dans cet ouvrage. Pour reprendre une expression qui s'est depuis bien établie, la conviction que, face à des enjeux déterminants, la science doit se faire non seulement pour, mais avec la société.

Présentation générale
D'un colloque sur le choc Covid-19
à un débat programmatique sur la place des SHS
dans la science et dans la société

Maryse BRESSON & Pierre GUIBENTIF

Le colloque « Ruptures des pratiques et dynamique du débat. Les SHS face à la crise Covid-19 », organisé par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay les 12 et 13 octobre 2020, en partenariat avec *The Conversation*, s'est déroulé en France, après la première « vague » pandémique et le premier confinement (du 17 mars au 10 mai 2020), et peu avant le deuxième confinement présenté, d'un avis général, comme « moins sévère » que le premier (du 30 octobre au 14 décembre 2020). La manifestation constituait alors, en soi, un moment précieux et menacé ; une des rares à ne pas être annulées. Jusqu'au dernier moment, sa tenue a semblé incertaine. Organisée de manière « hybride », à la fois en présence et en visioconférence à distance, elle a pu se tenir dans ce format, grâce à l'aspiration souvent partagée alors à pouvoir participer à un événement « en vrai » ; mais parfois, au contraire, la préférence était de communiquer en « distanciel », soit pour des raisons pratiques, soit parce que le port du masque (alors devenu obligatoire) et les règles de distanciation physique observées ne suffisaient pas à convaincre de prendre ce « risque ». En ce sens, l'organisation même de la manifestation illustrait ainsi une forme de rupture, ou peut-être de tournant dans les pratiques de la recherche universitaire.

L'objectif premier du colloque était d'inviter des chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales (SHS) ; par exemple en histoire,

sociologie, économie, gestion, droit, science politique, linguistique, philosophie) à présenter leurs éléments d'analyses, de questions et de réflexion¹ sur la crise Covid-19, alors qu'il s'agissait d'un moment de vie collective qui était encore en train d'être vécu, et que les travaux de recherche scientifique et les enquêtes de terrain n'avaient souvent pas encore commencé ou commençaient à peine.

Par ailleurs, compte tenu de la nouveauté de la situation, ce colloque ne réunissait pas des « spécialistes » de longue date de la question pandémique ou du confinement, mais des chercheurs et chercheuses de différentes disciplines ayant publié un texte sur l'actualité liée à la crise dans l'espace public, quelques jours, semaines ou mois avant, dans la presse écrite ou en ligne sur un blog – et qui avaient signé avec leur titre académique et/ou leur ancrage disciplinaire. L'invitation qui leur était faite était de produire un retour réflexif sur ces articles déjà parus, dans le cadre d'un débat associant leurs différentes disciplines. De plus, tout en affichant sa volonté de promouvoir les paroles de la communauté de recherche en SHS, tant dans l'espace public que dans le champ scientifique, le colloque avait aussi l'ambition d'ouvrir les SHS au dialogue avec des représentant-es d'autres domaines, comme la science physique ou la médecine, mais aussi d'institutions intervenant dans l'organisation et la légitimation des savoirs (Centre national de la recherche scientifique [CNRS], Universités, Réseau national des MSH [RnMSH]), ainsi qu'avec des représentants des médias.

Le présent ouvrage se veut moins un reflet fidèle des échanges menés lors du colloque qu'une restitution ordonnée de réflexions, de discussions et de débats dont il a été un maillon, certes important, et qu'il a

¹ Le colloque étant basé sur des articles publiés par des chercheurs et chercheuses dans la presse, textes dans lesquels le masculin ou le féminin étaient également mobilisés, nous ne choisisons pas, dans le présent volume, entre « la » et « le » Covid-19. Nous observons, comme Pierre Ropert (2020), que la crise est propice aux inventions lexicales, mais que l'usage courant en France a longtemps été (semble encore au moment où nous écrivons ces lignes ?) le masculin, en dépit de la recommandation de l'Académie française. Depuis la réalisation du colloque, les dictionnaires Le Robert et Larousse ont estimé que « l'usage fait loi » et retenu que le mot « covid » s'emploie majoritairement au masculin dans les pays francophones.

contribué à consolider en favorisant divers dépôts d'abord superposés, puis réunis et enfin combinés en couches, dans un processus de sédimentation cumulatif propice à produire des connaissances partagées. Pouvaient ainsi se développer de nouvelles réflexions et s'élaborer de nouveaux savoirs sur la situation inédite vécue aussi bien par les chercheurs et chercheuses que par leurs sujets d'étude. Cet ouvrage tisse alors plusieurs fils à partir d'objectifs entremêlés et complémentaires, qu'il s'agit pour nous de clarifier et de restituer ici.

Le premier objectif, indiqué dans le titre du colloque (mentionnant la « rupture des pratiques ») comme dans celui de l'ouvrage (« Les SHS face au choc Covid-19 »), invite à produire des éclairages et des connaissances scientifiques sur les processus sociaux et humains complexes produits dans cette période confuse, inconnue, ainsi ouverte. La question posée ici est la pertinence d'appliquer le terme de rupture, choisi pour être interrogé comme une (fausse) évidence. Comme toute onde de choc, créée par un phénomène de forte intensité, la crise, prenant la forme d'une vague de haute pression, est-elle pour autant vraiment associée à une transition brutale vers « autre chose » ? Et si oui, vers quoi ? Ce qui s'observe d'emblée alors, c'est, tout à la fois, l'espoir de changement vers un monde meilleur et la crainte que la crise sanitaire n'emporte trop de choses d'une « vie d'avant », à laquelle d'aucuns aspirent à revenir. Mais pour la communauté de recherche en SHS, il s'agit, au-delà de ce constat d'impressions et d'attentes contradictoires, de caractériser plus précisément les transformations, de mesurer l'écart sans omettre de percevoir les traces d'un « passé » qui, bien sûr, ne disparaît pas simplement, ni d'occulter combien le « futur » était déjà, en partie au moins, en gestation.

En effet, le deuxième objectif que nous soulignerons ici est un objectif de recherche : les textes publiés par le monde académique des SHS dans les médias étaient des témoignages de leur temps, des observations sur une histoire en train de se faire et des interprétations qui elles-mêmes méritaient de devenir objet de réflexion et d'analyse de contenu. Aussi, le colloque était-il d'emblée conçu comme l'occasion d'exposer les résultats d'un projet de recherche porté en propre par la MSH Paris-Saclay, « unité d'appui *et de recherche* ». En effet, si le colloque nourrit l'ensemble des contributions, il est lui-même issu d'une préhistoire que le livre raconte

aussi : la MSH Paris-Saclay ayant mis en ligne sur son site une veille d'articles publiés dans la presse écrite², expressions de chercheurs et chercheuses en SHS sur la crise Covid-19. Ces articles constituent aussi en soi un matériau de recherche. Et c'est sur ce matériau de recherche qu'une partie de ces chercheurs et chercheuses ayant pris la parole dans les médias, avec d'autres aussi, ont porté un regard réflexif et débattu lors du colloque, et c'est également sur ce matériau que les différentes contributions à ce livre proposent des commentaires, élaborent des synthèses, des textes de discussions et des réflexions programmatiques quant aux perspectives ouvertes pour la société et pour la recherche. Grâce à un effet miroir qui permet à la fois d'apprendre sur soi grâce à celles et ceux qui nous entourent et sur celles et ceux qui nous entourent grâce à un travail sur soi, les paroles publiques de chercheurs et chercheuses en SHS sont en soi un matériau précieux à étudier, et la veille médiatique réalisée par la MSH Paris-Saclay fournit une base de données riche à analyser.

Il faut ici ajouter un troisième objectif, dans le domaine des savoirs, visant à justifier et valoriser l'importance et l'intérêt de produire une telle analyse, en mobilisant pour cela les outils et méthodes des SHS. La genèse du projet poursuit en ce sens une visée habituellement propre à toute MSH : valoriser les SHS, d'une manière originale toutefois puisqu'il visait en même temps à valoriser la parole publique de chercheurs et chercheuses en SHS. Autrement dit, le présent ouvrage entend souligner à la fois l'importance et les apports de la recherche en SHS, tout en affirmant la légitimité des personnes qui représentent la communauté scientifique de ce domaine à s'exprimer et prendre place dans l'espace public. Cette affirmation s'énonce dans un contexte où la crise sanitaire nous semblait saturer l'espace médiatique d'interrogations sur le virus, la maladie, les taux de morbidité et de mortalité – autant de questions qui, dans l'univers des médias, s'étaient adressées massivement d'abord à des chercheurs et chercheuses en médecine et en épidémiologie.

Or, comme la réponse du confinement le symbolise, une pandémie n'est pas seulement un phénomène médical : elle est, tout autant, une question

² Voir en ligne : https://msh-paris-saclay.fr/articles_covid/ [consulté le 19.10.2022].

de santé publique et donc aussi une question sociale, économique, politique, un enjeu de communication et même de recompositions géostratégiques, nécessitant le recours à une perspective historique et un regard anthropologique. Le confinement, en dégradant ou transformant de manière importante les conditions d'emploi, les modes de vie et les relations sociales, est l'affaire de communautés humaines, et dans le monde des savoirs, une question de recherche pour les SHS. C'est donc aussi ceci que visait à rappeler le colloque organisé et qu'entend réaffirmer le présent ouvrage collectif : la place des SHS au côté des autres sciences, dans le vaste domaine de la production et la diffusion des savoirs, afin de fournir des clés de compréhension du monde dont l'humain est partie prenante – voire, pour questionner sa responsabilité puisqu'un mot récent, l'« anthropocène », est parfois mobilisé pour caractériser notre époque de l'histoire de la Terre comme une nouvelle ère dans laquelle les activités humaines ont une incidence globale significative.

Produit sur la base des matériaux accumulés aux différentes étapes de ce processus de réflexion, de recherche et d'échanges, depuis le travail de veille d'articles publiés à propos de la crise pandémique par des chercheurs et chercheuses en SHS dans les médias, jusqu'au colloque organisé comme un retour réflexif sur ces articles, avec également une mise en discussion et en débat des éclairages apportés par d'autres chercheurs et chercheuses ou acteurs et actrices de la recherche, et des points de vue argumentés sur les horizons possibles, le présent ouvrage se structure en trois parties.

La première partie, « Expressions de la communauté SHS dans l'espace public en temps de crise Covid-19 », entend poser les bases de deux approches : elle rend compte d'un travail d'étude des interventions de la recherche en SHS dans les médias à cette période en opérant successivement de deux manières. Dans un premier temps, afin de permettre à nos lecteurs et lectrices de mieux se situer dans ce moment très particulier de nos vies de chercheurs et chercheuses, elle donne lieu à un travail de présentation et d'analyse réalisé sur le matériau collecté grâce à la veille d'articles réalisée par la MSH Paris-Saclay, en proposant une étude quantitative et qualitative d'un large échantillon d'articles publiés

dans des médias de diffusion générale. Les résultats de cette étude, eux-mêmes présentés au début du colloque, sont exposés ici dans deux textes, mis à jour pour tenir compte de commentaires ajoutés jusqu'à la fin de l'année 2020, rédigés par Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire (alors responsables du travail de veille). Leurs deux contributions sont précédées d'un texte, coordonné par Myriam Danon-Szmydt et Yara Hodroj, explicitant le montage du dispositif de veille documentaire et de présentation de ses résultats (base de données mise en ligne), opération préalable aux autres étapes du processus d'élaboration de cet ouvrage. Les textes d'Elsa Bansard et d'Anne-Coralie Bonnaire sont suivis de deux commentaires, l'un par Caroline Orset, l'autre par Clea Chakraverty, proposant une première mise en perspective. Dans un second temps, il s'est agi, avec cette analyse extensive en toile de fond, de mettre en débat les motifs, les conditions et les effets des interventions de chercheurs et chercheuses en SHS dans les médias – laissant alors transparaître, face à un fait sanitaire mondial, l'enjeu du vivre ensemble. Le débat qui fait émerger cet enjeu est mené dans le cadre d'une communauté concrète, celle formée essentiellement par les chercheurs et chercheuses en SHS du périmètre Paris-Saclay, et sur la base d'un éventail concret d'interventions dans les médias, émanant de cette même communauté, échangeant sur des thèmes ciblés tel l'impact de la crise sur les modes de vie, l'interrogation sur le discours de l'État, l'incertitude sur les échelles territoriales de gouvernance, la révélation d'inégalités et de problèmes qui préexistaient déjà, ou encore la réaffirmation de principes à défendre. Ce débat est ici rapporté par des brèves synthèses, rédigées par les modérateurs et modératrices – Claude Didry, Christian Bessy, Ioana Vasilescu, Caroline Vincensini et Lionel Maurel – des tables rondes qui regroupaient de manière thématique les interventions retenues³.

La deuxième partie, « Nuancer la rupture sociétale, repenser le positionnement de la recherche. Enjeux de connaissance et de démocratie »,

³ Pour les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors du colloque, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs et chercheuses associés (à la date du colloque), voir la contribution d'Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire dans le présent volume : « Préambule. Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay » Ces références y sont présentées dans l'ordre de leur discussion.

réunit deux groupes de textes : le premier propose une synthèse en deux temps de l'ensemble des débats dont rend compte la première partie, rédigée par les deux membres de la direction de la MSH Paris-Saclay, Maryse Bresson et Pierre Guibentif, textes qui mettent en évidence les grandes lignes d'analyse en justifiant l'idée de multiples changements et d'un impact fort sur le vivre ensemble et le « faire société ». L'hypothèse de rupture est ici nuancée notamment par le constat de la multiplicité des vécus et l'inégalité des situations. Par ailleurs, l'évolution des SHS est caractérisée en particulier par l'effort de produire une nouvelle vue d'ensemble sur les évolutions sociétales en cours, ou encore l'ambition de penser le rapport au non-humain tout en ouvrant la question des moyens de co-construire les connaissances avec d'autres sciences, voire d'autres acteurs de la production des savoirs. Une question qui exige que soient prises en compte les relations d'interdépendance entre les sciences et la démocratie. Le second groupe de textes met précisément en débat la place des SHS dans la science et la société, à partir des contributions de Jacques Commaille et d'Étienne Klein qui restituent les travaux du colloque dans le cadre d'une réflexion plus large sur les incidences de la pandémie sur la transformation des savoirs en SHS et dans la science plus généralement.

La troisième partie, « Perspectives programmatiques. Recomposer les rapports entre science et société », est conçue comme une ouverture sur les enjeux et débats à venir, du point de vue d'acteurs et d'actrices de la recherche qui ne prennent pas seulement la parole, toutefois, au titre de chercheurs et chercheuses en SHS. Il s'agit de diversifier les points de vue afin de tirer parti de l'expérience, par la recherche, du choc Covid-19 ; de ce que celui-ci a imposé en termes de réorientations de nos travaux ; de ce qu'il a, à la fois, exigé et rendu possible en termes de nouvelles réflexions sur nos pratiques, réflexions à la mise en valeur et à la systématisation desquelles le présent volume entend contribuer. Un ensemble de personnalités a accepté de contribuer à cette troisième partie, dans des perspectives très différentes : celles de responsables de structures destinées, à des titres divers, à la formulation des politiques de la recherche en SHS – Marie Gaille, alors directrice adjointe scientifique en charge des sciences philosophiques et philologiques ainsi que de la communication à l'Institut des SHS (InSHS) du CNRS et

responsable de la coordination HS3P-CriSE⁴ (avant de devenir, à compter du 1^{er} septembre 2021, directrice de l'InSHS), Philippe Terral, directeur des ressources humaines de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et directeur adjoint de la Maison des SHS et de la Société [MSHS] de Toulouse, et Françoise Thibault, déléguée générale de l'Alliance thématique nationale des SHS (Athéna) – ; la perspective programmatique du responsable d'un média qui se donne pour mission l'intensification des interactions entre recherche et grand public – Fabrice Rousselot, directeur de la rédaction de *The Conversation France* – ; et, à côté de ces perspectives institutionnelles, la perspective individuelle d'une chercheuse en philosophie et histoire des sciences française, engagée personnellement dans la recherche – Bernadette Bensaude-Vincent. En effet, dans un cadre démocratique, les réflexions de spécialistes des questions de politique de la recherche au sens institutionnel de l'expression, impliquées dans les structures de coordination du monde de la recherche, s'associent utilement à celles des chercheurs et chercheuses, qui peuvent intervenir à partir de l'expérience concrète qu'elles et ils font des conditions de leur travail de terrain. En particulier, cela s'applique aux conditions de possibilité du travail collectif dans le monde de la recherche, et avec celles et ceux qui interagissent avec ce monde, ce qui renvoie nécessairement à l'ordre du politique. Notre pari est que ces différentes mises en perspective, à la suite d'un volume documentant un effort spécifique, sur un matériau de recherche identifié, et ancré dans un périmètre concret, de prise de recul par rapport à notre place dans la société contemporaine à un moment où celle-ci a été contrainte de se redécouvrir, puissent fournir à nos lecteurs et lectrices des outils utiles face aux crises et opportunités à venir.

Nous finalisons le présent volume « après le choc Covid-19 ». Difficile de qualifier autrement le moment de cette publication. Il serait imprudent de parler déjà d'un « après la crise Covid-19 »⁵, tant le développement et

⁴ La désignation complète de cette coordination lancée par le CNRS et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) est : « Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique ».

⁵ Sur les sens possibles du mot « crise » dans ce contexte, voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

les incidences de la pandémie sont imprévisibles à moyenne échéance. Et il serait aussi discutable de s'en tenir à l'expression naguère pleinement justifiée : « dans la crise Covid-19 », tant les circonstances ont évolué, et évolueront encore, depuis le moment où cette expression a fait irruption dans nos discours. Quelque chose, pourtant, s'est produit, qui nous a changé·es et nous force à nous redécouvrir. La double conviction que porte ce livre est qu'une responsabilité particulière dans cette redécouverte, après le choc, incombe à la science, et que celle-ci ne pourra bien l'assumer qu'avec la contribution des SHS.

PREMIÈRE PARTIE

Expressions de la communauté SHS dans l'espace public en temps de crise Covid-19

Fabrique d'un projet en temps de crise

Coordonné par MYRIAM DANON-SZMYDT & Yara HODROJ

Le projet « Les SHS face à la crise Covid-19 », engagé pendant la crise sanitaire en mars 2020, est le fruit d'un travail collaboratif impulsé par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay, en collaboration avec les MSH Mondes (Nanterre) et Ange Guépin (Nantes), en coordination avec le Réseau national des MSH (RnMSH).

Face à la stupéfaction engendrée par la situation que nous vivions, le besoin de promouvoir des réflexions liées à cette thématique a vite émergé. Ainsi, un chercheur de Grenoble a pris l'initiative de diffuser un appel à la communauté scientifique des sciences humaines et sociales (SHS) pour connaître les travaux scientifiques menés. Il a été rapidement débordé par le nombre de réponses.

Faire naître un projet sur « Les SHS face au Covid-19 » dans une période compliquée de confinement, où nous nous sommes retrouvés¹ mariés de force avec nous-mêmes et notre cercle très limité de proches, où nous avons été obligés d'inventer une nouvelle façon de nous sentir exister, sans vrais liens sociaux, où presque tout était à l'arrêt, avec l'ensemble des contraintes que chacun a vécues, telles que l'adaptation au télétravail, la garde d'enfant et l'enseignement à la maison, ou encore la nécessité de gérer différemment son temps pour être tout à la fois parents, enseignants, chercheurs, ou encore dans notre cas secrétaires générales, tout en gardant un certain esprit d'équipe et surtout de l'espoir dans une période pourtant si nouvelle, si perturbante, s'est révélé être un vrai défi.

¹ Dans ce texte, le masculin inclut le féminin et est utilisé, sans discrimination.

Organiser l'équipe de la MSH Paris-Saclay et ses activités pour pouvoir travailler à distance a été le premier problème à résoudre : il a fallu adapter les outils de chacun, en cherchant ceux qui étaient disponibles, efficaces et autorisés. Une fois cette étape franchie, c'est lors d'une des réunions d'équipe de la MSH Paris-Saclay en visioconférence qu'est née l'idée, en mars 2020, d'un projet de recensement et d'archivage des interventions des chercheurs en SHS de son périmètre dans les médias – cinq médias ont finalement été retenus pour les analyses quantitative et qualitative menées par les deux ingénieures de recherche bientôt recrutées à cet effet –, ainsi que des appels, enquêtes et événements liés à la crise Covid-19. Suite à des échanges au sein du RnMSH et avec l'Institut national des SHS (InSHS – Centre national de la recherche scientifique [CNRS]), ce projet est devenu un des outils de référence en SHS de la coordination nationale lancée à la même période par le CNRS et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : « Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique » (HS3P-CriSE). Face au grand nombre de recensements, il était impossible de continuer une veille artisanale. Il a fallu la structurer à l'aide d'une base de données, et faire appel à des professionnels de l'information scientifique et technique.

Grâce à la coordination du projet par les secrétaires générales de la MSH Paris-Saclay et du RnMSH, un groupe de travail inter-MSH s'est construit et a permis le lancement d'une veille systématique sur les activités et débats en cours dans les SHS, par le moyen de l'outil de gestion bibliographique Zotero, ainsi que la rédaction d'un cahier des charges détaillé pour faciliter le travail de transition de Zotero vers une base de données complète sur le site de la MSH Paris-Saclay.

En même temps et sur un autre front, la MSH Paris-Saclay a recruté les deux ingénieures de recherche chargées de continuer la veille documentaire et de réaliser des analyses quantitative et qualitative des interventions des chercheurs en SHS à partir de cette base de données. Effectuer les démarches de recrutement et les entretiens à distance a constitué une expérience nouvelle et enrichissante, très différente des entretiens en présentiel, où le fait d'arriver à l'heure, la manière d'échanger des regards, de serrer la main... peuvent donner une impression et des informations complémentaires sur la personne.

Même si ces éléments ont manqué dans les entretiens réalisés en virtuel, ceux-ci se sont révélés très fructueux et ont permis de trouver deux ingénieures très compétentes pour s'engager dans le projet et réaliser les analyses quantitatives et qualitatives de l'ensemble du corpus.

Pour mener à bien ce projet, il a été nécessaire de mettre en lien et de coordonner les différents membres du groupe de travail, à savoir les spécialistes de l'archivage et des bases de données et les spécialistes de l'interface web, et de faire la transition avec le travail de recherche et de veille des deux ingénieures de recherche. Le projet, qui a débuté en mars 2020, a pris plusieurs mois pour se concrétiser par une base de données complète sur le site web de la MSH Paris-Saclay². Ce travail de collaboration inter-MSH, coordonné par le RnMSH, qui a permis aux personnels de structures et de métiers variés de travailler ensemble, de se sentir appartenir à une même équipe le temps d'un projet, de s'investir pour une même cause, est un exemple réussi qui doit servir à lancer d'autres projets collaboratifs. Cet exemple, nous l'espérons, va permettre aux vingt-deux MSH de collaborer davantage ensemble en pratiquant la mutualisation des moyens financiers et humains pour pouvoir accomplir des missions ambitieuses et visibles, en développant une intelligence collective.

Le groupe de travail se composait de :

- Coordination :
 - **Myriam Danon-Szmydt**, secrétaire générale du RnMSH, ingénieure de recherche CNRS
 - **Yara Hodroj**, secrétaire générale de la MSH Paris-Saclay, ingénieure de recherche CNRS
- Équipe projet :
 - **Elsa Bansard**, ingénieure de recherche CNRS, MSH Paris-Saclay
 - **Anne-Coralie Bonnaire**, ingénieure de recherche CNRS, MSH Paris-Saclay

² Voir la base d'articles en ligne publiée sur le site de la MSH Paris-Saclay : https://msh-paris-saclay.fr/articles_covid/ [consultée le 05.10.2022].

- **Stéphanie Lévêque**, responsable de la bibliothèque mutualisée MSH Ange Guépin / Institut d'études avancées (IEA) de Nantes, assistante ingénieure CNRS
 - **Sara Tandar**, responsable des humanités numériques, ingénieure d'études CNRS, MSH Mondes (Nanterre)
 - **Éric Valdenaire**, chargé de communication, ingénieur d'études CNRS, MSH Paris-Saclay
- Visuels :
 - **Léa Avril**, graphiste, alternante CNRS, MSH Paris-Saclay
 - **Clara Hinoveanu**, graphiste, assistante ingénieure CNRS, MSH Paris-Saclay
 - Développements :
 - **Solène Besnard**, designer graphique indépendante à Rennes
 - **David Maulat**, développeur web indépendant

Ci-après les témoignages d'Éric Valdenaire, Sara Tandar et Stéphanie Lévêque.

* * *

Témoignage d'Éric Valdenaire, chargé de communication, MSH Paris-Saclay

Le confinement du 17 mars 2020 a marqué un arrêt brutal des activités soutenues par la MSH Paris-Saclay : colloques, séminaires et missions annulés ou reportés, projets de recherche mis en suspens. Il en a été de même pour l'activité de son personnel placé en télétravail forcé, isolé et privé de ses liens, contacts et réunions habituelles. Après un temps de sidération face à ce séisme qui a bouleversé nos vies personnelle et professionnelle, il a fallu repenser la manière d'exercer son métier, tant sur la forme que dans son contenu.

Pour ma part, en tant que chargé de communication, la disponibilité offerte par le télétravail a été consacrée à un développement de la veille institutionnelle et scientifique, à travers Internet et les réseaux sociaux. J'ai rapidement constaté une implication importante des chercheurs en SHS dans les médias au sujet de la pandémie et de la crise naissante, traduisant un besoin impérieux de s'exprimer et, pour certains, de s'engager³. Des débats ont animé la communauté scientifique sur la pertinence de ces prises de paroles. Des chercheurs se sont interrogés sur leur légitimité à intervenir et ont été confrontés à un dilemme entre leur envie de s'exprimer dans un « temps court », propre à l'opinion et à l'information (aider à comprendre, informer), et la retenue imposée par le « temps long », propre à la démarche scientifique et à la construction de toute recherche. Ces deux postures n'étant pas incompatibles, l'intervention des chercheurs en SHS dans les médias a donc cru régulièrement au fil des mois : plus de huit cents articles seront ainsi publiés de mars à juillet 2020 dans les cinq médias analysés dans un premier temps, *AOC*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération* et *The Conversation*, avec une évolution des thématiques suivant l'actualité : crise, confinement, « monde d'après », place du chercheur et de la science dans la société, mobilité, inégalités, gouvernance, bien-être, éducation, santé, emploi, aménagement du territoire, relocalisation, ou encore décroissance.

De cette veille a émergé l'idée d'archiver ces articles pour garder une trace des écrits et de la parole des chercheurs durant cette période exceptionnelle, tant pour donner accès à ces informations au plus grand nombre que pour constituer ce qui deviendrait à son tour un matériel de recherche.

C'est de la réalisation de ces objectifs, partagés avec la direction de la MSH Paris-Saclay, qu'est né le secteur « Les SHS face au Covid-19 » sur notre site le 10 avril 2020. À l'origine, ce secteur a été alimenté, d'une part, avec le recensement le plus exhaustif possible des initiatives prises par la communauté scientifique SHS en lien avec le Covid-19 (appels à projet et à communication, enquêtes, ressources) et, d'autre part, avec un recueil des articles de presse publiés par les chercheurs en SHS, au

³ Voir Torre, 2020a.

sein d'une rubrique spécifique intitulée « Analyse et débats ». Devant l'ampleur du corpus d'articles recueillis, nous avons vite constaté la nécessité de mieux organiser notre veille empirique quotidienne sur les médias, et d'automatiser sa restitution sur le site. Nous avons ainsi fait appel au RnMSH pour nous aider à monter un groupe de projet capable de structurer cette initiative, de rédiger un cahier des charges en vue de développements informatiques sur notre site, à l'aide d'experts de différents domaines. Sara Tandar, ingénieure en humanités numériques à la MSH Mondes (Nanterre) et Stéphanie Lévêque, documentaliste à la MSH Ange Guépin (Nantes), nous ont rapidement rejoints et nous ont aidés à définir les outils les plus adaptés, ainsi qu'à formaliser une base de données bibliographiques sur Zotero. Nous avons fait ensuite appel à une prestataire externe, Solène Besnard, afin d'automatiser la restitution de la base Zotero dans la rubrique « Analyse et débats » de notre site et de créer un moteur de recherche. Parallèlement, la base a été considérablement enrichie par Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire, les deux postdoctorantes recrutées en août 2020 par la MSH Paris-Saclay afin de travailler sur un projet de recherche mêlant analyse qualitative et quantitative des articles recueillis⁴.

Ces développements ont été finalement mis en ligne le 19 octobre 2020, permettant aux internautes d'accéder à notre base de données à l'aide d'un moteur de recherche multicritère.

Fruit d'un travail collectif mené en partie durant le premier confinement, cette base a fourni l'information d'arrière-plan indispensable au colloque « Rupture des pratiques et dynamique du débat. Les SHS face à la crise Covid-19 »⁵. Cet événement a eu pour objectif premier de dresser un bilan des interventions des chercheurs en SHS sur la crise sanitaire, publiées dans les médias de mars à juillet 2020, et de valoriser ainsi la contribution récente des SHS au débat public. Il a été aussi l'occasion pour notre groupe de travail de présenter le travail réalisé sur la base d'articles au cours d'une session intitulée « La fabrique d'un projet en temps de crise ». Et je tiens à saluer l'initiative des organisateurs du

⁴ Voir Bansard & Bonnaire, 2021b.

⁵ Voir Guibentif & Bresson, 2020.

colloque d'intégrer cette session comme un élément à part entière de cet événement scientifique, permettant de mettre en avant le travail d'ingénieur technicien administratif (ITA) en tant que partenaire d'un projet de recherche.

Je retiendrai pour ma part plusieurs enseignements de ce projet.

Des circonstances exceptionnelles comme le confinement nous ont amenés à réinventer notre activité quotidienne en nous adaptant au contexte et en créant de nouveaux outils. Rien n'eût été possible sans les nouveaux outils de visioconférence qui ont permis à l'équipe de rester en contact et de gérer un projet à distance, tout comme ils ont rendu plus tard possible la poursuite de notre activité événementielle à travers le développement des webinaires. Nous nous plaignions tous au quotidien de la visioconférence, chronophage et pourvoyeuse de maux de tête et de fatigue oculaire. Mais force est de constater qu'elle a aboli les distances et nous offre une certaine ubiquité. La visioconférence permet d'organiser à distance des projets, de créer ou d'assister à des événements scientifiques (il est désormais aisé de suivre un ou plusieurs événements en ligne, concomitants, où que se situent leurs organisateurs), d'augmenter considérablement leur visibilité (certains de nos séminaires en ligne ont vu leur audience multipliée par trois, voire quatre), et sert désormais les projets inter-MSH, voire l'internationalisation des activités des MSH (il est possible d'inviter sans contrainte matérielle ou financière des intervenants étrangers). Ce projet est enfin un formidable exemple de collaboration inter-MSH, avec des personnels de différentes structures et de différents métiers qui, ne s'étant jamais rencontrés avant, se sont associés et impliqués durant plusieurs mois pour produire un outil servant la communauté scientifique. Ce type de collaboration pourrait d'ailleurs être davantage mis en avant à l'avenir, soit pour mener à bien des projets communs à plusieurs MSH, soit pour aider des MSH ne disposant pas des ressources humaines nécessaires à développer un projet. La mise en place par le RnMSH du cycle de webinaires « Les sciences à l'épreuve des crises sanitaires et environnementales », dont la programmation est le fruit d'un comité de pilotage réunissant à distance des chargés de communication de MSH, en est un très bon exemple.

Témoignage de Sara Tandar,
responsable des humanités numériques, MSH Mondes (Nanterre)

Dans un contexte profondément bouleversé par la pandémie de Covid-19, participer à un projet en ingénierie en adéquation avec l'actualité fut une opportunité porteuse de sens professionnellement. C'est pourquoi, j'ai très rapidement accepté de participer au projet de la MSH Paris-Saclay de développer la rubrique « Analyses et débats » de son site web, en tant qu'outil de référence en SHS pour la coordination CNRS/INSERM : « Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique » (HS3P-CriSE).

Cette occasion m'a été offerte, tout juste un mois après le confinement généralisé en France, par Myriam Danon-Szmydt qui souhaitait échanger sur les profils et compétences en ingénierie utiles à la consolidation de l'équipe-projet initiale de la MSH Paris-Saclay. J'ai ainsi participé aux échanges qui ont abouti à l'identification de deux profils pertinents pour soutenir cette action : un ou une documentaliste pour la gestion des références bibliographiques issues de sources variées et un ou une spécialiste en développement web. Le RnMSH a lancé un appel auprès des directions des MSH. Cette action a permis de bénéficier de l'expertise de Stéphanie Lévêque (MSH Ange Guépin) sur le déploiement d'un outil de gestion bibliographique facilitant l'enregistrement des publications en ligne et la structuration des métadonnées des références bibliographiques qui alimenteront la rubrique dédiée du site web de la MSH Paris-Saclay. La question d'un appui ciblé sur la définition des besoins a également été soulevée. En tant que responsable du service des humanités numériques à la MSH Mondes depuis 2016, mes propres activités d'appui à la recherche étaient en mesure d'y répondre. Mon rôle dans ce projet a ainsi principalement consisté en la rédaction d'un cahier des charges fonctionnel déterminant des spécifications pour l'automatisation de l'import sur le site web des références des articles provenant de la base de données bibliographique conçue par Stéphanie Lévêque, ainsi que le développement du moteur de recherche pour l'indexation des publications et la structuration des informations sur les pages web. Il s'agissait donc essentiellement de mettre à jour et formaliser l'ensemble des besoins à destination d'un développeur

ou d'une développeuse web afin de concevoir une procédure qui permette l'alimentation automatique de la rubrique « Analyses et débats » du site web de la MSH Paris-Saclay dédiée au recensement des interventions portant sur la crise sanitaire par les chercheurs en SHS auprès des médias.

Participer à ce projet a été particulièrement positif, d'autant plus en cette période de confinement strict où notre quotidien et nos activités professionnelles ont été confrontés à un chamboulement organisationnel majeur, sans compter les difficultés personnelles liées à la pandémie de Covid-19. Mon implication dans ce projet a été stimulante car j'ai investi mes compétences et mon expérience professionnelle dans le but de répondre à un enjeu crucial et immédiat pour la recherche elle-même : constituer un état de l'art scientifique en SHS qui rende compte d'un évènement historique marquant. Les délais impartis étaient contraints puisque le 2 juillet, soit en moins de trois mois, j'ai été en mesure de livrer le cahier des charges. Or, il s'agissait de travailler sur ce projet, tout en poursuivant les activités et projets courants professionnels, et en menant de front l'école à la maison. Je ne l'ai cependant pas vécu avec difficulté mais au contraire, comme une bouffée d'air liée certainement au fait d'être en contact régulier avec des collègues dynamiques et fortement impliqués. De fait, la coordination du projet par Yara Hodroj (secrétaire générale de la MSH Paris-Saclay), Éric Valdenaire (chargé de communication de la MSH Paris-Saclay) et Myriam Danon-Szmydt (secrétaire générale du RnMSH) a été menée avec une grande efficacité en termes de réactivité et de suivi du travail. Les temps d'échanges collectifs et individuels ont toujours été menés avec beaucoup d'intérêt et de bienveillance. Ils ont su créer un cadre de collaboration qui a permis d'obtenir systématiquement des réponses rapides et précises, et d'entretenir un lien entre chacun d'entre nous. Ce cadre est une des clés pour la réussite d'un projet en temps de crise. Il permet d'assurer la bonne gestion du projet et la fluidité des interactions entre les membres de l'équipe. Ainsi, j'ai toujours pu obtenir les informations indispensables pour avancer sur le cahier des charges, à chaque étape de maturation d'identification des besoins. En effet, monter une équipe avec des agents aux compétences complémentaires était assurément indispensable pour mener à bien le projet. Mais il fallait réussir à les investir sur un projet pensé et conçu en amont, sans

qu'ils ne participent au montage du projet lui-même et qui plus est, à destination d'une MSH à laquelle ils ne sont pas directement rattachés, tout en pariant sur une équipe montée en un temps record avec des individus qui n'avaient jamais travaillé ensemble auparavant. Cela aurait pu constituer un frein non négligeable à la réalisation du projet. Or, l'implication du groupe coordinateur a su, bien au contraire, créer un esprit d'équipe incontestable. Par ailleurs, son souci permanent de valoriser notre travail et de nous intégrer comme membre de l'équipe projet à part entière a stimulé notre engagement (par exemple, très rapidement, nos noms ont été affichés sur le site web en tant que membres du projet). Pour pointer une limite d'un projet monté en temps de crise, je retiendrai l'aspect très ponctuel et limité dans le temps de mon implication. En effet, j'aurais aimé pouvoir suivre le développement web qui a été réalisé à partir du cahier des charges. Or, bien que cela ait été envisagé, il ne m'a pas été possible de poursuivre le projet au-delà de la livraison du cahier des charges, par manque de temps. C'est ainsi que j'ai découvert les résultats du travail de création graphique de Solène Besnard le jour de la table ronde « Fabrique d'un projet en temps de crise », organisée dans le cadre du colloque « Ruptures des pratiques et dynamique du débat. Les SHS face à la crise Covid-19 ». Néanmoins, c'est tout l'enjeu d'un projet en temps de crise : un engagement de continuité avec les coordinateurs et l'intervention ponctuelle et efficace de chaque acteur du projet, dans un périmètre d'actions précis et au moment opportun, avec pour objectif collectif, la réalisation du projet et son lancement officiel qui a eu lieu dans notre cas le 19 octobre 2020.

Pour conclure, travailler de manière transversale entre ingénieurs appartenant à différentes MSH afin de répondre à des enjeux cruciaux et d'actualité me semble être une voie vertueuse à suivre en temps de crise. En effet, il aurait été périlleux d'externaliser l'ensemble des activités en termes de temps : entre la publication de l'offre d'emploi et la sélection des candidats, de précieuses semaines auraient été perdues, sans mentionner la surcharge de travail pour les coordinateurs du projet pour évaluer les candidatures et les profils. Or, se « reposer » sur les profils adéquats qui ont fait leur preuve au sein de leur propre MSH permet de garantir de trouver les agents compétents et opérationnels immédiatement. La base du volontariat

permet également d'assurer une implication réelle de l'agent qui accepte de lui-même une mission supplémentaire, certes, mais de manière volontaire et en concertation avec sa direction qui le soutient dans cette démarche. Cela apporte à l'agent une nouvelle expérience de travail en mode projet dans un cadre institutionnel plus large qu'il sera intéressant et pertinent à valoriser auprès de sa hiérarchie et sur le plus long terme.

Témoignage de Stéphanie Lévêque, responsable de la bibliothèque mutualisée MSH Ange Guépin / IEA de Nantes

Suite à l'appel du RnMSH en recherche d'un ou d'une documentaliste pour participer au projet « Les SHS face au Covid-19 », la direction de mon laboratoire a souhaité faire collaborer la MSH Ange Guépin à ce projet en y inscrivant son personnel.

Responsable de la bibliothèque de la MSH, assistante de ressources documentaires et scientifiques rattachée au CNRS, j'ai pris contact avec les membres du projet en mai 2020 dans le but d'apporter mon aide technique et mon expérience en gestions documentaires. Cette collaboration s'est mise en place très rapidement et s'est inscrite dans un temps défini. J'ai ainsi pu m'appuyer sur le cahier des charges rédigé par les porteurs de projet pour proposer des outils adaptés à la gestion de références bibliographiques. Je me suis également largement appuyée sur mes collaborations passées avec des chercheurs de mon laboratoire pour la réalisation de bibliographies thématiques. À la suite d'une première réunion, j'ai très vite travaillé avec Éric Valdenaire et Sara Tandar pour le montage de la base de données. J'ai fait le choix d'une base bibliographique collaborative qui permet une intégration des données à distance, une meilleure communication entre les contributeurs et un suivi du planning plus efficace. Cet accès à distance par les membres du projet répondait bien aux contraintes techniques et surtout permettait à terme aux membres permanents du projet de prendre la main sur l'outil et son contenu.

J'ai commencé par récupérer le contenu déposé sur le site web de la MSH Paris-Saclay en organisant l'information, en la structurant pour permettre une interopérabilité des données. J'ai choisi l'outil libre de

gestion de références Zotero pour constituer cette base. Je voyais plusieurs avantages à ce choix qui permettait de :

- normaliser des données ;
- importer automatiquement les informations ;
- partager les données et travailler en collaboration ;
- insérer le projet dans la communauté Zotero riches de chercheurs et scientifiques ;
- indexer du contenu avec l'utilisation des tags ;
- accéder au texte intégral des articles référencés ;
- exporter les données.

J'ai ensuite formé les membres du projet à l'utilisation de cet outil. J'ai ouvert la base à l'équipe, apporté mon aide technique et très vite nous avons pu l'enrichir avec plus de 200 références bibliographiques en juin 2020.

Ensuite, j'ai répondu aux besoins de l'équipe en installant une veille automatisée sous Inoreader, outil libre. J'ai ouvert un compte et créé des liens avec les sources pour recevoir automatiquement les informations. Cet outil permet de centraliser les flux RSS, de les utiliser dans la base bibliographique après validation manuelle.

En juillet 2020, la base de références bibliographiques « Les SHS face au Covid-19 » était ouverte, les informations codées et réutilisables dans un site web présentant le projet. Cette expérience de collaboration inter-MSH a été très enrichissante pour moi. J'avais déjà pu travailler en équipe avec des chercheurs de la MSH Ange Guépin, mais jamais sous ce format (en distanciel sur l'ensemble du projet). Notre trinôme issu de métiers différents était très complémentaire : chargé de communication, chargée de développement numérique et chargée de ressources documentaires. Nous avons pu nous répartir le travail, du montage du cahier des charges (communication, développement web) au développement de l'outil bibliographique (ressources documentaires).

Conclusion

Pour conclure, cette crise bouleversante a montré que nous, l'ensemble des personnels de la recherche publique, avons d'immenses capacités d'adaptation et que nous étions en mesure d'inventer de nouveaux modes de fonctionnement, afin d'avancer et d'accomplir nos activités. Certes, cette crise sanitaire a entraîné de nombreuses modifications au sein de nos organisations, des changements brutaux, sans temps d'adaptation ou presque, mais elle a aussi été très formatrice, car elle nous a permis de réaliser des avancements majeurs sur plusieurs aspects – le télétravail, le système de visioconférence, le management à distance – et nous a appris à réagir face à l'incertitude et à diriger face à des situations radicalement nouvelles.

Elle a également permis aux SHS de s'imposer parmi et avec les autres sciences comme étant tout aussi essentielles, à travers le lancement de plusieurs appels à projets intégrant les SHS ou ayant comme sujet principal les SHS. Cette collaboration pluridisciplinaire et interdisciplinaire entre SHS, mais aussi avec les autres sciences – en biochimie pour l'élaboration du vaccin, en biologie pour comprendre le mode de fonctionnement du virus et comment l'inhiber (le bloquer), en modélisation mathématique pour comprendre l'importance de chaque paramètre clé dans la propagation du virus et l'évolution de l'épidémie – a pour objectif principal d'essayer d'apporter des solutions à cette crise et surtout de comprendre la réaction de la société qui s'est trouvée perdue, sans boussole ni référence pendant cette période.

Par ailleurs, cette pandémie a montré que la recherche n'aboutit pas si elle n'est pas le fruit d'un travail collaboratif, mené de manière complémentaire par les différents acteurs impliqués, afin de répondre à une question scientifique commune : comment faire face au changement ? Aujourd'hui, devant la complexité des outils, les modifications de « faire » la recherche et les évolutions des conditions de cette dernière (avec l'importance prise par les exigences d'ouverture), le travail collaboratif entre chercheurs et ingénieurs est indispensable. Créer une base de données et la rendre visible nécessitent des compétences scientifiques et d'ingénierie très pointues.

Plusieurs questions, qui transforment la recherche, nos organisations, nos métiers, restent ouvertes : quelles vont être les évolutions de nos organisations dans les années à venir ? Comment nos métiers, et nos structures vont-ils être impactés ? Quelles leçons tirer de la période écoulée ? Les formuler ici est une manière de contribuer au débat que le présent ouvrage entend engager.

La parole des SHS dans les médias

Face à un fait sanitaire mondial,
un enjeu du vivre-ensemble

Préambule

Présentation de la méthode

Elsa BANSARD & Anne-Coralie BONNAIRE

Dans ce préambule, nous avons souhaité expliciter les choix et la démarche méthodologiques ayant pour finalité la mise en place, l'optimisation de la veille documentaire et l'analyse des articles collectés, de manière quantitative et qualitative, dans le cadre de notre recherche sur la parole des sciences humaines et sociales (SHS) dans les médias face à la Covid-19. Nous présenterons cette démarche en deux temps : nous reviendrons d'abord sur la constitution du corpus, ainsi que sur la construction de la grille d'analyse quantitative et qualitative qui fondent nos travaux, puis nous montrerons quels procédés méthodologiques nous avons utilisés pour analyser les textes du corpus.

Tout d'abord, nous avons réalisé une veille documentaire systématique sur trois médias de presse quotidienne nationale (PQN) française – *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération* – venant consolider la base artisanale mise en place avant notre arrivée à la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay en août, et sur deux médias en ligne – *AOC* et *The Conversation*. Pour ces cinq médias, la veille est complète sur la période allant du 1^{er} mars 2020 au 31 décembre 2020 – période concernant notre étude présentée ici – et porte sur la parole des SHS face à la Covid-19. Des textes (articles ou interviews) de chercheurs et chercheuses en SHS, en poste dans un laboratoire de recherche, ont été sélectionnés et répertoriés sur la base de données Zotero. Cette base est augmentée d'une veille plus large et non systématique sur des médias français (incluant notamment des émissions de radio) couvrant la même période et concernant exclusivement

des chercheurs et chercheuses en SHS¹. Environ 1 400 textes² ont ainsi été collectés pour la période allant du 1^{er} mars au 31 décembre 2020. Cet ensemble a fait l'objet d'un import sur un site internet dédié³ et identifié comme un Observatoire national par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Dans le cadre de cette veille documentaire générale, on peut distinguer trois corpus qui servent de base à nos études :

- un corpus « strict » de 812 textes, issus des cinq médias mentionnés plus haut, répertoriés du 1^{er} mars au 31 juillet 2020, et ayant fait l'objet d'une analyse systématique dans une grille quantitative et qualitative présentée ci-après ;
- un corpus « systématique » de 1 127 textes, répertoriés systématiquement sur les cinq médias présentés ci-avant du 1^{er} mars au 31 décembre 2020, objet de l'analyse qualitative et mis en perspective par l'analyse quantitative ;
- un corpus « général », englobant les 1 400 textes répertoriés systématiquement dans les cinq médias cités, et enrichis de textes issus d'une veille artisanale étendue à tous types de médias disposant d'un comité de publication, allant du 1^{er} mars 2020 au 31 janvier 2021, et prolongé au-delà dans le cadre de la veille documentaire publiée sur le site de la MSH Paris-Saclay.

Même si on constate un pic de publications très important de mars à juin 2020, culminant en avril 2020, on observe sur le graphique suivant que les périodes de productions médiatiques des chercheurs et

¹ Incluant : anthropologie, droit, économie, ethnologie, géographie, histoire, langues et civilisations, lettres, linguistique, management, philosophie, sciences de l'éducation, sciences de l'information et de la communication, sciences politiques, sociologie.

² Au 31 janvier 2023, la veille médiatique comporte 2 769 articles. Huit médias bénéficient d'une veille systématique : *Alternatives économiques*, *AOC*, *CNRS Le Journal*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Le Monde*, *Libération*, *The Conversation*. La veille non systématique sur tous types de médias se poursuit également.

³ Voir la base d'articles en ligne publiée sur le site de la MSH Paris-Saclay : https://msh-paris-saclay.fr/articles_covid/ [consultée le 19.09.2022]

chercheuses en SHS correspondent aux périodes de confinement – et donc aux pics de contaminations⁴ de mars/avril 2020 et novembre/décembre 2020.

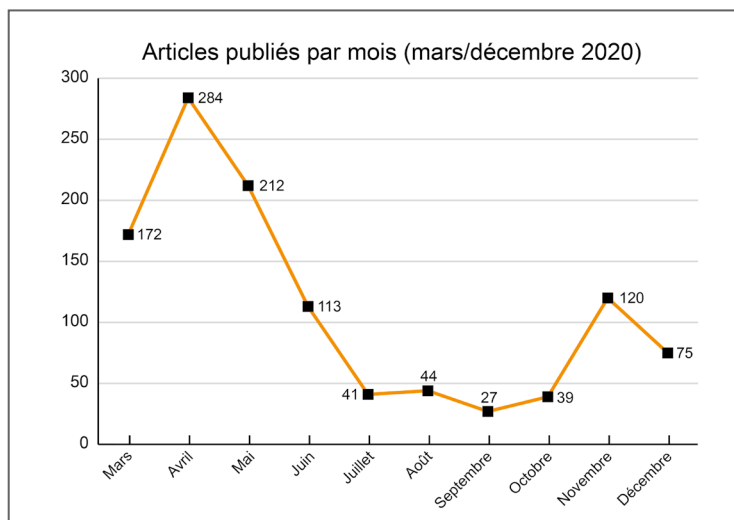


Figure 1 – Nombre cumulé d'articles publiés collectés dans la veille systématique, tous médias confondus (1 127 du 1^{er} mars au 31 décembre 2020).

Source : graphique réalisé par Anne-Coralie Bonnaire.

Pour acquérir le corpus de manière rétroactive sur la période allant du 1^{er} mars au 31 juillet 2020, nous avons procédé par recherche de mots-clés dans les archives en ligne des médias sélectionnés. Certains articles sont publiés uniquement dans la version en ligne des journaux de PQN. Pour les deux médias internet *AOC* et *The Conversation*, la même recherche par mots-clés a permis d'acquérir les articles à considérer pour l'étude. Néanmoins, certains contenus ont pu évoluer depuis notre passage sur ces supports. Pendant la période de collecte du corpus, on s'aperçoit très vite que, sur les journaux de PQN, les prises de paroles de SHS se font essentiellement sous forme de tribunes dédiées aux chercheurs et

⁴ Ce graphique prend en compte toutes les publications en SHS recensées sur Zotero pour la période allant du 1^{er} mars au 31 décembre 2020.

chercheuses ou aux personnalités (et donc signées d'elles et eux-mêmes), ou dans le cadre d'entretiens journalistiques. À ce titre, c'est la discipline des chercheurs et chercheuses interviewé·es qui a été codée dans la grille d'analyse présentée ci-après. Pour être référencé·es, les chercheurs et chercheuses devaient appartenir à un laboratoire de recherche universitaire, public, ou privé. La (ou les) discipline(s) codée(s) correspond(ent) à l'unité de rattachement de la chercheuse ou du chercheur et/ou à la discipline du doctorat réalisé. Les SHS ont été comprises dans un sens très large englobant toutes les disciplines présentes dans les universités de sciences humaines⁵. Pour les chercheurs et chercheuses en formation, c'est la discipline du doctorat qui a été retenue.

Ensuite, nous avons construit et rempli une grille d'analyse des articles en mêlant les critères quantitatifs et qualitatifs. Celle-ci porte sur les articles issus de la veille systématique sur les cinq médias (*AOC*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*, *The Conversation*) du 1^{er} mars au 31 juillet 2020, soit 812 articles en tout. Il s'agit du « corpus strict » de 812 textes sur lequel s'appuie l'analyse quantitative⁶ et les constats qui fondent l'analyse qualitative⁷.

Inspirée d'une méthode quantitative issue de la tradition anglo-saxonne (Krippendorf & Bock eds, 2009), la grille d'analyse documentaire conçue pour notre étude code les articles sélectionnés de manière systématique. L'intérêt d'utiliser un codage est d'évacuer le problème de l'interprétation personnelle et de réduire la contextualisation des données, rendant ainsi les résultats plus objectifs (George 2009 : 146-147). Nous avons ainsi codé par variables : le média concerné, l'auteur·e, la discipline, le territoire Saclay⁸, le titre, le problème abordé, ainsi

⁵ Voir la note 1 pour la liste complète des disciplines concernées.

⁶ Voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire dans le présent volume : « La médiatisation de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19. Étude quantitative ».

⁷ Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

⁸ Cette variable devrait permettre, dans le cadre de la collaboration de la MSH Paris-Saclay avec la zone du Plateau de Saclay (incluant l'École normale supérieure [ENS] Paris-Saclay, l'Université Paris-Saclay, l'Université de Versailles

que l'adresse et le collectif auxquels il est fait référence dans l'article. L'intention du texte a aussi été codée et correspond à ce que la chercheuse ou le chercheur qui prend la parole entend réaliser en prenant la parole (« dénoncer », « dévoiler », « témoigner », etc.). Les émotions ont été observées et codées systématiquement, ainsi que les problèmes traités en lien avec la crise. Les thèmes donnés par la veille documentaire mentionnée plus haut ont été ensuite codés (c'est-à-dire « Crises et mutations » ; « Droits et Libertés » ; « Gouvernance en temps de crise » ; « Lien social et inégalités » ; « Regards sur l'économie » ; « La place de la chercheuse ou du chercheur » ; « Santé, Éducation, Bien-être »). Des mots-clés plus précis et spécifiques à la période observée ont été ajoutés pour obtenir une image nette. Il est important de noter que les mots-clés ne peuvent être subordonnés aux thèmes et qu'ils continuent d'être insérés dans la base de données Zotero active au-delà du 31 juillet 2020. Trois variables ont ensuite été dédiées à l'intertextualité des articles, où l'on a pu coder les types de références utilisées. Dans cette grille, une dernière colonne a été laissée libre, afin de noter des observations thématiques et lexicales, les références employées quand elles étaient remarquables, et de trier, dans un premier jet, des informations utiles à l'analyse qualitative des articles. Pour évaluer l'intensité du texte, les intentions, les adresses et les problèmes, nous avons utilisé un certain nombre d'indices comme la fréquence des mots, le vocabulaire employé, la sémantique du verbe et les adverbes de modalité ; nous avons observé les adjectifs et les attributs qualitatifs ainsi que les occurrences (Bardin, [1977] 2007 : 134-149).

L'étude quantitative⁹ s'appuie sur la grille d'analyse documentaire de 812 articles en exploitant toutes les données recensées pour évaluer la

Saint-Quentin-en-Yvelines [UVSQ], l'Université d'Évry, CentraleSupélec...), d'évaluer la participation des chercheuses et chercheurs de la zone au débat sur la pandémie due à la Covid-19. Pour un total de 6,8 % des articles analysés écrits ou coécrits par des auteur-es de la zone Saclay, les pourcentages varient de 2 % sur *Le Figaro* à 14,9 % sur *Libération*, 9,2 % sur *The Conversation*, 6,7 % sur *AOC* et 3,5 % sur *Le Monde*.

⁹ Voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire dans le présent volume : « La médiatisation de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19. Étude quantitative ».

place de la parole laissée aux chercheurs et chercheuses en SHS dans les cinq médias étudiés. Tout d'abord, une analyse statistique des données quantitatives a été réalisée à partir de la grille documentaire mentionnée ci-avant. Celle-ci présente d'abord des résultats généraux sur tout le corpus, puis de grandes lignes média par média. Dans un deuxième temps, une analyse lemmatique d'un nombre représentatif d'articles – 10 % de chaque média – a été réalisée grâce au logiciel *Tropes*¹⁰. Une sélection aléatoire d'articles offre des résultats absolument satisfaisants en matière de représentativité (Riffe, Aust & Lacy, 2009 : 58). Cette méthode d'analyse du discours permet, par une classification automatique des lemmes de chaque texte soumis à l'analyse, de faire ressortir les liens entre les mots employés, les clusters de référence, mettant ainsi en évidence les partis pris linguistiques effectués par les chercheurs et chercheuses en SHS et ceux entre médias. Faisant appel à la tradition des sciences de l'information et de la communication, une analyse des prises de position journalistiques et médiatiques a été réalisée et discutée dans le contexte de la Covid-19 pour remettre en perspective les résultats de cette analyse quantitative.

L'étude qualitative¹¹ se structure à partir de plusieurs approches des corpus. Premièrement, la réflexion se nourrit de la grille d'analyse co-construite à partir des 812 textes du corpus strict et établit quatre constats initiaux : la Covid-19 dans la parole des SHS n'est pas une référence biomédicale ; elle est qualifiée de « crise » ; elle questionne les liens des sciences et des politiques ; et elle est l'occasion de créer de nouveaux concepts. Dans un deuxième temps, et afin d'explorer, documenter et discuter ces quatre constats, l'étude s'appuie sur un corpus élargi. Elle étend ainsi l'analyse qualitative du corpus strict au corpus systématique de

¹⁰ Le logiciel *Tropes* fonctionnant sur un principe de regroupements lemmatiques et lexicographiques, il est nécessaire qu'une levée d'ambiguïté des mots soit régulièrement effectuée. Ainsi, au début de l'utilisation de ce logiciel dans le cadre de notre étude, le terme de « virus » renvoyait en premier lieu à un virus informatique. C'est à la suite d'une mise à jour du logiciel que le terme « virus » est mis en relation avec « corona », « Covid-19 » et « coronavirus » (*Tropes*® : version 8.4..., 2013 : 51).

¹¹ Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

1 127 textes bien sûr, mais également au corpus général de 1 400 textes. L'objectif est de capter avec autant de rigueur et d'ampleur que possible la manière dont ces quatre constats initiaux interviennent dans la parole des SHS dans les médias lors de la crise de la Covid-19. Troisièmement, l'étude qualitative fonde son propos sur un corpus de références critiques en sociologie, anthropologie et philosophie. Cette étude ne se veut ni une recension ni une énumération problématisée, elle vise à proposer un regard englobant, une vision structurée qui nourrit les débats à venir. Le corpus de références critiques permet de dresser une vision propre et suffisamment générale pour favoriser une prise du recul tout en constituant une nouvelle pierre à l'édifice des paroles des SHS durant cette pandémie de 2020.

**La médiatisation de la parole
des chercheurs et chercheuses en SHS
face à la Covid-19**
Étude quantitative

Anne-Coralie BONNAIRE

Pendant la période du premier confinement qui s'est déroulé de mars à avril 2020, 80 % des contenus des chaînes françaises d'information en continu étaient dédiés à la Covid-19, ainsi qu'une dépêche sur deux de l'Agence France-Presse (AFP) (Hervé, 2020). Depuis mars 2020, la pandémie¹ de Covid-19 a non seulement placé au centre des débats la question de la maladie et de l'organisation sanitaire des sociétés, mais elle a aussi interrogé la parole des chercheurs et chercheuses dans l'espace public. Bien que ce phénomène ne soit pas nouveau, on constate que pendant la pandémie, le public tend à suivre les informations sur les médias traditionnels majoritairement. D'ailleurs, la confiance accordée à ces médias augmente avec le temps, de même que leur écoute, ce qui est plutôt une bonne nouvelle pour la démocratie (Casero-Ripolles, 2020).

La place de l'expert-e dans les médias est redéfinie à la lumière de l'urgence : informer, dévoiler, mais aussi permettre la réflexion. Cette image de l'expert-e s'entremêle avec l'image de la recherche, de l'expérimentation, mais aussi de la vérité et de la science. Il convient de s'interroger également sur la parole des chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales (SHS) au-delà des considérations médicales et

¹ Dans cet article, les recommandations de l'Académie française seront respectées pour l'emploi de « Covid-19 » au genre féminin.

sanitaires, c'est-à-dire, même si les termes « pandémie » et « Covid-19 » font référence au contexte sanitaire, il devient très vite évident que la pandémie a des répercussions sur et dans d'autres domaines de la vie². Dans cette contribution, nous analysons la parole des chercheurs et chercheuses en SHS grâce à une analyse quantitative statistique de cinq médias : trois journaux de la presse quotidienne nationale (PQN) et deux médias internet.

Dans une première partie, nous reviendrons sur le contexte de l'analyse des médias en temps de crise (Mattelart & Mattelart, 1979), ainsi que sur les choix méthodologiques qui ont été faits. Ensuite, nous présenterons les résultats généraux de l'analyse quantitative, puis lemmatique, du corpus, afin de dévoiler les partis pris et les problèmes traités par les SHS pendant la première vague de la crise³ due au SARS-CoV-2 au printemps 2020. À l'aune de ces éléments, nous discuterons dans une dernière partie ce que la pandémie permet de mettre en lumière quant à la place de l'expert-e et de l'expertise dans les médias dans ce contexte si singulier de 2020.

L'espace public dans lequel les chercheurs et chercheuses en SHS s'expriment depuis mars 2020 est à comprendre dans un sens habermassien de l'espace de prise de parole et de co-construction de sens (Miège, 2010) : c'est un espace symbolique où s'entremêlent la parole et le sens du politique, pilier de la démocratie, à la fois lieu d'expression et d'acceptation de celle-ci. Dans le cadre d'une pandémie, on s'accordera sur le fait que les nombreuses mesures prises pour freiner la contagion ont un impact sur la vie en société et son organisation, sur la liberté d'aller et venir et aussi de communiquer. Nous avons choisi de nous interroger sur la place laissée à la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face et pendant la pandémie dans trois journaux quotidiens et deux médias internet. Le focus a été mis sur les SHS dont on postulait qu'elles aborderaient les conséquences plus communicationnelles, politiques, sociales, philosophiques ou encore économiques de la pandémie.

² Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

³ SARS-CoV-2 est l'acronyme anglais de *severe acute respiratory syndrome coronavirus 2*.

Pour analyser les médias, il faut se confronter au matériau de la presse même pour obtenir des résultats tangibles et objectifs.

Un problème comme celui de la presse et de l'opinion publique ne peut être construit que dans le matériau lui-même. C'est-à-dire que pour obtenir des résultats tangibles concernant la fonction de la presse, concernant son intrication avec l'économie et la politique, etc., il faut découvrir ces connaissances par l'analyse de faits exemplaires et de cas particuliers. (Kracauer, [1931] 2017)

Ce texte de 1931 permet d'appréhender la parole des chercheurs et chercheuses en faisant le parallèle entre la situation troublée de cette année-là et 2020. Juste après la télévision, la presse quotidienne est, d'après l'Eurobaromètre, le média le plus influent en Europe (Kopper, cité par Durand & Jorjy, 2007 : 58). À ce titre, les médias analysés dans cette étude ont été sélectionnés afin de couvrir plusieurs prises de position politiques dans une démarche comparative (Charlot, 1967). Devant l'urgence d'un processus de publication rapide et l'importance des réseaux sociaux dans l'information face à la pandémie (Casero-Ripolles, 2020 ; Thimm, 2018), nous avons inclus pour l'étude ici présentée deux médias internet, *AOC* et *The Conversation*. Bien qu'*AOC* soit payant et *The Conversation* en accès gratuit, les deux supports offrent un processus de publication rapide et plus accessible. Le reste de notre choix de corpus s'est porté sur trois journaux de la PQN, pour une question d'audience et de représentativité du spectre politique : *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération*.

Démarche méthodologique

Le choix du corpus d'analyse s'est porté sur cinq médias en particulier, trois grands journaux de PQN qui s'inscrivent dans un système médiatique (Thomaß Hrsg., 2007 : 13) et deux médias internet⁴. Nous avons sélectionné pour notre corpus les journaux de la PQN les plus lus en France et les plus représentatifs. *Le Monde* se place en premier en termes de tirage au niveau national, avec une audience journalière d'environ 337 000 exemplaires distribués par jour, suivi par *Le Figaro* qui édite

⁴ Voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard dans le présent volume : « Préambule. Présentation de la méthode ».

327 000 journaux quotidiennement. Comme troisième journal, notre choix s'est porté sur *Libération*, septième en termes de tirage, c'est-à-dire un peu plus de 70 000 exemplaires par jour⁵. Notre corpus est complété d'articles de *AOC* et *The Conversation*, deux médias en ligne dédiés à l'analyse et aux prises de position scientifiques, le premier nécessitant un compte payant et le deuxième en accès libre et gratuit.

Sur la période allant du 1^{er} mars 2020 au 31 juillet 2020, une recherche par mots-clés dans les archives en ligne des médias sélectionnés a été effectuée. À titre d'exemple, on note que le mot-clé « coronavirus » donne dans les archives du *Monde* 235 pages de 40 articles chacune, soit près de 9 400 articles, du 1^{er} mars 2020 au 13 novembre 2020. Avec le terme « Covid-19 », ce sont 246 pages qui apparaissent sur la même période. Les articles ainsi collectés ont ensuite été entrés dans une base de données et codés dans une grille documentaire permettant leur traitement quantitatif et qualitatif. Pour sélectionner les articles inclus dans le corpus d'analyse, nous avons utilisé les critères suivants : nous avons cherché tous les articles publiés par un chercheur ou une chercheuse associé-e à un laboratoire, en activité dans un centre de recherche ou une université, un ou une docteur-e ès SHS prenant la parole dans un des médias choisis. Les SHS ont été comprises de manière très large⁶. Par ailleurs, les articles étaient aussi inclus dans le corpus lorsque des chercheurs et chercheuses en SHS prenaient la parole avec des collègues en sciences de la vie et de la terre ou en médecine ; ainsi il existait aussi dans nos variables la possibilité de coder « Médecine/Sciences de la santé » et « Biologie ».

Analyser un média revient à le décomposer en ses éléments (Vanoye & Goliot-Lété, 2005 : 9). Pour analyser notre corpus de plus de 800 textes, il a fallu découper, interroger, choisir. Les contenus des discours et des prises de position permettaient de répondre à notre question de

⁵ Voir le « Classement diffusion presse quotidienne nationale » publié en ligne par l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias (ACPM), <https://www.acpm.fr/Les-chiffres/Diffusion-presse/Presse-Payante/Presse-Quotidienne-Nationale> [consulté le 29.09.2020].

⁶ Pour la liste complète des disciplines concernées, voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard dans le présent volume : « Préambule. Présentation de la méthode ».

recherche : quelle est la prise de parole des chercheurs et chercheuses en SHS dans l'espace public face à la crise ? Nous avons travaillé de manière déductive avec les hypothèses suivantes :

- ils et elles s'expriment dans l'espace public par le truchement des médias dédiés et de journaux quotidiens ;
- ils et elles prennent position face à la pandémie et se positionnent en tant que chercheurs et chercheuses dans la société ;
- en prenant position dans les médias, ils et elles cherchent à influencer les prises de décision politique en éclairant de leur savoir et de leurs observations empiriques ;
- les lignes éditoriales des différents médias concernés influent sur le poids de cette prise de parole.

Analyse quantitative

Dans cette partie, les résultats de l'analyse quantitative sont présentés en lien avec l'analyse lemmatique, offrant une image assez précise de la prise de parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19 de mars à décembre 2020. Cette prise de parole est tout à fait considérable : environ 1 400 articles ont été retenus pour l'analyse suivante.

Chronologie et nombre de publications en SHS

Pendant le premier confinement de 2020, on observe une majorité d'articles collectés dans les archives du *Monde* (339), suivi de *The Conversation* (217). *AOC* et *Libération* proposent en termes de quantité à peu près le même nombre d'articles (105 et 101 respectivement). *Le Figaro*, quant à lui, offre très peu de place à la parole des SHS dans ses colonnes avec seulement 50 articles repérés qui correspondent à nos critères de sélection. 812 textes⁷ ont été inclus dans le corpus et

⁷ Inclus dans l'analyse quantitative et issus de la veille systématique sur les cinq médias concernés. Pour plus d'informations concernant la collecte du corpus, voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard dans le présent volume : « Préambule. Présentation de la méthode ».

analysés, ce qui revient à 41 articles par mois en moyenne de mars à juillet 2020, mais qui varie de 84,8 articles par mois en moyenne sur *Le Monde* (près de trois par jour !) contre 12,5 articles par mois pour *Le Figaro*. On constate que le nombre d'articles publiés en 2020 augmente en avril pour décliner en mai puis en juin et augmente de nouveau à partir d'octobre/novembre⁸. Or, la pandémie commence à être un objet médiatisé dès janvier/février 2020, même si le confinement commence en mars de cette même année ; on observe ainsi que les publications, tout comme les taux d'infection de la Covid-19 en décalage de deux ou trois semaines, sont publiés deux semaines à un mois après les faits qu'ils rapportent. Il peut s'agir du temps éditorial nécessaire à la publication, mais aussi du temps de réaction requis à ce que l'on se saisisse du sujet, l'étudie et le comprenne, pour pouvoir ensuite en parler dans l'espace public.

Ainsi, l'essentiel des articles collectés est publié en avril et en mai. À partir de juin, le nombre d'articles concernant la Covid-19 décroît lentement pour être soit inexistant sur certains médias, soit réduit à peu de chagrin à partir du mois d'août, mais augmente à nouveau à partir d'octobre/novembre 2020. Ce phénomène peut s'expliquer de plusieurs manières : dans l'urgence journalistique, après le choc des mesures du premier confinement qui occupent le devant de la scène médiatique, le thème de la Covid-19 diminue et est assez vite remplacé par d'autres urgences, telles que le décès de George Floyd survenu le 25 mai 2020 à Minneapolis et les manifestations *#Black Lives Matter* qui s'ensuivent aux États-Unis et très vite ailleurs dans le monde. Cela peut aussi être dû au déconfinement, qui a lieu dès le 12 mai, et les vacances d'été qui approchent et qui sont, traditionnellement en France, une période d'arrêt des administrations et de bouleversement des programmations médiatiques. On peut supposer que les chercheurs et chercheuses, ayant repris leur quotidien, partent aussi en vacances. Par ailleurs, l'effet de surprise dû au confinement et le temps que celui-ci a pu laisser aux auteures disparaissent progressivement pour réapparaître avec le

⁸ Cf. la figure 1 de la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard dans le présent volume : « Préambule. Présentation de la méthode ».

deuxième confinement à partir d'octobre 2020. On peut donc dire que les pics de publications suivent les pics de contamination. Il est intéressant d'observer si les thèmes abordés varient avec le temps.

Disciplines des SHS présentes dans le corpus

Dans cette deuxième partie, nous proposons d'observer les disciplines des SHS représentées dans le corpus. On constate d'emblée que la sociologie est la discipline la plus présente, suivie de près par la philosophie, l'économie, l'histoire et les sciences politiques. Quelques collaborations avec des chercheurs et chercheuses des disciplines de médecine et des sciences connexes peuvent être constatées, même si celles-ci restent minoritaires : soit on a affaire à des chercheurs et chercheuses issues de la même discipline qui prennent la parole ensemble, soit les codages en sciences de la santé correspondent très souvent à des chercheurs et chercheuses qui ont une double casquette sciences de la santé/et SHS – par exemple l'un des auteur-es d'*AOC* est anthropologue et médecin. C'est pourquoi on constate sur la figure 1 la présence de 2 % de sciences de la santé/médecine et 1 % de biologie, tous médias confondus.

De même, seule une occurrence d'un-e ethnologue est rencontrée ; les sciences de l'éducation et la linguistique sont aussi très peu présentes. Le droit, l'anthropologie, les sciences de l'information et de la communication (SIC), la géographie, les lettres et le management forment les disciplines intermédiaires, même si on voit que dans l'ensemble leur répartition reste très inégale d'un média à l'autre. Par exemple, si les SIC atteignent autant d'occurrences sur l'ensemble du corpus, c'est grâce à *The Conversation*, où on trouve cinq fois plus d'articles rédigés par des chercheurs et chercheuses en SIC que sur *AOC*, alors que sur ce dernier on trouve deux fois et demie plus d'anthropologues que dans *Libération*.

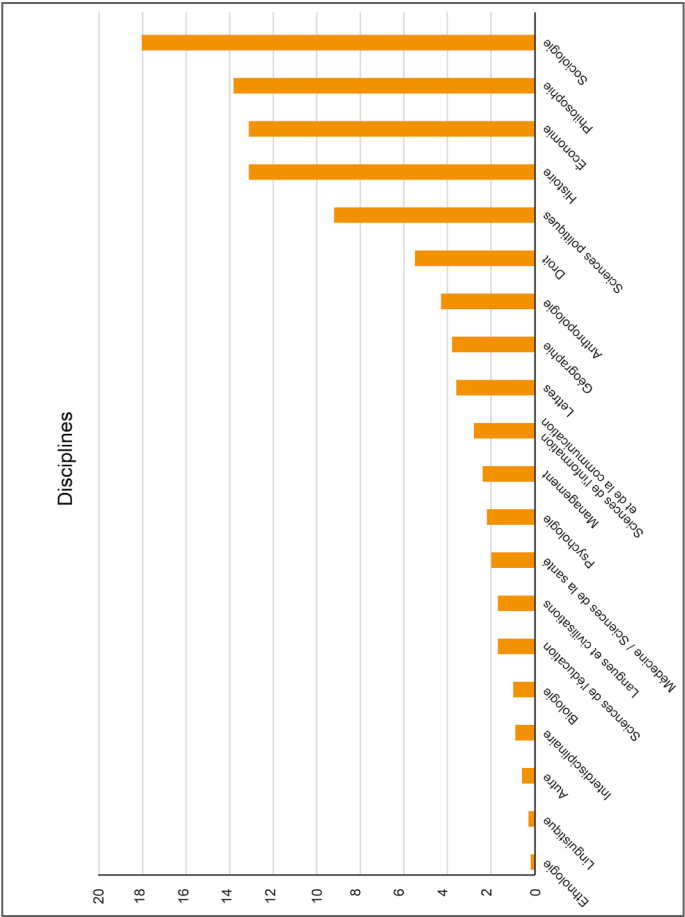


Figure 1 – Disciplines (tous journaux confondus, en %).

Source : Graphique réalisé par l'auteur.

Thèmes présents dans le corpus

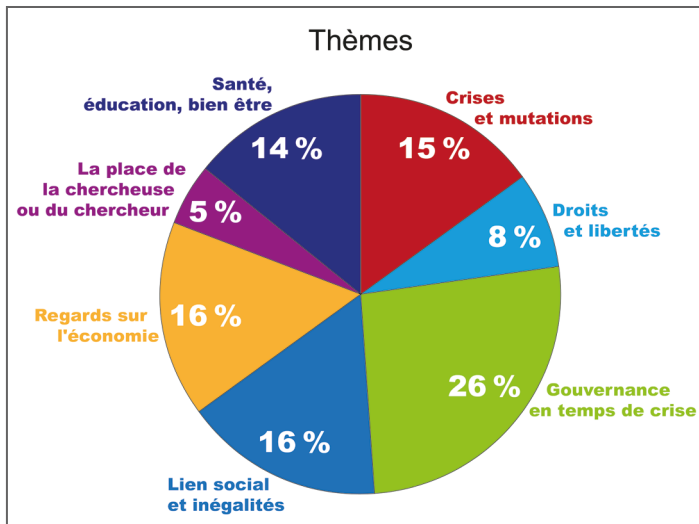


Figure 2 – Thèmes (tous journaux confondus, en %).

Source : Graphique réalisé par l'auteur.

Les thèmes sont ici des grandes catégories thématiques observées pendant la veille documentaire et qui ont nourri la réflexion et l'étude du corpus. On constate sur la figure 2 que le thème le plus fréquent est celui de la « Gouvernance en temps de crise » (26 %), suivi de « Lien social et inégalités », ex aequo avec « Regards sur l'économie » (16 %), puis de « Crises et mutations » (15 %) et « Santé, éducation, bien être » (14 %). Le thème « Droits et libertés » atteint enfin 8 %, alors que celui de « La place de la chercheuse ou du chercheur » n'atteint que 5 % des prises de paroles en SHS. D'un média à l'autre, les thèmes suivent cette tendance générale. Ainsi, le thème « Gouvernance en temps de crise » est-il le plus représenté dans quatre des médias analysés, *Le Monde* faisant exception ; mais dans *Le Figaro* et *AOC*, le thème qui suit « Gouvernance en temps de crise » est « Crises et mutations » ; alors que dans *Libération*, c'est « Santé, Éducation, Bien être » et dans *The Conversation*, « Regards

sur l'économie ». Alors que l'on aurait attendu ce dernier thème plus fréquemment dans *Le Monde*, c'est en réalité le thème « Lien social est inégalités » qui est le plus fréquemment traité dans ce journal, suivi de « Santé, éducation, bien être ».

Par exemple, pour *The Conversation*, on peut croiser les thèmes des articles avec les problèmes traités et constater certaines prédominances. Ainsi, on note que, pour le thème « Gouvernance en temps de crise », les trois problèmes les plus souvent traités sont *Quelle géopolitique demain ?* ; *Quels effets pour les régimes politiques nationaux ?* ; et *Questionnements de santé publique*, répartis assez équitablement. Le deuxième thème le plus présent sur *The Conversation* est « Regards sur l'économie », où, sans surprise, la très grande majorité des problèmes évoqués concerne l'économie de demain. Le thème suivant est celui du « Lien social et inégalités », où les problèmes d'*enjeux de la sociabilité* et d'*accroissement des inégalités/aggravation des précarités* sont les plus souvent traités. Ensuite, c'est le thème des « Crises et mutations » qui est le plus fréquent, où les problèmes sont répartis de manière assez transversale, seule la question *Comment la science peut-elle éclairer la situation d'incertitude ?* apparaît sensiblement plus souvent que les autres. Dans ce thème, en effet, les grands problèmes de l'impact de la pandémie sur la vie sociale, économique, politique, sanitaire sont cruciaux, c'est pourquoi ils sont aussi variés. La question des *leçons à tirer de l'histoire des épidémies*, celle des *enjeux de la sociabilité* et celle des *effets pour les régimes politiques nationaux* arrivent juste après. Enfin, il est intéressant aussi de noter que c'est sur *The Conversation* que le plus d'articles sont consacrés au thème « La place de la chercheuse ou du chercheur ». Dans ce cas, il est intéressant de constater que le problème de savoir *Comment la science peut éclairer cette situation d'incertitude ?* est majoritaire.

Mots-clés présents dans le corpus

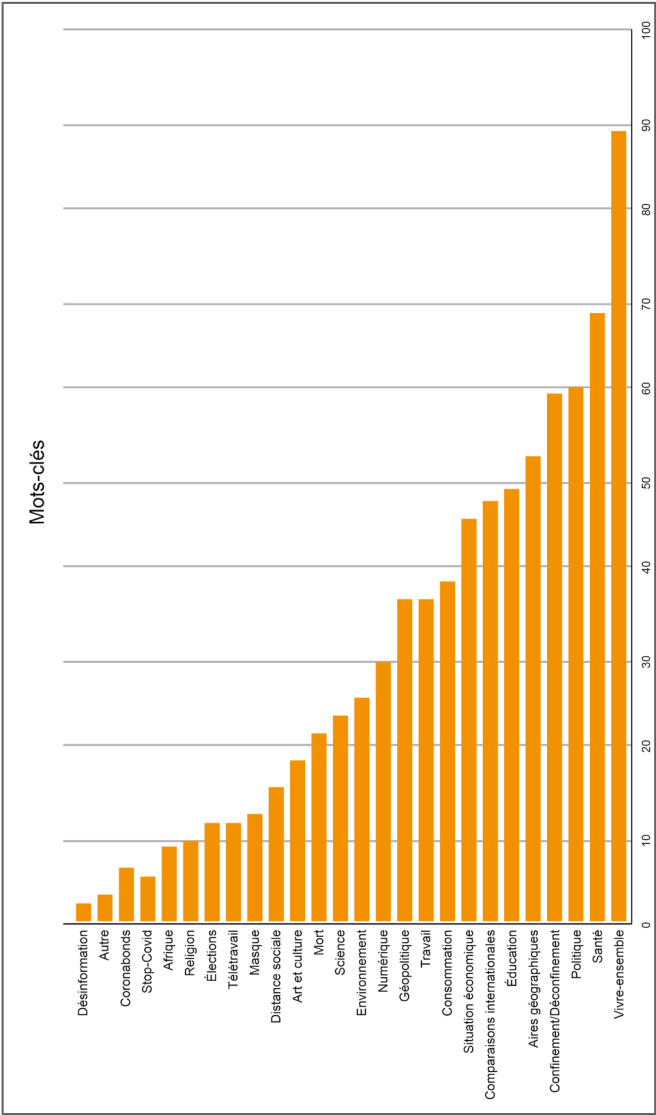


Figure 3 – Mots-clés abordés dans les médias (chiffres absolus).
Source : Graphique réalisé par l'auteur.

Les mots-clés permettent d'obtenir une image plus précise des aspects de la pandémie évoqués dans le corpus (cf. Figure 3). On note qu'ils varient d'un journal à l'autre. Il est intéressant néanmoins de pointer que certains mots-clés n'apparaissent pas du tout dans certains médias. Par exemple, celui de « StopCovid⁹ » n'est pas traité dans *Le Figaro* ni sur *AOC* ; celui d'« Élections municipales » ne l'est pas dans *Le Figaro* ; celui de « Religion » n'est en revanche présent que dans ce même *Figaro* et dans *Le Monde*, alors que le mot-clé « Afrique » n'apparaît que dans *Le Monde* et *The Conversation*, de même que « Coronabonds¹⁰ » et « Désinformation », que l'on ne rencontre que dans *Le Monde*.

Médias	Mots-clés
<i>Libération</i>	Politique ; Confinement/Déconfinement, Vivre-ensemble ; Aires géographiques ; Travail
<i>AOC</i>	Politique ; Aires géographiques ; Vivre-ensemble ; Santé ; Comparaisons internationales
<i>Le Figaro</i>	Vivre-ensemble ; Politique, et ex aequo Comparaisons internationales, Géopolitique, Confinement/Déconfinement ; Santé
<i>Le Monde</i>	Politique ; Vivre-ensemble ; Situation économique ; Santé ; Éducation
<i>The Conversation</i>	Vivre-ensemble ; Comparaisons internationales ; Santé ; Confinement/Déconfinement ; Situation économique

Tableau 1 – Mots-clés les plus fréquents par média.

Source : Tableau réalisé par l'auteure.

Ici on note déjà la tendance de *The Conversation* et du *Monde* à mettre la crise de la Covid-19 en relation, plus souvent que les autres

⁹ Vite remplacée par TousAntiCovid, l'application StopCovid devait permettre le tracé de contact suite au déconfinement. Pour plus d'informations, voir Cholez, 2021.

¹⁰ Plusieurs États de l'Union européenne militaient pour la création de bonds qui auraient permis de mutualiser la dette due à la pandémie. Pour plus d'informations, voir en ligne : <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/qu-est-ce-que-les-corona-bonds/> [consulté le 04.10.2022].

médias, avec les questions économiques. On constate d'une manière générale que le « Vivre-ensemble » est le mot-clé qui se laisse le plus souvent associer aux articles analysés, de même que « Politique », « Santé », « Confinement/Déconfinement », « Comparaisons internationales » (entre la France et un autre pays) et « Aires géographiques » (c'est-à-dire l'étude par un chercheur ou une chercheuse français·e d'un autre pays, par exemple la Chine, ou les États-Unis, qui sont les plus fréquemment analysés).

Adresses et collectifs employés dans le corpus

Il n'y avait pas toujours de collectif ou d'adresse directement détectable dans les articles étudiés. N'ont été codés ici les adresses et collectifs que lorsqu'ils étaient clairement mentionnés dans le texte. Sur *AOC*, c'est le collectif des *pairs* qui est mentionné le plus souvent (38 articles, contre 18 pour *Français-es* et 9 pour *gouvernant-es*). Sur *The Conversation*, l'adresse qui domine est : les *Français-es* (80 articles), suivi es de très loin par les *lectrices et lecteurs* (32 articles) et les *gouvernant-es* (27 articles). Dans *Le Figaro* et *AOC*, les *gouvernant-es* sont les adresses les plus fréquentes. Néanmoins la deuxième place varie : sur *AOC*, celle-ci est réservée aux *pairs* et aux *lectrices et lecteurs* ex aequo (14 textes chacun). Dans *Le Figaro*, ce sont très peu les *chercheurs et chercheuses* (codé·es en *pairs*) qui s'expriment, mais plutôt les *Français-es*. Dans *Libération*, on note que les adresses des articles sont réparties sur un spectre plus large, entre les *gouvernant-es* et les *Français-es* en tête, mais aussi les *pairs*, les *Européen·nes* et l'*Union européenne*, les *lectrices et lecteurs*. Par ailleurs, il est intéressant de noter que dans *Libération*, le collectif adressé est bien plus souvent celui des *pairs* et des *acteurs sociaux et actrices sociales*, ainsi que des *journalistes*. On y fait appel aussi à l'*humanité* et même à la *communauté internationale*, ce qui correspond à l'image plus universaliste du journal. Enfin, ce dernier offre une panoplie d'adresses plus large que les autres médias du corpus. Par ailleurs, les *acteurs sociaux et actrices sociales* tiennent dans *Le Monde* comme dans *Libération* fréquemment un rôle de collectif adressé, alors qu'ils et elles sont quasiment absent·es des autres médias observés.

Intentions et problèmes traités

Dans cette partie de notre recherche, nous avons souhaité nous demander quelle est l'intention de la prise de parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la pandémie et quels sont les problèmes qu'elles et ils traitent dans leurs articles (cf. Figure 4). Dans un journal comme *Libération*, on publie pour *défendre une idée* et apporter des éléments de débat dans l'espace public. Ainsi, dans ce journal, l'intention la plus fréquemment rencontrée est celle de *dénoncer* (21 %) ; d'ailleurs quand l'article a reçu le mot-clé « Politique », on constate que l'intention est celle d'*appeler au changement* et de *dénoncer* majoritairement. Dans *The Conversation*, on *démontre* une théorie, on teste une hypothèse, même si celle-ci l'est « à chaud ». Ainsi, sur *The Conversation*, la plupart des textes visent à *dévoiler/visibiliser* une situation ou un aspect de la pandémie (36,7 % des intentions), alors que dans *Libération* et *Le Figaro*, on écrit pour *dénoncer*, on prend position tout en espérant influencer les décisions publiques. Sur *AOC*, enfin, on écrit pour *conceptualiser* (22 % des intentions), c'est-à-dire apporter un éclairage scientifique et théorique sur la pandémie, en s'interrogeant par exemple sur la façon de compter les morts ou de créer des modèles épidémiologiques, ou sur ce qu'est une crise ou un virus. C'est d'ailleurs le média où l'intention de *conceptualiser* est de loin la plus fréquente (12 % dans *Le Figaro*, 8,2 % dans *The Conversation* et 5 % dans *Le Monde*).

Cela se répercute aussi lorsque l'on quantifie les problèmes traités dans le corpus. Les questionnements des *politiques de santé publique*, de *l'économie demain* et les *effets pour les régimes politiques nationaux* semblent être au cœur des contributions. Néanmoins, on constate qu'une très grande part d'entre elles s'attache à comprendre les *enjeux de la sociabilité* modifiée, déformée, masquée par les mesures d'éloignement sanitaire, mais aussi les difficultés engendrées par la crise économique et les choix nationaux dans le traitement de la pandémie. D'ailleurs, on constate sur *AOC* que, outre l'économie ou les effets pour les régimes politiques, qui sont des problèmes récurrents dans la plupart des médias analysés, les questions *Quelles leçons tirer de l'histoire des épidémies ?* et *Comment la science peut-elle éclairer la situation d'incertitude ?* sont les problèmes plus souvent traités.

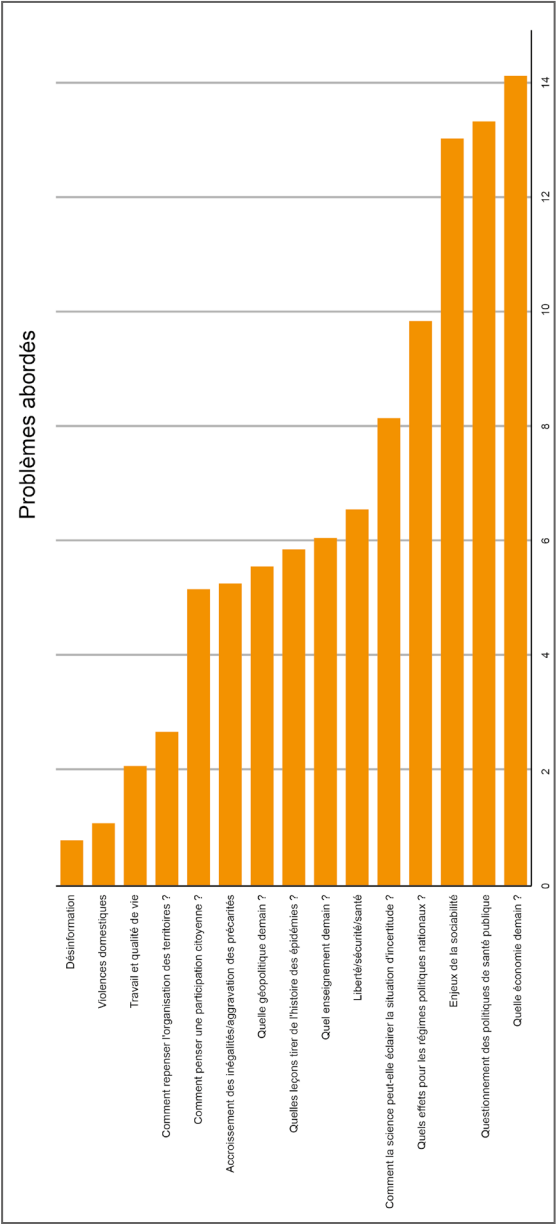


Figure 4 – Problèmes abordés, tous médias confondus (en %).

Source : Graphique réalisé par l'auteure.

Ainsi, on observe que l'organisation des territoires et la participation des citoyen·nes, ainsi que la question des géopolitiques sont assez fréquemment abordées. Les questions de violences domestiques, de désinformation, de travail et de qualité de vie ne sont que très peu traitées en regard des 812 articles étudiés, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que ces thématiques représentent l'essentiel des publications des chercheurs et chercheuses en SHS, celles-ci étant au cœur des travaux proposés par ces disciplines. Néanmoins, les articles traitant des accroissements des inégalités/aggravation des précarités sont équivalents en nombre à ceux traitant de la participation citoyenne ou de la géopolitique demain (tous les trois atteignant plus ou moins 5 %). Enfin, il est intéressant d'observer que les questions Comment la science peut éclairer cette situation d'incertitude ? (8 %) et quelles leçons tirer de l'histoire des épidémies ? (un peu moins de 6 %) ne sont pas des parts négligeables des contributions des chercheurs et chercheuses en SHS, et ce alors même que « La place de la chercheuse ou du chercheur » ne représente que 6 % des thèmes codés. Cependant, le discours de décryptage que font certaines contributions des SHS sur les débats autour de l'hydroxychloroquine, la médecine dans l'histoire ou encore sur les sciences sociales dans leur apport à la compréhension de la crise n'est pas négligeable et permet de nuancer la réponse apportée plus haut concernant le thème « La place de la chercheuse ou du chercheur ». On peut en déduire que les chercheurs et chercheuses qui traitent le problème Comment la science peut éclairer cette situation d'incertitude ? ne sont pas tous et toutes épistémologues. Au contraire, on note que beaucoup utilisent leurs propres connaissances disciplinaires pour éclairer la situation nouvelle et inconnue. En ce sens, les chercheurs et chercheuses en SHS prennent bien position dans l'espace public par le truchement des médias en tant que chercheurs et chercheuses agissant comme « boussole »¹¹.

¹¹ Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

Émotions exprimées dans les articles du corpus

La période du premier confinement a été une période émotionnellement très chargée pour les personnes qui l'ont subie mais aussi pour les personnes qui rapportent à ce sujet. Julie Posetti, Emily Bell et Pete Brown (2020) observent aussi que les journalistes elles-mêmes et eux-mêmes subissent de plein fouet leurs émotions et notent qu'elles et ils en pâtissent dans leur travail. Dans le cadre de notre étude, nous avons souhaité prendre en compte ce paramètre, c'est-à-dire observer et coder ces émotions dans les articles afin de compléter l'image de ces prises de parole dans les médias, en sus de l'adresse et du collectif employés, et des intentions et des problèmes traités. Pour ce faire, nous avons, à la lecture des textes, pris en compte les connecteurs argumentaires, les indices d'intensité, les adjectifs pour évaluer ces émotions (Bardin, [1977] 2007).

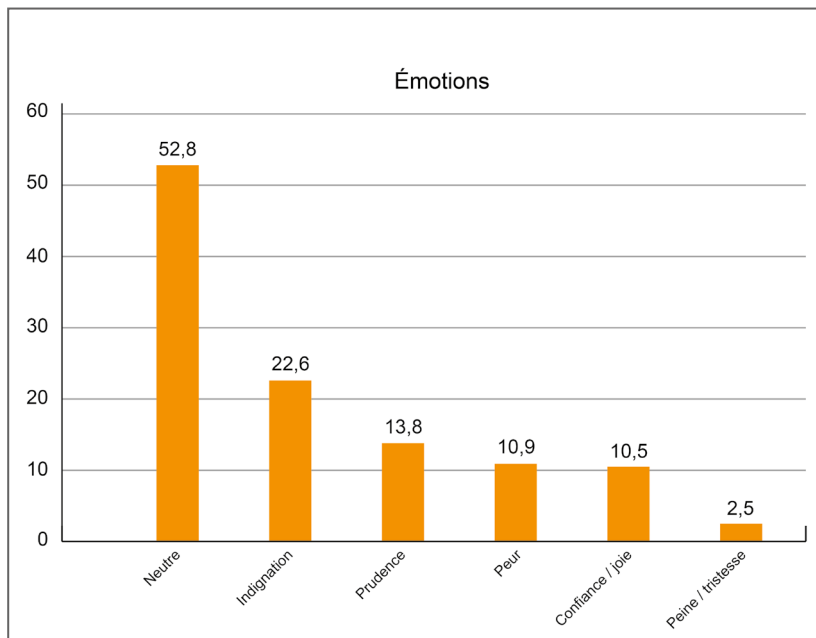


Figure 5 – Émotions employées dans les textes (en %).

Source : Graphique réalisé par l'auteure.

Sur la figure 5, on constate que plus de la moitié des textes (52,8 %) adoptent une tonalité neutre qui reste de l'ordre du descriptif ou de l'argumentaire. Les émotions employées varient pour l'autre moitié des articles du corpus : indignation (22,6 %), prudence (13,8 %), peur (10,9 %), confiance et joie (10,5 %) et peine/tristesse (2,5 %). Or, si l'on regarde dans le détail, on constate que, si presque la moitié des articles analysés emploie un ton neutre, cela est dû aux textes proposés par *The Conversation* (65,4 % des articles de ce média ont une tonalité neutre, contre 11,1 % qui expriment de la peur, 9,6 % de l'indignation et 8,2 % de la prudence) et par *Le Monde* (61,9 % de textes à tonalité neutre, contre 12,4 % de prudence, 10,9 % d'indignation et 8,9 % de confiance/joye¹²).

Dans *Le Figaro*, l'indignation est l'émotion la plus fréquente (41,2 % des articles), suivie de la peur (23,5 %), de la prudence (9,8 %), de la peine et de la tristesse (7,8 %). Dans ce média, seuls 11,8 % des articles emploient un ton neutre. De même, dans *Libération*, l'indignation prévaut (avec 34,7 % d'articles), suivie de la prudence (21,8 %), la confiance et la joie (13,9 %), puis la peur (5,9 %). À la différence de ce que l'on constate dans *Le Figaro*, les textes employant une tonalité neutre atteignent néanmoins 19,8 %, alors que près de la moitié des textes exprime une émotion indignée. Cela correspond aux observations précédentes concernant l'intention des articles des journaux *Le Figaro* et *Libération*, engagés, qui dénoncent telle ou telle situation – et qui le font donc bien entendu sur un ton indigné. Enfin, *AOC* propose une émotion plus mesurée, à la fois indignée (33,7 %) et neutre (24 %), confiante (15,4 %) et de peur (14,4 %), appelant à la

¹² Ces pourcentages sont très spécifiques au journal *Le Monde*, surtout en ce qui concerne les émotions indignation et confiance, la première présentant un pourcentage anormalement bas, et la deuxième anormalement haut par rapport aux autres articles du corpus. On peut supposer que cela est dû aux nombreuses tribunes qui appellent à construire un nouvel avenir et un nouveau monde, comme la chronique de Thomas Piketty (2020) qui appelle à une économie écologique, l'interview de Michel Foucher, géographe, qui parle du monde d'après (Foucher, cité par Minassian, 2020), ou la tribune d'Aurélien Acquier et Valentina Carbone (2020) dénommée « Comment rendre l'utopie possible dans un monde post-Covid ? ».

prudence (11,5 %). Cela est certainement dû à l'essence même d'AOC, proposant à la fois des analyses, des opinions et de la critique¹³.

Références invoquées

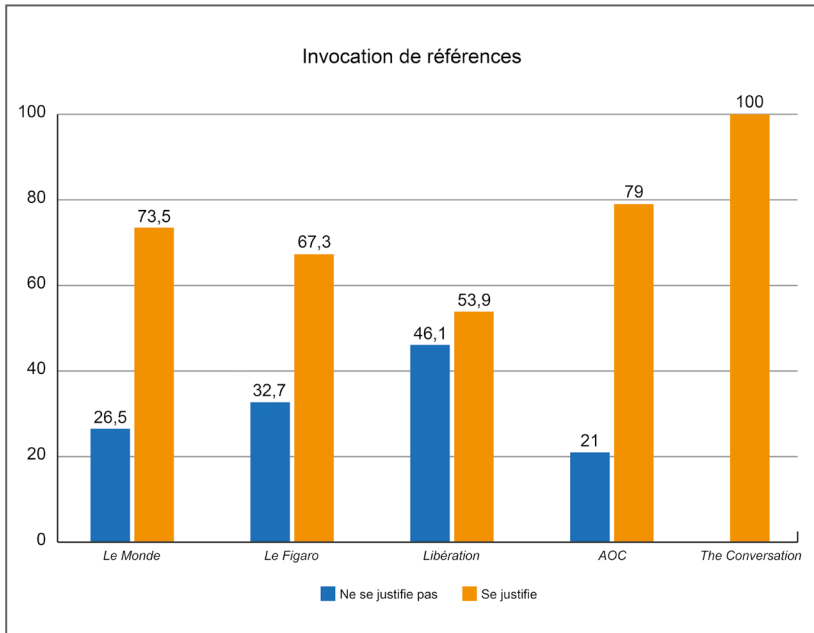


Figure 6 – Références invoquées (en %).

Source : Graphique réalisé par l'auteur.

Que l'on ait affaire à des supports médiatiques ou à de littérature grise, le consensus scientifique admet que la parole scientifique repose sur des faits, des observations ou des théories, et non sur des opinions, et se

¹³ Sur AOC, il existe plusieurs types de publications, comme les trois lettres « AOC » l'indiquent : Analyse Opinion Critique ; or dans le format « Opinion », il s'agit de prendre position pour ou contre telle ou telle mesure, de faire montre d'une doxa personnelle... De telles prises de position s'abstiennent parfois de prendre appui sur de la littérature, de la théorie, des statistiques, ou toute autre forme de justification rencontrée dans d'autres médias.

justifie par la preuve ou le renvoi à de la littérature. Dans le cadre de cette étude quantitative, étant donné que nous souhaitions analyser la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la pandémie, nous avons voulu observer comment cette preuve intervenait dans les médias et évaluer l'intertextualité présente en codant une variable « se justifie/ne se justifie pas » (cf. Figure 6), de même qu'en détaillant toutes les références incluses dans chacun des articles étudiés.

81 % d'entre eux font appel à des références complémentaires, alors que 19 % d'articles sans référence aucune apparaissent essentiellement dans des papiers de prise de position, d'opinion – le O de *AOC* – ou des interviews, ce qui vient répondre en partie à notre hypothèse de départ concernant la place de la presse pour la prise de position des SHS : dans des médias grand public, la place des idées, des concepts, des explications est peut-être plus importante que leur justification même. C'est aussi la figure d'autorité que l'on interviewe et qui vient éclairer l'opinion publique de son savoir, lequel aurait une valeur plausiblement intrinsèque, et qui n'a que peu de nécessité de citer des références.

À la différence de *The Conversation*, où il y a jusqu'à quatre voire six types différents de références et 100 % d'articles qui en contiennent, dans *Le Monde* il y en a la plupart du temps deux au maximum (en moyenne 1,3 référence pour 75 % de textes justifiés). Tout comme *Le Monde*, les auteur-es du *Figaro* et de *AOC* se justifient, avec respectivement 67,3 % et 79 % de textes incluant des références. Les deux autres médias utilisés font chacun dans une certaine mesure figure d'exception, avec *Libération* où à peine la moitié des textes analysés contient des références (53,9 %), et *The Conversation*, avec au contraire 100 % de textes. La plupart des références présentes dans *Libération* renvoient à d'autres articles de presse, essentiellement de *Libération*, ce qui laisse supposer que ces liens ont été introduits par les journalistes ou les rédacteurs et rédactrices qui ont préparé le texte pour la publication ou l'interview plutôt que par les chercheurs eux-mêmes et les chercheuses elles-mêmes ; en cela on voit bien qu'il s'agit bien d'une écriture qui reste médiatique.

Sur *The Conversation*, les types de références sont assez variés : les sources statistiques arrivent en premier (21 %), suivies des auteur-es

classiques et des responsables politiques (14 %), des textes scientifiques (13 %) et des faits ou périodes historiques (12 %) qui se répartissent près des deux tiers des types de références employées. D'ailleurs, on note, par rapport aux autres médias, plus d'importance accordée aux textes officiels et/ou juridiques (7 %), aux données empiriques (6 %), mais aussi aux autres articles de presse et à la culture grand public (1 %). Pour finir, il est intéressant de noter que *The Conversation* fait aussi référence à des sources religieuses (à seulement 1 %, certes), mais, avec *Le Figaro*, ce sont les deux seuls médias de notre corpus à les mentionner. Trois des articles du *Figaro* font ainsi référence directement à la Bible (sur 50 articles !), l'un des textes couplant cette référence avec une citation de Clémentine et d'autres auteurs antiques (Barfety, 2020). On note aussi des références à des auteurs catholiques : Mauriac, Chateaubriand, Péguy, Fénelon, et Pascal (Finkielkraut, cité par Bastié, 2020). Cela laisse supposer une formation classiciste des auteur-es qui publient dans *Le Figaro*, mais aussi des lectrices et lecteurs de ce journal, classé à droite sur l'échiquier politique. Même si l'on peut objecter que le contexte même de la presse écrite permet de présumer que l'on a affaire à des lecteurs et lectrices plus conservateurs, conservatrices et élitistes, on peut supposer que les références employées par *Le Figaro* supposent un surenchérissement dans l'élitisme que manifestent des références à des auteur-es classiques ou à la Bible.

Résultats significatifs de l'analyse lemmatique

L'analyse quantitative telle que présentée ici suggère que la place du chercheur ou de la chercheuse face à la pandémie n'est en elle-même guère thématisée. Divers textes réfléchissent à ce que les SHS peuvent apporter dans l'appréhension et la compréhension de la crise en termes d'outils, de comparaisons historiques, spatiales, économiques, d'ouverture et de dynamique¹⁴. On peut aussi constater, voire regretter, que les thématiques normalement traitées par les SHS (pauvreté, inégalité, lien social...) sont peu présentes parmi les problèmes et les thèmes analysés.

¹⁴ Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

Ces thématiques sont laissées aux acteurs sociaux et actrices sociales, aux entreprises, aux représentant·es, plutôt qu'aux chercheurs et chercheuses en SHS et, alors qu'elles ont été traitées de manière journalistique, elles ne sont que très peu présentes dans notre corpus.

Considérant qu'une sélection aléatoire d'articles tirés au hasard offre des résultats satisfaisants en matière de représentativité (Riffe, Aust & Lacy, 2009 : 58), nous avons sélectionné de manière aléatoire 10 % des articles collectés et entrepris, avec le logiciel *Tropes*, une analyse lemmatique du corpus. Ce traitement statistique assisté par un logiciel, complémentaire dans la présente étude, consiste à analyser de manière lemmatique les articles représentatifs de chaque média pour en tirer des scénarios et des représentations visuelles basées sur les lemmes, c'est-à-dire les différentes formes lexicales d'un mot regroupées sous une même entrée. On peut ainsi visualiser les relations actants/actés – c'est-à-dire le rôle de sujet et d'objet de chaque lemme – ou observer des univers de références (*Tropes*® : version 8.4..., 2013), deux méthodes d'analyse que nous avons retenue ici.

Dans *Libération*, on constate, grâce à l'analyse lemmatique, que le premier univers de références place le temps avant la santé, puis la politique, le droit, l'Europe et l'éducation. Le deuxième univers de référence trouvé par *Tropes* concerne aussi le temps, puis l'enseignement, la contagion, la crise, la médecine et les réfugié·es. Les thématiques de l'enseignement et des réfugié·es, moins visibles dans l'analyse quantitative, deviennent ainsi visibles par l'analyse lemmatique, correspondant davantage à l'image d'un journal de gauche et à une parole en SHS militante.

Sur *AOC*, dans le premier univers de référence le plus observé par *Tropes*, on note que les registres de la santé, puis du spectacle, du temps, de la politique et du virus sont les plus présents (cf. figure 9 en annexe). On observe ainsi que l'Afrique, l'éducation ont un rôle d'actants, alors que la santé, l'économie, l'Europe, la France, le virus jouent des rôles d'actés. On note par ailleurs que la médecine forme le deuxième cluster le plus représenté, une médecine entendue comme un lieu de travail, mais aussi comme un lieu et un objet de recherche même. On peut d'ailleurs corrélér ce phénomène avec le fait que l'intention la plus fréquente sur *AOC* est celle de *conceptualiser* : on a ainsi affaire à une sélection de textes

qui posent les bases d'une réflexion théorique et pratique à partir de l'objet Covid-19.

L'analyse lemmatique des articles du *Monde* réalisée à l'aide du logiciel *Tropes* révèle deux univers de références, le premier regroupant la santé avec la finance, l'Europe et la politique, et le deuxième ancré autour de l'éducation, ce qui confirme par l'analyse textuelle le poids plus important donné au thème « Santé, éducation, bien être » dans ce journal. On observe sur la figure 7 (en annexe) que la finance est mise en relation avec le sentiment, la santé, la nation, la crise, et agit sur l'Europe, l'Asie, l'entreprise, ce qui souligne l'ouverture plus large des articles du *Monde*.

Dans *The Conversation*, le premier univers de référence établit des connexions très importantes (245) entre la politique, le temps, la santé, la communication, l'État et la science, révélant une focalisation plus axée vers l'analyse structurelle de la crise. La figure 8 (en annexe) représente la concentration de relations entre actants et actés et permet de faire une comparaison visuelle du poids des relations entre les principales références. L'axe horizontal indique le taux actant/acté (de gauche à droite)¹⁵. Le deuxième univers de référence identifié par *Tropes* dans *The Conversation* relève l'importance des élections, des États-Unis, de l'art et de la nation, montrant une focalisation différente par rapport aux autres médias analysés.

Discussion : de l'expert(ise) dans les médias

Avec 200 textes par mois en moyenne du 1^{er} mars au 20 avril 2020, puis près d'une centaine de juillet à décembre 2020, on peut dire que la place laissée aux chercheurs et chercheuses en SHS dans les cinq médias étudiés est loin d'être négligeable. Nous souhaitons ici mettre en relation cette constatation avec la place accordée à l'expertise de ces scientifiques dans l'espace public. Une réflexion sur la légitimité accordée à cette parole et les questions éthiques que cela soulève sera menée dans un second temps de cette sous-partie, pour conclure sur la place du journalisme face à la pandémie de Covid-19.

¹⁵ Ce type de représentation permet de visualiser les relations actant/acté, c'est-à-dire sujet ou objet du verbe, dans un texte donné.

Quelques traits caractéristiques de chaque journal

Dans le journal *Le Monde*, les auteur-es en SHS se penchent sur la question de ce que sont les nouveaux rapports sociaux dans un monde confiné, là où la distanciation sociale est de mise. D'ailleurs, les problèmes traités varient dans le temps : au début de notre corpus, le problème des enjeux de la sociabilité semble primordial, pour être remplacé à partir de mai/juin par des articles qui réfléchissent à l'économie de demain. Plus loin derrière, la question des politiques de santé revient régulièrement. La prise de parole des chercheurs et chercheuses en SHS sert donc à réfléchir à la situation inédite qu'est la pandémie de Covid-19. Plus souvent que dans d'autres médias, la question de l'enseignement de demain, qu'il soit universitaire ou secondaire, est abordée. On notera d'ailleurs que ce phénomène se prolonge jusqu'à la deuxième vague et au deuxième confinement à partir d'octobre 2020 où, même si les articles publiés par des chercheurs et chercheuses en SHS sont moins fréquents, les disciplines les plus présentes et les problématiques les plus souvent abordées concernent l'économie et les liens sociaux. Le lectorat mais aussi la ligne éditoriale du *Monde* s'intéressent beaucoup aux rapports internationaux et au rôle des représentations internationales. L'on y fait d'ailleurs souvent appel à des auteur-es invité-es francophones, de Chine ou d'Afrique par exemple.

Dans *Libération*, la discipline la plus représentée est la sociologie, suivie de près par l'économie et la philosophie. Contrairement aux autres médias étudiés dans le cadre de ce corpus, l'économie est ici une économie que l'on pourrait appeler critique, voire militante, c'est-à-dire que certains textes de cette discipline s'adressent directement au gouvernement (à 43,8 %). D'ailleurs, l'hypothèse de textes intrinsèquement valides développée plus haut est corroborée par le fait que presque la moitié des textes de *Libération* ne contient pas de références. Considérant par ailleurs que le mot-clé le plus présent dans ce média est « Politique », l'hypothèse d'une prise de parole militante et déterminée est corroborée.

L'influence de la ligne éditoriale

On a vu que, sur une période de quatre mois au printemps 2020, le nombre d'interviews de chercheurs et chercheuses varie entre 50 pour *Le Figaro* et 339 pour *Le Monde*, et une centaine chacun pour *AOC*

et *Libération*. On observe une influence certaine de la ligne éditoriale. *AOC* et *Libération* diffèrent néanmoins, l'un publié en ligne, l'autre (à l'origine) en version papier, l'un dédié à la parole scientifique et l'autre étant un quotidien d'information générale. L'influence éditoriale se manifeste par ailleurs dans les disciplines auxquelles les médias font appel : ainsi les sociologues dominent dans *Libération*, alors que les économistes sont très présents dans *Le Monde* ; *AOC* offre une plus grande proportion d'anthropologues et *The Conversation* de chercheurs et chercheuses en SIC. Enfin, ces différences éditoriales se reconnaissent aussi à la tonalité des textes et à leur intention : autant dans *Libération* et *Le Figaro*, l'intention majoritaire est de *dénoncer*, autant dans *Le Monde*, le ton reste neutre. De même, sur *AOC* et *The Conversation*, les émotions des articles restent plus basiques, même si on constate une tendance plus forte à la dénonciation sur *The Conversation*. On peut ainsi affirmer qu'il y a bien des différences dues très probablement aux choix éditoriaux.

De l'information scientifique dans les médias

Pour être acceptée, l'information scientifique dans les médias doit satisfaire à trois conditions : le phénomène présenté doit être hors de toute contestation et reconnu par la communauté des spécialistes ; il doit être mis en relation de manière cohérente avec les savoirs antérieurs et/ou présents établis ; la compétence et la neutralité de la personne expliquant doivent être garanties (Moirand, 1997 : 40). Avec la controverse autour de l'hydroxychloroquine, la difficulté d'apprécier la qualité de l'information se cristallise. Ainsi, les mots « chloroquine » et « Raoult » occupent jusqu'à 100 000 tweets par jour à la fin du mois de mars 2020, soit 5 % de la twittosphère française (Colavizza, 2020). Cette fracture de la France entre les pour et les contre est d'ailleurs établie sur les réseaux sociaux, par exemple Facebook, où certains groupes de soutien à Raoult atteignent jusqu'à 500 000 membres (Bonnaire, 2020). Inconnue de la plupart des chercheurs et chercheuses et des journalistes, la pandémie de Covid-19 interfère avec les paradigmes et l'objet d'étude des SHS en général : la société et leurs institutions et gouvernements, les décideurs et décideuses politiques, les journalistes qui en parlent, les personnes qui la vivent.

Or, les raccourcis journalistiques « en deux mots », « en trois mots » ou « en quelques mots », que Sophie Moirand qualifie par ailleurs de « fausse pédagogie », la tendance à « favoriser la transmission de découvertes médicales, au détriment d'autres domaines scientifiques d'une part, et à traiter des conséquences des découvertes médicales plutôt que de la découverte elle-même d'autre part » (Moirand, 1997 : 37), ne favorisent que difficilement l'adhésion du public et la compréhension du phénomène scientifique expliqué. Enfin, la tendance à confondre une personne experte et la communauté des scientifiques, donnant une certaine « caution » au discours (Moirand, 1997 : 37), de même que l'insistance sur le statut de la personne expliquant un tel phénomène, ainsi que l'usage de verbes prototypiques freinent la compréhension des phénomènes scientifiques et l'adhésion des lecteurs et lectrices aux explications de ces derniers, comme la Covid-19 et sa diffusion rapide au sein de la société.

Sophie Moirand constate :

[qu']une argumentation non scientifique [prend] le pas sur l'explication lorsqu'il s'agit de diffuser des opinions en les faisant passer pour des vérités ; alors le mode explicatif glisse vers de la justification, la persuasion prend le pas sur le raisonnement tandis que l'hétérogénéité se fait plus voilée. (Moirand, 1997 : 41)

L'auteure détaille aussi les mécanismes utilisés par les journalistes pour rendre un terme nouveau compréhensible par toutes et tous en utilisant des hyperonymes, des analogies, des synonymes ou des méronymes, voire des métaphores et des comparaisons. Or, ces équivalents restent souvent hésitants, traduisant à la fois les balbutiements de la science devant un nouveau phénomène, mais aussi l'incompréhension des journalistes (Moirand, 1997 : 36-37). Cela a pu être observé en 2020 par Julie Posetti, Emily Bell et Pete Brown. Ainsi, les journalistes ne se sont pas seulement senti-es désemparé-es devant la pandémie, mais ils et elles réclament une plus grande formation à la santé publique (Posetti, Bell & Brown, 2020).

On constate qu'en 2020, au moins 38 % des Américain-es ont été exposé-es à de fausses nouvelles concernant la Covid-19 – et d'ailleurs, que ces fausses informations ne sont pas nécessairement colportées par les réseaux sociaux, mais parfois aussi par des chaînes de télévision.

Ainsi, les Américain-es qui s'informent le plus fréquemment via *Fox News Channel* ou *Breitbart News Network* ont plus de chances d'avoir entendu et de croire à des informations fausses concernant la Covid-19 (Motta, Stecula & Farhart, 2020). Il y aurait donc un lien entre sources d'information, véracité desdites informations et tendances à croire des informations fausses (Wagner-Egger, 2021).

La place des études sur les médias et l'information-communication

On constate sur la figure 1 que les chercheurs et chercheuses en SIC atteignent seulement 3 % des disciplines représentées dans notre corpus, même si on a déjà noté des variations entre *The Conversation*, où les SIC sont bien plus représentées, *Le Monde*, ou même *AOC* dans lequel elles sont absentes. C'est que le premier président et l'un des membres fondateurs de *The Conversation* est professeur en SIC – Arnaud Mercier¹⁶ –, ce qui explique peut-être la plus grande importance de cette discipline dans ce média. D'ailleurs, Mathieu Alemany Olivier, qui consacre une analyse au film *Hold-Up* à l'aune des théories du complot inspirées de la psychologie, est professeur en comportement du consommateur et marketing à la TBS Education de Toulouse, et non en SIC (Alemany Olivier, 2020).

Néanmoins, il est intéressant d'interroger ce petit score disciplinaire des SIC sur les quatre autres médias observés. Les rédacteurs et rédactrices seraient-ils et elles peu enclin-es à inviter des personnes à même de passer au crible leurs propres processus de fabrication et de diffusion de l'information, au risque de se mettre en porte-à-faux ? Or, lorsque l'on étudie les médias, on oublie bien souvent de rappeler le fait que le vecteur même de l'information n'est pas neutre, qu'il s'agisse du ou des supports de publication, des formes de publication ou même des choix rédactionnels et éditoriaux. Ce point aveugle de la méta-recherche des médias sur les médias amène à s'interroger sur les conséquences de la pandémie sur le journalisme même, par exemple sur le vécu par les journalistes de ces périodes de confinement et sur cette sur-présence médiatique de la maladie. Celle-ci commence seulement à être abordée avec le

¹⁶ Voir le profil d'Arnaud Mercier publié en ligne sur le site de *The Conversation* : <https://theconversation.com/profiles/arnaud-mercier-191758> [consulté le 04.10.2022].

recul de l'été 2020, mais aussi avec le temps nécessaire à l'évaluation des résultats¹⁷.

Dans les pays anglo-saxons, il existe des champs disciplinaires dédiés uniquement aux recherches sur le journalisme (métier, processus, économie, enseignement), alors qu'en France, le journalisme n'est qu'un des champs traités par les SIC – qui, comme leur nom l'indique, s'intéressent aussi aux processus de communication et surtout d'information (donc partiellement à leurs supports). À l'inverse, en Allemagne, l'équivalent des SIC est appelé *Kommunikations- und Medienwissenschaft* ; on voit bien que l'emphase est mise sur la communication et directement sur les médias, qui font l'objet d'une étude systématique et bien souvent quantitative. Une réflexion sur le journalisme lui-même, sur l'accès et l'utilisation des données, mais aussi sur l'accès et l'utilisation des interviews ou des connaissances des chercheurs et chercheuses en SHS constitue une piste de réflexion dans le contexte de l'analyse de parole médiatique des chercheurs et chercheuses face à la pandémie de Covid 19.

Conclusion

Dans l'ensemble, on constate que les chercheurs et chercheuses en SHS prennent bel et bien la parole par le truchement des médias de la presse quotidienne nationale et internet face à la première vague de la pandémie de Covid-19. Avec plus de 1 800 textes collectés dans un corpus de cinq médias depuis mars 2020 jusqu'à juin 2021, on peut dire que le discours des SHS atteint un volume considérable.

En comparant les médias, on constate quelques divergences dans les prises de position : dans *Libération* et *Le Figaro*, on a affaire à une prise de parole militante, engagée, et qui se débarrasse des standards scientifiques, entre autres de la preuve par l'observation, l'analyse et le fondement théorique, pour amener à la réflexion et à l'inflexion dans la prise de décisions – politiques, économiques, sociales. *The*

¹⁷ Communication de Julie Posetti et Rasmus Klein Nielsen, « Covid-19 : quel impact de la pandémie sur le journalisme ? », lors du festival « Médias en Seine » organisé en ligne le 25 novembre 2020.

Conversation apparaît comme un ovni journalistique avec des textes tous complexes et fondés en théorie et sur des données empiriques – et d’ailleurs en moyenne plus longs que les tribunes ou autres interviews consacrées aux SHS présentes dans les autres médias analysés. Dans *Le Monde* et *AOC*, on a affaire à une parole au ton neutre et mesuré, mais dont la portée n’en est pas moins constructive dans la dynamique des débats, amenant à la réflexion et à la prise de conscience de phénomènes dévoilés par la Covid-19, conceptualisés et matérialisés grâce aux SHS, même si on constate que les auteur-es n’interviennent pas nécessairement dans leur champ d’expertise. Bien au contraire ; c’est ce qu’Étienne Klein appelle l’ultracréditarianisme, qu’il définit comme la tendance à parler de manière experte de sujets dont on n’est pas expert-e (Klein, 2020a). Dans *Le Figaro*, parmi les trois tribunes consacrées à l’éducation, l’une est rédigée par un chercheur en droit ; des psychologues traitent de santé publique ; dans *Le Monde*, des économistes de politique.

Il convient de s’interroger sur la légitimité dont on se réclame. Est-ce l’autorité wébérienne, celle du ou de la savante, qui fait figure d’autorité quoiqu’il arrive ? Ou serait-il nécessaire de remettre en perspective cette autorité¹⁸ ? D’ailleurs, on gardera en mémoire que les chercheurs et chercheuses prennent la parole dans le cadre de tribunes, souvent réunies en collectif, et y *dénoncent* ou *appellent au changement*, interpellant bien souvent directement l’État ou les gouvernant-es, et ce même dans *Le Monde* qui est un journal plus mesuré. C’est donc une prise de parole militante, une parole de l’espoir, appelant à un après meilleur, et à un changement radical. On invite à faire usage de cette période pour se remettre en cause personnellement et en tant que société, pour créer du nouveau et du meilleur, tout en interrogeant en creux la place de l’expert-e dans les médias comme vecteurs de démocratie (Bansard & Bonnaire, 2021a).

¹⁸ Voir la contribution d’Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

Annexes

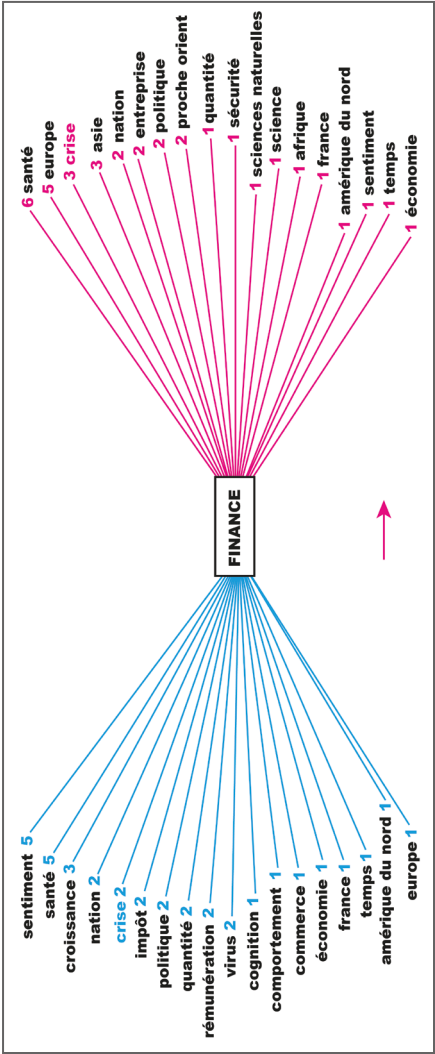


Figure 7 – Deuxième univers trouvé par Tropes autour de « finance » dans Le Monde.

Source : Graphique réalisé par l'auteur d'après le logiciel Tropes.

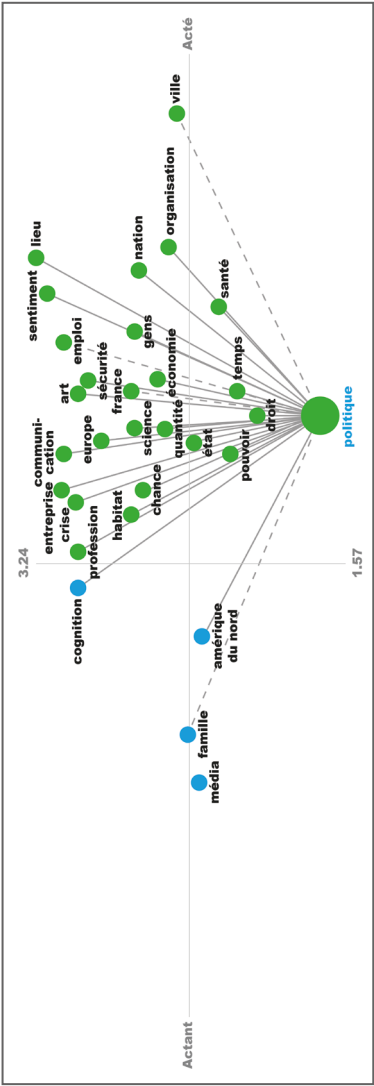


Figure 8 – Relations actants/actés dans le premier univers de référence autour de « politique » dans *The Conversation*.
Source : Graphique réalisé par l'auteur d'après le logiciel Tropes.

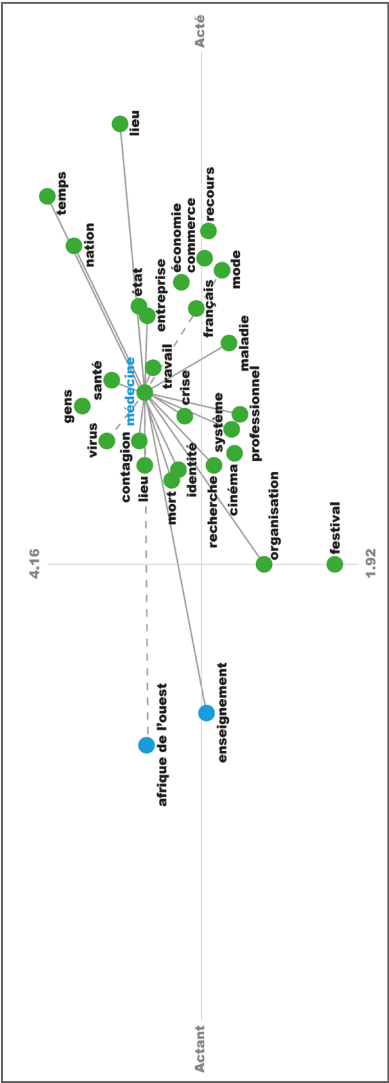


Figure 9 – Cluster trouvé par Tropes, avec le mot « médecine » au centre, dans AOC.
Source : Graphique réalisé par l'auteur d'après le logiciel Tropes.

La construction de la Covid-19 par les SHS

Étude qualitative

Elsa BANSARD

Covid-19, coronavirus, corona, SARS-CoV-2, SRAS-CoV-2 sont autant de termes biomédicaux qui ont fait irruption, en 2020, dans les discours et les médias. Partant d'un constat simple – les termes biomédicaux semblent employés de manière interchangeable –, cette étude qualitative cherche à analyser la parole des chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales (SHS) dans les médias en France de mars à décembre 2020.

Si les SHS ne parlent pas directement de médecine, de quoi traitent-elles lorsqu'elles abordent la Covid-19 ? L'enjeu est ici de décrire et de questionner l'objet construit par les SHS. Le défi est de taille. La narration de la Covid-19 par les SHS n'est en effet pas une idée établie que l'on peut tracer rétrospectivement, mais un récit en train de se déployer. La narration est comprise comme un enjeu de politique au sens de fondement de la vie de la cité :

La bataille sur le sens de la crise est cruciale. [...] La manière dont l'humanité sortira de la pandémie du coronavirus dépendra de la science et de la recherche pour trouver un vaccin. Elle sera également le résultat d'une lutte sur les significations sociales, politiques et géopolitiques de la pandémie et sur les visions du monde qui en découlent. (Pleyers, 2020)

Construire un objet pour les SHS signifie construire les valeurs à partir desquelles on évalue, les principes au nom desquels on agit, la compréhension et la conscience de la communauté à partir desquelles on

projette le pacte social. Caroline Montebello et Myriam Piguet développent : « La construction d'une mémoire n'est jamais neutre. [...] Elle ne doit pas se réduire à une affaire de grands hommes et d'arbitrages politiques, ni au caractère sensationnel de l'évènement » (Montebello & Piguet, 2020). En ce sens, décrire signifie déjà mettre en perspective et questionner (Coulon, [1987] 2007).

L'hypothèse qui guide la présente démarche est que les SHS, par leurs discours et analyses, font de la Covid-19 un enjeu du vivre-ensemble. Centrées sur la réalité vécue, elles ont abordé la Covid-19 en tant que phénomène social, économique, religieux, existentiel, psychologique, géopolitique, géographique, médiatique, scientifique ou encore artistique. Décrire la Covid-19 avec les SHS, c'est la porter au-delà du cadre biomédical, faire advenir une complexité et se donner une chance de faire société en construisant une expérience commune. Plus encore, les SHS replacent cet enjeu de la vie en communauté au cœur d'une interrogation des liens entre l'humanité et le monde.

Cette étude qualitative s'inscrit dans une démarche de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay qui a pour mission de promouvoir l'interdisciplinarité et la pluralité des SHS. L'expression « SHS » renvoie donc ici à une compréhension très large des disciplines, c'est-à-dire à l'ensemble de celles présentes dans les universités de SHS¹. Si la conscience de la diversité des pratiques, outils et champs d'analyse des SHS est aigüe (Gamba *et al.* dir., 2020), elles ne font pas ici l'objet d'une analyse différenciée par spécialités. Cette étude qualitative cherche au contraire à dessiner l'espace de discours que les SHS, prises dans leur ensemble, ont ouvert durant la pandémie. L'enjeu est de partir de la diversité des paroles collectées non pour former une unité, mais pour essayer de dessiner un espace épistémique commun. Le dissensus ou désaccord entre les prises de parole recueillies est le « point de départ d'un processus ». L'objet esquissé n'est « alors pas le résultat d'un compromis ou d'un consensus, mais bien au contraire le produit

¹ Pour la liste complète des disciplines concernées, voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard dans le présent volume : « Préambule. Présentation de la méthode ».

d'un désaccord partagé. [...] Analyser la dispute n'est alors pas réduire la divergence ou identifier des vainqueurs, mais plutôt s'intéresser aux effets qu'elle produit » (Rey, 2016).

Cette contribution ne se veut ainsi ni une recension, ni une énumération problématisée, mais bien plutôt une analyse générale d'un espace construit en commun, dans lequel se sont exprimées les SHS. Sans rendre compte des nuances, voir des divergences sur les questions soulevées dans les médias en fonction des thèmes et des problèmes abordés par les chercheurs et chercheuses, l'analyse qualitative a à charge de souligner quatre lignes de force qui structurent l'expression des SHS face à la pandémie. Ces quatre constats reposent sur une analyse systématique de cinq médias² du 1^{er} mars au 31 décembre 2020. Ils seront discutés et approfondis à partir d'une étude beaucoup plus large des médias (ces cinq médias systématiques et d'autres collectés non systématiquement), mais également de références critiques en sociologie, anthropologie et philosophie.

Premièrement, dans la parole des SHS, la Covid-19 n'est pas mobilisée en tant que référence biomédicale. Il s'agit d'abord d'un phénomène multidimensionnel appartenant à la vie en communauté. Deuxièmement, la Covid-19 est qualifiée de crise. En effet, en décrivant les impacts sociaux d'un virus, les SHS élaborent des récits de la « crise » qui constitue un rapport singulier à l'histoire. Événement, rupture, révélation... : la Covid-19 prend sa place dans le temps long des sociétés. Autrement dit, ce sont les conséquences de la présence de la Covid-19 sur la vie des communautés humaines qui sont l'objet des analyses des SHS. À ces deux premiers positionnements des SHS, correspond un troisième constat : elles interrogent les liens entre les politiques et les sciences, en posant ces dernières comme boussole des politiques. Enfin, dernier constat qui découle directement de ce rôle d'éclaireur, les SHS proposent des concepts « nouveaux » pour nommer la Covid-19. Nous reviendrons ici sur deux d'entre eux : le « fait mondial total » et l'« anthropocène ». Je proposerai de leur conférer un sens robuste de « rupture anthropologique », afin de ressaisir la description

² Voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard dans le présent volume : « Préambule. Présentation de la méthode ».

de la Covid-19 par les SHS au sein d'un questionnaire existentiel de la présence de l'humanité dans le monde.

La Covid-19 : un objet biomédical ?

Le premier constat a de quoi étonner : dans la parole des SHS, la Covid-19 n'est pas d'abord un objet biomédical. Les termes pour la désigner fluctuent dans les médias et dans les prises de paroles des chercheurs et chercheuses en SHS. Ils ne font l'objet d'une explication qu'à la marge et aucune problématisation de leur emploi n'a été répertoriée dans notre analyse systématique.

Commençons ici par un bref rappel : la « Covid-19 » est l'acronyme anglais de « *coronavirus disease 2019* ». Elle se traduit par « maladie à coronavirus 2019 ». Il s'agit d'une maladie infectieuse de type zoonose – transmise de l'animal à l'humain – virale causée par la souche de coronavirus SARS-CoV-2. SARS-CoV-2 est elle-même l'acronyme anglais de « *severe acute respiratory syndrome coronavirus 2* ». Il est francisé en SRAS-CoV-2, soit « coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère ». Il s'agit d'une nouvelle souche de l'espèce de coronavirus SARS-CoV découverte en 2019 à Wuhan en Chine. La « Covid-19 » est donc d'abord un objet médical dans la mesure où il s'agit d'une maladie issue d'un virus. Dès lors, comment interpréter le fait que les SHS ne s'y réfèrent pas en tant que tel ? Cela est-il le signe d'une moins grande scientificité dans la parole des SHS en comparaison des épidémiologues, virologues ou médecins ?

Cette question entre en résonance avec les choix des expert-es intervenant dans les médias depuis le début de la pandémie en France. Si l'étude quantitative³ de la parole des SHS dans cinq médias a permis de constater des pics du nombre d'interventions des chercheurs et chercheuses en SHS lors des deux confinements de 2020 en France, il faut noter que le second pic est moins important que le premier, et surtout que les expert-es des sciences dites « dures » et des sciences dites de la « vie » représentent une majorité écrasante du nombre et du temps de

³ Voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire dans le présent volume : « La médiation de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19. Étude quantitative ».

parole des expert-es dans les médias. Fiorenza Gamba analyse ainsi que « [l]e choix des différents experts traitant du Covid-19 repose sur une synecdoche qui, selon une acception commune, rétrécit l'attribution de la scientificité à la biologie et à la médecine » (Gamba *et al.* dir., 2020). L'auteure revendique ensuite une scientificité différente, complémentaire, nécessaire et trop minorée des SHS. La « tâche » des sciences dures et des sciences de la vie :

[...] est capitale mais non exhaustive, parce que l'épidémie touche non pas à une, mais à plusieurs sociétés et parce que les nombreux pays atteints par une pandémie ne sont pas des laboratoires, mais un univers vivant de réactions, d'interactions, d'interdépendances, d'émotions, d'inégalités et de différences situées dans un environnement habité par d'autres vivants, tels que les animaux et les plantes. (Gamba *et al.* dir., 2020)

Autrement dit, les SHS n'abordent pas la Covid-19 en tant qu'objet biomédical, non pas parce qu'elles sont « moins » scientifiques, mais parce que leur champ de scientificité et d'utilité sociale est différent de celui des sciences dures et des sciences de la vie.

Tout l'enjeu de cette étude qualitative est de comprendre que les SHS portent leur regard non pas sur le virus, mais sur les effets de sa présence sur les communautés humaines. Michel Lussault écrit ainsi : « Nous restons encore un tantinet incrédules qu'un micro-organisme transitoire, inconnu au bataillon, qui a besoin d'un corps vivant pour se pérenniser en se multipliant, ait pu s'imposer comme opérateur géopolitique global » (Lussault, 2020).

Ce positionnement général des SHS entre en résonance avec la philosophie de la médecine pour laquelle la maladie n'est pas comprise comme un objet physiologique, mais comme une construction multidimensionnelle : physique bien sûr, mais également psychologique, sociale, existentielle, politique, économique... Une maladie est toujours définie par une communauté humaine à un moment donné de son histoire, à un certain stade de développement de ses connaissances et de ses techniques, selon des valeurs et des critères de jugement individuels et collectifs, pour partie conscients et pour partie inconscients.

Sans toujours appartenir au champ médical de la recherche, les chercheurs et chercheuses en SHS apportent leur expertise sur les multiples dimensions d'un objet biomédical. Ils concourent ainsi à une expertise de la société face à un tel objet et à une compréhension élargie du champ de la santé.

Il est intéressant de noter que, si les termes utilisés par les chercheurs et chercheuses pour désigner la Covid-19 sont interchangeables, une préférence pour celui de pandémie est notable. « Pandémie » ouvre sur l'idée d'un phénomène politique, social et multifactoriel. Preuve s'il en est : on observe que l'Organisation mondiale de la santé [OMS] « décrète » le statut de « pandémie ». Or il faut entendre « décréter » au sens fort. La définition de la pandémie ne repose pas uniquement sur des critères biomédicaux, mais également sur une appréciation et une décision humaine et collective. Ainsi le Sénat affirme-t-il : « L'état de pandémie est défini par l'OMS. Or la définition de ce terme n'est pas neutre » (Door & Blandin, 2010). Poussons plus avant : le passage du genre masculin au genre féminin pour le terme de « Covid » fait débat en France. Là où les usages avaient promu « le » Covid dans le langage courant, l'Académie française, deux mois plus tard, a opté pour la féminisation du terme. La justification avancée est que le féminin doit être privilégié car le noyau de l'expression « Covid-19 » renvoie à *la* maladie. Cet argumentaire n'efface pas la portée politique et symbolique des choix qui définissent la Covid-19 : sa désignation même est une affaire de choix de société. « Chaque épidémie est un moment éminemment politique qui rejoue les cartes des hiérarchies scientifiques et des légitimités, et pose des questions fondamentales de justice sociale » (Claeys *et al.*, 2020).

En résumé, dans les discours des SHS, la Covid-19 devient un enjeu politique au sens d'un objet ouvert au débat public. Le constat initial de l'usage non biomédical des noms du virus par les SHS situe le champ médical au sein d'un questionnement politique de la vie des communautés humaines. Il s'agit à présent d'analyser la première qualification de la Covid-19 en tant que « crise ».

La Covid-19 comme crise

Sanitaire, économique, sociale, culturelle... : dans la parole des SHS, la Covid-19 est une crise dont les dimensions n'en finissent plus d'être égrenées. Pourtant, la crise est déjà une construction, une certaine narration de la Covid-19 qui ne désigne pas simplement le phénomène, mais élabore déjà une interprétation et témoigne d'un jugement. Que dit-on lorsque l'on la qualifie ainsi ? Trois figures de la crise émergent de l'analyse qualitative du corpus médiatique : la révélation, l'incertitude radicale et la rupture. Nous reviendrons sur chacune d'entre elles en les resituant dans leur longue histoire en SHS et dans les rapports qu'elles entretiennent avec les notions de savoir et de temps.

La révélation

La crise en tant que révélation est ce moment où les normativités invisibles dans la vie ordinaire sont mises à mal et ainsi se révèlent. Patricia Paperman identifie les situations de crise comme des situations de désordre révélant l'ordre antérieur (Paperman, 2006), c'est-à-dire des situations de conflits portant à la conscience les conditions de la paix antérieure. Cet usage de la crise connaît un autre courant d'usage en SHS. Georges Canguilhem désignait quant à lui la philosophie comme « la science des problèmes résolus » (Canguilhem, 1966), dans la mesure elle a pour vocation de rouvrir les problèmes, celle de les formuler de telle sorte qu'ils deviennent des sujets pour la délibération citoyenne. En ce sens, la crise est une situation de tension que les SHS révèlent en la décryptant et en l'analysant. On retrouve ces deux faces de la révélation dans la parole médiatique des chercheurs et chercheuses de la veille documentaire⁴.

Certaines expressions multiples et lapidaires font de la crise un principe actif, comme si, par sa manifestation seule, la Covid-19 rendait visible des vérités jusque-là cachées ou voilées, ou tout au moins des vérités que l'on préférerait ignorer auparavant. Dans cette figure de la crise comme révélation, la théorie éclaire le réel : on part d'elle pour comprendre

⁴ Pour plus d'informations sur la veille documentaire, voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard dans le présent volume : « Préambule. Présentation de la méthode ».

l'actualité. Les formules qui corroborent ce constat ne manquent pas. Quand certain-es auteur-es voient dans l'évènement le moyen d'affirmer leurs convictions – « [l]a pandémie de Covid-19 [...] confirme que nous sommes engagés dans une “mutation écologique et durable irréversible” » (Gourcy & Stimmattini, 2020) –, d'autres y projettent la confirmation de la théorie qu'ils ont créée : « Ce que la crise nous montre clairement, c'est que l'état d'exception [...] est devenu la condition normale » (Agamben, cité par Truong, 2020a). La description de la Covid-19 en tant que crise opère alors comme un travail de visibilité d'études, de valeurs et d'alertes qui étaient invisibilisées auparavant.

La crise est mobilisée pour mettre en cause des valeurs que la société tenait pour acquises antérieurement. L'évènement de la Covid-19 est alors l'occasion pour les chercheurs et chercheuses d'exprimer des questionnements et de les porter au débat public. La crise devient ce moment où le socle des sociétés peut être interrogé. Certains auteur-es mobilisent une théorie ancienne pour éclairer ce que l'évènement fait apparaître :

Au moment des choix économiques et médicaux, dont dépend la survie de tant de personnes, deux questions se posent : la vie vaut-elle plus que tout ? Et toutes les vies ont-elles la même valeur ? On peut, avec Spinoza, apporter une réponse positive à ces deux questions. (Hadji, 2020)

Le travail n'est plus d'abord un questionnement des modes de rentabilisation, mais il est compris comme un lieu de sociabilité et de contamination.

La crise du Covid-19 provoque une remise en question radicale des activités de travail sur les sites industriels et logistiques et dans la distribution. Les priorités sont complètement bouleversées, l'obsession de la rentabilité a laissé place à deux enjeux : la prévention de la contamination et le maintien d'une activité économique pour répondre aux besoins de la population et préserver les capacités productives. (Reverdy, 2020)

La culture est un secteur particulièrement touché par les mesures sanitaires. Il est intéressant de noter que la crise met en cause les justifications des lieux de culture comme mise en présence directe entre les citoyen·nes et les œuvres d'art.

Pour les musées, dont la justification sociale se fonde sur la promesse d'une rencontre, d'une mise en présence avec des objets authentiques du patrimoine, la fermeture des galeries muséales représente un défi sérieux. La crise du Covid prive les publics d'un accès physique aux objets de son patrimoine, et menace en conséquence la légitimité de l'institution. (Crenn, 2020)

Troisième secteur particulièrement mis en question par la crise : le secteur médical et en particulier celui qui touche à la production des vaccins. La nécessité d'un vaccin et de sa distribution mondiale pour faire face à une épidémie mondiale entre en tension avec les notions de propriété intellectuelle et de prévalence du profit dans l'industrie pharmaceutique.

Sans même aborder les considérations éthiques d'une telle attitude, laisser de côté toute une partie du monde parce qu'aucune perspective de profit ne se dessine serait une erreur. Cette crise sanitaire montre à quel point la santé globale remet en question le droit de la propriété intellectuelle à l'échelle internationale. (Frouté, 2020)

On pourrait ainsi résumer : « Le médicament doit-il se penser comme un bien privé (ainsi que c'est largement le cas aujourd'hui) ou un bien commun ? » (Coris, 2020).

Incertitude radicale

La crise désigne par ailleurs la situation d'incertitude dans laquelle nous plonge la Covid-19. Dans ce cas, le désordre introduit par la crise brise les repères et plonge l'avenir dans l'obscurité. On ne distingue plus de quoi sera ou pourrait être fait l'avenir. La crise fonctionne comme une mise en suspens des savoirs et des repères. Les chercheurs et chercheuses mobilisent cette deuxième figure de la crise soit pour parler de leurs savoirs (et de la nécessité de produire de nouvelles recherches notamment), soit pour décrire le rapport aux événements des décideurs et décideuses.

Lorraine Daston décrit par exemple l'incertitude du chercheur ou de la chercheuse face à la Covid-19 : « C'est ce que je veux dire quand j'annonce que nous avons été soudainement catapultés au XVII^e siècle : nous

vivons un moment d'empirisme zéro, un moment où presque tout est à inventer, à trouver » (Daston, 2020).

L'interprétation de la crise comme situation d'incertitude radicale a également été rapprochée de la figure du cygne noir en économie. Plus qu'un débat sur l'usage d'un concept économique, les échanges dans la presse entre les chercheurs et chercheuses en SHS ont mis au jour la portée éthique de ce questionnement. Constaté l'incertitude radicale dans laquelle sont plongé-es les dirigeant-es est une première étape, discuter de sa valeur en est une seconde.

Reprenons le fil. Isabelle This Saint-Jean rappelle dans *Libération* :

Ce terme [cygne noir] trouve son origine dans les travaux de Nassim Nicholas Taleb pour désigner un événement qui possède trois caractéristiques : il n'avait pas été anticipé, ses conséquences sont majeures et on peut expliquer a posteriori pourquoi il est apparu. La pandémie que nous connaissons possède effectivement ces trois caractéristiques. 1. Elle n'avait pas été anticipée et, même une fois l'épidémie déclarée en Chine, les autres pays, et en particulier le nôtre, n'ont pas perçu la menace. 2. Ses conséquences, à la fois sanitaires mais aussi économiques et financières, sont immenses [...] 3. Enfin rétrospectivement, on peut parfaitement comprendre à la fois les raisons d'apparition de cette pandémie et de ses conséquences funestes. (This Saint-Jean, 2020)

Dans une tribune, Nassim Nicholas Taleb et Mark Spitznagel se sont eux-mêmes exprimés pour affirmer que cette pandémie n'est pas un cygne noir mais un cygne blanc (Taleb & Spitznagel, 2020). Comment comprendre ces contradictions ? Dans la théorie des deux auteurs, tout est question de point de vue. C'est pour un observateur et toujours depuis son point de vue qu'un événement est un cygne noir. Autrement dit, il est incontestable que la pandémie de 2020 a placé les gouvernements du monde entier face à un événement complètement imprévu. La Covid-19 est de leur point de vue un cygne noir. Toutefois, la question est éthique : dans quelle mesure aurait-il dû l'être ? Tel est le cygne blanc de Nassim Nicholas Taleb et Mark Spitznagel, un cygne qui n'aurait pas dû surprendre la personne qui observe.

Ainsi, la Covid-19 est qualifiée de crise au sens d'événement plongeant les sociétés dans une situation d'incertitude économique et sociale

majeure. Les SHS non seulement décrivent cette dynamique, mais interrogent son bien-fondé.

La rupture

L'image de la coupure radicale entre le monde d'avant et le monde d'après a été omniprésente dans les textes collectés⁵. Elle est allée de pair avec une parole très engagée des scientifiques. Cette figure de la crise comme rupture temporelle s'accompagne d'une réflexion sur le temps long. En distinguant un avant et un après, l'évènement de la Covid-19 est replacé au sein d'une lecture macroscopique de l'histoire des sociétés. La Covid-19 ne s'ancre dans aucune discipline en particulier. L'évènement est alors une nouvelle étape du savoir et son sens est lié à une frise globale, générale, temporellement linéaire, englobant toutes les dimensions humaines. La saisie de l'évènement se veut de portée générale.

« Les historiens considèrent volontiers que le xx^e siècle débute en 1914. Sans doute expliquera-t-on demain que le xxi^e siècle a commencé en 2020, avec l'entrée en scène du Covid-19 » (Baschet, 2020).

Bilan

Sur les 1 400 articles répertoriés, 198, soit 14 % qualifient la Covid-19 de « crise » dès le titre. La reprise de ce terme par les chercheurs et chercheuses en SHS et ses multiples déclinaisons possibles témoignent d'une interprétation massive et d'une présentation de cette figure comme d'une évidence. La Covid-19 met en crise les sociétés humaines. Demeure alors la question du positionnement des SHS face à ce constat. Si les chercheurs et chercheuses qualifient la Covid-19 de crise, quels rôles y jouent-ils et elles ? Nous proposerons d'explorer ce point en nous interrogeant sur la manière dont les SHS se sont situées en tant que boussole de la société.

⁵ Une recherche approfondie sur la construction du temps lors de la pandémie a donné lieu à une publication dans la *Revue de philologie et de communication interculturelle* (Bansard & Bonnaire, 2022).

Les sciences et la politique

La période qui s'est ouverte en France en mars 2020 a réactivé la question des rapports entre les sciences et la politique. L'analyse qualitative de la parole des SHS permet de dégager un positionnement commun et récurrent : les SHS agissent comme boussole. Depuis le 1^{er} mars 2020, elles ont en effet cherché à éclairer la société, aussi bien les citoyen·nes que les politiques ou les autres sciences (dures ou sciences de la vie). Tout d'abord, nous présenterons le positionnement des sciences comme boussole issu du corpus médiatique de l'étude. Ensuite, nous chercherons à comprendre le positionnement des sciences comme boussole dans sa tension avec le contexte de défiance, de désinformation, voire de complotisme qui s'amplifie dans les sociétés contemporaines.

Les sciences comme boussole durant la pandémie

Ce premier temps entend présenter les trois aspects du positionnement des sciences comme boussole présents dans le corpus élargi de la veille documentaire effectuée, à savoir les SHS comme boussole des sciences dures et des sciences de la vie ; les sciences comme boussole de la société ; les sciences comme boussole des politiques. Il s'agit à la fois de parcourir ces différentes manières d'éclairer l'évènement de la Covid-19 au regard des liens entre sciences et politique, mais aussi de rendre compte des intentions et adresses des prises de parole des chercheurs et chercheuses durant cette pandémie. Tour à tour porte-parole, lanceurs et lanceuses d'alerte, passeurs et passeuses de savoirs, éclaireurs et éclaireuses, les chercheurs et chercheuses se sont positionné·es en tant qu'acteurs sociaux et actrices sociales, membres agissant des sociétés. C'est ainsi leurs champs de responsabilité et leur fonction sociale qui sont mis au jour en ces temps de crise.

Les SHS comme boussole des sciences dures et des sciences de la vie

Le rôle des SHS comme boussole des autres sciences peut être analysé en deux temps : d'une part, les SHS ont joué un rôle de passeuses de savoir entre les sciences dures et les citoyen·nes. Les chercheurs et chercheuses ont pris la parole pour expliquer les méthodes et les études menées dans

le but d'éclairer les failles et les temporalités (dans l'élaboration des vaccins par exemple). D'autre part, les chercheurs et chercheuses en SHS ont commenté et analysé le rôle conféré aux sciences durant cette pandémie. Omnipotence, omniprésence et défiance se sont entrechoquées dans les médias et sur les plateaux de télévision. Et ce phénomène a été analysé en tant que tel par les SHS.

Premièrement, les SHS sont intervenues dans les médias pour expliquer les méthodes scientifiques, notamment sur les modèles de constitution des vaccins, ou encore sur les modèles de diffusion du virus. La micro-simulation de Neil Ferguson⁶ a par exemple été analysée pour en comprendre les failles. Ce modèle ne tient pas compte de la structure des interactions humaines.

Les modèles aidant la décision politique dans la crise actuelle font ainsi l'hypothèse que les interactions entre les individus sont au cœur du processus de diffusion du virus, mais ils font le choix pratique de ne pas modéliser explicitement la structure de ces interactions. C'est comme si nous étudions la circulation des voitures et les embouteillages sans modéliser de façon réaliste l'infrastructure routière. (Manzo, 2020)

Deuxièmement, les SHS ont pris la parole pour décrire l'omnipotence que la société a cherché à conférer aux sciences dans l'espoir d'obtenir toutes les réponses face à l'inconnu. La science a ainsi parfois reçu le rôle de religion, de vérité révélée.

Les articles sont venus analyser le phénomène politique du conseil scientifique et de l'omniprésence des « expert-es » dans les médias. Mathieu Bock-Coté décrit : « Les modernes rêvent manifestement d'un savoir ultime, qui viendrait abolir la complexité de l'existence, capable même de calmer l'angoisse de la mort. Ils cherchent ainsi à faire jouer à la science le rôle autrefois dévolu à la religion, alors que telle n'est pas sa vocation » (Bock-Coté, 2020).

⁶ Neil Ferguson, épidémiologiste à l'Imperial College de Londres, propose dès mars 2020 un modèle mathématique informatisé sur l'évolution de la pandémie. Ce modèle a été utilisé en tant que prédiction par la classe politique et vivement critiqué au plan scientifique comme ayant surévalué les taux de mortalité et de contagiosité qui ont servi de justification aux confinements des populations.

André Grjebine et Liv Grjebine soulignent que pour la première fois dans l'histoire, la science n'a pas de concurrence.

Les premiers vaccins (contre la variole) ont été inventés en Angleterre et en Allemagne à la fin du XVIII^e siècle, donc assez récemment à l'aune de l'Histoire. À défaut, l'homme s'abandonnait au fatalisme, éventuellement à l'imploration des dieux et à l'exorcisme [...]. Aujourd'hui, même parmi ceux qui se déclarent croyants, qui croit encore que les prières du pape pourraient vaincre le coronavirus ? Au moins en Europe occidentale, peut-être pour la première fois dans l'histoire, la science apparaît sans concurrence et même ceux qui affirment détenir une Vérité contraire à cette démarche s'en réclament. Il faut s'en féliciter. (Grjebine & Grjebine, 2020)

Ils poursuivent :

Là apparaît un malentendu. Tout le monde se réfère à la science, mais celle-ci paraît se dérober. C'est que sa finalité, sa démarche et sa temporalité sont aux antipodes de celles du politique, la démarche du médecin se situant d'une certaine manière entre les deux. La science a pour finalité la connaissance. Elle n'a pas de terme. Sa démarche est faite de remises en question, de percées progressives ou soudaines, de découvertes qui ne sont pas des certitudes mais des hypothèses constituant l'état de la connaissance à un moment donné et pour la plupart appelées, un jour ou l'autre, à être dépassées. Le doute est au cœur de la démarche scientifique. (Grjebine & Grjebine, 2020)

Là intervient un décrochage qui nourrit le phénomène de défiance citoyenne. Le risque de discrédit se nourrit de l'omnipotence que l'on attend de la science. Lui accorder les pleins pouvoirs, c'est la discréditer.

En fait, l'incompréhension généralisée de la démarche scientifique est telle que la confiance accordée aux sciences ne repose pas sur ce qu'elles sont véritablement, mais sur ce que l'on voudrait qu'elles soient. On attend d'elles des certitudes et des remèdes miracles qu'elles ne peuvent pas apporter. En somme, on voudrait que la démarche scientifique s'apparente à une démarche religieuse, tout en donnant des résultats pratiques que celle-ci est incapable d'offrir. (Grjebine & Grjebine, 2020)

Le plus grand péril des sciences semble dès lors être le manque de culture scientifique dans la société, c'est-à-dire l'ignorance non pas seulement des connaissances scientifiques, mais surtout des méthodes scientifiques.

Les sciences comme boussole des citoyen-n-es

La majorité des textes du corpus ont pour adresse les citoyen-n-es français-es. Les SHS s'adressent à ces derniers et dernières en tant que membres de communautés bouleversées par la pandémie. Elles diffusent des clés de lecture pour comprendre ce qui se produit dans la société en tant que corps social. Autrement dit, les SHS expliquent les connaissances scientifiques et cherchent à faire « œuvre de clarté ». Citons deux exemples. Éric Marlière a expliqué la violence vécue dans les banlieues lors du premier confinement.

En somme, la radicalité des positions et des comportements observables chez une bonne partie de cette nouvelle génération de « jeunes de cité » ne peut se comprendre que dans la mesure où ils n'ont pas d'emprise sur le passé (histoire sociale des quartiers populaires difficile), le présent (des signaux contradictoires entre consommation et exclusion) et encore moins l'avenir (fin de l'État social, marché du travail chaotique, ubérisation des revenus et catastrophisme écologique). Le confinement ajoute du confinement social pour ces jeunes. (Marlière, 2020)

Youenn Lohéac a quant à lui expliqué le phénomène de ruée alimentaire qui a marqué l'entrée en confinement en mars 2020 : « Deux phénomènes ont ici été associés : la faim (ou la peur d'avoir faim) et une réduction de l'horizon temporel » (Lohéac, 2020).

Les sciences comme boussole des politiques

Le rôle de boussole jouée par les SHS vis-à-vis des politiques au sens de membres de la classe politique en charge des actions publiques a été très important. Il peut être structuré autour de deux idées. D'une part, les SHS ont cherché à éclairer leurs actions en publiant leurs connaissances, en analysant la portée des choix et en alertant sur des aspects moins visibles ou invisibilisés de la crise. D'autre part, les SHS ont exprimé leur refus de toute instrumentalisation. Elles ont ainsi dénoncé les dérives conduisant la science à endosser le rôle de vassal des politiques et ont

défendu l'idée de champs de responsabilité distincts entre les sciences et la politique.

Les chercheurs et chercheuses en SHS ont lancé des alertes sur de nombreux sujets. Leur responsabilité était alors de rendre visibles et plus précisément de lutter contre les processus d'invisibilisation de la société. L'exemple des EHPAD⁷ est à ce titre marquant. Lors du premier confinement, l'isolement des résidents dans les EHPAD a été dénoncé comme extrêmement délétère pour la santé même de ces résidents. Ainsi, Damien Le Guay a, à deux reprises dans *Le Figaro* (Le Guay, 2020 ; Le Guay, cité par Leclair, 2020), lancé l'alerte sur les souffrances durables infligées aux personnes âgées, mais également à leurs familles en empêchant les deuils et l'assistance aux mourant-es. L'exemple est d'autant plus frappant que lors du confinement d'octobre 2020, des choix politiques différents ont été faits. Si cet exemple réussi ne doit pas faire oublier les alertes qui n'ont pas été entendues, il permet de prendre conscience de l'importance de ce positionnement et du rôle des SHS comme boussole des politiques.

Un autre type d'intervention des SHS comme boussole vis-à-vis des politiques s'est exercé : la dénonciation de l'instrumentalisation. Alors que les SHS déconstruisent les tactiques des politiques, ces derniers et dernières ont essayé de justifier entièrement leurs décisions par des données scientifiques. Or, premièrement, les recommandations scientifiques n'étaient pas toujours suivies et pas dans la temporalité recommandée par les conseils. Rappelons que :

L'OMS recommande par exemple clairement de ne pas mettre en place d'interdiction généralisée de voyager, de ne pas fermer les frontières, car ces mesures sont inefficaces. Elles n'empêchent pas la transmission du virus et compliquent la coopération et les échanges. Pourtant, dans cette crise du coronavirus, on observe, à de rares exceptions, une descente vers l'isolationnisme. Ce manque criant de coopération mondiale attise la pandémie au lieu de la combattre. (Kavanagh, cité par Autran, 2020)

⁷ Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Deuxièmement, les avis scientifiques ne sont pas rendus publics et ainsi ne contraignent pas les politiques (pas même à se justifier de ne pas les avoir écoutés ; Pillot, Boncori & Naccache, 2020). Troisièmement, les savoirs scientifiques ne peuvent aller au rythme de l'actualité et de l'urgence de l'action. L'interrogation est récurrente : « Et si la boussole scientifique, aussi humble soit-elle, n'était qu'une girouette dans la main des politiques ? » (Depraz, 2020).

Afin de résoudre les demandes impossibles faites aux sciences (entre autres celle de tout savoir), aussi bien que les risques de rejet (puisque les sciences ne peuvent pas tout, elles ne seraient pas fiables) ou encore que les tentatives politiques d'instrumentalisation (je décide en appliquant uniquement ce que dit la science), les SHS ont porté un discours de séparation des sphères de responsabilité entre les sciences et la politique. Aux sciences, le champ du savoir et le temps long de l'étude. À la politique, celui des décisions et des actions à mener pour la collectivité. Les SHS ont rappelé que le champ de la décision excède celui du savoir, autrement dit que le savoir peut éclairer l'action mais toujours imparfaitement, alors que la décision doit se porter plus avant et relève de la responsabilité politique. Sans opposer sciences et politique, les chercheurs et chercheuses ont rappelé la dimension tragique de l'action politique.

On peut alors resituer la discussion des champs des responsabilités entre sciences et politique dans un contexte beaucoup plus large que cette analyse médiatique. Max Weber affirmait par exemple que le ou la politique doit assumer de perdre son âme, telle est le prix de sa vocation. Le champ de la décision politique commence précisément là où les connaissances scientifiques ne permettent pas de distinguer un choix préférable. Le ou la politique est prise entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité, or parfois, seule la dernière est possible et nécessite l'usage de la force.

En effet, tous ces buts qu'il n'est pas possible d'atteindre autrement que par l'activité politique, laquelle fait nécessairement appel à des moyens violents et emprunte les voies de l'éthique de responsabilité, mettent en péril le « salut de l'âme ». Et si l'on cherche à atteindre ces objectifs au cours d'un combat idéologique guidé par une éthique de conviction, il peut en résulter de grands dommages et un discrédit dont les répercussions se feront sentir pendant

plusieurs générations, parce qu'il manque la responsabilité des conséquences. (Weber, [1919] 1963)

Reste alors aux SHS la responsabilité de faire œuvre de clarté et d'analyser, expliciter, alerter sur les valeurs et principes engendrés par les choix politiques exercés. En ce sens, la science arrive toujours trop tard et, telle la chouette de la philosophie chez Hegel, c'est rétrospectivement que la science peut commenter et éclairer la vie politique.

Bilan

Le positionnement des sciences comme boussole qui a été mobilisé dans les prises de parole des chercheurs et chercheuses en SHS dans les médias de notre veille documentaire peut-être resitué dans une histoire longue des rapports entre sciences et politique. On peut identifier trois axes selon lesquels ont été pensés ces rapports : soumission de la science aux volontés politiques – la science est alors un vassal des politiques ; les sciences comme guide des politiques ou la science comme boussole ; enfin la science comme quête de vérité détachée de toute considération politique, ce que l'on pourrait appeler : la science pour la science. Chacun de ces angles a été mobilisé de manière concomitante dans l'histoire. Si des penseurs et penseuses ont pu les opposer, ces différents rapports coexistent bien souvent avec des prédominances plus marquées sur un angle que sur un autre. On peut ainsi dire que durant un premier temps de la pandémie en France allant du 1^{er} mars au 31 décembre 2020, le rôle des sciences comme boussole a été mis en avant. Ce rôle peut lui-même être resitué dans une complexité.

Par exemple, Max Weber attribuait aux sciences trois missions. Pour les décrire, il compare la science à une marchande de légumes. Comme la maraîchère propose au public des légumes, la science propose des connaissances. Il écrit :

Premièrement, la science met naturellement à notre disposition un certain nombre de connaissances qui nous permettent de dominer techniquement la vie par la prévision, aussi bien dans le domaine des choses extérieures que dans celui de l'activité des hommes. (Weber, [1919] 1963)

Cependant, à la différence de la marchande de légumes qui vend ses légumes dans une boutique, la science ouvre la possibilité de se procurer les légumes, c'est-à-dire qu'elle offre des méthodes de pensée : « c'est-à-dire des instruments et une discipline ». Max Weber attribue à la science une troisième mission : faire « œuvre de clarté ».

Ainsi le savant peut vous dire que votre position dérive de telle conception et non d'une autre. [...] La science vous indiquera qu'en adoptant telle position vous servirez tel dieu et vous offenserez tel autre, parce que si vous restez fidèle à vous-même, vous en viendrez nécessairement à telles conséquences internes, dernières et significatives. Voilà ce que la science peut apporter, du moins, en principe. [...] Si nous sommes, en tant que savants, à la hauteur de notre tâche [...], nous pouvons alors obliger l'individu à se rendre compte du sens ultime de ses propres actes, ou du moins l'y aider. (Weber, [1919] 1963)

En résumé, Max Weber confère aux sciences les missions d'élaboration de connaissances d'une part, l'élaboration de méthodes de pensée d'autre part, et enfin l'effort continu de clarification de la portée des actions. À l'aune de cette analyse webérienne, on peut donc dire que, depuis le 1^{er} mars 2020, les SHS sont intervenues dans les médias en tant que boussole de trois manières : à la fois pour transmettre des savoirs permettant de comprendre la pandémie et les phénomènes sociaux qui ont émergé ; pour guider les réflexions sur l'évènement en train de se faire en décryptant les méthodes de pensée (notamment en analysant les sciences dures et les sciences de la vie) ; pour faire « œuvre de clarté » en explicitant les valeurs mobilisées par les décisions politiques, la portée des choix individuels et collectifs, en analysant les causes et en projetant les possibles conséquences de la crise sanitaire. On retrouve ainsi dans le positionnement des SHS comme boussole les trois missions que Max Weber conférait à la science.

Éclairer au temps de la défiance

Une tension existe entre le statut de boussole endossé par les sciences en cette période de crise sanitaire et les études montrant une accélération de la défiance citoyenne vis-à-vis des consignes sanitaires, de la circulation des fausses informations et des théories du complot. Interroger les liens entre

sciences et politique à la lumière de la Covid-19 impose de se confronter à cette tension. Comment l'interpréter ? Pourquoi le besoin et l'appel aux sciences croissent-ils avec les phénomènes de désinformation et de défiance ?

Une première hypothèse est que la désinformation vient précisément combler le non-savoir, elle répond à l'angoisse de l'incertitude. On trouve plusieurs exemples de cette idée dans notre corpus médiatique. Sophie Marineau écrit : « Les théories du complot associées au Covid-19 sont particulièrement foisonnantes puisque les connaissances de la communauté scientifique sur le virus demeurent limitées. Ces théories peuvent donc créer l'illusion de combler le vide laissé par la science, d'expliquer ce que les scientifiques ne peuvent pas » (Marineau, 2020). Patrick Criqui et Sébastien Treyer formulent le défi en ces termes : « “Les experts sont formels, le seul problème est qu'ils ne sont pas d'accord”. Cette difficulté doit être affrontée par les politiques et gérée de manière à construire néanmoins des consensus collectifs » (Criqui & Treyer, 2020). Jürgen Habermas reformule ce même défi : « [...] la pandémie impose, dans le même temps à tous, une poussée réflexive qui, jusqu'à présent, était l'affaire des experts : il nous faut agir dans le savoir explicite de notre non-savoir. [...] » (Habermas, cité par Truong, 2020b). Pour faire face à cela, les SHS ont plusieurs responsabilités : expliquer le bien-fondé de ces phénomènes, analyser les failles des modèles et méthodes scientifiques, décrypter les *fake news* et leurs impacts, penser ce tournant lui-même dans l'histoire des liens entre les citoyen·nes et les sciences.

Une deuxième hypothèse analyse la désinformation comme un effet pervers du relativisme et du culte de l'esprit critique. Bernard Williams (2006) décrit les effets néfastes du désir de véracité. Les citoyen·nes, informé·es et éduqué·es, ne veulent pas être dupé·es par les discours d'élites qui prétendent détenir la vérité. S'immisce alors l'idée que les élites disent ce qu'elles disent parce qu'elles ont tout intérêt à le dire. Ce refus d'être trompé est sain en démocratie. Or, le désir de véracité instaure une méfiance généralisée qui vient mettre en doute l'idée qu'il y ait des vérités assurées. Étienne Klein l'analyse en ces termes : « L'idée de vérité est dissoute par l'exigence de véracité » (Klein, Bronner & Bensaude-Vincent, 2018). Gérald Bronner complète cette approche en distinguant deux types de relativisme. Une idée maîtresse dans la désinformation est que tout est relatif au sens où deux arguments seraient non hiérarchisables.

Cela correspond à une instrumentalisation de l'incomplétude du savoir. En science, on doit classer les savoirs ordonnalement car certains argumentaires sont plus solides que d'autres. L'idée est que l'on peut améliorer certains savoirs ou encore les réfuter, mais cela ne signifie pas qu'ils soient équivalents ou indécidables (Klein, Bronner & Bensaude-Vincent, 2018).

Une troisième hypothèse inscrit la désinformation et le désengagement politique des citoyen·nes dans la structure même des sociétés bureaucratiques. Jürgen Habermas propose l'expression de « scientification de la politique ». Dans son ouvrage *La technique et la science comme « idéologie »* (Habermas, [1968] 1973), il affirme que la science moderne est politique au sens où elle est la structure dans laquelle ont lieu les révolutions et le bouleversement des cadres de justification des actions politiques. Dans le capitalisme avancé, l'État devient une activité de stabilisation de la société. Sa mission est de trouver des réponses techniques en vue de finalités économiques. De ce fait, la dépolitisation de l'opinion publique est une condition de l'exercice du pouvoir. Les réponses aux risques économiques sont gestionnaires et techniques. Il n'y a plus de place pour un débat sur ce qu'est la vie bonne, la vie telle que nous la souhaitons et la débattons collectivement comme bien commun. Il n'y a plus de discussion sur les finalités pratiques. La stabilité est la fin suprême.

Des discussions publiques risqueraient en effet de mettre en question les conditions qui définissent le système au sein duquel les tâches incombant à l'action de l'État se présentent comme des tâches techniques. C'est pourquoi la nouvelle politique de l'interventionnisme d'État exige une dépolitisation de la grande masse de la population. (Habermas, [1968] 1973)

Pour convaincre les citoyen·nes de ne plus s'occuper de politique, la science et la technique « assument aussi le rôle d'une idéologie ». Ce modèle de société et la scientification de la politique étaient des hypothèses en 1973, date de publication de la traduction française :

La scientification de la politique n'est pas encore un fait de nos jours, mais elle désigne à tout le moins une tendance à l'appui de laquelle on peut invoquer un certain nombre de faits. Ce sont d'abord l'extension de la recherche sur commande d'État et la part croissante de la consultation scientifique dans les services publics qui marquent cette évolution. (Habermas, [1968] 1973)

Autant dire que les résonances avec le monde depuis le début de la pandémie de 2020 sont frappantes. L'aggravation de la désinformation et le rôle de boussole endossé par les sciences peuvent ainsi être interprétés sur nouveaux frais. Le mouvement de défiance face aux vérités scientifiques telles que l'efficacité des vaccins font les gros titres. L'hypothèse habermassienne permet d'interpréter le faible niveau de compétence scientifique comme un phénomène structurel qui s'inscrit dans une longue histoire du système politique. La mission de stabilité technique de l'État engendre structurellement une dépolitisation et une faible éducation scientifique des citoyen·nes afin de ménager la gestion techniciste des enjeux de société.

Selon Habermas, le rôle de boussole des sciences est accru. Il propose de penser un modèle pragmatique de société où la discussion sur ce qu'est la vie bonne serait au cœur de l'espace publique. Pour mettre en place une telle vie démocratique, le rôle des SHS mais aussi des médias est crucial. Dans ce modèle :

les recommandations techniques et stratégiques ne peuvent s'appliquer efficacement à la pratique qu'en passant par la médiation politique de l'opinion publique. [...] À la base d'une scientification de la politique (ainsi comprise), il y a la relation entre les sciences et l'opinion publique, qui en est proprement constitutive. (Habermas, [1968] 1973)

Or certaines conditions doivent être remplies pour qu'une telle société soit possible, et elles sont nombreuses :

- l'information scientifique des citoyen·nes doit être aussi poussée que possible ;
- les conditions empiriques d'accès à l'information doivent être assurées ;
- la dépolitisation de l'opinion publique doit être surmontée ;
- chacun·e doit partager la conviction qu'une discussion sur la vie bonne est nécessaire ;
- le système bureaucratique doit être surmonté ;
- les scientifiques doivent prendre leurs responsabilités quant aux conséquences pratiques de leurs travaux.

Ces propositions d'Habermas confèrent aux SHS un rôle de passeuses. Elles ouvrent également le débat sur la médiation scientifique. Comment penser le rôle des médias ? Quels effets ont leurs outils sur les contenus de savoir ? Quelles sont leurs missions ? Le champ d'étude sur la place des médias dans la médiation scientifique s'ouvre alors. « En interrogeant la place des sciences dans les médias, Sophie Moirand décrivait en 1997 l'action des médias comme répondant davantage « à une représentation stéréotypée de la didacticité plutôt qu'à une volonté de rendre l'autre plus savant » (Moirand, 1997). Elle poursuivait en ces mots :

En tant que communautés langagières particulières, les médias sont producteurs d'informations ; ils constituent en ce sens, plutôt que des lieux de transmissions de connaissances, des lieux de passages des sciences et des techniques, intermédiaires entre les communautés qui les produisent et ceux qui sont chargés de les utiliser et de les appliquer. (Moirand, 1997)

Les médias ne sont pas neutres et leur rôle appartient lui aussi au champ de la responsabilité scientifique des SHS.

En dernière hypothèse pour interroger les rapports entre les sciences et la politique, on peut avancer que le décrochage entre le besoin de sciences et la désinformation est un signe de la crise de modèle du vivre-ensemble. La Covid-19 est alors un bouleversement des manières de faire société. Lors de son intervention au colloque des 12 et 13 octobre 2020, Benoit Bastard⁸ constatait qu'en France, la politique de santé publique est verticale. Nous citoyen·nes, attendons les ordres de l'État, suspendu·es à nos postes de télévision. Ce constat peut être mis en parallèle avec certains débats concernant les vaccins et la hausse exponentielle du taux de Français·es les refusant. La verticalité de la politique de santé publique entraîne une défiance citoyenne. André Grimaldi et Jocelyn Raude expliquent ainsi qu'en France la confiance dans les vaccins était exceptionnellement haute jusqu'à la grippe A (H1N1) (Raude & Grimaldi, 2021). La politique de

⁸ Communication de Benoit Bastard dans le cadre de la table ronde « Interroger le discours de l'État », lors du colloque *Ruptures des pratiques et dynamiques du débat. Les SHS face à la Covid-19* organisé les 12 et 13 octobre 2020 par la MSH Paris-Saclay, dont est issu ce volume.

santé publique qui avait alors été mise en place prévoyait une centralisation de la gestion des vaccinations avec des militaires et des centres de vaccinations temporaires montés hors du système de soin. Les médecins généralistes, infirmières à domicile... : l'ensemble des soignants de proximité ne pouvaient pas vacciner. Cela a entraîné une défiance des citoyen·nes vis-à-vis des institutions médicales et politiques qui s'accroît aujourd'hui et marque un véritable tournant dans l'histoire médicale française. La désinformation et la défiance y sont alors directement liées à une crise du modèle de gouvernance et à une étatisation de la santé publique.

Dans un dernier temps de cette étude qualitative, nous cherchons à interroger la Covid-19 comme une crise au sens d'un questionnement renouvelé des rapports entre les êtres humains, mais aussi entre les êtres humains et le monde : entre humains et non-humains.

De nouveaux concepts/paradigmes ?

Un premier temps de l'étude a montré que, dans la parole des SHS, la Covid-19 n'est pas un objet biomédical, mais l'interrogation sociétale d'un phénomène médical. Un deuxième temps a analysé la qualification de la Covid-19 en tant que crise. Un troisième a replacé cette crise au cœur des rapports entre les sciences et la politique. Un dernier temps de l'analyse resitue cette crise entre les sciences et la politique comme une crise du rapport de l'humanité au monde. Pour ce faire, nous examinerons deux paradigmes qui ont émergé dans les médias : le « fait mondial total » et l'« anthropocène ». L'enjeu est de comprendre ce que ces expressions soulignent de la situation contemporaine et les limites auxquelles elles se confrontent. Plus fondamentalement, l'hypothèse est que les SHS construisent la crise de la Covid-19 en tant que crise anthropologique majeure.

« Fait mondial total »

L'affirmation que la Covid-19 est un « fait mondial total »⁹ revient à plusieurs reprises dans les articles des chercheurs et chercheuses en SHS. Il

⁹ Une recherche approfondie sur l'expression « fait mondial total » a donné lieu à la communication « Covid 19 : la construction d'une pandémie comme "fait mondial total" », lors du colloque *Les épidémies aux prismes des SHS. De quelles crises les*

est présenté comme un concept nouveau permettant de rendre compte d'une actualité inédite. Mais que dit-on lorsque l'on qualifie la Covid-19 de « fait mondial total » ?

Rappelons d'abord que l'expression est un clin d'œil au concept de Marcel Mauss « fait social total » décrit dans son *Essai sur le don* (Mauss, 1923-1924). L'emploi de l'expression « fait mondial total » dans le corpus de l'étude renvoie à un double constat apparemment simple : la Covid-19 touche tous les humains et elle touche de multiples dimensions de la vie humaine : médicale, économique, artistique, éducative, religieuse, psychologique, politique...

Les formules et énumérations des multiples aspects et dimensions de la crise sont récurrentes. Edgar Morin définit par exemple la Covid-19 : « en tant que crise planétaire, [...] en tant que crise économique, [...], en tant que crise nationale, [...], en tant que crise sociale, [...], en tant que crise civilisationnelle, [...], en tant que crise intellectuelle, [...], en tant que crise existentielle » (Morin, cité par Truong, 2020c). On peut parler de poupée russe : une crise en cache une autre, ou tout au moins, une crise en engendre une autre par un phénomène de ricochet. Étienne Balibar (2020) affirme que la crise sanitaire contient une crise économique, qui elle-même contient une crise sociale. Il ajoute une quatrième poupée, lovée au creux des trois autres poupées : une crise spirituelle. Pour lui, l'expérience de la Covid-19 bouleverse nos systèmes de valeurs au sens où elle bouleverse nos compréhensions de la vie et de la mort. En ce sens, la Covid-19 bouleverse notre conception de l'humanité.

L'expression de « fait mondial total » met alors l'accent sur l'ampleur de l'évènement. Elle nomme, éclaire, conceptualise notre expérience. Plus précisément, cette expression se réfère à l'étendue spatiale d'une part et à la complexité sociale des effets d'une maladie nommée Covid-19 d'autre part. Se faisant, le « fait mondial total » ouvre un double axe d'étude aux SHS. La première question est sans doute : qu'entendons-nous par phénomène mondial ? Le virus touche-t-il tous les espaces de la même

épidémies sont-elles porteuses ? organisé les 7 et 8 octobre 2021 par la Maison des SHS de Champagne-Ardenne, dont une publication est issue (Bansard, 2022). Ce travail a reçu le prix « Jeune chercheur » de la Maison des SHS de Champagne-Ardenne.

manière ? Le monde dont nous parlons, est-ce la planète Terre ? Peut-on décrire et expliquer la manière dont il touche l'ensemble des territoires (y compris des océans...) ? Le deuxième axe d'interrogation concerne le terme de « total ». Qu'entendons-nous par-là ? Est-ce l'ensemble de l'humanité ? Est-ce les humains et les non-humains ? Et dans chaque cas, comment décrire la manière dont chacun est impacté ? Les champs de recherche qui s'ouvrent afin de construire des approches prenant en compte la complexité et les enjeux de ces questionnements sont aussi vastes que l'étude de la diversité des aspects de la crise dans chaque communauté humaine et non humaine, et tout au long du temps.

Dans le corpus médiatique, les premières mentions de l'expression « fait mondial total » reposaient sur l'expérience du premier confinement.

Cela nous place aujourd'hui dans cette situation inédite d'être « dans le même bateau » que deux milliards et demi d'autres personnes dans le monde. [...] Nous assistons là, finalement, à une sorte d'expérience métaphysique, dans laquelle l'humanité d'autrui nous apparaît par « résonance intérieure », c'est-à-dire par l'intermédiaire d'une expérience collectivement éprouvée – ce confinement étant le plus grand dénominateur commun actuel de l'humanité – dans laquelle s'accroît notre sentiment d'une même condition, et d'un même vivre. (Pérezts & Deslandes, 2020)

Mais cette affirmation n'est-elle pas un raccourci ? Le confinement n'a concerné ni tout l'Occident, ni toute l'Asie, ni toute l'Afrique, ni toute l'Amérique latine. Il ne s'est pas appliqué de la même manière dans les pays concernés et a été vécu de manière radicalement différente au sein d'un même pays. Le premier confinement et le second n'ont eux-mêmes pas tout en commun, si ce n'est le nom. Comment dès lors, au moment même où nous affirmons une expérience « monde », la concevoir dans ses nuances ? La tentation est alors de reculer dans l'ambition de l'expression : « Si sur le plan sanitaire le Covid-19 nous met face à un danger commun, les enjeux sociaux, politiques et économiques en lien avec son développement restent propres à chaque territoire et chaque juridiction » (Foucher & Chabre, 2020).

Autrement dit, si la Covid-19 est mondiale en tant que phénomène médical, ses autres dimensions sont communes uniquement en termes de bouleversements et non dans leurs contenus. De plus, approcher l'idée de

« totalité » à l'échelle des sociétés du monde entier est là aussi complexe. Philippe Descola en propose la définition suivante :

Un fait social total, c'est une institution ou des événements qui mettent en branle une société, qui font apparaître ses ressorts et ses valeurs, qui révèlent sa nature profonde. En ce sens, la pandémie est un réactif qui condense, non pas les singularités d'une société particulière, puisqu'elle est mondiale, mais certains traits du système qui régit le monde actuel, le capitalisme postindustriel. (Descola, cité par Lecompte, 2020)

Pour penser la « totalité » dans l'expression « fait social total », Descola identifie un phénomène qui a des effets dans toutes les communautés humaines : la « division internationale de la production ». Reste à décrire de quelles manières – et ce dans la longue durée – cette division bouleverse chaque groupe humain.

Il convient de considérer le « fait mondial total » davantage comme un concept à explorer, un champ d'analyse à construire, plutôt que comme une description suffisante en elle-même.

Une manière conséquente d'affronter l'ampleur de l'expression « fait mondial total » consiste à replacer l'interrogation des faits sociaux dans leurs rapports avec la nature, ou plus simplement de pousser la réflexion jusqu'aux liens entre humains et non humains. C'est sur ce dernier point que le concept d'anthropocène entre en scène.

Anthropocène

Depuis le début de la pandémie, le concept d'anthropocène a occupé une place inédite dans les médias, et on peut s'interroger sur la manière dont le nom d'une ère géologique s'est imposé dans les discours pour nommer la zoonose de la Covid-19, autrement dit le passage d'un virus de l'animal à l'être humain. Comment le nom d'une ère géologique est-il devenu le nom d'une nouvelle conception des rapports entre humains et non-humains ? Et dans quelle mesure propose-t-il une nouvelle compréhension de l'humanité et du monde ?

Bernadette Bensaude-Vincent (2020a) propose de désigner la pandémie de 2020 comme le moment de l'histoire humaine où une quatrième blessure narcissique est infligée à l'espèce humaine. Sigmund Freud ([1916-1917] 1922)

a affirmé que la première blessure était due à la découverte que la Terre n'est pas au centre du système solaire, la deuxième au fait que l'être humain descend de l'animal, la troisième au fait que l'inconscient prive le moi de la toute maîtrise de lui-même. La quatrième blessure adressée à l'anthropocentrisme serait la prise de conscience d'une limite anthropologique. Le virus qui contamine l'espèce humaine en 2020 serait la prise de conscience de cette limite. Révélation de la vulnérabilité humaine, limite de la maîtrise de la nature, nous vivons une rupture, une mise en cause de tous nos repères. L'enjeu du *xxi*^e siècle est alors de repenser la hiérarchie qui place l'espèce humaine au centre du monde.

Nous sommes en apprentissage d'un mode d'existence attentif aux êtres infimes – virus, bactéries, insectes et autres – qui peuplent la planète. Ces êtres que l'on tient pour « nuisibles » ou indésirables ont leur propre temps, leur propre trajectoire, leur droit à l'existence. L'enjeu est d'apprendre à composer avec leur temps propre, à faire cohabiter le temps fulgurant des êtres qui prospèrent par contagion avec les battements du temps politique, du temps économique, de la vie sociale comme avec le temps de nos projets individuels. [...] Le coronavirus nous oblige à faire l'expérience de l'altérité. Paradoxalement, le confinement chez soi est le signal de la fin de l'entre-soi des humains qui croient s'émanciper de la nature et creuser la distance avec les autres vivants. Si guerre il y a, c'est donc une guerre longue comme la guerre de 100 ans contre notre ontologie anthropocentrique, contre le présupposé de la flèche du temps. (Bensaude-Vincent, 2020a)

L'emploi récurrent du terme « anthropocène » ne renvoie alors pas à une description géologique mais cherche à nommer une nouvelle compréhension collective des liens entre humains et non-humains. L'anthropocène nomme une rupture anthropologique.

On peut appeler ça un tournant anthropologique si l'on veut, à condition d'ajouter que, paradoxalement, c'est une anthropologie qui est devenue moins anthropocentrique, car elle a cessé de ravalier les non-humains à une fonction d'entourage et de réduire leurs propriétés aux aspirations et aux codes que les humains projettent sur eux. L'un des moyens pour ce faire fut d'introduire les non-humains comme des acteurs de plein droit sur la scène des analyses sociologiques en les faisant sortir de leur rôle habituel de poupées qu'un habile ventriloque manipule. C'est un exercice qui va à rebours de plusieurs siècles d'exceptionnalisme humaniste au cours desquels

nos modes de pensée ont rendu incongru que des machines, des montagnes ou des microbes puissent devenir autoréférentiels. Il a fallu pour cela traiter le non-humain comme un « fait social total » justement, c'est-à-dire le transformer en une sorte de planète autour de laquelle gravitent de multiples satellites. (Descola, cité par Lecompte, 2020)

Deux écueils majeurs et très largement discutés existent au sujet de l'anthropocène (Larrère, 2015). Premièrement, si l'on reconnaît l'être humain comme capable de détruire la planète, on reconduit le présupposé de sa toute-puissance. Deuxièmement, en acceptant l'anthropocène comme une réalité, on attribue à l'humanité tout entière la responsabilité d'activités qui ont été produites par environ un tiers de la population mondiale.

Si le concept d'anthropocène est entré sur le devant de la scène avec la Covid-19, les débats qui l'animent ne sont, eux, pas tranchés. Si une certaine prise de conscience de l'anthropocène en tant que rupture anthropocentriste de la compréhension du monde, des liens humains/non-humains, et surtout de la dépendance humaine face aux non-humains et à la planète semble pouvoir rendre compte de bouleversements collectifs, ces propositions ne permettent pas d'acter une description commune du monde, mais ouvrent bien plutôt une nouvelle façon de formuler les enjeux de la vie des communautés humaines.

On pourrait résumer en disant que « fait mondial total » et « anthropocène » sont le nom de nouveaux défis pour la recherche en SHS et pour la société.

Conclusion

Cette étude qualitative a essayé de formuler et de décrire la parole des SHS face à la pandémie. En interrogeant ce qu'elles ont dit, notre étude a questionné ce qu'elles ont construit. La pandémie entre leurs mains est devenue un défi humain, une mise en question du rapport de l'humanité au monde, une mise en question des manières dont nous vivons ensemble, un questionnement de notre futur.

Mais alors, quel est le rôle des SHS ? Quelles sont leurs responsabilités ? Ces questions sont aussi vieilles que la naissance de ces disciplines. Elles ont évolué au cours du temps, se colorent différemment pour chacune d'entre

elles, et surtout en fonction de chaque chercheur et chercheuse ou courant de pensée. Qu'importe, la crise de la Covid-19 nous tend ce miroir : que faisons-nous et quel est notre devoir en tant que chercheurs et chercheuses en SHS ?

Dans *Le savant et le politique*, Max Weber ([1919] 1963) s'interrogeait sur la finalité des sciences. Il relisait l'histoire des sciences à partir de trois tournants majeurs : Socrate avec qui la science était recherche du concept ; la Renaissance lors de laquelle la science était recherche de la vérité, et la vérité recherche de Dieu ; puis le XIX^e siècle où la science est connaissance de la nature humaine et voie vers le bonheur. Weber écarte toutes ces hypothèses. En effet, toutes les significations accordées à la science se sont effondrées : concept, vérité, Dieu, nature, bonheur. Il affirme avec Tolstoï qu'à la question « quel est le sens de la science ? » il n'existe qu'une seule réponse : « elle n'a pas de sens puisqu'elle ne donne aucune réponse à la seule question qui nous importe : que devons-nous faire ? Comment devons-nous vivre ? » (Weber, [1919] 1963). Le philosophe reformule alors la question : « Ainsi ne pouvons-nous porter notre interrogation que sur ce seul point : en quel sens ne nous donne-t-elle "aucune" réponse ? Et à défaut, ne pourrait-elle pas rendre service malgré tout à celui qui pose correctement le problème ? ».

Commentaire 1 : Prolongements et notes critiques sur l'analyse extensive

Caroline ORSET

Les études d'Elsa Bansard et d'Anne-Coralie Bonnaire se concentrent sur un corpus relatif aux sciences humaines et sociales (SHS), à savoir droit, économie, géographie, philosophie, psychologie, sciences de l'éducation, science politique, sociologie, etc. Ces disciplines sont essentielles pour la compréhension de la société en permettant de fournir les connaissances nécessaires aux citoyens et aux gouvernants afin de prendre les meilleures décisions collectives possibles. La pandémie due à la Covid-19 a bouleversé le quotidien des gens et les a placés dans une situation incertaine. En prenant la parole, les chercheurs en SHS ont apporté un éclairage utile pour mieux comprendre les impacts sanitaires et sociaux de cette pandémie.

Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire ont analysé cette communication avec des études qualitative et quantitative autour de cinq médias. Trois journaux de la presse quotidienne nationale (*Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération*) et deux médias internet (*AOC* et *The Conversation*) ont été sélectionnés en tenant compte du nombre de lecteurs et de la prise de parole des chercheurs. Pour collecter les articles, une méthode basée sur la discipline de l'auteur (Figure 1)¹, les thèmes (Figure 2), les mots-clés (Figure 3), les problèmes traités (Figure 4), les émotions (Figure 5), les justifications scientifiques (Figure 6), la destination (citoyens, chercheurs,

¹ Les figures citées ici sont celles de la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire dans le présent ouvrage : « La Médiatisation de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19. Étude quantitative ».

gouvernants) et l'intention (défendre une idée, débattre, sensibiliser, visibiliser) a été développée. Ces études ont permis d'examiner et de comprendre le contenu de la parole des chercheurs en SHS dans les médias.

Les résultats montrent que les chercheurs en SHS s'interrogent sur les effets de la pandémie au niveau des arbitrages entre l'activité économique (continuité de la production et de la consommation, préservation des emplois, etc.), la prévention de la contamination (tests, zones rouges, cas contacts, etc.) et les libertés (imposition du masque et confinement). Les rapports entre humains et non-humains, et par conséquent le lien entre environnement et santé sont également examinés par les chercheurs. Une vision d'une seule santé et de développement durable se dessine alors. Aux yeux des chercheurs étudiés dans le corpus, la construction de projets de recherche pluridisciplinaires devient alors essentielle pour éclairer selon différents points de vue les décideurs publics. La mobilisation et la validation des outils à la fois théoriques, empiriques et expérimentaux, afin de mieux appréhender la complexité des questions auxquelles nous sommes et serons confrontés à l'avenir, en tenant compte des risques et de l'incertitude, de l'échelle macro et micro, et de la temporalité (court, moyen et long terme) sont au cœur des discussions.

En tant qu'économiste, mon commentaire met les résultats des analyses d'Elsa Bansard et d'Anne-Coralie Bonnaire en parallèle avec celles de mon champ disciplinaire. Tout d'abord, leurs études montrent qu'en mars 2020, dès que les premières mesures sanitaires ont été prises, le nombre de publications de chercheurs en SHS a explosé². De nombreux travaux économiques (Baron, 2005 ; Boykoff, 2008 ; 2011 ; Chapman & Freeman, 2020 ; DeMarzo, Vayanos & Zwiebel, 2003 ; Fryberg *et al.*, 2012 ; Gentzkow & Shapiro, 2006 ; Kahan, 2015 ; Petrova, 2012 ; Shapiro, 2016 ; Strömberg, 2001) cherchent à mieux appréhender l'impact de l'information diffusée par les médias afin de définir son influence sur les décisions publiques. Le principal résultat qui a émergé de cette littérature est que l'éventuel manque de discernement des gens entre les articles

² Cf. la figure 1 de la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard dans le présent volume : « Préambule. Présentation de la méthode ».

d'experts et ceux de non-experts, ainsi que la persuasion peuvent conduire à des politiques qui contredisent les faits, mais qui semblent crédibles aux yeux des gens. L'accroissement du nombre de publications observé par Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire reflète-t-il une volonté des chercheurs de contrebalancer les articles des non-experts afin d'éviter cet effet de persuasion et ses conséquences sur les comportements des citoyens et des politiques sanitaires ?

Les analyses d'Elsa Bansard et d'Anne-Coralie Bonnaire mettent par ailleurs en exergue le lien entre l'arrivée de la pandémie (génératrice d'incertitude scientifique), les médias (information) et les mesures sanitaires (décision publique). Elsa Bansard souligne le fait que les auteurs des articles collectés présentent la pandémie comme une « incertitude radicale ». Les études économiques de Yann Bramoullé et Caroline Orset (2018), de Chris Edmond (2013), de D. J. Flynn, Brendan Nygan et Jason Reifler (2017), et de François Salanié et Nicolas Treich (2009) ont également analysé le lien entre incertitude, information et décision publique. Ces études montrent que l'incertitude scientifique est créatrice de doute et facilite l'influence sur les décisions publiques.

Par ailleurs, le rapport entre politique, sciences et citoyens a souvent été abordé en économie à travers l'étude des politiques mises en place par des gouvernements technocrates (se référant aux recommandations des scientifiques) et populaires (se référant à l'électorat). Dans son étude, Elsa Bansard analyse également ce rapport. Elle l'évoque sous l'angle d'une boussole (les sciences) qui influence les politiques et les citoyens.

Dans son analyse de la gestion de crise, Elsa Bansard utilise en outre la même approche que les économistes. Elle considère la Covid-19 comme étant une crise et plus précisément une rupture temporelle avec un avant et un après. Pour elle, cette pandémie a montré que l'être humain était vulnérable, ce qui a conduit à l'émergence de nouveaux paradigmes autour d'une nouvelle perception du risque (croyances). Cela reprend les première et dernière étapes de l'approche économique de la gestion d'une crise. En effet, celle-ci est divisée en trois étapes : l'*Avant* prévoit (identification des lieux à risques, simulation d'événements) et prépare (localisation et précision des moyens à mettre en place, création de l'infrastructure géographique à mobiliser) ; le *Pendant* est le moment

où les décisions (choix de positionnement et d'engagement des moyens, délimitation des zones d'intervention) et les opérations (transmission des informations aux différents acteurs, navigation et suivi des moyens engagés, recueil des informations localisées) sont menées ; l'*Après* est le moment du retour à la normale (priorités de reconstruction, limitations des risques futurs et repositionnement des moyens) et du retour d'expérience (analyse des conséquences des situations passées) qui conduit à actualiser les croyances grâce au nouveau vécu. Cette actualisation des croyances a amplement été développée dans les modèles théoriques de l'économie du risque et de l'incertitude traitant des recommandations de prévention et de précaution faites aux décideurs publics (Arrow & Fisher, 1974 ; Gollier & Treich, 2003 ; Sunstein, 2003 ; Viscusi *et al.*, 2019 ; Schomberg, 2006)³.

Pour terminer, d'autres angles de recherche pourraient être explorés pour compléter les études d'Elsa Bansard et d'Anne-Coralie Bonnaire. Tout d'abord, dans les études actuelles, les auteures ont pris le parti de ne sélectionner que des articles publiés dans le cadre d'un principe éditorial journalistique, c'est-à-dire dans des médias de grande audience. Ce choix présente deux inconvénients. Le premier est de ne pas prendre en compte l'ensemble de la parole des chercheurs en SHS en ne limitant les études qu'à certains journaux de la presse écrite. Ce choix peut fausser les résultats. Le second désagrément est de ne pas tenir compte des technologies de communication comme l'ont fait Laëtitia Atlani-Duault, Jeremy K. Ward, Melissa Roy, Céline Morin et Andrew Wilson (2020) en analysant la parole concernant les épidémies sur les réseaux sociaux (blogs, Twitter, Facebook) notamment. Par exemple, des thèmes comme l'application « StopCovid » ou le port du masque ont été largement débattus par des chercheurs en SHS sur ces réseaux sociaux, mais ces thèmes sont peu présents dans les résultats des études actuelles. Les réseaux sociaux ont aujourd'hui un impact conséquent dans la diffusion de l'information

³ Voir aussi le « Seminar on *Principe de Précaution et Risque Environnemental* » organisé par Claude Henry le 16 juin 2003 à la Chaire de développement durable EDF-École Polytechnique, Paris.

et évitent la censure des propos des auteurs, alors que le contenu de la parole de ces derniers peut être altéré ou modifié par l'éditeur. Ainsi, les études d'Elsa Bansard et d'Anne-Coralie Bonnaire pourraient avoir circonscrit la substance de la parole des chercheurs en SHS en faisant ce choix de médias. Enfin, une autre piste de recherche serait d'analyser empiriquement les retombées de la parole des chercheurs sur les citoyens et les décisions publiques. Cela permettrait d'enrichir la discussion sur la place du chercheur dans le débat public.

Commentaire 2 : Faut-il une crise pour sensibiliser le grand public au travail en SHS ?

Clea CHAKRAVERTY

De mars 2020 à mai 2021, le site *The Conversation France* a publié 1 107 articles comportant au moins un mot-clé intitulé « Covid-19 »¹. Ces articles, toutes disciplines confondues, avec une prédominance pour les sciences dures, reflètent quelques-uns seulement des milliers de ceux consacrés à ce phénomène mondial parmi la production scientifique vulgarisée sur les onze éditions de *The Conversation* (Appel & Falgas, 2019), en plusieurs langues.

Pour la première fois peut-être, le grand public, mais aussi les journalistes découvraient l'immensité du travail de la recherche et de ses contraintes.

Les universités partenaires de notre média, les chargés de communication de ces établissements, les réseaux sociaux dédiés ou encore des plateformes comme « Les Expertes »² ont été ainsi abondamment sollicités pour contribuer à faire connaître le travail de chercheur. Nombre de nos contributeurs réguliers ont été invités dans différentes émissions ou médias généralistes.

Si le début de la crise a permis de mettre en lumière le « comment », avec une mise en avant toute particulière des épidémiologistes et virologues,

¹ Voir en ligne : <https://theconversation.com/fr/topics/covid-19-82467> [consulté le 11.04.2022].

² « Les Expertes » a pour but de donner plus de visibilité aux femmes expertes. Voir en ligne : <https://expertes.fr/> [consulté le 11.04.2022].

comme le rappelait Pierre Guibentif en ouverture du colloque dont est issu cet ouvrage, elle a aussi introduit parfois de la confusion (Huet & Leduc, 2021), avec des paroles mal comprises par le lecteur/auditeur, des médias peu adaptés à la parole scientifique où la nuance est de mise.

Cette médiatisation de l'expertise accroît aussi les inégalités dans cette diffusion des savoirs (Le Blanc & Brunel, 2013) : nous l'observons régulièrement, en tant qu'éditeurs sur *The Conversation France*, avec, émanant de chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS), un nombre d'articles et de propositions déjà bien « anglés », construits avec un souci d'accessibilité ou en accord avec les formats que nous publions. De fait, nombre de chercheurs en SHS sont familiers de l'écriture et de la vulgarisation.

Or, la donne s'est inversée avec la crise sanitaire. Les auteurs de SHS étaient soudainement moins « visibles ».

Et dans ce contexte, les études réalisées par Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire – pour la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay, portant sur 1 400 articles en SHS, toutes disciplines confondues à travers cinq médias dont *The Conversation France* (Bansard & Bonnaire, 2021b) – ont montré une certaine disparité entre les disciplines publiées.

Mais comment demander à des chercheurs en SHS de s'exprimer « à chaud » sur un événement en train de se produire ? Lors du colloque organisé par la MSH Paris-Saclay, ce point précis a été souligné par Benoit Bastard, qui a rappelé l'importance d'historiciser les crises et de prendre donc de la hauteur.

Cependant, comme l'ont constaté les deux chercheuses de la MSH Paris-Saclay, les SHS ont pu parfois aussi déborder de leur champ d'études.

Ce qui saute aux yeux, c'est le fait que les chercheur-e-s se penchent bien souvent hors de leurs fenêtres disciplinaires pour donner un avis certes éclairé, mais non fondé en termes de champ de recherche. (Bansard & Bonnaire, 2021b)

Cette prise de parole non fondée sur un travail vérifié, auprès d'un public non expert (et donc susceptible d'interprétation ou de surinterprétation, voire d'incompréhension) a très certainement soulevé des questions auprès du grand public quant au travail des chercheurs, à leur place en

tant qu'élite dans une France qui s'en défie de plus en plus (Rouban, 2020). Rappelons par ailleurs que le chercheur a été aussi perçu comme l'allié et parfois « l'instrumentalisé » du politique, particulièrement sous Emmanuel Macron (Bensaude-Vincent, 2020b). Une place critiquée et critique pourtant indissociable du débat (Guibentif & Bresson, 2020).

C'est cette ambivalence qui a aussi été questionnée lors du colloque : comment dans ce cadre si particulier, faire circuler une analyse de recherche en SHS qui ne soit pas immédiatement discréditée ? L'intervention d'Olivier Le Cour Grandmaison lors du colloque a rappelé avec justesse que la parole du chercheur est souvent, aussi, militante.

Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire (2021b) l'ont aussi souligné : « La parole des SHS pendant la crise sanitaire est militante. Elle cherche à rendre visible ce qui était avant invisible. »

Or c'est justement cette mise en visibilité qui a été la plus attendue : pour *The Conversation*, les chercheurs en SHS ont été tout particulièrement sollicités pour analyser les inégalités aggravées par la crise, qu'il s'agisse de genre, de discriminations sociales, de précarité, de migrations ou de territoires.

De même, les deux chercheuses avertissent : « Comment allier la justesse de la science et l'urgence de faire entendre certains cris d'alerte ? » (Bansard & Bonnaire, 2021b)

Car pour la « justesse de l'analyse », il faut pouvoir dédier un temps long, une donnée souvent antinomique avec le temps médiatique. C'est d'ailleurs ce que rappelle Lionel Maurel dans sa synthèse de trois témoignages³ :

Les trois témoignages ont fait ressortir la question de la temporalité spécifique de la crise sanitaire et de ses répercussions sur le choix de ces modalités d'intervention.

Comment alors choisir où s'exprimer ? Et dans quelle temporalité sans perdre l'attention médiatique ?

Ainsi que me l'ont récemment confié certains chercheurs en SHS travaillant quant à eux sur les « Gilets jaunes » dans le cadre d'une

³ Voir sa contribution dans le présent ouvrage : « Défendre des principes. Synthèse de la session 8 ».

enquête collective dédiée, soutenue par l'Agence nationale de la recherche (ANR)⁴, il aura fallu « la crise » des Gilets jaunes pour que les médias s'intéressent (enfin) à leurs travaux, portant pourtant sur des phénomènes sociaux similaires étudiés de longue date.

Faut-il donc une « crise » pour permettre aux chercheurs en SHS de s'imposer dans le débat public ? Le Covid-19 montre que cette étape est désormais franchie, comme d'ailleurs le rappelle la synthèse de Caroline Vincensini⁵. Elle fait cependant écho aux inquiétudes des chercheurs : comment *rester* dans ce débat public ?

Demeure la question de la temporalité de la recherche et de trouver le « bon » canal de sa diffusion, afin que vivent les SHS auprès d'un public toujours plus inquiet et, nous l'espérons, exigeant.

⁴ Voir le billet en ligne : Magali Della Sudda, « ANR Gilets jaunes : c'est parti ! », <https://giletsjaunes.hypotheses.org/76> [consulté le 11.04.2022].

⁵ Voir sa contribution dans le présent ouvrage : « Se saisir de la crise sanitaire comme d'un révélateur. Synthèse de la session 7 ».

L'expérience de la prise de parole publique en SHS

Retour réflexif de chercheurs et chercheuses :
s'affirmer entre les autres mondes sociaux
et proposer du sens

Préambule

Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay

Elsa BANSARD & Anne-Coralie BONNAIRE

Le colloque « Ruptures des pratiques et dynamiques du débat. Les SHS face à la crise Covid-19 » des 12 et 13 octobre 2020 organisé par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay retenait cinq thèmes, traités chacun en une table ronde : « Rendre compte de l'impact sur les modes de vie », « Interroger le discours de l'État », « Contribuer au débat sur les échelles territoriales de gouvernance », « Se saisir de la crise sanitaire comme d'un révélateur » et « Défendre des principes ».

Les participant·es à ces tables rondes avaient été invité·es à rendre compte de publications qu'ils et elles avaient pu réaliser dans les médias durant les premiers temps de la pandémie de Covid-19 en France. Les prises de parole sur lesquelles se basaient leurs interventions n'étaient donc pas des publications scientifiques. Si certains articles s'appuyaient sur des recherches antérieures, les textes originels reflètent souvent un engagement personnel « à chaud » et dans l'urgence de l'actualité, porté par la volonté d'aider les lecteurs et lectrices à comprendre les bouleversements en cours. Les tables rondes organisées se destinaient à mettre en débat aussi bien le contenu des prises de position ainsi exprimées que le fait même de prendre une position publique à ce moment-là de l'histoire. Lors du colloque, les intervenant·es se sont efforcé·es de répondre à une double demande de la MSH Paris-Saclay : rendre compte de leurs interventions médiatiques respectives et participer à une réflexion sur les modalités d'engagement des scientifiques.

Nous avons invité les modérateurs et modératrices de ces tables rondes, Claude Didry, Christian Bessy, Ioana Vasilescu, Caroline Vincensini et Lionel Maurel, à contribuer au présent ouvrage par de brèves synthèses des débats qu'ils et elles avaient animés. Ce qu'ils et elles ont bien voulu faire, chacun-e à sa manière, toujours avec un grand souci de rendre compte de la densité des échanges et de la diversité des positionnements des intervenant-es.

On trouvera ci-après les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors des tables rondes, dans l'ordre de leur discussion au colloque, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs et chercheuses associé-es (à la date du colloque). Aussi bien les synthèses brèves des tables rondes que les synthèses générales présentées dans la deuxième partie n'y renverront que de manière abrégée, sous la forme « **Nom de l'auteur-e*** ».

(Session 1 : « “Les SHS face au Covid-19” – Quatre mois de débat public : une proposition d'analyse de contenu » : voir les contributions d'Anne-Coralie Bonnaire et d'Elsa Bansard dans le présent volume)

(Session 2 : « Discussion de cette analyse avec l'audience »)

Session 3 : « Rendre compte de l'impact sur les modes de vie » (modération : Claude Didry, sociologue, Centre Maurice Halbwachs CNRS-ENS-EHESS)

Pauline de Becdelièvre (gestion, ENS Paris-Saclay, IDHES), *in* Pauline de Becdelièvre & François Grima, « Carrières : avec la crise, quatre manières d'appréhender sa quête de sens au travail », *The Conversation*, 19 mai 2020, <https://theconversation.com/carrieres-avec-la-crise-quatre-manieres-dappréhender-sa-quete-de-sens-au-travail-138626> [consulté le 28.03.2022].

Yoann Demoli (sociologue, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, laboratoire PRINTEMPS), *in* Catherine Rollot, « À l'heure du coronavirus, le retour en grâce de la voiture », *Le Monde*, 12 juin 2020, https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/06/12/on-s-y-sent-a-l-aise-on-y-ecoute-de-lamusique-on-y-reve-on-y-reflechit-la-bagnole-en-moteur-de-saintete_6042643_4497916.html [consulté le 28.03.2022].

Anaïs Fléchet (historienne, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, CHCSC), « La musique rapproche-t-elle les hommes ? », *L'Histoire*, n° 475, septembre 2020, <https://www.lhistoire.fr/la-musique-rapproche-t-elle-les-hommes> [consulté le 28.03.2022].

Session 4 : « Interroger le discours de l'État » (modération : Christian Bessy, économiste, ENS Paris-Saclay, IDHES)

Benoit Bastard (sociologue, CNRS, ISP), « Quel sens donner aux comportements à risque face au Covid-19 ? », *AOC*, 5 juin 2020, <https://aoc.media/analyse/2020/06/04/quel-sens-donner-aux-comportements-a-risque-face-au-covid-19/?loggedin=true> [consulté le 28.03.2022].

Patricia Gurvies (marketing, AgroParisTech, INRAE, UMR SayFood – Université Paris-Saclay), « Covid-19 : comment les biais cognitifs ont diminué l'efficacité de la communication officielle », *The Conversation*, 8 avril 2020, <https://theconversation.com/covid-19-comment-les-biais-cognitifs-ont-diminue-lefficacite-de-la-communication-officielle-132818> [consulté le 28.03.2022].

Olivier Le Cour Grandmaison (politologue, laboratoire CRLD, Université d'Évry-Val d'Essonne), « Nationaux-républicains : le grand retour ? », *Le Club de Mediapart*, 26 avril 2020, <https://blogs.mediapart.fr/olivier-le-cour-grandmaison/blog/260420/nationaux-republicains-le-grand-retour> [consulté le 28.03.2022].

Session 5 : « Contribuer au débat sur les échelles territoriales de gouvernance » (modération : Stefano Bosi, économiste, conseiller diplomatique, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et Ioana Vasilescu, linguiste, CNRS, LISN)

Hubert Kempf (économiste, ENS Paris-Saclay), « Zone euro : le Covid 19 change la donne », *The Conversation*, 31 mars 2020, <https://theconversation.com/zone-euro-le-covid-19-change-la-donne-134952> [consulté le 28.03.2022].

Isabelle Méjean (économiste, CREST, École Polytechnique), in Elie Gerschel, Robin Lenoir & Isabelle Méjean, « Coordonner le déconfinement de l'Europe, un enjeu économique fort », *Blog ipp.eu. Le Blog des économistes de l'IPP*, 5 juin 2020, blog.ipp.eu/2020/06/05/coordonner-le-deconfinement-europe-un-enjeu-economique-fort [consulté le 28.03.2022].

Benjamin Morel (juriste, Université Paris 2 Panthéon-Assas), *in* Benjamin Morel, Alexis Fourmont & Benoît Vaillot, « Pourquoi la décentralisation n'est pas un remède miracle contre le Covid-19 », *The Conversation*, 28 avril 2020, <https://theconversation.com/pourquoi-la-decentralisation-nest-pas-un-remede-miracle-contre-le-covid-19-136984> [consulté le 28.03.2022].

(Session 6 : « Fabrique d'un projet en temps de crise » – Voir la contribution du même nom dans le présent volume)

Session 7 : « Se saisir de la crise sanitaire comme d'un révélateur » (modération : Caroline Vincensini, économiste, ENS Paris-Saclay, IDHES ; Université Paris 1, CESSP)

Ahmed Bounfour (économiste, Université Paris-Saclay, chaire européenne de l'immatériel, RITM), « Opinion : La revanche de la production », *Les Échos*, 17 avril 2020, <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-la-revanche-de-la-production-1195862> [consulté le 28.03.2022].

Jean-Pierre Durand (sociologue, CPN, Université d'Évry-Val d'Essonne) & **Dominique Glaymann** (sociologue, CPN, Université d'Évry-Val d'Essonne), « Tribune : Le Covid-19, révélateur de la tragédie du flux tendu », *Libération*, 2 avril 2020, https://www.liberation.fr/debats/2020/04/02/le-covid-19-revelateur-de-la-tragedie-du-flux-tendu_1783843 [consulté le 28.03.2022].

Christian Mouhanna (sociologue, CNRS, CESDIP), « Une justice mise à nu par le virus ? », *The Conversation*, 11 mai 2020, <https://theconversation.com/une-justice-mise-a-nu-par-un-virus-136322> [consulté le 28.03.2022].

Camille Peugny (sociologue, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, laboratoire PRINTEMPS), 24 mars 2020, *in* Laure Bretton, « Interview avec Camille Peugny : "Cette crise rend visibles ceux qui sont d'ordinaire invisibles" », *Libération*, 24 mars 2020, https://www.liberation.fr/france/2020/03/24/cette-crise-rend-visibles-ceux-qui-sont-d-ordinaire-invisibles_1782955 [consulté le 28.03.2022].

Session 8 : « Défendre des principes » (modération : Lionel Maurel, directeur adjoint scientifique à l'InsHS, CNRS, en charge des MSH et de la Science ouverte, des publications et des données de recherche ; juriste)

Antonio Casilli (sociologue, TelecomParis et Institut Interdisciplinaire de l'Innovation [i3]), *in* Antonio Casilli, Paul-Olivier Dehay & Jean-Baptiste Soufron, « Tribune : “StopCovid est un projet désastreux piloté par des apprentis sorciers” », *Le Monde*, 25 avril 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/25/stopcovid-est-un-projet-desastreux-pilote-par-des-apprentis-sorciers_6037721_3232.html [consulté le 28.03.2022].

Stéphanie Lacour (sciences juridiques et sociologie, CNRS, ISP, ENS Paris-Saclay), *in* Xavier Bonnetain, Anne Canteaut, Véronique Cortier, Pierrick Gaudry, Lucca Hirschi, Steve Kremer, Stéphanie Lacour, Matthieu Lequesne, Gaëtan Leurent, Léo Perrin, André Schrottenloher, Emmanuel Thomé, Serge Vaudenay & Christophe Vuillot, « Le traçage anonyme, dangereux oxymore. Analyse de risques à destination des non-spécialistes », *risques-tracage.fr*, 21 avril 2020, <https://risques-tracage.fr/> [consulté le 28.03.2022].

Jean-Yves Mollier (historien, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), « Tribune : La librairie, un commerce vital », *Livres Hebdo*, 14 avril 2020, <https://www.livreshebdo.fr/article/jean-yves-mollier-la-librairie-un-commerce-vital> [consulté le 28.03.2022].

Rendre compte de l'impact sur les modes de vie

Synthèse de la session 3

Claude DIDRY

Les *modes de vie* nous plongent dans ces routines de la vie quotidienne qui, sous les effets de la répétition, deviennent insensibles et échappent à notre conscience. Dans le même temps, en « mode ordinaire », il revient aux sciences humaines et sociales (SHS) de mettre au jour ces routines par un travail d'observation méthodique reposant sur des enquêtes monographiques et statistiques, complétées par les données que produisent les services publics et les institutions. Or, la crise épidémique est un bouleversement soudain qui affecte les modes de vie. Les interactions les plus courantes deviennent des menaces qui obligent à suivre des « protocoles » encadrant ces pratiques usuelles, à travers des « gestes barrière » où le gel hydroalcoolique s'impose avec le port du masque dans les espaces publics, généralisé au terme de premiers piétinements des pouvoirs publics, débordés par la pénurie de masques. L'installation de parois en plexiglas aux guichets ou sur les plateaux de télévision devient la norme. Cinémas, théâtres, restaurants restent fermés, dans l'attente de nouveaux jours heureux. Ultime refuge, le domicile devient tour à tour salle de classe, lieu de travail, restaurant, cinéma, voire théâtre.

Le confinement apparaît comme une expérience complexe pour les SHS, à un moment où les modes de vie perdent leur caractère routinier et se trouvent scrutés, interrogés, mis en cause par les individus eux-mêmes. Chacune et chacun est sommé de prendre ses précautions, rappelé à ses

responsabilités à l'égard d'autrui. Avec le recul, le déconfinement lui-même et la liberté retrouvée des vacances de l'été 2020 apparaissent aujourd'hui comme le simple préalable aux vagues suivantes de l'épidémie, de sorte que ces interrogations, ces doutes, ces remises en cause se trouvent reconduits depuis presque deux ans aujourd'hui.

Que peuvent alors les SHS ? Ne sont-elles pas en quelque sorte, à leur tour, bouleversées, voire « court-circuitées », par une crise qui somme les individus de se faire tour à tour sociologues, psychologues, épidémiologistes pour accompagner l'« effort de guerre » requis par la lutte contre le virus ?

Comme le montrent les trois présentations discutées dans cette session¹, les SHS doivent elles aussi s'adapter à l'épreuve, pour mieux en saisir la portée dans son cours même. Les contributions montrent des chercheurs à l'affût de faits, d'éléments de compréhension qui impliquent, comme pour l'ensemble de la population, un effort de réflexivité qui se prolonge par le besoin d'échange avec les autres disciplines.

Plusieurs interrogations traversent ainsi les contributions présentées.

Qu'est-ce que le confinement ? On est tenté d'y voir un « événement », ouvrant à de longs débats sur le « monde d'après » avant que la lassitude ne s'installe. Mais, précisément, le confinement ne remet pas en cause la vie, il entend au contraire la préserver en mettant entre parenthèses certaines de ses dimensions : les espaces publics, la rencontre des collègues sur le lieu de travail, la scolarisation des enfants, les réunions familiales avec les grands-parents, tout en ramenant les tâches ménagères (courses, repas, ménage, lessives, accompagnement scolaire des enfants) et la vie familiale au premier plan.

Comment analyser le renouvellement des modes de vie dans cette situation, où une pratique d'observation directe devient plus difficile ? Face à l'imprévu, la production médiatique s'emballe et se trouve prise à certains égards dans une boucle autour de la menace de la saturation des

¹ Pour les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors de cette table ronde, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs et chercheuses associées (à la date du colloque), abrégées ici sous la forme « **Nom de l'auteur-e*** », voir le préambule de cette partie intitulé « Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay ».

services de réanimation. Pour les chercheurs, le moment est à la réflexion, à l'écoute des bruits (ou du silence du monde), tout en construisant des outils nouveaux.

Entre espoir, chanson et désenchantement, que sort-il des trois analyses présentées et réalisées au cours de ce premier confinement ? Peut-être une nouvelle manière de passer le temps, c'est-à-dire de sortir de l'angoisse, en savourant ces choses que l'on prenait comme acquises : la scolarisation des enfants, l'ivresse des grands espaces au volant de sa voiture, la reconnaissance au travail.

Qu'est-ce que le confinement ?

Au vu des recherches présentées, le confinement se manifeste par la remise en cause durable de la routine « métro (et auto), boulot, dodo ». Commençons par le sommeil : il y a dans le confinement une dimension d'angoisse, qui est liée à la peur initiale d'attraper la maladie et à une remise en cause des modes ordinaires de vie. Naturellement, il y a de quoi s'occuper autour de la vie familiale qui prend soudainement une dimension importante avec, notamment, la suspension de la scolarisation des enfants. Il n'y a plus de cantine, plus d'enseignants (eux-mêmes confinés), mais des enfants dont il faut s'occuper toute la journée. De ce point de vue, le confinement pourrait apparaître comme un *événement* auquel l'historien ne manquera pas d'être sensible, car il rompt un certain nombre de routines et crée une situation d'incertitude à laquelle il faut faire face. Mais peut-on s'en tenir à cette première approche du confinement comme événement ? En effet, le confinement n'est pas de l'ordre de ces *faits divers* que l'on peut lire dans les journaux, comme dans le cas de conflits lointains, d'attentats, qui ne touchent qu'une partie de la population mondiale. Et, à la différence des simples ruptures événementielles, le confinement dure longtemps précisément pour ralentir la circulation de cet *autre* ultime qui nous menace – le virus –, qui fait de chacune et chacun une menace pour les autres. À certains égards, le confinement apparaît comme une expérience collective, vécue par toutes et tous selon des formes spécifiques, en fonction des revenus, de la profession et de la superficie du logement, puisqu'il est censé retenir le plus possible et le plus longtemps possible, les individus à leur domicile au sein de leur cellule familiale.

Positivement, c'est la vie familiale immédiate qui englobe l'existence et on peut penser que les routines établies ici, notamment autour du déséquilibre qui caractérise les activités familiales entre les hommes et les femmes, sont allées bon train jusqu'à faire apparaître parfois en pleine lumière ce déséquilibre poussé quelquefois à l'extrême.

Négativement, le confinement, c'est la suspension des transports : transports en commun, mais aussi transports automobiles et, *a fortiori*, dans un contexte de fermetures des frontières nationales, des transports aériens (Yoann Demoli*). C'est aussi la fermeture des lieux de consommation, magasins « non essentiels », salles de spectacle et cinémas (Anaïs Fléchet*), ainsi que, pour la plus grande partie d'entre eux, des lieux de travail qui constituent l'autre grand pôle de rencontres dans la vie quotidienne (Pauline de Becdelièvre*). Cela se constate dans les rues désertes que montrent les médias, ou dans le silence que mesurent certains organismes publics en charge de l'évaluation du bruit.

Plus profondément, le confinement représente une forme de rupture avec le passé, mais qui, en perdant également le lien avec l'avenir, se cramponne à un présent précarisé par la menace pandémique.

Une angoisse partagée par les chercheurs : les données

Dans ce moment de grand renfermement, le temps est à l'écriture et à la réflexion. Les journaux intimes sont devenus un art du quotidien, pour affronter un présent qui se répète, privé de ces répétitions quelquefois honnies des transports et du travail. La consommation s'arrête faute de magasins non indispensables, les salles de spectacle et les cinémas sont fermés, les chanteurs ne se produisent plus que dans leurs intérieurs pour un public « en visio » ou sur leur balcon en chœur avec les voisins.

Mais, privé des spectacles qui distraient du quotidien pesant de l'Occupation, comme le montre *Le dernier métro*² de Truffaut, la chercheuse peut écouter le chant du monde dans la rue et à travers Internet (dans le cas d'Anaïs Fléchet). Elle peut se lancer dans des enquêtes à distance, profitant de la disponibilité des interviewés potentiels (dans

² François Truffaut, *Le dernier métro*, Les Films du Carrosse, SEDIF Productions, Société française de production, TF1 Films Production, 1980, 131 minutes.

le cas de Pauline de Becdelièvre avec François Grima). Mais les grandes enquêtes sur les mobilités, à périodicité plutôt décennale, risquent de laisser passer l'immobilité créée par le confinement (Yoann Demoli).

Ce qui conduit malgré tout à des résultats

Les recherches présentées durant cette session ont réussi à trouver leurs données pour apporter des éclairages sur cette étrange période, en se gardant d'aller jusqu'au « témoignage » écrit à la première personne dont *L'étrange défaite* de Marc Bloch (1946) représente l'une des formes les plus abouties.

On chante et on fait de la musique, nous dit Anaïs Fléchet, de l'Italie au Brésil, en passant par l'Allemagne. La musique est dans la rue, sortant par les fenêtres où se produisent des chœurs improvisés, donnant lieu parfois à des concerts « en mosaïque » reconstituant sur le Web les orchestres dispersés. Cela donne matière à s'interroger sur une musique plutôt solennelle, avec l'*Ode à la joie* qui revient fréquemment en Allemagne. L'Italie chante national, avec des hymnes anciens, dans la lignée du « *Garibaldi musical* » que fut Verdi ; elle chante rouge avec *Bella Ciao* ; elle chante également local, le *Canto della Verbena* à Sienne, ou encore *Grazie Roma* en souvenir de la gloire lointaine de l'Associazione Sportiva (AS) Roma. La distraction n'échappe pas aux valeurs sûres, avec le franc succès d'un tube des années 1950, *Volare*. Notons qu'ici le chant traduit des expressions collectives, marquées par des ancrages locaux, quoique plutôt progressistes : *Bella Ciao* compense l'hymne national, l'AS Roma (club de football plutôt populaire, de gauche) n'est pas la Lazio (Società Sportiva Lazio, club de football bourgeois, plutôt de droite voire plus). Le Brésil se donne à la samba – il fallait s'y attendre –, mais avec une pointe de révolte en appuyant les consignes sanitaires contre un pouvoir d'extrême droite gangrené par l'intégrisme évangéliste.

L'intervention de Yoann Demoli rompt le charme, elle désenchante en tournant le dos aux utopies sociologiques du « monde d'après » pour montrer le grand retour de la voiture, sur le mode de la distanciation sociale réinvestie d'une vertu prophylactique où l'automobile se présente comme le prolongement du masque, négligemment pendu au rétroviseur. La voiture retrouve du service dans les grandes villes déconfinées, face à des transports

en commun dont on se méfie, en allant jusqu'à devenir un moyen de manifestation distanciée en Espagne ou aux États-Unis. Finalement, les plans de sauvegarde de l'emploi mis en œuvre dans les groupes automobiles français peuvent apparaître précipités, face au succès que les concessions ont rencontré au moment du premier déconfinement.

Enfin, Pauline de Becdelièvre fait apparaître les interrogations que le confinement a suscitées dans le rapport à un emploi pris entre télétravail et chômage partiel. Face au « choc de carrière » que représente le confinement – du moins pour les travailleurs ne relevant pas des « services essentiels » –, les attentions des employeurs apparaissent déterminantes dans la révélation du sens du travail, leur absence suscitant, notamment pour les plus jeunes, une perte de sens et le projet d'une mobilité professionnelle dans un avenir plus ou moins proche. On peut se demander si ne se joue pas ici une forme de *reconnaissance* du travail et des travailleurs par les employeurs.

* * *

Ces présentations ont donné lieu à de riches échanges, en nous rappelant ce que le maintien relatif des modes de vie, malgré tout, dans un pays comme la France, doit à des institutions telles que la Sécurité sociale et l'Assurance chômage, dans la garantie d'un revenu de remplacement complétant le télétravail, là où les États-Unis de Trump ont eu à subir une chute de l'emploi inédite. L'élection de Joe Biden en novembre 2020 marque aujourd'hui une nouvelle rupture, en montrant un retournement dont la portée est considérable, avec un programme de vaccination et un plan de relance d'une ampleur, elle aussi, inédite, qui risquent bien, aujourd'hui, de laisser l'Europe derrière, dans la reconstruction post-Covid.

Interroger le discours de l'État

Synthèse de la session 4

Christian BESSY

Les trois contributions de cette session¹ avaient pour tâche de s'interroger sur le(s) discours de l'État pour lutter contre la crise Covid-19, ainsi que de questionner la légitimité et l'efficacité de la politique publique mise en place. Les contributeurs ont présenté leurs réactions face à cette crise sanitaire à l'aune de leurs propres recherches, ce qui les avait amenés à publier rapidement dans la presse et, accessoirement, ce qu'ils attendaient de ces publications.

Les deux premières interventions ont questionné la politique de prévention mise en place par les pouvoirs publics face à l'urgence de la crise sanitaire, ainsi que sa réception par le public et sa mise en application – débouchant sur des comportements déviants, notamment par rapport aux règles de comportement à adopter, à savoir les fameux gestes barrières –, qui ont fait l'objet d'une campagne de prévention largement diffusée par différents médias.

Cette politique a conduit **Benoit Bastard*** à réagir dans la presse en posant la question des conditions d'efficacité de la campagne de prévention contre le virus. Cette réaction s'est appuyée sur sa longue expérience de recherche autour des politiques de prévention en matière de

¹ Pour les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors de cette table ronde, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs et chercheuse associé·es (à la date du colloque), abrégées ici sous la forme « **Nom de l'auteur·e*** », voir le préambule de cette partie intitulé « Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay ».

santé, en particulier sur l'épidémie de SIDA² (ou sur l'addiction à des drogues), en relation avec des épidémiologistes et des sociologues de la santé. Ces études ont mis précisément en évidence les « écarts » par rapport aux règles sanitaires préconisées. Ces observations ont été analysées ensuite sous le spectre sociologique quant à savoir si l'explication de ces écarts était liée à des dispositions individuelles – certaines personnes étant soucieuses du risque pour leur santé et celle de leurs proches ou concitoyens – ou à des comportements plus collectifs, renvoyant à des *habitus* corporels de classe.

Dans son texte publié dans *AOC*, Benoit Bastard s'est interrogé sur le sens des comportements à risque face au Covid-19 et, plus généralement, sur l'effectivité des règles sanitaires. Comme dans beaucoup d'autres cas (cigarette, conduite automobile), les individus interrogés ont souvent des justifications irrationnelles minimisant le risque. Ils ont toutes sortes de raisons conduisant la santé à passer au second plan, comme la convivialité ou l'amour. Or, aujourd'hui, pour ce sociologue, ce qui est frappant, c'est le fait que la campagne de prévention s'est inscrite dans un modèle vertical et prescriptif, propre à une politique publique de santé datant du XIX^e siècle et cherchant, dans une perspective foucaldienne, à discipliner les corps. Les savoirs et capacités actuelles ne permettent pas d'arrêter le virus, et ce sont les individus qui sont principalement responsabilisés, opérant ainsi une forme de renversement. On ne voit pas de reprise ou encore de discussion de ces règles par des groupes de pairs, de réappropriation par des groupes intermédiaires, comme à l'époque de l'épidémie du SIDA. Or, ce qui marche en matière de prévention, ce sont les conventions établies à un niveau horizontal. Un axe de recherche serait de travailler sur les pratiques, en cherchant à les situer par rapport aux représentations en matière de santé et dans les contextes dans lesquels elles apparaissent.

La contribution de **Patricia Gurviez*** s'est inscrite dans une veine similaire, mais avec un regard disciplinaire différent.

Face au désastre et à une certaine forme d'impuissance de l'État au début de l'épidémie, cette enseignante-chercheuse en marketing a proposé d'utiliser les méthodes du marketing social pour changer les comportements et amener

² Syndrome d'immuno-déficience acquise.

les individus, en particulier les jeunes, à respecter les gestes barrières. Elle a critiqué la campagne officielle de prévention qui repose sur le postulat que les individus sont supposés rationnels, alors qu'ils sont pétris de « biais cognitifs », comme l'ont montré les travaux de Daniel Kahneman et Amos Tversky³. Ces travaux ont été poursuivis par Richard Thaler et Cass Sunstein, qui ont conçu des méthodes pour changer les comportements, les fameux « nudges », consistant à donner des coups de pouce aux individus afin qu'ils prennent automatiquement et sans trop réfléchir la bonne décision. Si à court terme, les nudges marchent, tout en ayant un côté manipulateur que l'on peut critiquer, à moyen terme, il faudrait utiliser les sciences humaines et sociales (SHS) pour comprendre les motivations des individus et, en particulier, de certains groupes (qui ne privilégient pas la valeur « santé »), afin d'engager ces derniers, *via* des moyens de communication efficaces, à changer leur comportement. À plus long terme, il serait nécessaire d'adopter une approche socio-écologique pour les actions de santé publique. Entre les individus et les règles officielles, l'idée serait de travailler sur les micro-environnements, les facteurs interpersonnels, et d'inclure les territoires dans les réflexions afin de contextualiser les politiques de prévention.

La communication d'Olivier Le Cour Grandmaison* s'est inscrite dans une perspective beaucoup plus critique des politiques publiques, la crise sanitaire faisant écho, pour lui, à la crise universitaire (voir son billet sur la misère de l'université et l'université de la misère publié sur son blog de *Mediapart*). Ce politologue s'est proposé de répondre aux trois questions posées par les organisateurs du colloque : pourquoi écrire, pourquoi publier et que faut-il en attendre ?

Pourquoi écrire ? Il a repris la citation de Klaus Mann fuyant en 1935 l'Allemagne nazie et qui résume bien sa position :

Notre plume est une arme bien faible et on ne manque pas de nous le faire cruellement sentir, mais il est de notre devoir d'en faire usage. Nous sommes peut-être impuissants [...], on pourra nous reprocher d'avoir été impuissants, mais on ne pourra pas nous reprocher de nous être déshonorés.

³ Voir Martinez, 2010.

Loin d'être contradictoire avec une volonté de savoir, il justifie le recours à l'écriture (dans différents supports médiatiques accessibles au grand public) face à une situation d'impuissance individuelle et collective qui ne permet pas de peser sur la situation sociale et politique et, plus encore, au moment du confinement, qui empêche pratiquement de s'engager dans toute action collective, déjà bien entamée du fait des crises de représentation partisane et syndicale. Face à l'impuissance politique, Olivier Le Cour Grandmaison éprouve la nécessité d'écrire sans avoir la moindre illusion sur l'effet de ses publications.

Cette impuissance renforcée par la remise en cause du rôle des universités, et des SHS en particulier, est objectivable par la dégradation de la situation des universités françaises, en dépit des déclarations selon lesquelles notre situation s'améliorerait et que de plus en plus de moyens nous seraient affectés. Cette situation devient de plus en plus indigne relativement à d'autres pays. En particulier, on assiste à une incapacité croissante à développer des recherches (du fait notamment du poids des tâches administratives), ce qui affecte, comme beaucoup d'autres (voir la session précédente), gravement le sens du travail en tant que chercheur. Finalement, la publication permet de témoigner du refus de laisser le monde tel qu'il est ; tel que le nouveau management public nous l'impose, afin d'échapper au déshonneur.

Ces trois présentations ont donné ensuite libre cours à un débat avec la salle. Une première question a porté sur la campagne de prévention qui, suivant les deux premiers contributeurs, se serait adressée principalement à notre raison ou encore à notre rationalité. Mais est-ce la seule raison qui a été convoquée ? Par ailleurs, le message préventif n'a-t-il pas été brouillé par une information incertaine et contradictoire, notamment sur le port du masque ?

Patricia Gurviez ne veut pas jeter la pierre à nos gouvernants mais pose la question de la confiance que l'on peut leur accorder, confiance qui dépend principalement de trois conditions : la crédibilité, l'intégrité et la bienveillance. Or, celles-ci n'ont pas été réunies. Le gouvernement a esquivé le débat sur son manque d'anticipation en matière de stock de masques. C'est une erreur de communication qui a entaché la suite de la

campagne de prévention. Une autre interrogation a porté sur l'usage des nudges (comportementaux) qui peuvent poser des problèmes éthiques du fait des risques de manipulation.

Au cours de cette période de crise aiguë, selon Benoit Bastard, ce qui a été vraiment frappant, c'est que les gens attendaient qu'on leur dise ce qu'il fallait faire, que cela vienne d'en haut. Or, on aurait pu s'attendre à voir émerger des groupes de discussion pour savoir comment faire autrement pour lutter efficacement contre la propagation du virus, (nous ajoutons) de la même façon qu'une forme de « démocratie sanitaire » est apparue grâce à la crise du SIDA. C'est un constat et il ne propose pas de solution, sinon d'abord de s'intéresser aux pratiques d'actions collectives.

Il a été discuté ensuite de l'opportunité offerte de remettre en valeur les SHS, ce qui va à l'encontre d'une vision purement managériale de la recherche qui, par ailleurs, a tendance à négliger la subjectivité profonde du chercheur, comme l'a rappelé Olivier Le Cour Grandmaison. Il importe alors de prendre en compte les différentes manières dont l'État s'adresse aux citoyens.

D'une façon générale, Olivier Le Cour Grandmaison considère que nos politiques ne s'adressent pas à notre raison, mais de façon structurelle à nos affects. Une bonne illustration a été le discours du Président de la République Emmanuel Macron dans son adresse aux Français décidant du premier confinement et répétant à plusieurs reprises que « nous sommes en guerre », alors que la crise sanitaire ne peut pas se comparer à une situation de guerre. L'idée de ses conseillers en communication était bien de provoquer la peur et en même temps de présenter le Président comme l'homme providentiel qui tenait en main les rênes de la nation – et, de ce fait, qui jouait une grande carte politique pour l'avenir de son parti et de sa carrière. Cette volonté de puissance centralisatrice s'est exprimée aussi début octobre 2020 pour dicter la conduite à suivre des élus dans le département des Bouches-du-Rhône (concernant la fermeture des bars et restaurants), ne donnant aucune place au débat public.

Finalement, le débat est revenu sur les hypothèses comportementales. En effet, il a été avancé que certains comportements mimétiques ne ressortent pas forcément de l'affect et peuvent faire l'objet d'un calcul

rationnel comme l'a montré Keynes (repris par André Orléan⁴) dans le cas des anticipations concernant la valeur des titres sur les marchés financiers. On peut donner l'exemple des présidents d'université qui s'orientent selon les critères du classement de Shanghai, tout en remettant en cause par ailleurs la validité d'un tel classement.

Patricia Gurviez répond qu'elle s'est plutôt intéressée aux comportements face aux consignes sanitaires – les fameux gestes barrières des campagnes de prévention – qu'au discours des représentants de l'État sur lequel elle ne s'aventurerait pas d'un point de vue scientifique. De même, pour l'étude des comportements mimétiques, elle s'intéresse aux consommateurs, aux usagers ou citoyens, et non à des décideurs ou responsables d'organisation.

Le débat s'est arrêté alors que d'autres points auraient pu être abordés, tels que la question de la « démocratie sanitaire » face à la prise de pouvoir des « épidémiologistes », dont le savoir a été repris sur le mode de fabrication déjà éprouvé dans le domaine de l'expertise économique, ou encore de la privation des libertés, en période de confinement, avec l'obligation de « l'attestation dérogatoire de déplacement »⁵.

⁴ Voir Orléan, 2011.

⁵ Voir Stiegler, 2021.

Contribuer au débat sur les échelles territoriales de gouvernance

Synthèse de la session 5

Ioana VASILESCU

La table ronde qui a rassemblé les interventions¹ d'**Isabelle Méjean*** (économiste), de **Hubert Kempf*** (économiste) et de **Benjamin Morel*** (juriste), sous la modération de Stefano Bosi (économiste, conseiller diplomatique) et de Ioana Vasilescu (linguiste), a abordé la question des échelles territoriales de gouvernance dans le contexte de la crise générée par la Covid-19. Les trois interventions qui font l'objet de cette synthèse ont eu comme point de départ et se sont appuyées sur des textes publiés au début de la crise, entre fin mars et juin 2020, sur le *Blog des économistes de l'IPP* (Isabelle Méjean) et dans *The Conversation* (Hubert Kempf, Benjamin Morel).

Ces textes aspirent tous à éclairer de différents angles la gestion de la pandémie en fonction des niveaux possibles de politique publique, et selon différents domaines d'activité et d'intervention. À la veille d'un second confinement et après plusieurs mois de lutte mondiale contre la pandémie (car le colloque a lieu seulement deux semaines avant le second confinement en France, commencé le 29 octobre 2020), les trois intervenants se sont également employés à mettre en perspective et à

¹ Pour les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors de cette table ronde, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs et chercheuse associé-es (à la date du colloque), abrégées ici sous la forme « **Nom de l'auteur-e*** », voir le préambule de cette partie intitulé « Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay ».

enrichir leurs points de vue : lors de la table ronde dédiée aux débats sur les échelles territoriales de gouvernance, les premières démarches ont été étayées par de nouvelles observations.

Enfin, les trois interventions établissent des ponts entre des domaines de sciences humaines et sociales (SHS) – économie et droit –, ainsi qu’entre des échelles de gouvernance allant du local, un site privilégié d’émergence des opinions citoyennes mais peu propice aux interventions efficaces, au supranational (par exemple, l’Organisation mondiale de la santé [OMS] ou l’Union européenne), où les décisions à fort impact dans la gestion de la crise se prennent et sont susceptibles de donner le cap dans la réponse à la crise mondiale.

La question de fond qui anime aussi bien les interventions que les discussions qui les ont suivies concerne la pertinence d’une politique centralisée *versus* régionalisée dans la gestion efficace de la crise lors des premiers mois de confrontation à la pandémie.

Avec les outils des domaines SHS qui sont les leurs, les trois chercheurs nous livrent ainsi des analyses de ce même événement planétaire majeur : le choc représenté par la Covid-19, avec les réactions symétriques et asymétriques déployées dans différents pays d’Europe et d’ailleurs, et l’impact sur l’objectif humain commun, qui est celui de contenir la propagation de la pandémie tout en limitant ses conséquences sanitaires, sociales et économiques.

L’intervention d’Isabelle Méjean s’appuie sur une publication collective sur le *Blog des économistes de l’IPP* datant de juin 2020. Avec Elie Gerschel et Robin Lenoir, la chercheuse y aborde la question des échelles territoriales sous l’angle économique, des perturbations de la production dues à la crise et des difficultés d’approvisionnement que celles-ci occasionnent. La publication souligne notamment l’importance des problèmes d’approvisionnement dans un scénario de déconfinement qui ne serait pas coordonné à l’échelle de l’Union européenne. En effet, la décorrélation européenne dans la prise de décisions nationales concernant les scénarios et les calendriers des confinements et déconfinements successifs, en tant que réponse à la crise Covid-19, entraîne un effet domino des problèmes de production et d’approvisionnement, dans la mesure où les industries

des pays européens sont, à différents degrés, en situation d'interdépendance. De ce fait, les problèmes d'un pays se répercutent inévitablement sur les autres.

Isabelle Méjean place néanmoins cette problématique à une échelle à la fois temporelle et territoriale plus large, évoquant la question de la gestion des chaînes de valeur dès le début de la pandémie, dont les premiers effets se font ressentir en janvier 2020 dans la province chinoise de Wuhan. En effet, le travail initial de la chercheuse a essentiellement pris en compte les perturbations à l'échelle mondiale d'un confinement certes local, mais affectant des entreprises très intégrées dans les chaînes de valeur internationales. Elle cite notamment l'industrie de la fibre optique, très touchée par le confinement dès la fin du mois de janvier 2020, contrainte de réduire sa production et, de ce fait, entraînant des conséquences au niveau mondial.

Néanmoins, l'évolution de la situation mondiale et la propagation rapide de la Covid-19 depuis la province de Wuhan dans le monde entier permettent une extrapolation des réflexions sur la relation local/mondial dans la gestion des chaînes de valeurs à la situation européenne et mondiale. Isabelle Méjean nous propose ainsi une réflexion emblématique des interactions qui peuvent affecter des entreprises lorsqu'un choc intervient dans la chaîne de valeurs : ce choc initialement localisé, cantonné à un territoire (en l'occurrence, la province de Wuhan), peut prendre une ampleur mondiale avec la propagation rapide de la pandémie et entraîner très vite une contraction mondiale de la production.

La deuxième intervention, celle de Hubert Kempf, questionne l'impact des niveaux de décision politique, du local au supranational, dans la gestion de la crise sanitaire.

La mobilisation politique rappelle le contexte complexe de la pandémie, dont les effets se déclinent selon plusieurs dimensions, à savoir sanitaires, sociales, économiques et politiques, et convoquent des positionnements et des décisions humaines à plusieurs échelles territoriales de gouvernance.

L'intervention de Hubert Kempf a comme point de départ un article publié dès fin mars 2020 dans *The Conversation* et intitulé « Zone euro :

le Covid-19 change la donne ». Le chercheur compare la mobilisation de l'Union européenne devant cet ennemi commun – la crise mondiale due à la pandémie de la Covid-19 – à la crise engendrée par la mauvaise gestion durable par la Grèce de ses finances publiques qui a entraîné en 2008 une position commune des pays de la zone euro. L'analyse met en exergue une situation sans précédent et un positionnement européen tout aussi unique. Si les conséquences sur la zone euro de la crise engendrée par la géo-pandémie semblent difficiles à estimer en mars 2020, au tout début du confinement des pays européens, la position des Vingt-Sept s'impose comme une ouverture vers une stratégie permettant de sortir vainqueurs de cette crise globale : il s'agit de construire une union plus étroite dans laquelle l'euro fait office de rempart.

La démarche de Hubert Kempf va cependant au-delà de cette comparaison et place la réflexion dans le contexte plus large d'une catastrophe mondiale se déclinant selon plusieurs dimensions et engendrant des défis et des solutions qui convoquent des échelles de gouvernance, elles-mêmes multiniveaux. D'abord, force est de constater que d'un point de vue biologique, la pandémie liée à la Covid-19 a plusieurs caractéristiques qui en font un défi unique pour les sociétés humaines. Ainsi, elle procède en réseau car elle implique la notion de contamination, elle présente les traits d'une géo-pandémie car elle ne connaît pas de frontières et, en tant que phénomène biologique, elle se manifeste sous la forme d'un événement dynamique et à haute fréquence. L'analyse proposée par Hubert Kempf met en lumière un événement qui agit vite et de manière surprenante, d'après des lois que les sociétés humaines s'y confrontant connaissent peu ou prou. Celles-ci se montrent ainsi dépassées et peinent à fournir une réponse rapide et à la mesure du défi.

Ensuite, l'impact socio-économique de la crise de la Covid-19 est également multidimensionnel et complexe : elle exerce une influence incontestable sur les comportements, représente un anti-bien commun susceptible d'entraîner des comportements opportunistes et suscite une réponse gouvernementale, décisionnelle, qui se doit de prendre en compte les différents volets qui la définissent. Hubert Kempf en identifie trois incontournables : un volet sanitaire qui convoque le besoin urgent d'une action publique, un volet de politique économique car il s'agit de faire le choix

et de soutenir différents secteurs au sein des économies nationales et, enfin, un dernier volet qui est celui de l'action politique, traduit notamment par le fait d'agir sur les comportements par le biais de messages.

Finalement, la pandémie exige une action politique rapide et efficace. Selon Hubert Kempf, la question de la territorialité et des échelles de gouvernance se trouve au cœur des décisions politiques suscitées par la propagation de la Covid-19. Il décrit trois niveaux d'actions politiques possibles, comportant des défis et des impacts différents, et questionne leur efficacité.

Le niveau local correspond selon le chercheur à celui de « l'impuissance proche », dans la mesure où il est vulnérable aux pressions politiques locales et ne permet pas de lutter efficacement contre la pandémie. Ce niveau, pourtant proche de l'information et de l'opinion publique, n'a pas les éléments permettant de capter la dimension dynamique à laquelle des niveaux nationaux et supranationaux peuvent avoir accès. Le niveau national est, selon Hubert Kempf, celui de la « puissance distante », homogène et systématique, et, de ce fait, capable de prendre en compte la dimension systémique et de déployer une meilleure capacité de lutter contre l'anti-bien commun. Néanmoins, la dimension nationale peut pécher par hétérogénéité et s'avérer vulnérable aux critiques. Enfin, le niveau supranational dispose de la vision géo-planétaire permettant de lutter efficacement contre la pandémie, sans pour autant en avoir les armes, tant elle peut être confrontée aux multiples opinions publiques et aux psychologies collectives. Le chercheur cite l'exemple de l'Union européenne qui peut avoir un rôle novateur. Cependant, au moment où cette analyse est menée (octobre 2020), l'intervenant note que l'action de l'Union européenne pâtit par lenteur, car les processus de ratification de ses décisions s'avèrent trop lents par rapport au rythme de la pandémie.

La solution proposée par Hubert Kempf repose sur le dialogue entre les différents niveaux de gouvernance avec l'objectif d'inscrire les décisions politiques dans un cercle vertueux fondé sur trois piliers : crédibilité, confiance et observance. L'objectif final est sans doute celui de construire une démarche crédible et de trouver des solutions permettant de contenir la pandémie.

Enfin, le troisième et dernier point de vue de la table ronde, porté par l'intervention de Benjamin Morel, s'est appuyé sur son article « Pourquoi la décentralisation n'est pas un remède miracle contre le Covid-19 », paru dans *The Conversation* le 28 avril 2020. Ce dernier se penche sur la manière dont la décentralisation affecte l'organisation hospitalière. Benjamin Morel cite l'exemple des États-Unis et celui de différents pays européens (France, Allemagne, Espagne, Italie), mettant en exergue l'impact de la centralisation ou de la décentralisation dans la gestion du début de la crise de la Covid-19. Le chercheur analyse plus spécifiquement la relation entre la gestion de la pandémie et les caractéristiques des systèmes de santé de quelques pays européens qui témoignent de stratégies de gouvernance différentes, régionalisées pour certains (comme l'Allemagne), centralisées pour d'autres (comme la France).

Dans le contexte de la crise générée par la Covid-19, il questionne la coordination des États, en partant du constat qu'au début de la pandémie, la décentralisation (avec des exemples forts comme les décisions prises aux États-Unis, où le fédéralisme est énergiquement critiqué) est pointée comme un des facteurs responsables d'une gestion inefficace. Benjamin Morel souligne que les études portant sur la décentralisation des systèmes de santé ont montré que cette démarche a conduit à creuser les inégalités sociales. Ainsi, les régions les plus riches ont pu investir dans leurs systèmes de santé, tandis que les régions les plus pauvres, de leur côté, ont dû réduire leurs budgets de santé et la qualité des soins. La conséquence inéluctable en a été une amplification des inégalités sociales. Celles-ci ont été particulièrement évidentes au début de la crise : les régions les plus riches ont déployé de meilleures solutions, notamment parce que le nombre de places en soins intensifs pour les patients nécessitant ce type de prise en charge a été plus important. Dans les régions les plus pauvres, les patients plus riches ont pu s'offrir des soins dans le système de santé privé, ce qui a contribué à augmenter le sentiment d'injustice. Un des exemples parlants, discutés par Benjamin Morel, est celui de la gestion efficace de la question hospitalière en début de crise par l'Allemagne. Le cas allemand est en effet assez emblématique des forces et des faiblesses de la régionalisation en matière de santé. Le chercheur note le concours de circonstances qui a permis cette gestion, à

savoir celui d'une propagation initiale de l'épidémie dans les Länder les plus riches avec un nombre satisfaisant d'hôpitaux maintenus par une gestion politique locale propice à la décentralisation. Ainsi, au début de la pandémie, la décentralisation allemande s'est avérée être une force.

Néanmoins, il note que dès les premières semaines de propagation de la Covid-19 en Europe, les États, y compris l'Allemagne, ont eu plutôt tendance à centraliser et à imposer des décisions au niveau national, afin de contenir la propagation. En France, pays fortement centralisé, les décisions prises au niveau national ont permis en effet une mise en place rapide et relativement efficace du premier confinement.

Au-delà de ces différences entre les pays mentionnés, le chercheur conclut son intervention par une observation qui, du moins dans les premières heures de la crise, semble presque indépendante des solutions politiques proposées : la gestion de la pandémie est partout contestée, qu'elle soit menée au niveau régional ou étatique. En effet, si en France, c'est l'état jacobin, synonyme de centralisation du pouvoir, qui est remis en question, dans d'autres pays comme les États-Unis, le fédéralisme, impliquant une gestion au niveau régional, est pointé comme source d'inefficacité dans la gestion de la pandémie.

Pour Benjamin Morel, ces critiques dénotent le fait que la crise de la Covid-19 a révélé les tensions possibles entre les différents champs d'intervention politique, du local au national. Quant aux conséquences de la crise, qu'elles soient économiques ou politiques, elles sont le résultat du caractère unique d'un événement auquel nous sommes encore confronté·es aujourd'hui.

La Covid-19 s'est avérée un défi pour nos sociétés et les solutions que nous avons pu mettre en œuvre pour la contenir n'ont été, pour l'heure, que partielles.

Se saisir de la crise sanitaire comme d'un révélateur

Synthèse de la session 7

Caroline VINCENSINI

Cette table ronde a réuni quatre chercheurs¹ qui se sont saisis de la crise sanitaire pour tenter de donner davantage de visibilité dans le débat public à des fragilités économiques, des inégalités sociales, des injustices, sur lesquelles ils s'efforçaient déjà d'attirer l'attention du grand public et ce dans des domaines variés : chaînes de valeur mondiales, organisation du secteur de la santé, fonctionnement de la justice, conditions de travail. En donnant une nouvelle résonance à ces travaux, la crise a été pour ces chercheurs l'occasion de publier des textes dans des médias généralistes (*Les Échos*, *Libération*, *The Conversation*), au-delà des cercles académiques habituels.

Les présentations des intervenants témoignent ainsi de préoccupations communes :

- Que révèle la crise qu'on ne voyait pas ou peu avant, au-delà du monde académique ? À sa manière, chacune des quatre interventions souligne les dangers du mode d'organisation actuel des chaînes de valeur au niveau mondial (**Ahmed Bounfour***), des secteurs de la santé (**Jean-Pierre Durand*** et **Dominique Glaymann***) et de la justice (**Christian Mouhanna***), des conditions de travail des travailleurs « essentiels » et de l'ampleur des inégalités (**Camille Peugny***). En filigrane, les

¹ Pour les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors de cette table ronde, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs associés (à la date du colloque), abrégées ici sous la forme « **Nom de l'auteur-e*** », voir le préambule de cette partie intitulé « Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay ».

interventions montrent tous les effets délétères des réformes liées au *New Public Management* dans les administrations et des réformes néo-libérales (division internationale des processus productifs, mise en place du flux tendu) dans les entreprises privées.

- Quelles recommandations proposer pour remédier à ces effets délétères ? Selon les intervenants, les solutions proposées renvoient à des changements dans les politiques publiques (Christian Mouhanna, Ahmed Bounfour), à des réformes du management des entreprises et des administrations (Ahmed Bounfour, Jean-Pierre Durand et Dominique Glaymann), ou encore à des évolutions de la pratique des enseignants-chercheurs eux-mêmes (Ahmed Bounfour, Camille Peugny).
- Ces prises de position publiques ont-elles permis une prise de conscience du grand public sur les enjeux qu'elles soulèvent ? Comment faire pour que ces questions restent à l'agenda et ne disparaissent pas dès la fin de l'urgence de la crise sanitaire ? Les intervenants sont restés assez pessimistes sur cette dimension.

Que révèle la crise qu'on ne voyait pas ou peu avant, au-delà du monde académique ?

Les intervenants se rejoignent pour pointer la déconnexion entre d'une part les travailleurs des secteurs « en première ligne » – ou de la production –, dont on a redécouvert l'utilité sociale, et d'autre part la hiérarchie salariale entre les travailleurs, et la hiérarchie entre les secteurs considérés comme stratégiques et ceux qui ne le sont pas.

Ahmed Bounfour, économiste, dénonce, dans une perspective de management, l'organisation des chaînes de valeur mondiales qui incite les managers à considérer que la production n'est pas une activité stratégique, à la différence de la recherche et développement (R&D) ou de la coordination de l'ensemble de la chaîne de production, puisque celle-ci est gérée par les managers selon une finalité d'optimisation des flux et des coûts associés. La production est donc une activité très faiblement rémunérée par rapport aux stades en amont ou en aval de la chaîne de valeur. La crise du Covid-19 a fait ressortir les conséquences de cette erreur en

révélant nos vulnérabilités et notre dépendance envers des chaînes de production situées à l'étranger, sur lesquelles nous n'avons aucune prise et qui, dans une sorte de retournement de situation, expriment leur exigence de considération. La crise met aussi en lumière la défaillance des systèmes d'incitation puisque les managers ne sont pas jugés sur leur capacité à satisfaire les besoins vitaux des citoyens des pays du monde, mais sur leur optimisation des flux globalisés. Ahmed Bounfour nous alerte ainsi sur la fragilité des chaînes de valeur mondiales et rappelle la nature stratégique de la production elle-même.

Jean-Pierre Durand et Dominique Glaymann, sociologues, dénoncent deux erreurs avec une certaine lassitude (« depuis plus de vingt ans ») : les délocalisations et la « tragédie » de la gestion par les flux tendus, notamment dans le secteur de la santé qui se retrouve dans cette crise sanitaire à court de lits, manquant de moyens pour délivrer un service de santé de qualité, et avec un personnel de santé déjà éprouvé par des conditions de travail rendues difficiles par les réformes successives inspirées du *New Public Management*.

Christian Mouhanna, sociologue, critique lui aussi les effets négatifs du *New Public Management* dans la « chaîne pénale », qu'il rapproche des développements précédents sur la « chaîne industrielle » par son manque d'investissement et de personnel. Repartant du « sentiment de crise permanente » dans la justice, la crise du Covid-19 n'étant qu'une crise parmi d'autres, il met en lumière toutes les incohérences – voire la « schizophrénie » – de la politique pénale qui pousse les magistrats à incarcérer de plus en plus de personnes, la prison étant considérée comme la peine « reine », alors que la durée d'incarcération reste faible en moyenne à cause de la surpopulation carcérale. La crise sanitaire a rendu cette incohérence encore plus saillante en poussant la justice à fortement réduire le nombre de personnes incarcérées (de 71 000 à 58 000 entre 2019 et 2020) pour limiter la progression du virus en prison.

Camille Peugny, sociologue, souligne quant à lui comment la conjoncture Covid-19 lui a permis de diffuser plus largement les résultats de ses recherches sociologiques de longue date sur les inégalités sociales. En s'appuyant sur la soudaine visibilité médiatique des conditions de travail et de rémunération des « travailleurs de première ligne »,

il alerte sur le déséquilibre entre hiérarchie sociale et « utilité sociale », qui parvient rarement à l'agenda du débat public. Il s'appuie également sur la mise en évidence de « distances » différenciées des enfants vis-à-vis de l'institution scolaire, selon leur niveau et l'origine sociale de leurs parents, pour rappeler les résultats de la sociologie de l'école quant aux fortes inégalités sociales dans ce domaine, et s'inquiète de la montée de la pauvreté à venir du fait du confinement, renforçant des fractures sociales existantes. Selon lui, la crise illustre, plutôt qu'elle ne révèle, à quel point notre société est fracturée par les inégalités sociales. Certaines enquêtes récentes (comme celles de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale [INSERM] et de la Direction de la recherche des études, de l'évaluation et des statistiques [DREES] sur la mesure de l'exposition au Covid-19) mettent en lumière le caractère cumulatif des inégalités selon plusieurs dimensions (classe sociale, genre, métier, logement, ou encore territoire).

Quelles recommandations proposer pour remédier à ces effets délétères ?

Les quatre intervenants ont profité de l'espace médiatique ouvert par la crise sanitaire pour recommander des solutions qui renvoient à trois registres différents.

Ils appellent de leurs vœux des changements dans les politiques publiques qui se rejoignent pour tenter de dépasser les apories des réformes néo-libérales du *New Public Management* : relocaliser une partie de la production dans des zones économiques géographiquement proches pour en retrouver le contrôle (Ahmed Bounfour), revenir sur la politique de flux tendu et sur ses logiques économiques, managériales, organisationnelles, notamment dans le secteur de la santé (Jean-Pierre Durand et Dominique Glaymann), concevoir une nouvelle politique pénale en inventant de nouvelles sanctions alternatives à la prison pour dépasser les incohérences de la politique actuelle (Christian Mouhanna).

Ils promeuvent des réformes du management des entreprises et des administrations dans le sens d'une transformation des systèmes d'incitation des managers dans une direction écosystémique, géostratégique qui intègre la production dans les décisions managériales (Ahmed Bounfour), et

d'une remise en cause de la gestion de la main-d'œuvre selon une logique de flux tendu qui engendre du stress et des risques psychosociaux (Jean-Pierre Durand et Dominique Glaymann). De son côté, Camille Peugny reste très dubitatif sur la marge de manœuvre dont nous disposons, et sur la volonté ou la capacité des pouvoirs publics et des gestionnaires d'entreprises privées d'améliorer les conditions de travail, de rémunération, de considération des « travailleurs de première ligne ».

Tous les quatre esquissent enfin des évolutions souhaitables de la pratique des enseignants-chercheurs eux-mêmes, qui permettraient d'outiller les acteurs publics et privés pour mener à bien les transformations précédemment citées. Ahmed Bounfour recommande ainsi de renouveler l'enseignement et la recherche sur la mesure de la performance, sur la création de richesse, afin de développer une nouvelle conception de la valeur qui prenne mieux en compte l'importance de la production. Camille Peugny plaide pour l'approfondissement des recherches sur les inégalités sociales par le développement des approches intersectionnelles en sciences sociales, afin de mieux saisir la nature cumulative des inégalités selon différentes dimensions (genre, race, âge, territoire, etc.), car « on n'a peut-être pas tout dit avec les classes sociales ». Dans le même temps, il précise, lors la discussion générale, ressentir une certaine « fatigue » en tant que chercheur : il montre depuis des années que la société est minée par des inégalités, sans que cela ne déclenche de débat public de fond.

Ces prises de position publiques ont-elles permis une prise de conscience du grand public sur les enjeux qu'elles soulèvent ?

Quelle a été la réception de ces tribunes, quelles évolutions en attendent les intervenants ? Comment faire pour que ces questions restent à l'agenda une fois le moment le plus aigu de la crise passé ? Les intervenants se rejoignent autour d'un certain pessimisme.

Selon Ahmed Bounfour, même si cette fenêtre va se refermer rapidement, d'autres pandémies sont certainement devant nous, donc ces questions reviendront encore et encore à l'agenda. Il note cependant qu'il est très difficile de changer le système d'incitation des entreprises de l'intérieur. Il n'anticipe pas de changement majeur avant l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs ou un épuisement flagrant des ressources.

Christian Mouhanna constate que la justice et le système pénal restent largement invisibles dans les débats publics, même par temps de Covid-19 : les émeutes dans les prisons françaises et la diffusion des maladies, aussi bien avant que pendant la pandémie, n'ont pas été relayées, ou très peu, dans les médias. L'auteur reste donc pessimiste sur la capacité des chercheurs à faire émerger ces questions dans le débat public et à les y maintenir. Le peu de changements constatés, relatifs à la baisse du nombre de détenus, ne résulte pas de l'intervention des chercheurs mais de l'urgence sanitaire. Le discours sécuritaire, revenu sur le devant de la scène médiatique, masque les manques des politiques publiques dans ces domaines et ne peut que ralentir d'autant l'émergence d'un vrai débat public.

Selon Jean-Pierre Durand, le fait que le flux tendu fonctionne comme une contrainte objective et externe sur les salariés rend cette contrainte plus difficilement visible – et donc moins susceptible de remise en cause – que si elle était incarnée par un chef d'équipe. Il doute donc que les salariés parviennent à se mobiliser efficacement ou que les pouvoirs publics tirent la leçon de l'expérience de la crise Covid-19. Dans les discussions, Jean-Pierre Durand rappelle à quel point il est difficile de se faire une place dans les médias lorsque l'on va à contre-courant des idées dominantes, comme lorsqu'il a pris position publiquement contre le travail du dimanche et lorsqu'il dénonce aujourd'hui les effets négatifs du flux tendu. Dominique Glaymann souligne que, justement, s'appuyer sur des entreprises collectives comme ce colloque de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay permettra peut-être d'ouvrir ces questions plus largement, au-delà des idées *mainstream*.

Camille Peugny a le sentiment qu'une fenêtre s'est ouverte lors du premier confinement, que les inégalités sur lesquelles il travaille et alerte depuis des années sont devenues plus visibles, mais il se demande si cette fenêtre ne s'est pas déjà refermée. Il indique sa très grande inquiétude pour la suite, l'après-Covid-19, pour les populations les plus fragiles, notamment les jeunes non diplômés, dans un monde où la crise économique risque d'être profonde et durable.

Défendre des principes

Synthèse de la session 8

Lionel MAUREL

La session avait pour but de mettre en lumière l'intervention directe¹ des chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS) au sein des nombreux débats publics et polémiques survenus au cours de la crise sanitaire, notamment à propos des mesures mises en place par le gouvernement pour la gérer. À travers trois exemples, il s'agissait de montrer comment des chercheurs, mus par des principes ou des valeurs qu'ils entendaient défendre, ont mobilisé des dispositifs de communication différents des publications académiques classiques (tribunes de presse, site internet, présence sur les réseaux sociaux) pour délivrer leur message à des publics plus larges.

La session présentait l'intérêt de souligner le caractère « hybride » de ces interventions dans l'arène du débat public : dans les trois cas, les chercheurs concernés se sont bien exprimés en leur qualité de chercheurs (comme en attestent les signatures de leurs interventions) et leurs prises de position étaient bien ancrées dans le prolongement de travaux antérieurs de recherche. Mais elles empruntaient également la voie d'un engagement qui diffère des modalités et des principes de la communication scientifique habituelle, soulevant la question du statut particulier de ces prises de parole.

¹ Pour les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors de cette table ronde, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs et chercheuse associé·es (à la date du colloque), abrégées ici sous la forme « **Nom de l'auteur·e*** », voir le préambule de cette partie intitulé « Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay ».

Trois interventions dans le débat public

Les deux premières interventions étaient liées aux polémiques ayant entouré la mise en place de l'application de traçage de contact « StopCovid » (abandonnée aujourd'hui par le gouvernement, mais remplacée par « TousAntiCovid »). Le sociologue **Antonio Casilli*** est intensément intervenu dans les médias lors du premier confinement (25 passages à la radio, à la télévision et au sein de tribunes) pour dénoncer les risques liés à l'usage des données collectées par cette application et les intérêts industriels qui poussaient à son adoption. Le point culminant de cette mobilisation fut la parution dans les colonnes du journal *Le Monde* d'une tribune sans équivoque cosignée avec un avocat (Jean-Baptiste Souffron) et un mathématicien (Paul-Olivier Dahaye) : « StopCovid est un projet désastreux piloté par des apprentis sorciers ». Ce « texte-choc » avait pour but de toucher directement les parlementaires avant une discussion dans les assemblées au sujet de l'opportunité de déployer l'application.

La juriste **Stéphanie Lacour*** s'est elle aussi mobilisée pour dénoncer les risques liés à l'application StopCovid, mais selon des modalités différentes. Son engagement s'est fait au sein d'un collectif de chercheurs associant juristes et informaticiens, destiné à croiser les regards disciplinaires et les expertises sur cet objet. Ce travail en commun s'est concrétisé par la mise en ligne sur le site <https://risques-tracage.fr> de contenus destinés à présenter le traçage anonyme comme un « dangereux oxymore », avec l'intention d'alerter les non-spécialistes sur ces risques. Une particularité de cette initiative résidait dans le fait que plusieurs informaticiens associés étaient issus de l'Institut national de recherches en sciences et technologies du numérique (INRIA), établissement désigné par le gouvernement pour prendre en charge une partie du développement de l'application, ce qui les a amenés à s'interroger sur les limites de leur liberté d'expression et leurs obligations vis-à-vis de leur employeur. Ce dispositif, fortement relayé par la presse au moment des discussions sur StopCovid, a conduit les membres du collectif à être sollicités à de nombreuses reprises dans les médias.

Pour l'historien **Jean-Yves Mollier***, c'est le débat autour des « commerces essentiels » autorisés à rester ouverts lors du premier confinement

qui l'a conduit à intervenir pour défendre le principe du maintien de l'ouverture des librairies. Sa prise de position s'est traduite par une tribune, « La librairie, un commerce vital », publiée sur le site du magazine professionnel *Livres Hebdo* destiné aux professionnels du livre et de l'édition. Cette intervention s'inscrivait dans un débat qui divisait les libraires eux-mêmes, le Syndicat de la librairie française (SLF) ayant pris position pour la fermeture alors que plusieurs librairies souhaitaient maintenir leurs activités. En historien, Jean-Yves Mollier a choisi de remettre l'épisode de la crise sanitaire en perspective avec des événements passés, comme le rôle majeur joué par les librairies lors de la période de l'Occupation. Par la suite, le débat au sein du SLF a conduit à l'élection d'une nouvelle présidente et a un changement de ligne. Mais les librairies n'ont été considérées comme des « commerces essentiels » que bien plus tard, lors du troisième confinement qui a eu lieu au printemps 2021.

Saisir le moment opportun face à l'urgence

Les trois témoignages ont fait ressortir la question de la temporalité spécifique de la crise sanitaire et de ses répercussions sur le choix de ces modalités d'intervention. Le rapport au temps très particulier induit par le premier confinement a notamment obligé les trois chercheurs à s'écarter des voies traditionnelles de la publication académique. Il était en effet impossible de concilier les délais de publication d'articles dans des revues avec le tempo imposé par les discussions publiques liées à la crise sanitaire. Cette problématique a concerné également d'autres communautés scientifiques que les SHS pendant la crise, qui a vu par exemple dans le champ de la biologie une explosion de la pratique de mise en circulation rapide des *preprints* avant soumission à une revue scientifique.

Pour Stéphanie Lacour, la première étape a consisté à surmonter un premier état de « sidération », lié à la soudaineté de la mise en place du premier confinement et des restrictions brutales des libertés publiques associées. La rapidité de ces évolutions ne permettait pas de retrouver l'état d'esprit et la maturation nécessaire à un processus de publication scientifique. C'est finalement la participation à un processus collectif et les conversations avec des experts issus d'autres disciplines qui ont permis

de confirmer des intuitions afin de retrouver l'impulsion permettant de « passer à l'acte ».

Du côté d'Antonio Casilli, cette question de la temporalité a été poussée encore plus loin avec une participation accrue sur les réseaux sociaux, *Twitter* notamment, permettant de contribuer aux discussions en temps réel. Grâce à une notoriété déjà établie sur ces questions numériques, Antonio Casilli s'est retrouvé dans une position « d'influenceur malgré lui », avec des publications dont l'impact dépassait parfois celui des décideurs ou institutions publics sur les mêmes sujets. On verra plus loin que la rapidité et la visibilité offertes par les réseaux sociaux peuvent néanmoins aussi avoir leur part d'ombre.

Avec l'exemple de Jean-Yves Mollier, on est davantage dans le registre de la « frappe chirurgicale », avec la nécessité de publier précisément au bon endroit et au bon moment pour obtenir un effet dans le débat. Le choix d'une tribune dans le principal magazine professionnel des métiers du livre a permis de produire un impact maximal, là où une tribune de presse généraliste n'aurait sans doute pas eu les mêmes répercussions (sans même parler d'une publication académique).

Stratégies individuelles et/ou collectives

Ces modalités d'intervention différenciées font ressortir des stratégies plus ou moins individualistes ou collectives mises en place par les chercheurs. Si Jean-Yves Mollier a agi seul et en son nom propre, Stéphanie Lacour a inscrit d'emblée son action au sein d'un collectif (dont certains membres ont même choisi de rester anonymes), tandis qu'Antonio Casilli a misé sur une démarche « mixte », agissant principalement seul, mais aussi au travers d'associations ou en signant des tribunes collectives.

D'après les témoignages des chercheurs, le choix entre ces différentes possibilités n'est pas anodin. Pour Antonio Casilli, l'implication personnelle, à travers les médias, mais surtout sur les réseaux sociaux, a eu en retour l'effet de focaliser une forte attention sur lui, en l'identifiant à un opposant à des mesures prônées par le gouvernement. Il en a résulté des semaines de prises à parti sur les réseaux sociaux, avec des dérapages graves comme des menaces d'agression physique ou des menaces de mort. Le chercheur a souligné que cette agressivité des internautes à son encontre

a pu être attisée par des membres de la majorité gouvernementale ayant déclaré que les opposants à l'association StopCovid auraient « des morts sur la conscience » ou devraient être considérés comme des « criminels contre l'humanité ».

L'action individuelle est sans doute plus agile, mais elle expose aussi à des risques les chercheurs, tandis que l'expérience de Stéphanie Lacour a montré que la participation à un collectif créait un contexte plus protecteur, permettant de répartir la parole dans les médias entre plusieurs membres et dispersant les retours négatifs sur un plus grand nombre de personnes.

Face à ces nouveaux « usages sociaux de la science », il serait intéressant d'interroger la manière dont différentes formes de « capital symbolique », pour emprunter aux concepts de Pierre Bourdieu, s'alimentent les uns les autres lors de tels épisodes. Comment, par exemple, le capital scientifique des chercheurs peut-il se convertir en capital médiatique pour intervenir dans la sphère publique et comment, en retour, ces interventions peuvent-elles agir, positivement ou négativement, sur le capital scientifique des chercheurs ?

Principes contre principes

Lors de la discussion avec la salle, la question a été posée aux participants à la table ronde de savoir comment positionner le curseur, dans une période de pandémie de grande ampleur, entre les impératifs de protection de la santé et des principes comme la défense des libertés publiques ou celle de la place de la culture. Les trois intervenants ont fait des réponses très différentes à ces questions, traduisant des postures distinctes dans ces débats de société.

Stéphanie Lacour s'est positionnée en juriste, habituée à considérer qu'aucun principe n'a de valeur absolue et que la démocratie doit constamment mettre en balance des valeurs parfois contradictoires pour trouver le bon équilibre des droits et libertés en fonction des circonstances. Concernant l'application StopCovid, son intervention visait à souligner que les risques associés à ce dispositif technique avaient été passés sous silence par le gouvernement, empêchant le débat public de prendre en compte tous les paramètres de la question. D'où également

la volonté de ne pas agir uniquement vis-à-vis des parlementaires, mais aussi en direction des individus appelés à choisir, à leur échelle, de télécharger ou non l'application, dans une démarche proche de l'éducation populaire.

Pour Antonio Casilli, la posture était un peu différente, car son intention était aussi, à partir de ses travaux scientifiques précédents, d'introduire dans la discussion publique des dimensions qui n'étaient pas mises en lumière par ailleurs. Selon lui, l'application StopCovid ne soulevait en effet pas seulement des problèmes de protection des données et de la vie privée, mais aussi des questions sociales passées sous silence. L'application traduisait à ses yeux une volonté de remplacer des travailleurs humains (des *contact tracers* employés par les agences sanitaires pour reconstituer les relations entre les personnes) par un dispositif automatisé, posant des questions éthiques et politiques non prises en compte dans la discussion.

Enfin, Jean-Yves Mollier s'est plutôt placé sur le registre de « l'éthique de conviction », pour reprendre la terminologie forgée par Max Weber. Invoquant la figure d'Antigone, il a estimé que certaines valeurs que l'on juge supérieures nécessitent d'intervenir dans le débat, indépendamment des conséquences potentielles. Ici, la place du livre dans la vie de la pensée justifiait que l'on laisse les librairies ouvertes, en dépit des risques potentiels pour la santé des libraires et des clients. La préoccupation du chercheur devait, selon lui, plutôt porter sur les risques de récupération et d'instrumentalisation de ses propos, susceptibles de lui échapper après l'intervention publique.

* * *

La discussion aurait pu être élargie pour comparer la différence entre l'engagement des chercheurs en SHS pendant la crise et celui des chercheurs des disciplines des sciences exactes, avec une imbrication continue entre les registres politiques et scientifiques dont cette crise réinterroge continuellement les frontières et articulations.

DEUXIÈME PARTIE

Nuancer la rupture sociétale, repenser le positionnement de la recherche

Enjeux de connaissance et de démocratie

**La recherche en SHS,
de la sidération à la réflexivité**

Préambule

Mobiliser l'analyse et le débat public

Maryse BRESSON & Pierre GUIBENTIF

La présente synthèse reprend, sous forme écrite et en les complétant, des éléments présentés oralement par les auteur-es lors même du colloque « Ruptures des pratiques et dynamiques du débat. Les SHS face à la crise Covid-19 » organisé les 12 et 13 octobre 2020 par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay, selon un programme basé sur une intuition qui avait joué un grand rôle dans l'organisation de l'événement, à savoir que, même dans l'instant, il est possible de produire une réflexion collective et de contribuer au débat scientifique.

Avec un temps supplémentaire de recul, elle reprend les axes proposés dès octobre 2020 et est organisée en deux parties distinguant, d'une part, l'apport des sciences humaines et sociales (SHS) à la compréhension du monde, à ses configurations et à ses fonctionnements, en temps de crise pandémique et de confinement (par Maryse Bresson) ; interrogeant, d'autre part, la place des SHS lorsqu'elles interviennent dans le débat public (par Pierre Guibentif). Dans la lignée de la charte des MSH, la présente synthèse, élaborée à partir des réflexions de chercheurs et chercheuses reconnu-es dans leurs disciplines, dont notamment des membres de laboratoires de recherche installés sur le périmètre de Paris-Saclay, combine, de manière interdisciplinaire, les apports de différentes SHS¹.

¹ Les références abrégées sous la forme « **Nom de l'auteur-e*** » renvoient aux articles publiés par les auteur-es qui sont intervenu-es dans le cadre du colloque, dont les références complètes figurent ci-dessus p. 126-129, ou à leurs interventions au cours des débats.

Les impacts de la « crise » Covid-19 sur la société, à partir de regards croisés de chercheurs et chercheuses en SHS

Maryse BRESSON

La découverte d'un nouveau coronavirus, annoncée officiellement par les autorités chinoises et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en janvier 2020 ne peut être considérée seulement comme un facteur de changement exogène, extérieur à nos vies, tant son impact se construit en étant réapproprié, interprété. Les changements de dénomination en témoignent : initialement appelé par les autorités sanitaires « 2019-nCoV » puis « SARS-CoV-2 »¹, ou encore dans l'espace médiatique et public en France « coronavirus », une nouvelle appellation – « le » Covid-19 – s'impose alors, englobant le virus et la maladie que celui-ci provoque. Après cela (suite à l'intervention tardive de l'Académie française pour tenter de changer l'usage déjà courant), il est fréquent, au moment où ces lignes sont écrites en avril 2021, d'employer de manière plurielle² « le » ou « la » Covid-19. C'est ce glissement d'appellation, circulant aussi dans l'espace scientifique, qui se retrouve implicitement dans l'expression « la crise Covid-19 » retenue dans l'intitulé du colloque « Ruptures des pratiques et dynamique du débat. Les SHS face à la crise Covid-19 », organisé les 12 et 13 octobre 2020 par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay.

¹ 2019-nCoV est l'acronyme anglais de *2019 novel coronavirus*, SARS-CoV-2 celui de *severe acute respiratory syndrome coronavirus 2*.

² Voir Ropert, 2020.

Cette première partie de synthèse porte sur des analyses produites par des chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales (SHS) sur le changement en train de se faire dans la société, dans nos vies sociales et personnelles, et sur la pertinence de les analyser avec le terme de « rupture(s) ». Par ailleurs, les invitations de chercheurs et chercheuses au colloque de la MSH Paris-Saclay³ étaient motivées par leurs prises de parole dans l'espace public, antérieurement parues sous forme d'interviews ou d'articles publiés dans la presse écrite ou web, et adaptées *a posteriori* au format d'un colloque académique. Cette genèse contribue à expliquer les thèmes de ces analyses, qui portent souvent sur des questions controversées, ayant précisément justifié aux yeux de ces chercheurs et chercheuses académiques d'intervenir dans l'espace public, tels que : les impacts sur les modes de vie, les discours de l'État, l'intervention des échelles territoriales de gouvernance, les inégalités dévoilées ou aggravées, les principes et les libertés bousculés. Compte tenu de la diversité des objets abordés, mais également de la pluralité des points de vue, le fil conducteur proposé pour cette synthèse est emprunté au titre du colloque : il s'agit d'interroger la pertinence du mot « rupture(s) » pour saisir l'impact du virus et de la maladie sur la société et dans nos vies – cette notion étant elle-même proposée au débat. À l'aune de cette interrogation, il peut ainsi être formulé comme suit : dans quelle mesure la période qui s'est déroulée entre janvier et octobre 2020 peut-elle être considérée comme une « vraie » rupture, au sens d'une crise de la société « d'avant », voire peut-être, de l'entrée dans un monde nouveau ?

Pour y répondre, nous reviendrons d'abord sur les arguments des chercheurs et chercheuses, exposés lors du colloque de la MSH Paris-Saclay, qui ont étayé l'idée de rupture et de crise, en présentant notamment l'expérience sociale du confinement comme un choc, brutal, associé au sentiment que « tout s'arrête » ou peut s'arrêter, et en mettant en

³ Pour les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors du colloque, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs et chercheuses associées (à la date du colloque), abrégées ici sous la forme « **Nom de l'auteur-e*** », voir la contribution d'Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire dans le présent volume : « Préambule. Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay ».

abyme l'incertitude et la vulnérabilité de (et dans) nos sociétés hyper- ou post-modernes. Ce ressenti a été toutefois aussi, sinon contredit, du moins nuancé par le constat d'une diversité des degrés et des formes de remises en cause, tant au niveau des situations objectivables que des vécus. Par ailleurs, relativisant le diagnostic de crise et de ruptures, d'autres auteur-es ont mis en évidence des formes de continuités et aussi de renouveau – ces points de vue, en apparence opposés, pouvant cependant converger vers l'idée que la période a permis de révéler des réalités, et de poser des questions qui, dans le monde « d'avant », étaient, peut-être, moins visibles ou pas perçues de la même manière ; mais qui étaient cependant, en réalité, déjà là, prêtes à émerger.

L'impact de la crise pandémique sur nos vies : profondeur de la rupture et diversité des conséquences

La question de ce que la crise sanitaire apporte de « vraiment nouveau » rejoint une question classique en SHS : celle du changement social. Dès le XIX^e siècle, ses premiers fondateurs (tels Smith en économie, Durkheim en sociologie...) s'efforcent de répondre aux interrogations et aux inquiétudes suscitées par les bouleversements économiques et sociaux de la révolution industrielle. La société moderne apparaît alors comme profondément différente des sociétés dites traditionnelles, en raison de la rapidité et de l'intensité des transformations qu'elle connaît : l'industrialisation, la démocratisation, l'urbanisation, la laïcisation. Les théories générales élaborées en SHS proposent d'interpréter ces mutations rapides et profondes.

De ce point de vue, il n'est en rien étonnant que la recherche en SHS se mobilise dès 2020, à la faveur de la crise pandémique, à la fois pour donner à voir et pour apprendre à regarder tout ce qui est en train de changer dans et pour l'économie, la culture, la société, l'humanité. Par ailleurs, confrontée à un phénomène marquant pour toute une génération (celle de l'humanité qui aura « vécu » avec le virus et avec la pandémie de Covid-19), il n'est guère étonnant non plus que la recherche académique, s'élaborant au sein d'un espace de réflexions et de débats, s'efforce de donner forme au bouillonnement de questions, d'interrogations qui se multiplient alors, afin de conférer du sens à ce qui se passe. Or, l'analyse de ce moment comme un moment de crise et de rupture est en effet largement reprise

par les chercheurs et chercheuses lors de leurs interventions au colloque, à travers aussi l'emploi d'expressions comme « effet de sidération », « choc » pour désigner l'impact produit par l'arrêt, largement vécu comme inédit et brutal, du fonctionnement ordinaire de la vie collective.

Effet de sidération et force de l'impact

Le terme de « ruptures » – au pluriel, appliqué aux pratiques – était certes, comme rappelé, une forme de « commande » de la MSH Paris-Saclay, organisatrice du colloque, invitant, à travers le titre de la manifestation organisée, les chercheurs et chercheuses à s'exprimer sur son intitulé.

Cependant, l'idée de « rupture » – au singulier, souvent employé en complément ou en synonyme de crise –, afin de souligner la déstructuration de tout le fonctionnement habituel et ordinaire de la société, a largement émergé aussi, se diffusant de manière assez consensuelle. Elle est d'abord présentée comme un résultat inductif, réalisé à partir d'un travail d'analyse quantitative et qualitative de contenu sur le corpus de textes recensés par Anne-Coralie Bonnaire et Elsa Bansard. Invitées à parler en première session du colloque, elles mettent en effet en évidence la diversité des objectifs des chercheurs et chercheuses visant à dénoncer, conceptualiser, éclairer la crise, selon Anne-Coralie Bonnaire ; tout en revendiquant de dessiner l'espace que les SHS ont ouvert ensemble, selon Elsa Bansard. Cette dernière, analysant les articles recensés dans la veille médiatique réalisée à partir du dépouillement systématique de cinq journaux (*AOC, Le Figaro, Le Monde, Libération, The Conversation*), souligne que les SHS se distinguent précisément des autres disciplines scientifiques, comme la médecine, parce qu'elles déclinent, à d'autres échelles que le sanitaire, l'évidence d'une rupture temporelle, matérialisée par l'expérience de la distanciation physique et du confinement. « En effet, en décrivant les impacts sociaux d'un virus, les SHS élaborent des récits de la "crise" qui constitue un rapport singulier à l'histoire. : Évènement, rupture, révélation... : la Covid-19 prend sa place dans le temps long des sociétés. »⁴

⁴ Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative », ainsi que Bansard & Bonnaire, 2021b.

Comme la suite du colloque l'a confirmé, c'est bien au-delà de la consigne reçue que les participant-es ont exprimé, à leur manière, dans leurs interventions et dans les débats, l'idée de crise et de rupture (au singulier) produite par la première vague pandémique et le premier confinement. Il convient à cet égard de rappeler le contexte puisqu'en France, les « activités essentielles », seules autorisées pendant la durée du premier confinement, semblaient réduites aux soins à donner aux malades et au bon fonctionnement des commerces d'alimentation – les travailleurs et travailleuses des autres secteurs, y compris de l'enseignement et de la recherche, étant en confinement à domicile, tout en s'efforçant (au mieux) de mettre en place des formes souvent inédites de télétravail ou (souvent) de faire valoir leurs droits au chômage partiel ou à une allocation pour garde d'enfant.

C'est donc dans ce contexte, encore très présent dans tous les esprits au moment du colloque, qu'il s'agit de resituer l'émergence d'autres termes comme ceux de « choc » et de « crise ».

Ce choc est d'abord produit par l'arrêt vécu comme brutal et le sentiment de déstructuration de la vie « d'avant ». Ainsi, reprenant l'idée de crise et de tournant majeur, Pierre-Paul Zalio, dans son intervention introductive en tant que président de l'École normale supérieure (ENS) Paris-Saclay a souligné, citant une récente intervention dans l'espace public de Bruno Latour⁵, combien il était jusqu'alors impensable que *l'économie elle-même*, alors que beaucoup affirmaient, répétaient même, qu'il n'était pas possible qu'elle s'arrête, *s'arrête*. C'est également le point de départ de l'analyse d'**Hubert Kempf***, rappelant qu'« aucun économiste, aucun responsable public, même doué d'une imagination débordante, n'avait anticipé qu'un tiers de l'humanité (à la date du 26 mars 2020) serait soumis à des ordres de confinement ». De ce point de vue, en effet, le Covid-19 représente une des pires catastrophes économiques des dernières décennies : au point que le président de la République française, Emmanuel Macron, n'a pas hésité à parler de « guerre ». Les prévisions de baisse d'activité pour l'année 2020 ont atteint des niveaux encore jamais vus. Face à cela, les pouvoirs publics ont annoncé des plans de soutien de

⁵ Reprise par cet auteur dans une publication ultérieure (Latour, 2021).

l'activité eux aussi sans équivalent, dont les mises en œuvre n'ont suscité aucun débat et ont rencontré une adhésion pratiquement unanime. Pour prendre la mesure, là encore, de la rupture dans la *doxa* politique du moment, Hubert Kempf souligne la différence avec les controverses qui ont entouré les actions de la Banque centrale européenne lors de la crise des dettes souveraines, commencée par la crise grecque – soit un retournement de doctrine que l'auteur explique justement « par la sidération dans laquelle nous plonge cette séquence d'évènements inimaginables et non anticipés ».

Une analyse similaire a été proposée, au sujet des modes de vie, par **Yoann Demoli***, qui est aussi revenu sur l'ampleur du changement relatif à nos mobilités : la crise sanitaire les ayant stoppées de manière aussi radicale qu'inattendue, donnant l'impression qu'il n'y avait plus de mobilités, d'aucune sorte – ce qui n'était d'ailleurs pas tout à fait vrai, comme des études ultérieures sur les pratiques de mobilité pendant le confinement l'ont montré. Ainsi, fin mars 2020, les avions ne décollent plus, ou vraiment très peu⁶. Il n'y a de même (quasiment) plus de voitures. Aussi, cet auteur reprend-il à son compte le terme de sidération, déjà énoncé par plusieurs intervenant-es pour exprimer le même sentiment partagé d'avoir vécu, en se sentant impuissant-es, une rupture radicale : beaucoup de choses qu'on pensait nécessairement devoir continuer, évidentes, d'une certaine manière, s'étant arrêtées, d'un seul coup.

Par ailleurs, l'idée de rupture est aussi associée au sentiment d'une impuissance, que l'intervention dans les médias permet en partie de pallier. **Stéphanie Lacour*** est revenue sur son impression d'être enfermée, à domicile, sans pouvoir s'exprimer ; sans pouvoir agir, débattre ni faire simplement son travail habituel – d'où le besoin de réagir quand il s'est agi d'un sujet qu'elle connaissait par ailleurs pour l'avoir étudié comme chercheuse, celui de la protection des données à caractère personnel. De manière convergente, **Olivier Le Cour Grandmaison*** a justifié dans son intervention le recours

⁶ Par exemple, lundi 16 mars 2020, la compagnie aérienne Air France annonçait dans un communiqué qu'elle avait pris la décision de réduire son offre de « 70 à 90 % » pendant deux mois.

à l'écriture dans différents supports médiatiques accessibles au grand public comme un moyen de faire face à une situation d'impuissance individuelle et collective, dans laquelle il n'était plus possible de peser sur la situation sociale et politique et, plus encore, au moment du confinement, de s'inscrire dans toute action collective – impuissance venant accroître à ses yeux celle ressentie du fait des limites des actions menées par les gouvernant-es. C'est d'abord face à l'impuissance politique, qu'Olivier Le Cour Grandmaison justifie la nécessité d'écrire, sans nourrir pourtant d'illusion sur l'effet de ses publications.

Comme mentionné plus haut, le sentiment partagé d'avoir vécu une expérience commune de rupture (au singulier) est également associé à d'autres termes, comme celui, prononcé dès les premières interventions, aussitôt repris par de nombreux autres intervenant-es, de « sidération » – terme relatif à un état à la fois de stupeur et de torpeur, d'anéantissement des forces vitales. Ce terme est notamment introduit par Hubert Kempf, qui l'employait aussi dans son article. Il est repris aussitôt dans d'autres tables rondes pour exprimer et justifier notamment le « besoin » que les chercheurs et chercheuses ont ressenti de prendre la parole dans l'espace public : soit en sollicitant (souvent), soit en acceptant (parfois) une interview. Réagir par l'écriture, seul-es ou avec d'autres chercheurs et chercheuses, par le moyen d'un article destiné à la presse est en effet présenté à plusieurs reprises lors du colloque comme un besoin, celui d'exister de nouveau, et (ou) de montrer (à soi-même et à d'autres) que le travail de recherche en SHS peut être important et utile.

La difficulté à réagir face à une situation analysée comme inédite, problématique ou étonnante alimente le sentiment de rupture avec ce qui était « avant », ou « aurait dû » être. Pourtant, sur ce constat largement partagé, provoqué par l'arrêt complet, du moins en apparence, de la vie ordinaire, d'autres chercheurs et chercheuses (et parfois les mêmes, poursuivant leur raisonnement) ont proposé lors du colloque des arguments ou des éléments de réflexion permettant de nuancer ce premier résultat. Le terme de « rupture » est alors remis au pluriel et décliné, combiné avec d'autres termes comme « remise en cause » – ce qui permet de souligner plutôt la fragilité des fonctionnements passés et les incertitudes sur ceux restant à advenir.

La remise en cause des fonctionnements habituels

Le choc produit par la crise pandémique ne s'est pas traduit, en réalité, par un arrêt complet de toute vie sociale ni de toute production économique. Pourtant, la crise pandémique a incontestablement contribué à montrer leur vulnérabilité et à remettre en cause, en même temps que nos fonctionnements habituels, nos croyances ordinaires sur leur efficacité et leur durabilité.

C'est ce qu'illustre, en économie, la question de la fragmentation des chaînes de valeur, reprise dans deux interventions. Ainsi, **Ahmed Bounfour*** a souligné comment la crise du Covid-19 a brutalement mis en évidence les fragilités des chaînes de valeur mondiales, en particulier dans leur maillon productif, incapable de « livrer » – cela appelant selon cet auteur une refonte fondamentale des politiques des grandes entreprises, en particulier européennes. Durant les années 1980, la production de la valeur a été repensée comme un processus d'interconnexion entre des maillons d'une chaîne mondialisée, dans laquelle chacun des segments avait comme finalité première l'optimisation des flux et des coûts associés. Ce principe structurant a été généralisé à l'ensemble des activités productives ; mais dans ce processus de répartition des tâches, l'acte productif *stricto sensu* est peu rémunéré. Or, la crise a fait apparaître subitement que produire des masques était aussi stratégique que de les concevoir ou les distribuer, et que c'est même vital. Selon l'auteur, il s'agit d'une remise en cause majeure, au sens ici d'un retournement de situation, par la mise en évidence du rôle essentiel de segments productifs et en particulier des maillons peu rémunérés.

De manière convergente, **Isabelle Méjean*** est revenue sur la production des valeurs, en soulignant la remise en cause produite par la crise pandémique et aussi le rôle du politique dans les réponses à apporter, ainsi que l'incertitude sur le niveau de l'action à mener. Rappelant qu'au départ, la crise était pensée comme localisée en Asie, elle a ainsi justifié que la question initialement posée dans le premier article qu'elle a co-écrit sur ce sujet ait porté sur les dysfonctionnements produits par la fragmentation des chaînes de valeur, qui rend nos pays dépendants des pays asiatiques pour certains pans de la production. Mais il est ensuite apparu, quelques mois après le déclenchement de la pandémie, qu'on se trouvait face à une crise mondiale,

conduisant à des arrêts de production partout dans le monde y compris, à l'échelle régionale, dans le contexte d'intégration européenne. Et qu'à ce niveau, le secteur industriel est particulièrement sensible aux problèmes d'approvisionnement : les industries européennes étant très interdépendantes, les difficultés productives d'un pays se ressentent dans toute l'Europe. Le secteur automobile illustre cette vulnérabilité des chaînes de valeur largement régionales. Plus de 75 % des composants sont produits en Europe, ce type d'organisation impacte donc les possibilités de relancer la production dans un contexte de confinement-déconfinement non synchronisé. Face à ce défi, les questions sont nombreuses. Comment se construisent les valeurs ? Est-ce que cela a du sens de continuer à produire des objets, des biens, des services à une échelle européenne ? Dans tous les cas, selon Isabelle Méjean, le retour à la « normale » ne peut pas être immédiat et, aucun pays ne pouvant « rouvrir » seul son économie, la coordination du déconfinement de l'Europe intervient comme un enjeu économique fort.

L'idée que les fonctionnements économiques ordinaires sont mis en cause parce qu'ils traduisent leur défaut d'efficacité à l'épreuve de la crise sanitaire rejoint aussi l'analyse présentée par **Jean-Pierre Durand*** et **Dominique Glaymann***. Ces deux professeurs émérites ont en effet souligné les dysfonctionnements observés dans les collectifs de travail organisés à flux tendus. Depuis les années 1980, l'organisation de la production et du travail en flux tendu s'est généralisée dans le secteur manufacturier et dans les services marchands, puis dans le secteur non marchand, notamment dans celui de la santé. Répondant à des impératifs de rentabilité accrus par la financiarisation et la globalisation de l'économie, le flux tendu consiste à réduire le plus possible les stocks et les délais afin d'accélérer la rotation du capital financier investi et d'en accroître la rentabilité. Mais dans le contexte de crise pandémique, les flux tendus ont montré leurs limites et même, leur incapacité à répondre aux enjeux du moment, contrairement à ce qui était jusqu'alors couramment admis. Au-delà des mesures prises par tel ou tel gouvernement, ou des hésitations à arrêter les activités économiques, c'est donc ce mode d'organisation qui explique fondamentalement, selon ces auteurs, les difficultés à faire face à l'épidémie et à ses conséquences.

À travers ces analyses sur les chaînes de valeur et le fonctionnement du monde du travail, il apparaît toutefois que la situation ne se présente pas toujours comme un arrêt ni comme un tournant radical, mais qu'elle prend plutôt la forme de remises en cause plurielles, avec des degrés divers.

Nuancer la rupture : multiplicité des vécus et inégalité des situations

Au-delà du sentiment partagé, après le premier confinement, de vivre une crise inédite par sa forme et son ampleur, et de l'effet de sidération produit, parce qu'un monde commun qui semblait impossible à arrêter a été (presque) mis à l'arrêt, d'autres analyses viennent introduire des nuances, invitant à prendre en compte des différences. En réalité, un autre constat largement partagé est que « beaucoup de choses » ont continué, de la même manière ou sans bouleversement, ce qui implique de discuter, et aussi de réintroduire, l'idée de pluralité (appliquée, pour commencer, au terme « ruptures » lui-même), afin de souligner l'hétérogénéité des conséquences.

Faiblesse de certaines réactions et diversité des perceptions

Au-delà de l'idée de « crise » et de l'emploi du terme singulier de « rupture », nombre d'auteurs ont rappelé combien les adaptations observées étaient parfois loin des attentes, mettant ainsi en évidence la diversité des formes et des degrés de remises en cause.

Par exemple, l'idée que « rien ne change », en dépit du risque d'aggravation provoqué par la situation pandémique, a été exprimée par **Christian Mouhanna*** à propos de la justice et du monde carcéral. En effet, au cours des dernières années, la « punitivité renforcée » de nouveaux délits, combinée au recours croissant aux comparutions immédiates, a provoqué une hausse d'emprisonnements, produisant des effets pervers de promiscuité dans les cellules déjà surpeuplées, encore amplifiés en période pandémique. Pourtant, face à ce risque accru, la seule politique, décidée tardivement et dans l'urgence, a consisté en France, selon l'auteur, en une prise de parole de la garde des Sceaux pour convaincre les magistrat-es de faire sortir les prisonniers et prisonnières condamnés aux plus courtes peines. Or, concentrer

les détenu-es dans des lieux fermés propres à favoriser les épidémies, tout comme les libérer rapidement par la suite, sans leur donner les moyens d'être guéri-es, contribue à propager les pathologies plutôt qu'à les contrecarrer. Christian Mouhanna mentionne aussi que d'autres situations s'observent ailleurs puisque d'autres pays, comme les Pays-Bas, sont parvenus plus tôt à faire baisser leur nombre de détenu-es – confirmant que la prison ne peut ni ne doit être la réponse unique à tous les maux.

Tout en admettant que la pandémie de Covid-19 a constitué « un choc » pour l'ensemble des salarié-es, **Pauline de Becdelièvre*** a toutefois décliné les différences de situations et de vécus. Proposant une grille de lecture distinguant la diversité de sens donnés au travail, l'auteure a alors réservé le terme de « rupture » pour une partie seulement des travailleurs et travailleuses, faisant l'expérience d'un arrêt brutal synonyme d'ennui. D'autres travailleurs et travailleuses ont, en effet, pendant la crise pandémique et le confinement, vu leur activité s'intensifier, quand d'autres encore, à l'inverse, ont vécu une reconstruction de leur activité à distance avec le télétravail. Pour présenter comment le choc de carrière lié à la crise sanitaire impacte le sens donné au travail, l'auteure distingue plus précisément quatre temporalités du vécu : la confirmation, la rupture, la remise en cause, la révélation. Dans le premier type, la confirmation du sens au travail, les salarié-es avaient déjà identifié le sens de leur travail et, par la crise, ils et elles s'aperçoivent que celui-ci est vraiment nécessaire. Dans le deuxième type, celui de la rupture, la mise en place d'un chômage partiel ou total, un discours très brutal de la direction sans explication de son choix, l'absence de contact régulier de la part des managers peuvent provoquer la remise en cause brutale et définitive du sens au travail. Le troisième type est celui de la remise en cause de ce dit sens au travail : c'est le cas lorsqu'un processus de réflexion est amorcé, les salarié-es ne voyant plus l'intérêt de ce qu'ils et elles font (par exemple, à cause du travail à distance). Inversement, le quatrième type de révélation désigne la situation qui se produit lorsque les salarié-es réalisent, à l'occasion de la crise, l'importance de ce qu'ils et elles font. La grille d'analyse proposée permet ainsi de décliner différentes facettes possibles du changement, dans lesquels la rupture et la remise en cause sont associées à des vécus négatifs, ceux de révélation comme ceux de confirmation étant relatifs à des vécus plus positifs.

De même, la manière dont ont été perçues les mesures de politiques publiques qui répondent à côté, ou qui répondent mal, ou ne disent pas la vérité, sur la question des masques par exemple, ne provoque pas une « rupture » homogène entre citoyen·nes et gouvernant·es, mais illustre la diversité des réactions. Ainsi, à propos des mesures de prévention sanitaire et de confinement, **Benoît Bastard*** est revenu sur le fait que tout le monde connaît les gestes barrière préconisés par le gouvernement et sait l'importance qu'ils ont pour la santé, sur le plan collectif comme au niveau individuel. Pourtant, beaucoup d'entre nous transigent avec leur application, lors des retrouvailles avec des ami·es par exemple, ou s'agissant du port du masque. Cherchant alors à la fois à expliquer que beaucoup de personnes se conforment, dans la situation actuelle, aux normes de prévention édictées par les gouvernements et à comprendre que beaucoup pratiquent des « écarts » par rapport aux nouvelles règles sanitaires, l'auteur rappelle que l'irrationalité ne saurait se définir par rapport à un seul critère, qui serait celui de la préservation de la santé. Porter le masque en public ou s'en passer, c'est une manière de se situer vis-à-vis d'autrui, une façon de montrer de l'empathie ou de la compréhension, un signe d'appartenance sociale, un marqueur politique, etc. La santé, comme c'est le cas dans tous les secteurs de la vie sociale, est un vecteur pour toutes sortes de choses. C'est pourquoi les comportements ne s'expliquent pas seulement par rapport à la santé et qu'il ne faut pas surévaluer la place de la santé en tant que telle dans les motivations. L'auteur en déduit que les campagnes de prévention devraient en tenir compte dans la manière d'organiser la réponse publique face à l'épidémie en cours.

Ces arguments, qui soulignent la pluralité des réactions politiques, sociales et des comportements individuels face à la crise pandémique, illustrent aussi la variété de ses impacts. Cette variété s'ancre également dans des inégalités sociales souvent préexistantes.

Inégalité des situations et diversité des conséquences

Éclairant à la fois le constat de continuités comme celui de la diversité des formes et des degrés de ruptures liées au contexte, d'autres intervenant·es au colloque des 12-13 octobre 2020 ont rappelé que

les inégalités structurelles des individus et des groupes au moment du « choc » de la pandémie contribuaient à expliquer la variété de ses impacts. Ainsi, les inégalités de degrés de la pression au travail se retrouvent pendant la pandémie, y compris dans le domaine du télétravail. Par exemple, pendant la durée du premier confinement, les femmes se sont retrouvées plus encore que les hommes à cumuler le travail domestique, celui des enfants parce qu'il fallait aussi s'occuper de la classe des enfants à domicile, en plus des autres inégalités liées au travail. De manière plus complexe, pendant le confinement, ceux et celles qui étaient considéré·es comme les « premiers de cordée » se sont souvent retrouvés protégé·es mais quelquefois aussi à ne pas pouvoir travailler. Alors que celles et ceux qui étaient les « premiers de corvée », directement au contact, sont apparu·es comme les plus exposé·es et n'ayant pas la reconnaissance qu'ils et elles pourraient attendre.

C'est pourquoi **Camille Peugny*** a invité à ne pas céder aux analyses trop faciles et aux raccourcis erronés. Par exemple, l'idée selon laquelle la crise sanitaire pénaliserait surtout les plus âgé·es, victimes de surmortalité, alors que les jeunes seraient davantage pénalisé·es par les longues semaines de confinement, la fermeture des écoles, collèges, lycées et universités, les restrictions à la sociabilité juvénile ou encore la fin des activités sportives, est inexacte de plusieurs manières, selon cet auteur. En particulier, le Covid-19 n'est pas seulement une maladie de personnes âgées, elle touche aussi de manière différenciée selon les classes sociales. C'est ce qu'a mis en évidence la situation de la Seine-Saint-Denis, particulièrement impactée avec un taux de surmortalité de 134 % observé pendant la première phase de l'épidémie à cause de la corrélation étroite entre pauvreté, discrimination et exposition au virus. Au final, cet auteur invite donc à ne pas céder à la facilité de la thèse du « sacrifice » des jeunes générations au profit de la préservation de la santé et de la vie des plus âgé·es – erreur redoutable alors que l'enjeu devrait être, plutôt, de se saisir du moment pour repenser la place des jeunes dans nos sociétés vieillissantes.

Les arguments appuyant l'idée de rupture causée par la crise pandémique se combinent ainsi avec le constat de la diversité des conséquences

d'une part, et l'observation que de nombreux mécanismes sociaux et des formes de domination traditionnelles perdurent d'autre part. Ces analyses en apparence différentes voire opposées peuvent dès lors se rejoindre à travers un appel à repenser l'action publique et/ou l'action collective, afin de « reprendre en mains » un destin en commun.

Espoirs de renouveau, vulnérabilité démocratique et défis à relever

Au-delà de la diversité des degrés et des formes de remises en cause, des chercheurs et chercheuses en SHS ont souhaité dépasser l'idée de crise ou de rupture(s) et surtout, le sentiment négatif généralement associé à ces termes pour exprimer l'espoir que cette crise pourrait être l'occasion, à l'échelle de la société ou de l'humanité, d'essayer de faire autrement. Parallèlement, beaucoup d'intervenant-es au colloque ont développé des analyses visant à alerter sur les incertitudes ou même l'émergence de nouvelles menaces – soulignant alors l'ampleur des défis à venir.

Espoirs de renouveau

Du côté des analyses (relativement) optimistes, il convient de mentionner l'observation que malgré le confinement, les injonctions à la distanciation physique, les interdictions de concerts et spectacles de musique, d'autres pratiques ont donné l'impression d'avoir été inventées ou réinventées à cette occasion et avec elles, d'autres manières de faire société. **Anaïs Fléchet*** a ainsi rappelé qu'au long de son histoire, depuis le ^{xix}^e siècle, la musique a toujours eu une fonction essentielle dans les processus de construction nationale. C'est le même processus de (re)construction de liens collectifs qui se retrouve, selon elle, dans le phénomène de pandémie musicale, observé au moment du premier confinement. En effet, cette observation permet d'expliquer qu'en Allemagne, l'*Ode à la joie* de Beethoven a retenti aux fenêtres, à l'appel de diverses associations musicales ; qu'au Brésil, ce sont des sambas qui ont invité au respect des mesures de distanciation ; ou encore qu'en France, se sont organisés tous les soirs des applaudissements collectifs aux soignant-es. Par ailleurs le choix des musiques, des chansons de groupes (notamment la place donnée aux hymnes nationaux ou leurs variantes identitaires locales) peut

être compris comme autant de moyens de renouer des liens physiques, de se retrouver et de faire du bruit ensemble. Ces manifestations ont ainsi révélé une manière nouvelle ou réinventée de renouer par le bruit, par le chant, avec des proximités physiques – permettant de prolonger de cette manière le rêve de la musique comme un langage universel capable de créer du lien.

Cet espoir de renouveau peut aussi être porté par l'engagement des chercheurs et chercheuses, dont les prises de parole visent à préserver, dès maintenant et pour l'avenir, notre civilisation occidentale et nos fonctionnements démocratiques – certaines politiques dites « de crise » faisant peser à leurs yeux des menaces sur la culture, la liberté et, ainsi, sur le sens même de ce qui constitue notre commune humanité. Revenant sur sa tribune publiée dans *Livres Hebdo*, l'historien de l'édition **Jean-Yves Mollier*** a ainsi évoqué le débat autour de l'ouverture des librairies en période de confinement. Citant la formule selon laquelle le pain de l'esprit est tout aussi nécessaire à l'homme que celui qui sort du four du boulanger, l'auteur a mobilisé sa connaissance historique pour rappeler le problème posé pour un grand nombre de libraires si les Français-es prennent l'habitude d'acheter leurs livres dans les grandes surfaces et sur Internet, diminuant d'autant la part de marché des commerces indépendants (18,5 % en 2018). Alors que sous l'Occupation, librairies et bibliothèques étaient demeurées ouvertes et avaient largement contribué au maintien du moral de la population, le rôle des libraires, en échangeant avec nos concitoyen-nés sur leurs choix de lecture, est de leur apporter les moyens d'enrichir l'esprit critique et d'attendre plus sereinement la fin de l'isolement – ces arguments venant alors justifier l'appel de cet auteur à poser la question de la réouverture de toutes les « boutiques d'esprit » comme on les appelait au XIX^e siècle.

En filigrane de cet engagement d'un chercheur académique, historien, on ne saurait oublier toutefois ce qui l'a motivé, à savoir la décision du gouvernement français d'interdire pendant toute la période du confinement, et souvent encore après, l'ouverture des établissements qu'il a lui-même listés comme « non essentiels », les obligeant ainsi à arrêter leur activité et produisant de nouvelles vulnérabilités, dans de nombreux secteurs comme l'hôtellerie, la restauration, les transports et aussi tout le monde de la culture.

Pour finir cette partie de synthèse sur les impacts de la crise sanitaire et (surtout) du confinement, plusieurs intervenant-es au colloque se sont interrogé-es sur la révélation de formes accrues de vulnérabilité de nos sociétés – le balancement entre point de vue optimiste ou pessimiste faisant alors place à une mise en évidence des défis à relever.

Vulnérabilité démocratique et ampleur des défis

Mettant en avant les dangers de certaines mesures prises au nom de l'urgence sanitaire, l'intervention de **Stéphanie Lacour*** est revenue sur les résultats d'un article collectif co-écrit avec des spécialistes en cryptographie, sécurité ou droit des technologies. Rappelant que le traçage automatisé des contacts à l'aide d'une application sur smartphone comporte de nombreux risques, elle a souligné l'expertise et la capacité de ses co-auteur-es à anticiper les abus, détournements et autres comportements malveillants susceptibles d'émerger. Quels que soient les détails de sa mise en œuvre, le traçage des contacts pose de nombreux problèmes de sécurité et de respect de la vie privée, les quelques scénarios présentés dans l'article n'illustrant qu'un petit nombre des détournements possibles. Puisque l'arbitrage de ces risques ne peut être résolu par la technique, il relève de choix politiques qui doivent mettre en balance les atteintes prévisibles aux droits et libertés fondamentaux et les bénéfices potentiels espérés dans la lutte contre l'épidémie. Mais l'estimation des bénéfices d'un éventuel traçage numérique est aujourd'hui encore très incertaine, alors que les scénarios développés sont connus et plausibles. De plus, un principe essentiel en sécurité informatique est de ne jamais présumer l'innocuité d'un système en comptant sur l'honnêteté de certains de ses acteurs : c'est pourquoi les atteintes aux droits et libertés peuvent venir des pouvoirs publics qui recommandent le développement et la mise en œuvre de tels systèmes de traçage, et aussi d'autres acteurs, collectifs ou individuels, qui sauront tirer profit des propriétés de ces systèmes comme autant de failles. Malgré l'urgence ressentie collectivement face à la situation sanitaire, il importe donc de ne pas oublier que l'informatique doit rester au service de chaque citoyen-ne, sans porter atteinte ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques.

De manière complémentaire, **Antonio Casilli*** est également revenu pendant le colloque sur son article co-signé avec un collectif de spécialistes

du numérique dans une tribune du *Monde*, visant à alerter les parlementaires français-es avant le vote sur l'application mobile de traçage des individus, StopCovid. Parmi les arguments développés pour inviter à renoncer à la mise en place de cet outil, le chercheur a rappelé qu'il s'agit d'un outil de surveillance qui enregistre toutes nos interactions humaines, alors même que pèse sur lui l'ombre d'intérêts privés et politiques. D'une part, cette « solution » technologique n'est qu'une continuation du confinement par d'autres moyens – comparable à une banalisation du port du bracelet électronique. D'autre part, elle comporte un autre danger, déjà mis en évidence par l'affaire Cambridge Analytica – du nom de cette entreprise qui a analysé en 2016-2017 les données de dizaines de millions d'utilisateurs et utilisatrices à leur insu. À l'origine de cette affaire, un universitaire a présenté comme un exercice académique un quiz auquel ont répondu des utilisateurs et utilisatrices d'une plate-forme de microtravail, qui ont alors donné accès au profil Facebook de tous leurs contacts. Il en est résulté du traçage numérique des contacts avant la lettre, alors qu'à aucun moment ces utilisateurs et utilisatrices n'avaient consenti à la réutilisation de leurs informations. Par la suite, des chercheurs et chercheuses ont voulu monétiser les données, initialement collectées dans un but théoriquement désintéressé, par le biais de l'entreprise Cambridge Analytica. Le dispositif StopCovid est aussi un recul en matière de liberté de déplacement, notamment entre les pays qui refuseraient d'avoir des systèmes de traçage ou qui prendront ce prétexte pour renforcer leur forteresse ; et en matière de liberté de travailler, de se réunir et de protection de la vie privée. Complétant son intervention par un témoignage personnel, Antonio Casilli a aussi révélé comment ses prises de position médiatiques sur l'application StopCovid l'avaient exposé personnellement à des menaces, à cause des réseaux sociaux qui amplifient et permettent cette situation. Face à de tels déchaînements de violence, c'est la manière de préserver les libertés et de faire société dans le contexte pandémique qui est mise au défi.

Pour relever ce dernier, un des enjeux essentiels est la réorganisation du politique et notamment la manière de renouer les liens entre gouvernant-es et citoyen·nes.

Sur cette question, **Benjamin Morel*** a rappelé que la décentralisation n'est pas un remède miracle contre le Covid-19. D'une part, la crise pandémique a confirmé l'intérêt de gérer la santé à l'échelle nationale en France – la pénurie de masques ayant été causée par une décision de décentralisation prise et reconnue comme telle par une ministre de la Santé, Marisol Touraine, au motif de s'appuyer plutôt sur les autorités déconcentrées de l'État, mais aussi sur les collectivités et les entreprises. D'autre part, l'auteur a rappelé que le débat sur la régionalisation se poursuit, en se fondant sur la comparaison avec le modèle allemand. La meilleure gestion de la crise par ce pays semble en effet justifier la revendication de décentralisation – qui peut apparaître comme confortable. Déjà au programme avant la crise, la décentralisation en devient une solution. L'appel à la décentralisation relève cependant, selon l'analyse de Benjamin Morel, du réflexe pavlovien et du confort idéologique. Ainsi, la proximité et la capacité d'accueil en réanimation en Allemagne, calculées par ailleurs très différemment de la France, ont pour contrepartie, selon cet auteur, la baisse de la qualité des soins et un manque de personnel, ainsi qu'un creusement des inégalités territoriales (entre régions et également au sein des régions). Surtout, l'efficacité relative du modèle allemand ne serait pas due, selon cet auteur, à la régionalisation. La capacité de produire plus rapidement des tests a joué en faveur de ce pays parce qu'il n'a jamais cru en l'utopie d'une économie de services et a été capable de conserver sur son sol national la production d'un certain nombre de biens stratégiques. L'affaiblissement de notre modèle productif – 90 % de la pénicilline produite en Chine – et un budget de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) divisé par dix depuis 2007 pourraient bien plus expliquer nos difficultés que le manque de décentralisation. Mais le reconnaître impliquerait de remettre en cause certains choix que nombre d'élites politiques ont épousés.

S'interrogeant d'une autre manière sur les conditions pour que les liens défaits ou dénoués par la crise soient renoués, **Patricia Gurviev*** est revenue, quant à elle, sur l'enjeu de confiance. La professeure de marketing a rappelé que la crise a montré les limites d'une communication (celle des autorités) s'adressant à la rationalité des citoyen·nes pour les inciter à adopter des comportements de prévention et de responsabilité, négligeant l'influence des biais cognitifs qui entraînent certains comportements « irrationnels » dans la

population. Pour obtenir le consentement à un changement de comportement, le défi apparaît alors de motiver plus que de convaincre ou de contraindre. Face à des Français-es souvent frondeurs et frondeuses, individualistes et méfiant-es à l'égard d'un pouvoir perçu comme centralisateur, les pistes identifiées pour qu'ils et elles changent durablement leurs comportements ont été les suivantes :

- (1) définir et proposer des objectifs clairs et explicites (la gestion du manque de masques en France, par exemple, constituant de ce point de vue un contre-exemple) ;
- (2) partir des citoyen-n-es et non des expert-es : puisque pour certaines parties de la population, confrontées à des difficultés sociales, économiques et culturelles, la santé, au fond, n'est pas une valeur, plutôt que de stigmatiser ceux et celles qui ne respectent pas le confinement, il conviendrait de se demander comment on pourrait les toucher ;
- (3) mobiliser les sciences sociales pour mieux comprendre les freins et les leviers à l'adoption du changement de comportement dans certains groupes, afin d'aider au dialogue et trouver pour eux des solutions autres que la contrainte.

Conclusion

En partant de la question de savoir dans quelle mesure la « crise » pandémique constitue une rupture, les analyses présentées montrent des formes de remises en cause et dessinent aussi des lignes de transformation, plus ou moins en profondeur. Les chercheurs et chercheuses en SHS, prenant la parole dans l'espace public à travers des articles de presse et revenant sur ces derniers dans le cadre académique du colloque organisé par la MSH Paris-Saclay, ont contribué à dépasser le premier sentiment de sidération, tout en produisant des clés de lecture visant à donner du sens au présent, invitant à la fois à mener des recherches et aussi à reprendre en main l'avenir, tant collectif qu'individuel⁷.

Pendant le colloque, différents intervenant-es se sont interrogé-es sur les nouvelles façons de faire société – à travers la mise en évidence du

⁷ Voir Guibentif & Bresson, 2020.

maintien ou du renforcement d'inégalités, de l'affaiblissement de liens, de la fragmentation des chaînes de valeur... Par ailleurs, il faut ici le rappeler, le colloque ne cherchait pas à être représentatif de toutes les positions en SHS, puisqu'il réunissait des chercheurs et chercheuses – majoritairement en poste sur le périmètre Paris-Saclay – étant intervenu-es dans la presse sur la crise pandémique. D'autres perspectives identifiées dans la base de données d'articles publiés sur le site de la MSH Paris-Saclay ont été finalement peu mentionnées, comme l'idée de « fait mondial total », ou encore celle d'« anthropocène », désignant l'idée que l'humanité face à la pandémie se trouve réinterrogée par rapport à son idéal de toute puissance et est amenée à réfléchir à ce qui est « vraiment » utile. La question de la pandémie comme fait mondial total rejoint aussi la question de l'économie mondialisée (organisée à l'échelle mondiale, ou européenne) ; idée battue en brèche par le constat de la pénurie de masques, incitant à refaire des biens et à renouer des liens au niveau local. Des débats suscités par les interventions, nous retiendrons ici encore ces questions : ne faudrait-il pas remettre en question l'idée que la mobilité et la mondialisation sont de « bonnes choses », souhaitables en elles-mêmes ? N'est-ce pas l'occasion de les réinventer ? de réinventer le local, ou réinventer une autre forme de mondialisation... ? Ces questions, qui émergent des analyses proposées sur la situation, croisent aussi des questions éthiques puisque les chercheurs et chercheuses, comme les citoyen-nés, ont des points de vue différents sur ces interrogations qui ne disent pas ce qu'est le changement, esquissant alors ce que devrait être le fonctionnement d'une telle société, ou d'une telle vie.

On retrouve alors ici un des enjeux majeurs de ce colloque, qui invitait non seulement à analyser le monde en train de se (dé)faire, mais aussi la place du chercheur ou de la chercheuse, contribuant en outre à faire du lien, à travers l'activité de débat et l'échange d'idées. De ce point de vue, le débat académique et le débat démocratique ne sont pas sans rapport – le choc Covid-19 constituant aussi un puissant appel à la réflexivité.

Après le choc Covid-19 : Temps d'un indispensable retour réflexif, en particulier pour les SHS

Pierre GUIBENTIF

La pandémie de Covid-19 a causé aux sociétés humaines un choc d'une force inédite et ses effets sanitaires, sociaux, économiques, ou encore politiques se feront prévisiblement sentir sur une longue durée. Elle place donc les sociétés humaines devant un défi à la fois de *connaissance* et d'*action* : il s'agit de savoir ce qui est en train de se produire et d'organiser des réponses appropriées. Les institutions qui, dans ces sociétés, ont vocation à contribuer à la construction d'un savoir partagé se retrouvent en première ligne. Parmi celles-ci, chargées d'une responsabilité particulière, celles qui portent la recherche scientifique, conçues dans la modernité avancée comme les institutions de production de connaissances par excellence.

Les institutions scientifiques, pour répondre le mieux possible à un défi de *connaissance* qui se présente dans un contexte lui-même marqué par la pandémie, doivent aussi affronter un défi *pratique* spécifique : comment s'organiser pour bien remplir leur mission dans ce contexte ? Ou plus précisément, considérant la complexité du monde scientifique aujourd'hui : les modes actuels de pratiquer la science sont-ils adéquats à la situation créée par la pandémie ? Et, sachant que la pandémie aura des effets dans la durée, comment se donner les moyens de s'adapter aux évolutions causées par ces effets ?

Dans l'effort de répondre à ces questions, une responsabilité particulière revient aux sciences humaines et sociales (SHS), spécifiquement outillées pour étudier les effets de la pandémie sur les sociétés humaines

et donc sur leurs différentes composantes, parmi lesquelles le monde scientifique lui-même. Le colloque « Ruptures des pratiques et dynamique du débat. Les SHS face à la Crise Covid-19 », organisé les 12 et 13 octobre 2020 par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay, s'est inscrit dans cet engagement des SHS à la fois de production de connaissances utiles pour répondre à la pandémie, et de réflexion sur les moyens de mieux développer ces connaissances et de mieux contribuer à les rendre utiles.

Le colloque se centrait sur un thème plus particulier : la parole des chercheurs et chercheuses en SHS dans l'espace public. Ce choix thématique était motivé par deux constats. L'un était empirique : nous prenions acte du fait que le confinement décrété dans différents États après l'irruption de la pandémie avait suscité de nombreuses interventions dans les médias émanant de chercheurs et chercheuses, et en particulier de chercheurs et chercheuses en SHS. Il s'imposait à la fois de valoriser et de s'approprier de manière critique ce discours constitutif d'un moment très particulier dans l'histoire des SHS. L'autre constat était inspiré par l'état de nos connaissances de la modernité avancée : à l'heure où un besoin de connaissance s'impose avec urgence à des sociétés complexes, une question importante est celle des rapports entre les différentes institutions ayant des missions de production de connaissances partagées, et donc, en particulier, celle des rapports entre science et médias.

Le thème de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS dans l'espace public s'est ainsi présenté, par son actualité et sa centralité, comme une entrée favorable pour un traitement – dans un premier temps par des chercheurs et chercheuses en SHS – de la thématique plus générale du rôle de la science face à la pandémie. Sur cette ligne, la présente contribution, prenant appui sur ce qui, au long des débats du colloque d'octobre 2020, concernait plus spécifiquement la science elle-même, entend tirer parti d'échanges qui portaient du thème de l'intervention des chercheurs et chercheuses en SHS dans l'espace public pour esquisser une analyse d'ensemble de la situation de la science dans le moment actuel. Il s'agit donc d'un exercice de réflexivité en SHS qui se comprend comme répondant à un impératif plus général de réflexion sur l'activité scientifique aujourd'hui.

Deux questions préalables

L'approche de l'activité scientifique dans la situation actuelle exige que soient au préalable clarifiées les réponses, à leur manière évidente, mais nécessitant une explication, à deux questions. L'une : que faut-il entendre par science ? L'autre : que signifie, plus précisément, pour la science, interroger la science ?

La première question s'est imposée dès le premier effort de rendre compte de l'ensemble des débats du colloque, effort exigé par le programme que nous nous étions donné et qui annonçait une synthèse des débats par la direction de la MSH invitante, synthèse qui serait présentée au cours même du colloque. Elle découle par ailleurs de la volonté d'inscrire l'analyse des débats du colloque dans une démarche qui soit elle-même une démarche de recherche, soucieuse de tirer parti de l'observation pour mettre à l'épreuve ses cadres conceptuels. De fait, il est apparu immédiatement qu'il valait la peine de distinguer différentes sous-thématiques qui, non seulement émergeaient avec une certaine netteté de l'analyse des débats, mais pouvaient aussi correspondre à certaines grandes catégories fondamentales d'analyse de la réalité sociale : les débats ont ainsi abordé la science (1) en tant qu'activité ayant ses spécificités, une activité différenciée, (2) en tant que monde social formé de communautés humaines aux caractéristiques spécifiques et, enfin, (3) en tant que monde social s'inscrivant dans un contexte sociétal plus vaste, entretenant des rapports avec différents autres mondes sociaux. Le thème du colloque mettait naturellement en valeur cette troisième sous-thématique, en focalisant l'attention sur les relations entre science et médias, et donc, du fait de la vocation des médias, entre science et société.

Parler des SHS dans la crise Covid-19 nous engageait donc à aborder les SHS et la science en général à la fois comme une activité différenciée, comme formée de communautés humaines et comme s'inscrivant dans un complexe institutionnel plus vaste. Basée sur la synthèse présentée oralement au colloque, la présente contribution est divisée selon ces trois aspects de la réalité scientifique.

Dans le déroulement de notre travail, la seconde question n'a pu être traitée dans de bonnes conditions que dans un deuxième temps. Elle imposait une prise de recul rendue possible par un retour, après

une période de maturation, sur la teneur des débats du colloque. Ce recul¹ a permis de distinguer trois niveaux de réflexivité à l'œuvre dans ces débats, ou encore : trois temps dans une démarche réflexive. À différents moments, la question était de savoir ce qui était en train d'arriver à la science. Composante d'une société aux prises avec une pandémie, la science souffre elle-même de l'impact de cette dernière. Cet impact mérite d'être étudié en lui-même, avec le recul de l'observation, dans un *premier temps* d'une démarche réflexive. À d'autres moments, les échanges ont porté sur ce que, comme chercheurs et chercheuses, nous entendions devoir faire dans cette situation : nous nous placions alors dans notre rôle spécifique de participant·es à l'effort général de la recherche et à la réflexion sur l'orientation à donner à celui-ci. Ce débat pratique, mené par les participant·es à l'action, ici scientifique, est ce vers quoi tend l'effort de réflexivité lorsqu'il se comprend comme s'inscrivant dans un agir. Une manière d'analyser la réflexivité en SHS peut consister à qualifier ce débat pratique – de politique scientifique au sens large – de *troisième temps* de la démarche réflexive. En effet, pour la recherche en SHS, un *deuxième temps* s'intercale nécessairement entre les deux qui viennent d'être présentés. Lorsque les SHS observent la réalité sociale, c'est-à-dire des institutions, de l'agir humain, elles observent des réalités dans lesquelles se forment, face aux impacts extérieurs observés dans le premier temps, ce qu'il est convenu d'appeler des représentations, ou encore des projets d'action. L'observation en SHS – c'est bien là la grande leçon de Max Weber – porte aussi bien sur les contextes des activités observées que sur la manière qu'ont de se former, dans ces contextes, les significations et les intentions qui motivent les activités. Les observations recueillies à ce stade sont, bien entendu, susceptibles d'alimenter directement le débat pratique qui pourra suivre. Elles méritent cependant d'être d'abord systématisées pour elles-mêmes,

¹ Recul facilité par la possibilité qui nous a été offerte par la MSH SUD de rendre compte du colloque d'octobre 2020 dans le cadre de son cycle de webinaires consacrés à la recherche sur la pandémie et les crises environnementales, à l'occasion d'une séance qui s'est tenue le 17 décembre 2020 (enregistrement disponible en ligne : <https://www.msh-reseau.fr/ressources#msh-paris-saclay-la-parole-publique-des-shs-en-temps-de-crise-sanitaire> [consulté le 19.10.2022]).

comme un complément indispensable à la connaissance de la réalité sociale ; ici à une connaissance aussi complète que possible de la situation de la science dans la pandémie. Et c'est dans de meilleures conditions que pourront alors être abordées les questions pratiques. L'identification de ce *deuxième temps*, celui de l'observation, dans le cadre d'un travail de recherche, des acteurs et actrices formant leurs projets d'action, s'imposait au moment de qualifier précisément le statut de la présente contribution : il nous faut ici rendre compte des débats du colloque d'octobre 2020, souvent de l'ordre de la politique scientifique, d'abord dans une perspective d'observateur. Ce n'est qu'en conclusion, une fois ces débats analysés systématiquement, qu'il sera légitime d'entrer à nouveau, brièvement et pour ne formuler qu'une position singulière parmi d'autres, dans le débat de politique scientifique auquel le colloque entendait contribuer.

Dans les trois sections qui suivent, nous nous efforcerons d'accorder une attention spécifique aussi bien aux dynamiques externes qui ont atteint le monde scientifique, qu'à celles qui se sont manifestées en son sein, en réponse aux dynamiques externes, en distinguant donc les deux premiers temps de réflexivité qui viennent d'être identifiés. Le troisième temps, celui de la réflexivité participante, constituera la quatrième et dernière section de cette contribution.

L'activité scientifique dans la pandémie

Le premier effet de la pandémie sur l'activité scientifique est de générer de nouvelles réalités à connaître : d'abord une pathologie, qui se dissémine, avec des conséquences physiologiques graves pour beaucoup des personnes atteintes ; ensuite des réponses à cette pathologie, sur le plan médical, puis, à mesure que se révèle la nécessité d'une réponse médicale à grande échelle et de mesures préventives, sur le plan administratif, par des mesures élaborées à différents niveaux de gouvernance, des localités et régions sur le plan international, en passant par les États ; enfin des évolutions multiples induites en différents secteurs de la réalité sociale tant par la pandémie que par les réponses mises en œuvre.

La confrontation avec ces nouvelles réalités a d'abord eu un impact sur les rapports entre domaines scientifiques. Certaines disciplines déjà spécialisées

dans l'étude des pandémies dans leurs aspects sanitaire et médical ont été les premières à être mobilisées, interrogées notamment par les médias, praticien-nes et décideurs et décideuses, et dotées de moyens supplémentaires, tandis qu'était reconnue leur légitimité, découlant de leur spécialisation, à qualifier les réalités rencontrées. Très différente est la situation des SHS, dont les compétences acquises portent sur des réalités au premier abord distinctes de la pandémie. Il s'agit pour elles d'identifier les conséquences sociétales de cette dernière, ou encore d'essayer de remonter, en coopération avec d'autres disciplines, à ses origines. Ce qu'elles doivent faire tout en défendant la pertinence de leurs constats et la légitimité de la construction de ceux-ci. Et ce au moment où elles doivent aborder, tout comme les disciplines du domaine médical, biologique et épidémiologique, des phénomènes en partie très différents de ceux qu'elles traitaient dans un passé récent, tel en particulier un confinement décrété sur une part considérable de la planète, et ses effets aux différents niveaux de la vie en société (confinement pourtant anticipé par la recherche : Orset, 2018).

Une première réaction, face à cette situation², a consisté à affirmer l'importance du travail en sciences sociales dans le contexte créé par la pandémie, en « faisant ce que l'on sait faire »³, et en s'organisant entre chercheurs et chercheuses (voir *infra* la section « Les communautés scientifiques dans la pandémie »), mais aussi en valorisant le travail engagé en renforçant sa diffusion (voir *infra* la section « La science et ses contextes sociétaux dans la pandémie »).

² Le colloque d'octobre 2020 a lieu à un moment où l'importance de la recherche en SHS face à la pandémie a déjà pu être dûment affirmée, notamment par la mise en place de l'initiative « Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique » (HS3P-CriSE) par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). L'expérience de la priorité qui serait accordée à d'autres disciplines ne sera guère évoquée au cours des débats. Elle s'exprime clairement, en revanche, dans des travaux publiés antérieurement (voir notamment Gamba *et al.* dir., 2020 : 13 ; Gephart ed., 2020 : 11).

³ Sauf indication d'autres références, les formules citées entre guillemets sont retirées textuellement des débats du colloque d'octobre 2020.

Mais pour pouvoir continuer « à faire ce qu'on sait faire » – cela s'est exprimé à différents moments de notre colloque –, il s'impose de placer de nouveaux accents dans la manière de pratiquer la recherche.

Aussi bien face à des phénomènes sociaux inédits que pour élargir le débat de leurs possibles qualifications, et donc pour pouvoir mieux défendre celles-ci, les appels à l'interdisciplinarité sont nombreux. La volonté de travailler au-delà des frontières disciplinaires s'affirme aussi par des incursions, par des chercheurs et chercheuses d'une spécialité donnée, dans d'autres disciplines⁴. L'interdisciplinarité apparaît, par ailleurs, comme une réponse nécessaire à une situation dans laquelle les différentes disciplines scientifiques ne font pas face aux mêmes sollicitations. Ces différences de traitement pourraient ouvrir des fossés qu'il faut prévenir par un effort d'intégration émanant du monde scientifique lui-même. Enfin, la rencontre avec d'autres disciplines favorise une meilleure perception des spécificités de sa propre discipline, c'est-à-dire une réflexivité considérée comme indispensable au moment où doivent être abordés des phénomènes nouveaux, au moment où les disciplines se sont trouvées « bousculées ».

S'expriment également des appels à l'internationalisation (le *World Pandemic Research Network* [WPRN], notamment, est évoqué à diverses reprises), à la fois pour se donner les moyens de saisir les phénomènes à l'échelle à laquelle ils se produisent et pour augmenter les potentialités des débats scientifiques par la mise en commun de données et d'outils d'analyse développés dans des contextes différents.

Face à la pandémie, le travail scientifique devrait donc être interdisciplinaire et international ; il devrait élargir ses assises dans l'éventail des disciplines et dans l'espace. Mais il doit, autant que possible, les élargir aussi dans le temps. C'est maintenant le moment de tirer parti de recherches réalisées antérieurement dans d'autres contextes, ainsi que des expériences liées à d'autres contextes historiques (**Benoit Bastard**⁵).

⁴ Voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire dans le présent volume : « La médiation de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19. Étude quantitative ».

⁵ Pour les références complètes des articles ayant donné lieu à une intervention lors du colloque, ainsi que les affiliations universitaires des chercheurs et chercheuses associées (à la date du colloque), abrégées ici sous la forme « **Nom de l'auteur-e*** », voir

Enfin, est relevée, notamment au moment de faire le bilan du travail de préparation du colloque⁶, la nécessité, dans le travail scientifique en ce moment, de renforcer les échanges dans le domaine méthodologique – il s’agit de « mobiliser nos outils », de les réinventer (voir par exemple l’« aide à l’auto-description » proposée par Latour, 2020), de repenser nos techniques de modélisation (Rouchier & Barbet, 2020), ou encore d’intensifier les interactions entre les différents métiers impliqués dans la recherche : chercheurs et chercheuses au sens plus spécifique du terme, ingénieur-es de bases de données, web designers, etc.

Une question abordée à différentes reprises est celle de la temporalité du travail scientifique. La pandémie créerait des circonstances exigeant des analyses et des publications de résultats dans des délais difficilement compatibles avec les procédés correspondant aux standards aujourd’hui reconnus dans le domaine scientifique, en particulier les procédures de révision par les pairs et de publication. Il s’impose en effet « d’analyser à chaud ». Des procédés qui commençaient à s’établir méritent d’être mis en valeur (notamment les modalités de *preprint*, ou encore la révision publique en ligne par des *Peer Communities*). Un enjeu est d’inventer encore d’autres modalités de débat critique qui puissent générer à relativement court terme des résultats pouvant être réutilisés dans le domaine scientifique et au-delà. Un autre est de faire parvenir plus rapidement des résultats à une audience élargie. C’est là que des médias comme *The Conversation* se présentent comme un moyen de publication complémentaire très approprié ; ou encore les blogs d’institutions ou de chercheurs et chercheuses (exemples : Isabelle Méjean* ; Olivier Le Cour Grandmaison*).

Au-delà des manières de pratiquer la science, un enjeu essentiel est celui de se ressaisir de ses objets. Ici l’impact extérieur, l’émergence de nouvelles réalités (discutées dans le chapitre précédent⁷), est étroitement

la contribution d’Elsa Bansard et Anne-Coralie Bonnaire dans le présent volume : « Préambule. Un débat académique dans le contexte Paris-Saclay ».

⁶ Voir la contribution coordonnée par Myriam Danon-Szmydt et Yara Hodroj dans le présent volume : « Fabrique d’un projet en temps de crise ».

⁷ Voir la contribution de Maryse Bresson dans le présent volume : « Les impacts de la “crise” Covid-19 sur la société, à partir de regards croisés de chercheurs et chercheuses en SHS ».

lié à la réaction que la science, par vocation, est tenue d'avoir dans de telles circonstances, à savoir de construire des objets de connaissance. Cette construction d'objets, il est vrai, s'opère dans un contexte saturé d'autres efforts de construction d'objets, aiguillonnés par l'urgence sanitaire perçue, notamment de la part des médias et des systèmes politiques. Il y a donc là une thématique qui sera reprise ci-dessous dans la section consacrée aux rapports entre la science et les autres domaines sociétaux. Mais une réaction dans le domaine scientifique à cette situation est d'affirmer son autonomie face aux demandes sociétales, et d'ajouter à celles-ci des visées programmatiques émanant du domaine scientifique lui-même.

Quant à ces visées programmatiques, nous relevons, pour les SHS, aussi bien dans les travaux du colloque que dans les textes publiés dans la presse qui lui fournissaient sa matière de réflexion, trois visées.

D'abord celle de tirer parti des phénomènes observés dans le contexte nouveau de la pandémie, idéalement de « transformer le monde en laboratoire » (notion expressément défendue par Bernadette Bensaude-Vincent⁸), alors que nous sont données des occasions d'« exploiter des incertitudes radicales » et de « fabriquer du doute » au bénéfice de la recherche, ce que les SHS auraient la capacité de faire ; laboratoire dans lequel pourraient s'observer des processus révélateurs de mécanismes sociétaux jusqu'ici latents ou insuffisamment perçus (on y reviendra ci-dessous).

Ensuite, celle de reconstruire, au-delà des perspectives spécifiques à chaque localité, à chaque milieu social, à chaque spécialisation, dans et autour de la science, une vue d'ensemble sur cette réalité sociale qui se révèle dans la pandémie, une visée que traduit notamment la défense du concept de « fait mondial total »⁹.

Enfin, s'affirme l'exigence de ne pas en rester à ce que les SHS s'étaient habituées à saisir comme la réalité sociale, focalisées sur les activités humaines de telle manière qu'elles ont trop longtemps ignoré

⁸ Voir sa contribution dans le présent volume : « Recomposer les rapports entre science, pouvoir et opinion dans le laboratoire-monde ».

⁹ Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

les composantes non humaines du monde dans lequel se déploient ces activités, un biais rappelé ces derniers mois en particulier par Bruno Latour (2020 ; 2021, dans la ligne de Latour, 2015 ; 2017). Une ignorance qui aura pu contribuer au développement d'une humanité prédatrice. C'est donc le moment de développer méthodiquement une critique de l'anthropocentrisme des SHS et de faire de celles-ci, à travers cette critique, des instances de construction de rapports nouveaux entre humains et non-humains, construction qui partirait du constat de l'impact profond de l'activité humaine sur l'ensemble humain et non humain composant la vie sur la planète. Un programme que condense le concept d'« anthropocène »¹⁰.

Tenu à quelques mois du premier confinement, et partant de textes rédigés la plupart pendant celui-ci, le colloque, dans l'approche de la science en tant qu'activité, a surtout porté sur la nouveauté des réalités à observer. Il a aussi pris acte des incidences du surgissement de ces nouveaux objets sur les équilibres entre domaines scientifiques. Ce qui n'a été abordé encore que très incidemment, et qui va sans doute prendre de l'importance dans les prochaines années, ce sont les conséquences, sur l'activité scientifique, des réponses qui devront être apportées à la crise économique générée par les confinements successifs décrétés dans de nombreux pays. Des conséquences économiques d'abord, le financement de la recherche devant bientôt se retrouver sous pression. Des conséquences organisationnelles aussi, probablement, les pressions financières étant propres à entraîner des recompositions des dispositifs et des ajustements des procédés de leur évaluation. Mettre en évidence le rôle indispensable de la recherche dans la construction des réponses sociétales à la pandémie, ainsi que dans la modulation des effets de ces réponses, pourra aider à mieux défendre les ressources et le cadre organisationnel de la recherche, mais ne pourra certainement pas lui épargner, à elle comme à la société dans son ensemble, de considérables efforts d'adaptation.

¹⁰ *Ibid.*

Les communautés scientifiques dans la pandémie

Si la pandémie a des effets sur l'activité scientifique, elle en a bien entendu aussi sur les communautés qui portent cette activité et sur les individus qui les composent, des effets qui méritent d'être recensés non seulement pour ce qu'ils ont pu impliquer pour le domaine scientifique, mais aussi parce que leur inventaire alimente, par des expériences directes, nos données concernant les effets de la pandémie sur la société en général. La maladie en a atteint certain-es ou des personnes de leur proche entourage. Le plus grand nombre a dû se soumettre au confinement décrété en beaucoup d'endroits en mars 2020, confinement qui, dans bien des pays, s'est répété dans les mois suivants. Ce confinement a entraîné de considérables modifications dans les routines de travail et dans la planification des opérations de recherche, notamment lorsque celles-ci incluaient des déplacements sur des terrains à étudier. Il a aussi contraint à l'annulation de nombreuses rencontres scientifiques.

Les effets de ce confinement sur les chercheurs et chercheuses – cela a été mentionné à différents moments du colloque – ont été considérables. Il est question de « sidération » (le terme surgit déjà dans Torre, 2020b) ; d'une situation qui aurait, dans certains cas, généré un « désœuvrement » momentané. Selon certain-es, ces effets auront peut-être été plus importants que ceux de la crise sanitaire en elle-même. D'autres contraintes affectant les interactions entre chercheurs et chercheuses, comme le port du masque, ont été évoquées plus brièvement, avec la remarque que ses effets sur la communication mériteraient d'être mieux étudiés.

Un effet indirect de la pandémie, déjà évoqué dans la section précédente, est que les décideurs et décideuses politiques ont très vite adressé des demandes de connaissance aux scientifiques, exerçant une « pression » à laquelle il a fallu répondre en redéfinissant les agendas de recherche. Ces demandes, sur lesquelles nous reviendrons dans la section suivante, ont, dans un premier temps, eu des effets au sein des communautés de spécialistes, par exemple chez les économistes, où il a fallu s'interroger sur les réponses à leur apporter. Où l'on a aussi pu percevoir

des inégalités, les invitations s'adressant plus facilement aux chercheurs hommes et plus âgés.

Les réactions, au niveau des pratiques individuelles de travail, face au fait de se sentir ainsi à la fois atteint-e et interpellé-e, ont été mentionnées à différents moments de notre colloque. Nos débats portaient notamment sur les circonstances de rédaction des textes publiés dans les médias par des chercheurs et chercheuses en SHS. Le besoin d'écrire, de « faire ce qu'on sait faire » est apparu comme un effet direct d'une situation qui remettait en cause les conditions les plus élémentaires de l'exercice des métiers de la recherche telles que posées jusqu'alors comme évidentes, en particulier le fait de disposer d'un local où se rendre pour réaliser son travail¹¹. Mais ces mêmes circonstances ont aussi suscité des questionnements fondamentaux sur les motivations de ces pratiques individuelles. Ainsi, on a pu se demander : « pourquoi intervenir ? », mais aussi : « avec quels effets ? »

Une conséquence au niveau des communautés est peut-être bien d'avoir renforcé des liens de coopération. Sans doute avec le souci de pouvoir mieux répondre à des sollicitations extérieures et, chez les chercheurs et chercheuses en SHS, à un moment où est perçue une certaine marginalisation par rapport aux disciplines apportant des connaissances directement mobilisables face à la pandémie. Cette coopération renforcée s'observe par exemple lorsqu'un collectif de plus de 70 chercheurs et chercheuses s'engage dans la rédaction du rapport *Pandémie de Covid-19 : ce qu'en disent les SHS* (Gaille & Terral dir., 2020). Notre colloque a également bénéficié de cette dynamique, si l'on considère que, malgré des délais très brefs, pratiquement toutes nos invitations ont été acceptées. Enfin, certains des textes étudiés discutés à l'occasion du colloque étaient le résultat de stratégies concertées entre plusieurs chercheurs et

¹¹ En France, le second confinement semble avoir eu un effet bien moindre sur la production de textes de chercheurs et chercheuses en SHS dans les médias que le premier (voir la contribution d'Anne-Coralie Bonnaire dans le présent volume : « La médiatisation de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19. Étude quantitative ».). Une raison de cette différence pourrait être que quelques semaines du premier confinement pourraient avoir suffi pour transformer les attentes à l'égard de la situation de travail. Être contraint de « rester chez soi » serait toujours encore une contrainte, mais ne serait plus ressenti comme remettant en cause un statut.

chercheuses (Stéphanie Lacour* ; Antonio Casilli* ; Lafitte *et al.*, 2020). C'est encore cette volonté renforcée de coopération qui se manifeste dans les appels à une « recherche collaborative », ou encore dans ceux, déjà signalés dans la section précédente, à l'interdisciplinarité et à l'internationalisation, ainsi que dans les références faites à l'importance du travail réalisé en coopération entre institutions, notamment entre MSH.

L'autre conséquence est la perception de l'urgence d'innover dans les modes de rencontre et de coopération. Après les annulations de rencontres présentiels, les moyens de rencontres virtuelles sont mobilisés pour réaliser des initiatives interrégionales ou internationales inédites. On découvre les potentialités de ces nouveaux moyens de communication, capables de générer des liens de connaissance personnelle. On observe avec intérêt d'autres spécialistes se saisir de ces moyens de manière imaginative, comme les musicien·nes qui inventent les « concerts en mosaïque ». À côté des moyens de communication scientifique usuels, telles les revues, au rythme de publication trop lent au regard de la rapidité des changements sociétaux qui s'opèrent, d'autres moyens de communication scientifique sont investis, notamment les blogs.

Face au besoin de renforcer les coopérations, par le recours à de nouveaux outils de communication, les fonctions de coordination et d'animation semblent appelées à prendre une importance croissante.

Au cours des débats, un autre thème est cependant évoqué : celui des incidences sur le monde de la recherche, et notamment sur les relations entre chercheurs et chercheuses, de la mise en place dans le monde de la recherche de mécanismes de mise en concurrence et d'évaluation induisant une forte individualisation du travail scientifique (Le Cour Grandmaison*), une dynamique qui pourrait se trouver favorisée par l'état d'urgence généré par la pandémie (Stiegler, 2021). Un phénomène perçu cependant comme partie d'un processus plus général, une mutation de l'État sur laquelle il faudra revenir dans la section qui suit.

La science et ses contextes sociétaux dans la pandémie

Pas d'activité scientifique sans une définition sociétale de celle-ci ; pas de communautés scientifiques sans la notion d'un contexte sociétal plus

vaste. Mais encore : pas de société sans que l'on en fasse des expériences concrètes, et celles-ci se construisent, dans le cas de la société moderne, notamment dans l'exercice d'activités différenciées et dans les rencontres par lesquelles des communautés plus spécifiques se donnent les moyens d'exister. Au moment où l'on s'interroge sur les possibles effets de la pandémie sur la science, telle que celle-ci s'inscrit dans un contexte sociétal plus vaste, une hypothèse construite à partir de ce modèle de la réalité sociale est la suivante : il est permis de présumer que, pour un temps, les catégories sociétales – les conceptions liées à une notion d'ensemble de la société – qui fondent les activités et les communautés se maintiennent, préservant momentanément celles-ci d'un impact proprement sociétal de la pandémie. Ce n'est qu'après un certain temps que les effets et réactions à ceux-ci – évoqués dans les deux sections précédentes – au niveau des activités et communautés, pourront provoquer des changements ressentis comme affectant de multiples lieux du monde social. Au point de pouvoir susciter la formulation de nouvelles conceptions d'ensemble de la société. Ce modèle pourrait s'appliquer à l'émergence, au fil des derniers siècles, de notions telles celles des Lumières, de la modernité, ou plus récemment de la post-modernité. Appliqué à la période dans laquelle nous nous trouvons, il suggère que des effets sociétaux massifs pourront avoir mis quelques mois à devenir perceptibles et à pouvoir être érigés en thèmes spécifiques. C'est ce qui pourrait s'être produit avec la défense de concepts tels ceux de « syndémie » (Horton, 2020) ou encore de « continent mental de la pandémie » (Stiegler, 2021 : 8, 17).

Dans les débats qui ont eu lieu en octobre 2020, lesquels prenaient appui sur des textes publiés entre mars et juin de cette même année, les thèmes qui viennent d'être évoqués venaient à peine d'émerger. Si l'on a pu y faire allusion, ils n'ont pas encore donné lieu à discussion dans le cadre du colloque (voir pourtant la contribution de Bernadette Bensaude-Vincent à la dernière table ronde¹²), où aura même pu être évoqué un possible « retour à la normale ».

¹² On peut également renvoyer à sa contribution dans le présent volume : « Recomposer les rapports entre science, pouvoir et opinion dans le laboratoire-monde ».

Au cours du colloque, les références composant une vue d'ensemble de la réalité sociale, c'est-à-dire, notamment, celles concernant les relations entre le monde scientifique et d'autres mondes sociaux, révèlent la perception de ce qui pourrait être qualifié de sensibilité renforcée à l'égard de ces relations, sensibilité qui pourrait avoir été aiguisée par les premières perceptions de changements susceptibles, à terme, d'affecter profondément ces relations. Une sensibilité qui est la première caractéristique d'une situation que l'on s'accorde à qualifier de « crise »¹³ : un état de tension d'une collectivité qui exacerbe l'attention – une anxiété de discerner, « critiquer » – à l'égard de ses propres composantes. Dans une telle situation, il s'agit de « réaffirmer les cadres institutionnels », au moment où « le contrat social est à l'épreuve ». Il s'agit donc, en particulier, de rappeler la fonction première de la science, telle que perçue jusqu'alors, qui est de fournir une connaissance de la réalité et, dans le cas des SHS, une connaissance de la réalité sociale.

Une manière de rappeler cette fonction est d'insister sur ce que la connaissance produite par la science ajoute à la connaissance des acteurs en situation. C'est précisément cette plus-value de la connaissance scientifique qui est mise en évidence chaque fois que des chercheurs et chercheuses – d'une manière qui peut être qualifiée de « militante » (Bansard & Bonnaire, 2021b) – se saisissent de la crise causée par la pandémie comme d'un révélateur. Révélateur d'inégalités sociales (**Camille Peugny***), de la « fragilité de l'acte productif » (**Ahmed Bounfour***), des effets sur la main-d'œuvre de la gestion par « flux tendu » (**Jean-Pierre Durand*** et **Dominique Glaymann***), des « dysfonctionnements de nos systèmes fiscaux » (Lafitte *et al.*, 2020), ou encore des effets du *New Public Management* et de l'insuffisance des moyens de certains services de l'État (**Christian Mouhanna***, sur le cas de la justice).

Au-delà de ce positionnement de principe, il s'agit de s'affirmer dans les rapports plus spécifiques avec ce qui entoure le monde scientifique. Cet environnement comprend des composantes nettement différenciées, en particulier la politique, l'économie, ou encore les médias, ainsi que

¹³ Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ». Voir également Gaille & Terral dir., 2020 : 12.

d'autres, plus difficiles à saisir, telle la citoyenneté et les acteurs sociaux. Enfin, certaines caractéristiques de cet environnement dans son ensemble peuvent aussi motiver des réponses spécifiques du monde scientifique.

Dans ses rapports avec le système politique, la science s'affirme d'abord par son offre plurielle de connaissances, mais aussi, sur la base de sa capacité spécifique de production de connaissances, comme une instance critique du fonctionnement du système politique et des décisions prises en son sein. Par ailleurs, en tant qu'activité s'exerçant au-delà des frontières nationales et portée aussi par des communautés internationales, elle se considère comme fondée d'interroger la pertinence de l'échelle étatique de gouvernance.

Face aux demandes de connaissance des décideurs et décideuses politiques, une première préoccupation des chercheurs et chercheuses, notamment en SHS, est de se déprendre des présupposés de ces demandes, afin de défendre leur autonomie cognitive. Il s'agit d'opérer des recadrages face au « cadrage médical » qui prédomine dans le discours des autorités publiques (Gaille & Terral dir., 2020 : 12). Une autre préoccupation est de « familiariser » les décideurs et décideuses avec la démarche scientifique, son pluralisme, sa manière de prendre en compte et produire de l'incertitude ; une familiarisation nécessaire à la coopération entre ces deux mondes sociaux (Bergeron *et al.*, 2020).

Un domaine de connaissance abordé par deux des textes identifiés en amont du colloque était le rapport entre administration et administrés (Bastard* ; Patricia Gurviez*), un domaine de connaissance portant donc sur une articulation cruciale des sociétés modernes et où les SHS sont portées à s'affirmer comme médiatrices. Les deux textes adoptaient des perspectives radicalement différentes, l'un mettant en évidence les rationalités orientant les pratiques individuelles et suggérant des stratégies de communication publique qui prennent en compte ces rationalités, l'autre rappelant au contraire la composante non rationnelle de ces pratiques et valorisant les stratégies visant un impact sur les dispositions à agir non rationalisées. Le débat de ces deux contributions a conduit à une conclusion provisoire selon laquelle ces deux perspectives, chacune correspondant à un « mode de pensée »

propre, l'une la « pensée rationnelle », l'autre la « pensée automatique » (Gurviez*), pourraient bien se compléter.

Ce débat a par ailleurs été une occasion parmi d'autres d'identifier cette responsabilité spécifique des décideurs et décideuses politiques : leur manière de s'adresser aux administré-es pourra contribuer à la construction d'un certain type de citoyenneté.

En identifiant ce type d'incidence de la parole publique, la recherche en SHS adopte une position critique, en mettant en évidence des alternatives aux choix politiques actuels et en comparant les effets des différentes politiques possibles. C'est encore un positionnement critique que la recherche adopte – fondé sur des constats dont il est dit qu'ils ont provoqué chez les chercheurs et chercheuses des « bouillonnements » –, lorsqu'elle pointe les possibles conséquences sur la maîtrise de nos données personnelles de l'adoption d'une application informatique destinée à faciliter le traçage de personnes contaminées (Lacour* ; Casilli*), ou encore lorsqu'elle met en débat les « effets du *New Public Management* » ou les incidences du « discours de la *Start-Up Nation* ». Des références à des manifestations d'une profonde mutation de l'État qui s'est opérée au cours des dernières décennies, dont on a déjà noté ci-dessus les incidences sur les communautés scientifiques.

En ce qui concerne les échelles de gouvernance, plusieurs chercheurs et chercheuses voient dans les résultats de leurs recherches des raisons de préconiser en renforcement des instances de gouvernance transnationales (Méjean* ; Hubert Kempf*). Une question beaucoup plus délicate est celle de l'autonomie qui pourrait être laissée aux entités territoriales subordonnées aux États. Les impératifs de coordination parlent en faveur de larges pouvoirs revenant aux gouvernements nationaux ; ceux de la prise en compte fine des données locales, en faveur de pouvoirs aux instances régionales. S'ouvre ainsi un débat abordé au cours du colloque (Benjamin Morel*), exigeant la comparaison des politiques de réponse à la pandémie des États centralisés et des États fédéraux, et que l'on prête attention aux indispensables échanges entre les échelles de gouvernance, pour tirer parti à la fois des proximités avec le terrain et des capacités de prise de recul et production de vues d'ensemble (Bergeron *et al.*, 2020).

Le fonctionnement de l'économie est un objet prioritaire pour les SHS depuis leur essor, qui accompagne l'industrialisation et la rationalisation des sociétés. D'où la spécialisation des sciences économiques et de branches économiques d'autres disciplines, avec notamment le développement de la sociologie économique. Les savoirs ainsi développés participent dans une certaine mesure à la construction de la rationalité économique. Les débats qui surgissent dans ces disciplines au moment de la pandémie reflètent les efforts des acteurs économiques de prendre la mesure des effets de celle-ci dans ce domaine (voir par exemple Boyer, 2020). Dans le cadre du colloque, on a ainsi pointé la fragilité des chaînes de valeur transnationales (**Bounfour***), et le fait que « la lutte contre la pandémie est un anti-bien commun », ou encore avancé l'hypothèse de la « fin du déterminisme technologique », en même temps qu'est aussi mis en débat le projet de « grand remplacement de l'homme par la machine ».

Au-delà des rapports que la science peut avoir avec la politique, d'une part, et l'économie, de l'autre, elle assume un positionnement à la charnière de ces deux mondes sociaux. Cela en particulier lorsque des économistes abordent la régulation des activités économiques, en se prononçant sur la manière d'organiser le déconfinement (**Méjean*** ; **Kempf***), ou encore en avançant une proposition de taxation minimale des multinationales (Lafitte *et al.*, 2020).

La question des relations entre la science et les médias était évidemment présente tout au long du colloque, dont elle constituait un thème plus spécifique. Tous les textes commentés dans les interventions au cours du colloque avaient été publiés sur la base du pré-supposé que les médias assurent une médiation entre la science et d'autres mondes sociaux. Celui de leur lectorat en général, mais aussi les mondes politiques et économiques, plusieurs textes pouvant se lire comme s'adressant aux décideurs et décideuses de ces deux mondes, tout en prenant le grand public à témoin (outre les références citées au paragraphe précédent, notamment **Gurviez***). Une stratégie qui peut se fonder sur l'hypothèse d'un impact des messages des médias sur les gouvernements. Impact qui donne cependant lieu aussi à des appréciations pessimistes. Pourtant, certains textes se sont révélés

avoir des effets réels sur les mondes politiques et économiques, suscitant des prises de contact et des manifestations d'adhésion, mais aussi, selon les cas, des menaces.

Le rapport aux médias soulève cependant des questions, notamment liées aux différences de temporalités et de format (on constate l'importance du livre pour le traitement approfondi de certaines thématiques). Et les médias ont également été évoqués comme susceptibles d'une approche critique par les chercheurs et chercheuses, qui relèvent que les informations fournies ne sont pas toujours exactes, que certaines interprétations sont problématiques (le fédéralisme ou le centralisme mentionnés alternativement comme cause des insuffisances des réponses gouvernementales), ou encore qui pointent des sondages susceptibles de brouiller des références importantes (comme celui interrogeant les lecteurs et lectrices non spécialistes sur l'efficacité des traitements contre le coronavirus ; Klein 2020a : 4).

Une thématique a sans doute été insuffisamment traitée dans le cadre du colloque, ainsi que cela a été relevé sur le moment : celle de l'importance acquise par les réseaux sociaux, à côté des médias traditionnels, dans la circulation des informations et pour donner visibilité aux expériences individuelles. Cette thématique a encore pris de l'importance, dans les médias traditionnels eux-mêmes, dans les mois qui ont suivi le colloque.

La thématique des relations entre la science et les citoyen·nes était présente d'un bout à l'autre du colloque, très naturellement, s'agissant d'un colloque partant de prises de parole de chercheurs et chercheuses dans des médias accessibles au grand public, donc de chercheurs et chercheuses ayant à un moment donné choisi de s'adresser, peut-être pas uniquement, mais certainement aussi au grand public, donc aux citoyen·nes. Différents motifs de cette démarche ont été explicités au cours du colloque.

Un premier est d'apporter des éléments de connaissance. Ceux-ci peuvent concerner des mondes éloignés des personnes auxquelles s'adressent les textes, mais aussi le propre univers de ces personnes, dont il est proposé une approche par hypothèse complémentaire de celle des acteurs, grâce au recours à des travaux antérieurs (Yoann Demoli* sur l'importance de la voiture en période de confinement), ou à des données originales ou peu connues (Pauline de Becdelièvre* sur le rapport au travail).

La connaissance, cependant, ne se construit pas qu'avec des seules données ; elle se forme avec des concepts permettant de désigner les phénomènes vécus ou observés, et des interprétations susceptibles de les relier entre eux. Une formule est revenue à maintes reprises dans les débats : il s'agit de permettre aux destinataires des textes de donner un sens à ce qui est en train de se produire. Une métaphore de ce besoin de sens dans cette situation nouvelle surgit à un moment donné du débat : le besoin de « musique contre le silence » (voir aussi **Anaïs Fléchet***).

Les réflexions sur ce sens sont marquées par l'expérience du confinement – ressenti jusque dans nos voitures, susceptible d'être qualifié d'« enfermement », mais aussi, paradoxalement, générateur de la notion d'un « après », « éventuellement autre » (Klein, 2020b).

Cette contribution à la connaissance et à l'interprétation du monde ne pourra probablement pas résulter d'un texte isolé, exposé par nature à un « oubli rapide », s'inscrivant dans un discours en constant renouvellement. Ce qui a pu conduire au constat suivant : il ne faudrait pas craindre « de ressasser ».

S'il s'agit de produire de la connaissance et de donner du sens à ce qui se produit, la question se pose aussi de savoir quelles dispositions cette connaissance et ce sens sont susceptibles d'induire. Une question d'autant plus centrale que les premières réponses à apporter à la pandémie visent les individus, ou encore sont réputées devoir être portées par eux (**Bastard***), dans une société qui se comprend de plus en plus comme une société d'individus. Notons cependant, au passage, que la crise semble aussi remettre en question cette caractéristique de société d'individus, comme le suggère l'observation selon laquelle le travail indépendant serait en train de « perdre de son attrait ».

Un premier niveau est celui des attitudes que pourra inspirer le discours des scientifiques. Il pourra susciter l'attention à l'égard de tel problème ou encore de la situation de telle catégorie de la population. Il pourra éventuellement contribuer à dédramatiser certains aspects de la crise, à tout le moins en s'efforçant de remplacer une perception diffuse de tel problème par son analyse plus précise, susceptible d'être moins anxiogène (voir par exemple le travail comparatif sur la mortalité causée par la pandémie proposé par Rosental, 2020).

Un deuxième niveau est celui de la construction de réponses pratiques à la pandémie et à ces effets à l'échelle individuelle ou de petits groupes (familles, voisinage, entreprises), notamment celles visant à « recréer du lien », à « aider la société à revivre », là où le confinement a créé de nouvelles distances sociales. L'observation scientifique peut en effet rendre compte au public de réponses locales susceptibles d'être reprises dans d'autres contextes. Elle peut aussi montrer la diversité, voire le caractère antagonique des réponses observées, « déployer les tensions », ce qui pourra mettre en évidence à la fois des contraintes et des alternatives. Dans une version extrême, elle pourra fonder un « refus du monde tel qu'il est ». Ce faisant, elle se mettrait en mesure d'« élargir les possibles » et d'engager des processus de « co-production de réponses avec les citoyens ».

Jusqu'ici, la « société » à laquelle peuvent s'adresser la science et notamment les SHS a été abordée comme composée d'individualités et de petits groupes installés localement, ce qui est un mode effectif de réalisation de l'espace public dans une société fortement individualisée. Dans une telle société, cependant, des groupements peuvent se former, des actions collectives s'organiser, avec des visées pratiques spécifiques ; en d'autres termes, il est possible que surgissent ce que l'on pourra qualifier au sens fort du terme des acteurs sociaux. Ceux-ci peuvent se présenter comme des entités constituées formellement – entreprises, associations, organisations non gouvernementales – ou encore comme des groupements moins formalisés. Leur action pourra viser aussi bien une meilleure exploitation de la situation (les entreprises actives dans le commerce en ligne, offrant des services de traitement des données, des applications de communication audiovisuelle, etc.), ou encore à infléchir des décisions d'instances politiques ou économiques, voire à induire des transformations des systèmes économiques ou politiques, dont il est dit « qu'ils ne changent pas facilement du dedans ». Dès le moment où apparaît un tel acteur social, il se présente à la fois comme un objet à observer par les SHS, mais il peut aussi être un interlocuteur de la recherche. Une question qui a surgi au cours de notre colloque, inspirée par l'expérience de crises antérieures, est celle-ci : la pandémie pourrait-elle avoir pour effet de faire émerger de nouveaux acteurs sociaux, et donc de nouveaux interlocuteurs ou de nouvelles interlocutrices potentielles pour la recherche, comme cela avait

pu être le cas avec les « gilets jaunes » ? Au moment du colloque, on pouvait évoquer de ce point de vue les professionnel·les de la santé, des acteurs du monde du numérique comme « La Quadrature du Net¹⁴ », ou encore les mouvements sociaux récemment formés face au réchauffement climatique, concernés à différents titres par la pandémie. Depuis le colloque, ont aussi pris de l'importance les mouvements, surgis dans différents pays, de contestation des mesures restrictives de réponse à la pandémie.

Cette dernière évolution correspond à une évolution plus générale, qui annonce peut-être une mutation structurelle de ce qu'il est permis d'appeler la société : la formation d'une catégorie de personnes qui, n'ayant pas un accès régulier à une information sur les composantes de cette société complexe et leur fonctionnement, en rejette les principes. Une caractéristique de cette population est son refus aussi bien du discours des autorités politiques que de celui des scientifiques.

L'importance prise par cette catégorie sociale donne une urgence particulière au défi, pour la science, de se rendre mieux connaissable par les non-spécialistes, comme une offre de connaissance et de sens indépendante des pouvoirs politiques institués, et susceptible de permettre au plus grand nombre possible d'individus de mieux se situer dans la réalité sociale. Une démarche liée à la volonté d'« ouvrir l'université sur la cité ». Une démarche qui s'inscrirait dans un effort plus général de générer de la confiance dans les institutions, dans une société devenue difficile à connaître, notamment du fait de la globalisation – globalisation dont l'appréciation est profondément altérée par la pandémie, ou encore : qui pourrait avoir été « niée par la pandémie ».

À l'approche de ce problème, il faut cependant se souvenir que la science n'est évidemment pas le seul dispositif culturel susceptible de contribuer à donner réalité à des collectivités et à situer les individus dans celles-ci. L'art en est sans doute un autre, et il apparaît aujourd'hui urgent d'établir des liens entre art et science dans l'effort de faciliter l'accès au savoir, entendu au sens large, des liens établis notamment par le livre comme moyen spécifique de communication, dont on reconnaît le rôle culturel clé (**Jean-Yves Mollier***). Il se justifierait ici de reconnaître aussi, dans la ligne de

¹⁴ En ligne : <https://www.laquadrature.net/> [consulté le 19.10.2022].

la réflexion sur la modernité engagée par Kant et plus récemment reprise notamment par Habermas, Foucault, ou encore Ost (2016), la spécificité du droit, ce qui pourrait permettre de mieux apprécier l'apport interdisciplinaire de travaux intégrant analyses juridiques et observations recueillies par la recherche scientifique (Lacour* ; Casilli*), et de mieux tirer parti des comparaisons entre les évolutions qu'ont récemment connues ces deux domaines et qui pourraient conduire à un « nouveau régime de connaissance » (Commaille, 2020a). La science, l'art et le droit apparaissent ainsi comme les composantes possibles du « vrai débat culturel » qu'il s'agirait aujourd'hui de « relancer ».

Pour conclure cette section, il faut enfin noter de quelle manière la science se trouve impliquée dans une prise de conscience plus générale de l'importance du non-humain pour l'humain, une prise de conscience qui pourrait, à terme, changer la définition de la société elle-même, et modifier en profondeur le rôle de la science au sein de celle-ci (Klein, 2020a : 52). Dans le domaine scientifique, cette évolution se signale par les débats que suscite le fait que, dans le domaine politique notamment, les réponses à la pandémie se soient focalisées sur la lutte contre le virus (Horton, 2020), voire puissent être considérées comme les opérations d'une « guerre » contre le virus. Une telle terminologie, qui a fait débat (voir par exemple Rosental, 2020), correspond à une conception de la société entourée d'un milieu hostile qu'il s'agit, par le moyen notamment de la science, de maîtriser, puis d'exploiter. Une autre conception lui est opposée maintenant, qui défend la nécessité d'une société qui « fasse monde commun avec le virus », dans laquelle la science contribuerait à la prise de conscience de l'interdépendance entre l'humain et le non-humain, et de la responsabilité humaine face au non-humain, non-humain auquel il faudrait enfin reconnaître des droits (Brunet, 2020).

Réflexions de politique scientifique, provisoires et partielles

Les lignes qui suivent se conçoivent comme une contribution à un débat, qui a commencé par le colloque des 12 et 13 octobre 2020 et que nous espérons poursuivre avec la publication du présent ouvrage. Tout en ayant conscience du fait que, comme cela a été dit lors du colloque : il s'est ouvert « une fenêtre qui pourrait se refermer assez vite ».

L'observateur qui vient ici de rendre compte des travaux du colloque, en se centrant sur un thème spécifique – la réflexion sur la situation de la science, et en particulier des SHS, sous le choc causé par la pandémie –, au moment de se replacer dans son rôle de chercheur participant à un effort collectif, est porté à extraire de la synthèse proposée principalement quatre conclusions générales de politique scientifique. En complément, cinq réflexions concernent plus spécifiquement les interventions de chercheurs et chercheuses dans les médias.

La première des conclusions générales concerne spécifiquement les SHS. Nous constatons que la « crise Covid-19 » affecte en profondeur des domaines très divers de la réalité sociale, au point qu'il est légitime de poser l'hypothèse de changements qui pourront altérer des traits essentiels des sociétés humaines dans leur ensemble. Une telle évolution nous obligera tous et toutes – décideurs et décideuses, chercheurs et chercheuses, spécialistes et non-spécialistes, individus dans leurs routines quotidiennes, de toutes régions du monde – à adapter notre manière de penser la société et de nous situer en son sein. Pour pouvoir participer à ce travail d'adaptation, la recherche en SHS doit se donner les moyens d'*une vue d'ensemble sur les évolutions sociétales en cours*. Ce qui exige une intensification des coopérations entre disciplines des SHS, lesquelles ont développé chacune une expertise portant sur des aspects spécifiques de la réalité sociale, dont les changements doivent maintenant être étudiés de manière articulée ; un renforcement de la coopération internationale, à la fois pour mieux comparer et pour saisir les phénomènes de portée transnationale ; et la généralisation de dispositifs de coopération entre les différents acteurs de la recherche : équipes, laboratoires, établissements, sociétés savantes, réseaux, etc. Et sur la base de ces échanges intensifiés, il faudra mettre en discussion des *propositions d'interprétation d'ensemble* – ou, si nécessaire, l'appréciation des obstacles à la construction de telles interprétations. En d'autres termes, réouvrir des débats de théorie.

La deuxième conclusion concerne les rapports entre l'humain et le non-humain. L'approche de la pandémie doit se faire dans ce cadre plus général, donc plus précisément celui des crises sanitaires et environnementales (ce qui a été l'option, en France, de l'initiative HS3P-CriSE du CNRS et de l'INSERM). Pour les SHS, cette démarche implique d'abord

une intensification des coopérations avec les autres sciences. L'importance prise par cette question des rapports entre humain et non-humain au sein même des SHS mérite cependant attention. Elle peut en effet être interprétée de la manière suivante : les SHS prendraient conscience – en parallèle avec un débat analogue en droit – à quel point leur propre développement au cours de l'histoire récente de l'humanité a pu contribuer à construire une humanité centrée sur elle-même, pensant le rapport au non-humain comme un rapport de sujet à objet, une configuration qui aura pu favoriser le développement d'un rapport prédateur de l'humanité à son environnement. S'il est vrai que les SHS ont pu contribuer à ce type de rapport au non-humain, il vaut maintenant la peine de parier, dans la recherche d'un nouveau type de rapport, sur le travail de critique que les SHS pourront mener sur leurs propres présupposés. Un travail qu'elles mèneront dans de meilleures conditions dans le cadre de débats impliquant aussi d'autres spécialisations scientifiques, lesquelles seront sans doute appelées, elles aussi, à repenser les présupposés du rapport à leurs objets. Et sur ce point précis, les SHS peuvent déjà prendre appui sur des acquis. Elles se débattent depuis leurs origines avec le paradoxe que signifie prendre pour objet une réalité dont elles font partie ; le paradoxe de constituer des humains en objets de recherche.

Troisième conclusion : en ébranlant les notions que nous avons les un-es et les autres de nos rôles dans « la société », la crise qui a éclaté en 2020 favorise l'établissement de nouveaux types de rapports entre les différents savoirs. Le mot est revenu à différentes reprises au cours du colloque : il s'agit maintenant de *co-construire* les savoirs dont nous avons besoin. Le colloque avait été organisé sur la base d'un présupposé qui n'a pas été remis en question – même s'il doit être lui-même soumis à l'épreuve du débat : il vaut la peine de diversifier les instances de production de ces savoirs, et en particulier de défendre la *spécificité de l'instance scientifique*. Une manière de défendre cette conception consiste à l'inscrire *dans le cadre plus vaste d'une conception de la démocratie*, et ce pour trois raisons. D'abord, un cadre démocratique permet d'institutionnaliser une parole scientifique à la fois autorisée et limitée dans son autorité, notamment par la composition de différents types d'autorités-pouvoirs. Ensuite, les débats intra-scientifiques indispensables au progrès du savoir requièrent la reconnaissance de principes de discussion

qui sont ceux-là mêmes qui fondent la démocratie. Et, enfin, les savoirs scientifiques différenciés fournissent les bases des enseignements indispensables à la formation individuelle des citoyen·nes. Mieux penser le rôle de la science dans ce cadre démocratique implique un approfondissement de deux thématiques. D'abord, celle de la médiation des savoirs dans une société complexe, qui exige des dispositifs spécifiques, à savoir des médias, et des médias ayant une perception de leur rôle qui prenne en compte la place de la science dans la démocratie. Ce rôle lui-même ne peut résulter, lui aussi, que d'une co-construction, un exercice ébauché dans le cadre du colloque par le partenariat établi entre la MSH Paris-Saclay et *The Conversation*. Dans cette co-construction, les chercheurs et chercheuses doivent apporter une conception aussi étoffée que possible de leur place dans la *société complexe*, parmi des domaines différenciés à la différenciation desquels elles et ils contribuent, et dans un environnement sociétal plus diffus, marqué par de profondes inégalités. Elles et ils doivent être capables de bien montrer la spécificité de leur domaine, au sein de cet environnement sociétal. Ensuite, la thématique de la démocratie comme *construction permanente par toutes et tous*. Construction non seulement par des décisions politiques prises par des procédures impliquant les citoyen·nes à des degrés très variables, mais aussi par les pratiques de l'ensemble des citoyen·nes, agent·es de l'État de toutes spécialisations, agent·es du secteur privé, membres d'associations, etc., dans le cadre des libertés qui leur sont reconnues et des responsabilités qui leur ont été confiées. Une construction à laquelle participe la recherche scientifique.

Enfin, quatrième conclusion : une science qui veut se donner les moyens de contribuer, dans un cadre institutionnel démocratique, au travail de redéfinition de collectifs humains capables de se percevoir eux-mêmes, et qui se percevraient comme reconnaissant le non-humain dans lequel ils s'inscrivent, exige des chercheurs et des chercheuses attentifs et attentives aussi à leur propre situation, à leur « expérience personnelle directement vécue » (Latour, 2020), autant que possible en ayant recours aux outils que leur fournissent leurs disciplines. Tout en menant leurs recherches, dans leurs domaines de spécialisation, mais prenant aussi leur propre situation de chercheur ou chercheuse comme « laboratoire ». Adoptant donc une *démarche réflexive* au sens défendu dans le présent texte. En effet, c'est ainsi qu'elles et ils pourront tirer effectivement parti de leurs propres expériences

– qu'il est, en ce moment critique, interdit de négliger – des changements sociétaux, du local (dans leurs laboratoires) au global (dans leurs réseaux internationaux), ainsi que des changements planétaires affectant globalement l'humain et le non-humain, parmi lesquels la pandémie et le réchauffement climatique, tels qu'ils affectent chacun·e d'entre nous individuellement et dans les rapports avec ses proches. Et c'est à cette condition qu'elles et ils pourront se situer avec une certaine précision dans un contexte sociétal complexe et en cours d'évolution rapide, condition nécessaire pour agir avec une certaine efficacité dans le moment présent.

Pour revenir à la question plus spécifique de l'intervention des chercheurs et chercheuses en SHS dans les médias, cinq réflexions :

(1) Dans une société complexe, les destinataires et les usages des messages publiés par les médias sont multiples. Un même texte peut avoir différents destinataires : ce qu'on pourra qualifier de grand public, mais aussi des destinataires plus spécifiques, en particulier, selon la vocation critique de l'espace public en démocratie, les instances gouvernementales. Les textes publiés par les chercheurs et chercheuses peuvent donc s'adresser à différents destinataires déterminés, en fonction de leurs visées plus spécifiques. Un phénomène méritant attention sur ce plan est le fossé qui semble s'être ouvert entre une partie importante de la population et ce qui serait l'univers des élites, un « système », excessivement éloigné des réalités vécues par la population. Dans cette situation, il faudrait que des textes émanant de chercheurs et chercheuses s'adressent expressément et soient effectivement accessibles à un public aussi large que possible, autant par leur formulation, que par les médias qui les divulguent. Et cela devrait s'appliquer tout particulièrement à des textes émanant de la recherche en SHS, laquelle porte précisément sur le monde social dans lequel s'est ouvert ce fossé. Il faudra ici tenir compte en particulier des récentes transformations de l'espace médiatique, dont les médias traditionnels, que notre recherche a choisi de traiter en priorité, ne sont aujourd'hui qu'une composante parmi d'autres.

(2) Quel peut être l'apport des messages des chercheurs et chercheuses en SHS, en particulier pour les lecteurs et lectrices qui en prennent connaissance

à titre individuel ? Indépendamment des réflexions spécifiques que pourra exiger la rédaction de chaque texte en fonction de son objet, de sa visée et de ses destinataires spécifiques, on a pu souligner la fonction d'orientation, de boussole ¹⁵. Une fonction préalable à cette fonction plus ambitieuse a été mentionnée à plusieurs reprises au cours du colloque : celle de contribuer à *donner du sens* aux expériences individuelles. C'est là une fonction qu'il vaudrait la peine de mieux saisir et apprécier. L'enjeu est de fournir des mots ou des discours qui puissent faciliter à d'autres la prise de parole et la formation de projets (pour une formulation de cette thèse à partir d'un concept large de politique, voir Guibentif & Bresson, 2020). Des textes émanant des SHS pourraient le faire notamment de deux manières : en proposant des représentations de la réalité qui complètent celles des personnes directement impliquées dans les situations analysées ; en proposant des concepts qui orientent l'attention vers des caractéristiques spécifiques de ces situations.

(3) Que des textes émanant des SHS puissent avoir un tel potentiel sémantique ou éventuellement d'orientation dépendra sans doute de la coopération qui pourra s'établir entre chercheurs et chercheuses et professionnel·les de la communication médiatique. Celles-ci et ceux-ci ont développé leurs modes de formulation et d'écriture dans un rapport plus direct avec des audiences de non-spécialistes que ce n'est le cas pour la plupart des chercheurs et chercheuses. Il faut cependant reconnaître que cette coopération sera le plus souvent difficile à mettre en œuvre, entre les contraintes subies par les rédacteurs et rédactrices individuel·les dans les deux univers en question, et la forte compartimentation qui s'est établie entre eux¹⁶. L'expérience du partenariat initié entre la MSH Paris-Saclay et *The Conversation* à l'occasion du colloque, cependant, ouvre de ce point de vue des perspectives très encourageantes.

¹⁵ Voir la contribution d'Elsa Bansard dans le présent volume : « La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ».

¹⁶ Il faut ici noter le rôle stratégique que joue en France aux confins de ces deux univers l'AJSPI (Association des journalistes scientifiques de la presse d'information). Voir notamment en ligne les prises de parole de cette association sur des thèmes d'actualité, parmi lesquels la pandémie : <https://www.ajspi.com/lassociation/lajspi-sexprime/> [consulté le 19.10.2022].

(4) Comme le relève Lionel Maurel¹⁷, lorsque des chercheurs et chercheuses publient dans les médias, elles et ils assument une position ambivalente : leurs textes sont basés sur des travaux de recherche et sont donc des textes de chercheurs et chercheuses ; mais en même temps, le choix d'intervenir dans l'espace public est un choix citoyen. Deux rôles se conjuguent donc. Cette conjugaison est susceptible d'enrichir les textes et de leur conférer une force particulière. Elle constitue par ailleurs un mécanisme important d'articulation entre la science et le politique. Mais ce mécanisme ne peut opérer qu'à la condition que chacun des deux rôles soit nettement identifié et puisse être effectivement assumé dans sa spécificité, et que leur conjugaison soit pensée pour elle-même (COMETS, 2021 : 14 s., 20). Ce qui renvoie aussi bien à la question de la place des individus dans une société complexe structurée en démocratie, visée ci-dessus par la troisième des conclusions générales, qu'à celle de la réflexivité individuelle visée par la quatrième de ces conclusions. Il s'agit, au fond, de mettre à jour les intuitions fondatrices formulées il y a un siècle exactement par Max Weber sur les rapports entre la science et la politique, pour prendre en compte les profondes mutations qu'a connues la modernité au cours de ce siècle.

(5) Une manière de clarifier la nature du rôle des scientifiques, mais aussi – peut-on espérer – de combler le fossé, déjà évoqué, entre spécialistes et non-spécialistes, est de mettre en évidence, dans toute la mesure où le permettent les contraintes de format imposées à l'écriture dans les médias, la réalité du travail scientifique sur lequel le texte prend appui : les données mobilisées, leur mode de traitement, les équipes engagées dans leur production, les réseaux dans lesquels les analyses avancées ont pu être déjà débattues, etc. Face à la crise de confiance qui affecte actuellement les institutions, la science qui se présente dans l'espace public devrait se présenter telle qu'elle se fait, dans ses ateliers. Et cela vaut tout particulièrement pour les SHS qui, dans leurs ateliers, traitent la réalité vécue par celles et ceux à qui elles s'adressent, et qui doivent savoir justifier la spécificité et la raison d'être du point de vue *autre* qu'elles adoptent sur cette réalité.

¹⁷ Voir sa contribution dans le présent volume : « Défendre des principes. Synthèse de la session 8 ».

**La place des SHS
dans la science et dans la société**

Préambule

Mise en débat académique et dans l'espace public

Elsa BANSARD

Les deux textes qui suivent se saisissent de la mise en débat que la pandémie de Covid-19 a ouverte dans l'espace public au sujet des sciences. Leur ambition est d'éclairer ces questionnements collectifs par des analyses de la transformation des régimes de connaissance. Ces deux temps construisent une mise en abîme en ouvrant une discussion sur le débat public. Ils proposent des clés de lecture qui interrogent et resituent dans le temps long les liens entre les sciences, la réalité et la vérité ; les liens entre savoir et pouvoir ; les ressorts et méthodes de production des savoirs.

Les enjeux politiques d'une transformation des savoirs

Jacques COMMAILLE

En prenant l'initiative de faire le point sur les analyses concernant les formes de mobilisation des sciences humaines et sociales (SHS) face à la pandémie de la Covid-19 – ce qu'elles ont été, ce qu'elles sont susceptibles de devenir –, la Maison de sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay ne se soumet pas à un effet de mode, à un désir de faire participer coûte que coûte les SHS à l'effervescence médiatique que provoque cette pandémie, cela pour tenter éperdument de démontrer qu'elles sont utiles. Ce qui est en jeu ici, c'est d'essayer de tirer parti, par un travail réflexif approfondi, de ce contexte historique exceptionnel dans lequel nos sociétés se trouvent. L'objectif est d'éprouver, à l'instar d'une expérience de laboratoire, les ressources en termes de savoirs dont les SHS disposent, celles en termes de procédures qu'elles sont susceptibles de mettre en œuvre pour répondre aux défis auxquelles nos sociétés sont confrontées. Plus que jamais, la pandémie nous oblige à nous demander comment il convient désormais de concevoir ce que pourrait être l'apport de la connaissance pour contribuer à « faire société » ou plutôt à *re-faire* société.

Dans le contexte historique d'incertitude dans lequel nous nous trouvons, il est dans la vocation d'une MSH¹ d'assumer pleinement une fonction de relais entre des productions de la connaissance venues de différentes disciplines des SHS, mais aussi des autres sciences. Il convient de se saisir de ce contexte, non pas pour déplorer ou célébrer un désenchantement,

¹ On pourra ici se reporter à l'ouvrage consacré au présent et à l'avenir des MSH : Thibault dir., 2021.

ou pour nourrir une pensée « décliniste », mais pour tenter d'optimiser un travail de réflexivité sur les conditions de production de la connaissance et la place que celle-ci pourrait occuper dans la société, *a fortiori* quand cette dernière est confrontée à des défis sans précédent dans l'histoire. Se positionner ainsi, c'est participer et contribuer à prolonger l'exceptionnelle mobilisation de la recherche que provoque la pandémie de la Covid-19 et dont témoigne la richesse des publications récentes qui lui sont consacrées, ainsi que le soulignent justement plusieurs des contributions dans le présent ouvrage (et ce que confirment d'autres bibliographies récentes au niveau international). Dans ces contributions est également mise en valeur la nouveauté – riche de signification sur les nouveaux développements des relations entre science et société – de l'usage de plus en plus fréquent de nouveaux médias tels que *The Conversation*, *Analyse Opinion Critique (AOC)*, *Mondes sociaux*, etc., donnant remarquablement à voir ce que le travail de connaissance est susceptible d'apporter au débat social et politique dans le cours même d'une situation de crise comme celle que connaissent actuellement nos sociétés à cause de la pandémie.

La réflexion que je me propose de développer ici, en m'appuyant sur mes travaux en cours², est inspirée par un double constat établi en référence au contexte de la pandémie :

- celui d'une transformation des régimes de connaissance tant dans le domaine des savoirs sur la nature que dans celui des savoirs sur la société³ ;
- celui d'un exceptionnel parallélisme dans ces processus de transformation de différents domaines du savoir.

Ce que suggèrent particulièrement le contexte actuel de la pandémie, les façons dont il contraint les sociétés et les mobilisations politiques qu'il suscite, c'est une réactivation des analyses entre savoir et pouvoir. Dans ce contexte, ce qui structure les savoirs dans la période contemporaine, ce que serait le stade actuel des transformations des régimes de connaissance

² Voir une première publication tirée de ces travaux en cours : Commaille, 2020b.

³ J'ai fait le choix ici de m'en tenir à ces deux domaines du savoir, mais mes recherches en cours incluent le domaine des savoirs sur le droit.

de ces savoirs sur la nature et de ceux sur la société redonneraient de l'importance, non seulement à la question de l'économie des relations entre science et société, mais à celle du régime de régulation politique susceptible de traiter ces relations en référence à de nouveaux principes démocratiques. L'objectif est bien alors celui de revenir sur l'effet de système entre savoirs et pouvoirs qui était déjà au cœur de l'œuvre de Michel Foucault, et de dégager quelles en sont, dans un contexte historique donné, les composantes respectives tenant :

- d'un côté, celui des savoirs, aux principes mêmes de fonctionnement des univers de connaissance concernés, ces principes étant liés à la fois à la spécificité des domaines pour lesquels ils sont sollicités, à leur ancrage historique, à la culture et aux valeurs qui inspirent également leur façon de faire, de se donner à voir, de donner prise à des observations critiques ;
- de l'autre côté, celui du politique, aux déterminations spécifiques, économiques, culturelles, sociales, au fondement d'une conception de l'ordre politique.

Ayant à l'esprit cet objectif de dévoilement, je m'attacherai d'abord à décrire les grandes lignes de ce que fut un régime de connaissance participant d'un temps historique des certitudes, cela pour, ensuite, mieux situer ce qu'est un temps historique des incertitudes, temps dans lequel nous nous trouverions⁴. L'analyse de ce dernier temps suggère une interrogation fondamentale : est-il concevable qu'il porte des potentialités pour une production des savoirs qui intégrerait de nouvelles exigences démocratiques dans les rapports du citoyen à la production, à la diffusion de la recherche et aux diverses formes d'appropriation dont cette dernière est susceptible de faire l'objet ?

Nous faisons donc ici l'hypothèse que le contexte actuel de la pandémie a une exceptionnelle fonction de révélateur des effets de système existants entre production des savoirs, type de société et conceptions

⁴ En parlant au passé d'un temps historique des certitudes, nous n'excluons pas néanmoins que, dans la période actuelle, ce temps puisse coexister avec un temps historique des incertitudes que nous évoquerons ensuite, au point qu'il soit possible d'observer alors des *tensions* entre les dominantes propres à chacun de ces deux temps.

de l'ordre politique. Bien entendu, pour tenter de comprendre les ressorts de cet effet de système, il convient de le resituer dans une dynamique historique, comme je tente de le faire actuellement dans le cadre d'une recherche où j'observe, dans une perspective comparative, les évolutions respectives des savoirs sur la nature, sur la société et sur le droit. M'appuyant sur cette recherche, mon objectif est ici de rendre compte de façon synthétique des interrelations complexes entre ce qu'on pourrait appeler les dynamiques propres de la production de connaissance, les façons dont ces dernières interagissent, de manière historiquement située, avec des états culturels, avec des conceptions dominantes de ce qu'est et de ce que devrait être une société, et avec les conceptions de l'ordre politique, celles du pouvoir et de son exercice.

Un effet de système entre des savoirs en surplomb et un ordre politique *top down*

Pendant longtemps, cette configuration des savoirs articulés avec le culturel, la société et le politique s'est inscrite, de façon dominante, dans le temps historique des certitudes. Dans le domaine des savoirs sur la nature, rien ne symbolise mieux ce temps historique, qui est aussi celui de l'enchantement, que ce que dit l'historien Alain Corbin sur ce qu'il considère comme ce « lent recul des ignorances » (Corbin, 2020 : 123) tout au long du XIX^e siècle. Ce temps est celui d'une contribution au progrès de connaissance de la nature, si l'on considère, par exemple, que « les Occidentaux de la seconde moitié du XVIII^e siècle – ou des Lumières – comprenaient bien peu de choses au fonctionnement du monde alors qu'à l'aube du XX^e siècle, l'ignorance de la Terre subsistait en bien des domaines, mais elle avait reculé depuis 1860, beaucoup plus rapidement que durant le siècle précédent » (Corbin, 2020 : 113, 255). Les modes de penser la « Science » étaient alors en phase avec une société où régnait une croyance au progrès, exceptionnellement entretenue, dans la période qui va de 1850 à 1900 en France, par ce qui fut, comme le considère Alain Corbin, « un âge d'or de la vulgarisation » (Corbin, 2020 : 237) se manifestant par la création de revues, l'institution de sociétés savantes, de bibliothèques, dont des « bibliothèques populaires » et des bibliothèques scolaires.

Une telle vision possible de la « Science » comporte une autre face qui est également constitutive de ce temps historique des certitudes. Cette autre face est particulièrement caractérisée par le courant des *Science and Technology Studies* (*S&TS*), porteur d'une vision plus critique de ces savoirs sur la nature⁵. Au sein de ce courant, est soulignée notamment la permanence d'une représentation transcendante du monde (dont on trouvera l'équivalent dans les savoirs sur la société), dont la source était bien sûr le sentiment religieux susceptible de se manifester, soit de façon manifeste, soit sur le registre de « l'indicible » au sens de Ludwig Wittgenstein. Les savoirs sur le droit nous donnent une illustration très explicite de cette filiation avec le religieux qui s'observe également dans les autres domaines du savoir. Il y est rappelé que la notion même de dogme n'est jamais loin, dogme qui relève des « vérités fondamentales » et appartient au registre de véridiction religieux. Par exemple, le recours au dogme par une certaine théorie du droit est là pour disqualifier toutes formes de remise en cause de ce qui se présente, rappelons-le, comme « injonction intangible parce qu'inexplicable, qui peut et doit être montrée et célébrée mais ne peut être ni démontrée ni modifiée » (Delmas-Marty & Supiot, 2012, cité par Hennette-Vauchez, 2016 : 134).

Si l'on revient aux savoirs sur la nature, Bruno Latour n'hésite pas à considérer que, dans ce temps historique des certitudes, la « Science » prétend bien incarner une « Certitude transcendante » (Latour, 2012 : 17). Pour Pierre Bourdieu, « en réponse à la question de savoir qui est le “sujet” de cette “création de vérités et de valeurs éternelles”, on peut invoquer

5 En évoquant les thèses développées par ces courants critiques sur la science, il n'est pas question d'adhérer à un relativisme extrême comme celui que dénonce Étienne Klein quand il parle, par exemple, d'une critique de la physique, laquelle, selon ces courants critiques, nous dirait « moins sur la nature que sur les physiciens » et aurait la prétention suivant laquelle « la sociologie des sciences serait mieux placée pour évaluer la vérité des sciences exactes que les sciences exactes ne le sont pour évaluer la réalité du monde », réduisant ainsi la production de connaissance à une construction sociale. Ce qui nous intéresse ici, c'est ce que nous appellerons une posture culturelle dans les façons de donner à voir les savoirs sur la nature, laquelle paraît en phase avec une représentation du monde social et du monde politique, soit une représentation *top down* (voir la contribution d'Étienne Klein dans le présent ouvrage, ainsi que : Klein, 2020a, notamment p. 39-45).

Dieu ou tel ou tel de ses substituts, dont les philosophes ont inventé toute une série : c'est la solution cartésienne des *semina scientiae*, ces semences ou ces germes de science qui seraient déposés sous forme de principes innés dans l'esprit humain ; ou la solution kantienne, la conscience transcendante, l'univers des conditions nécessaires de la connaissance qui sont consubstantielles à la pensée, le sujet transcendantal étant en quelque sorte le lieu des vérités *a priori* qui sont le principe de construction de toute vérité » (Bourdieu, 2001 : 10). Les savoirs sur la nature relèveraient alors, comme une évidence, d'une « *tacit knowledge* » (Dear, 2004), où l'inspiration scientifique se confondrait avec ou découlerait d'une inspiration religieuse.

On retrouve ce religieux sur le registre de l'indicible qui se manifeste de façon spécifique dans les savoirs sur la société. Toutefois, l'enjeu n'est plus ici de rendre indiscutable un régime de véridiction, mais de trouver des substituts à la religion dont il est considéré que celle-ci a été pendant longtemps un des moyens les plus importants pour « faire société ». Ainsi, Alexis de Tocqueville, se référant au cas américain, considère le rôle important joué par la religion dans le développement et la formation de la démocratie (Tocqueville, [1835, 1840] 1981). Max Weber considère que la religion fonde les comportements sociaux « depuis l'extérieur, le dehors de la société » (Weber, [1910-1920] 1996). Émile Durkheim, enfin, est dans une quête éperdue d'un substitut à la religion, parce qu'elle était au fondement de la cohésion sociale, parce que « quand les croyants pratiquent [...], ils vénèrent et entretiennent la cohésion sociale [...], la religion propose un principe supérieur de rassemblement social » (Durkheim, [1912] 1979).

Si j'insiste sur cette référence explicite ou implicite jusqu'à être « indicible » à l'idée de transcendance dans les savoirs sur la nature comme dans ceux sur la société, c'est qu'il en découle une vision culturelle du monde qui annonce déjà une conception de l'ordre politique, de la régulation politique, de l'exercice du pouvoir. Dans le temps des certitudes, les façons de penser les savoirs sur la nature et ceux sur la société sont imprégnées de valeurs suggérant fortement l'idée de hiérarchie.

Les *Science Studies* mettent particulièrement en valeur dans les savoirs sur la nature ce qu'on pourrait appeler le souci de la distinction. La « Science »

ne peut y « être instituée que comme un espace relativement autonome et désengagé, dédié à la production de connaissances objectives » (Vinck, 2007 : 37). Ce qui s'impose, c'est une représentation de la science comme autonome, par rapport au social, au culturel et au politique (Jasanoff ed., 2004). De ce positionnement *en surplomb* découle logiquement l'idée d'une binarité fondatrice, caractérisée par « la division [...] entre objet et sujet connaissant » (Bensaude-Vincent, 2003). De même, la séparation entre « sachants » et « profanes » s'impose. Les « vérités » sont énoncées « comme disjointes de tout système de valeurs, elles sont données comme socialement neutres, comme décrivant la nature dans sa réalité, comme disant simplement le vrai. En ce sens, elles ne peuvent être contestées, notamment par les profanes » (Bensaude-Vincent, 2003). La soumission de ces derniers est inscrite dans ce processus de construction d'une « légitimité de l'autorité » (Dear, 2004) qui est l'un des attributs de ce temps des certitudes.

Dans cette vision du monde que nous pourrions qualifier d'aristocratique ou d'élitiste, il y a l'idée de pureté, « l'idée d'un monde pur de production des savoirs, centré sur l'Université et qui aurait été autonome des autres univers sociaux » (Pestre, 2006 : 102). Il s'agit bien de protéger l'univers de la connaissance des impuretés et des désordres du Social, au sens générique du terme⁶. La crainte de la contamination par le Social n'est pas loin (« *Science tended to extract their object of investigation from contamination by "the social"* » [Jasanoff, 2004b : 274]). De ce point de

⁶ Je donne ici au « Social » une définition qui diffère de celle qu'on pourrait donner au mot « société ». La société, c'est ici un état. Tel qu'il est utilisé comme « trou noir », comme repoussoir, comme cible d'action ou comme susceptible d'être partie prenante d'une action, le Social a à voir finalement avec ce qu'on appelle la « société civile ». On n'ignore pas le caractère polysémique de cette expression, mais celle-ci est utile pour faire la distinction avec celle de « société politique » institutionnalisée. Ce qui est en jeu ici, ce sont les formes d'auto-organisation de la société, distinctes de ses cadres institutionnels, politiques, administratifs ou économiques. Dans le temps historique des certitudes, le Social, c'est ce qui menace. Dans le temps des incertitudes, le Social, c'est ici ce qui est perçu de façon positive en mouvement dans la société. Les différentes formes d'effervescences du Social peuvent le prédestiner potentiellement à ne pas se soumettre aux injonctions morales, culturelles, juridiques, scientifiques ou politiques, mais à être parties prenantes : face à leur formulation, dans leur dénonciation, ou face à leurs mises en œuvre.

vue, la rhétorique de la « Science » en quête de « l'idéal de science pure » (Stengers, 1995 : 16) rejoint, de façon étonnamment illustrative, cette obsession de la *contamination* telle qu'elle se manifeste dans l'histoire des savoirs sur le droit à travers le rejet des sciences sociales. Celles-ci sont ici perçues comme support de la prise en compte de ces effervescences, de ces désordres du Social risquant de perturber l'énoncé des normes devant régir la société, supposées s'imposer à elle. Une telle mission est conçue comme revenant exclusivement au « Légiste ». Il doit l'assumer, éventuellement, en se réclamant, de surcroît, du registre savant : celui de la philosophie ou de la théorie du droit. Tout l'enjeu ici est de préserver le droit à produire un « effet d'autorité », lequel résulte finalement d'une « logique interne indicible [qui] ressemble fort à une autolégitimation » (Pestre, 2006 : 12).

Dans une telle configuration, bien entendu, les savoirs sur la société n'assument pas une ignorance ou un rejet du Social, puisque c'est leur vocation même de l'observer et de l'analyser. Mais leur positionnement par rapport à ce Social est là aussi un positionnement *en surplomb*. En imposant des méta-théories ou des méta-récits qui portent la prétention d'épuiser à eux seuls le sens du fonctionnement du monde et de son évolution, les savoirs sur la société n'échappent pas à l'effet de distinction, indissociable de l'effet d'autorité. Si le Social est au cœur des savoirs qui sont mis en œuvre, c'est bien une science *sur* le Social qui est déployée et le profane n'a d'autre option que d'adhérer et, éventuellement, d'agir conformément à ce que les détenteurs des savoirs concernés lui disent du fonctionnement du monde et de la place qui lui est assignée.

Les représentations culturelles que portent ainsi les savoirs dans le temps historique des certitudes sont finalement révélatrices en même temps que parties prenantes d'une conception de l'ordre politique, de la régulation politique des sociétés, du fonctionnement du pouvoir qui s'impose comme d'évidence. Les façons envisagées pour « faire société » sont de ce point de vue exemplaires sur ce qui se donne à voir comme l'évidence d'une structuration de la société inspirée par un emboîtement vertical, justifiant « naturellement » une conception pyramidale de l'ordre politique, une régulation politique « naturellement » *top down*. Ce qui s'affirme, c'est bien une correspondance parfaite entre la « Raison » scientifique et la « Raison »

politique. Comme le soulignent la philosophie ou l'histoire des sciences : « savoirs et pouvoirs ont beaucoup en commun » (Pestre, 2006 : 94) et « *the making of science is also political. There cannot be a proper history of scientific things independant of power and culture* » (Jasanoff ed., 2004 : 21).

Dans les savoirs sur la société, face à l'effacement de la religion dans l'exercice de sa fonction de faire société « par le haut », Émile Durkheim conçoit une nouvelle chaîne de causalité, suivant laquelle seraient fonctionnellement impliqués successivement la famille, la « profession », l'État puis enfin « l'humanité » (Durkheim, [1912] 1979). Pour ne prendre qu'un exemple de cette naturalisation d'une représentation pyramidale de l'ordre social au fondement de l'ordre politique, les théories de la famille promues à la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle apparaissent comme particulièrement illustratives de cette façon de naturaliser culturellement une vision hiérarchique et prétendument fonctionnelle de l'ordre privé des individus, annonçant une vision hiérarchique et fonctionnelle de l'ordre social précédant celle de l'ordre politique. Comme en témoignent les analyses des métaphores de la famille (Borgetto, 1983), non seulement l'ordre familial – celui régnant au sein de la sphère de la vie privée des individus, un ordre hiérarchisé – est au fondement de la perpétuation de l'ordre social, mais il préfigure un ordre politique, en même temps qu'il en est constitutif, un ordre lui-même hiérarchisé, pyramidal. Dans le temps historique des certitudes, les savoirs sur la société, en entérinant ce statut de la famille jusqu'à en défendre les vertus, contribuent en même temps à légitimer ce qui lui est associé du point de vue de l'ordre social et politique.

La fonctionnalité des rapports entre les façons de penser respectivement la nature, la société et le politique apparaît d'autant plus forte quand l'analyse de ces rapports laisse apparaître une exceptionnelle réciprocité. Il existe ainsi une tradition dans les savoirs sur la société, qui s'est perpétuée jusque dans le temps historique des certitudes, de recourir à la « Science » pour concevoir une approche « scientifique » de l'exercice du pouvoir. Les mathématiques sont ainsi sollicitées pour élaborer une science des lois au fondement de la régulation politique des sociétés (Jeremy Bentham au XVIII^e siècle, Georg Jellinek ou Hans Kelsen au XIX^e siècle). Les théories organicistes et biologistes sont appliquées au monde politique dans le but d'opérer un transfert

du monde des savoirs sur la nature vers l'univers politique, pour conférer à ce dernier cette idée de certitude et d'évidence qu'on prête à la « Science ». L'organicisme d'Auguste Comte prendra alors la forme d'une prétention à « un rejet dans le passé des métaphysiques individualistes, rationalistes et révolutionnaires qui négligent l'origine naturelle du corps social » (Comte, [1852] 1967), ainsi que les théories sur la régulation politique des sociétés : « le concept d'une fonction d'équilibre dans la vie animale est emprunté à la mécanique. La métaphore passe aisément de la physiologie à la psychologie, de l'animal-machine à l'homme-machine » (Canguilhem, 1985, cité par Le Bot, 2019 : 13-14, 17). La vision utopique d'une régulation politique, marquée par l'auto-capacité de l'univers politique à opérer « naturellement » un retour à l'équilibre, se nourrira des certitudes des savoirs sur la nature en la matière, sur la capacité du monde naturel à rétablir un équilibre quand « la structure normale est troublée » (Canguilhem, 1985). Dans ce temps historique des certitudes, il est ainsi fascinant d'observer combien les savoirs sur la société et la quête éperdue dans lesquelles ces certitudes sont engagées à assurer une régulation sociale et politique harmonieuse des sociétés s'inspirent, de façon même implicite, de ce que seraient les évidences proclamées des savoirs sur la nature.

Dans ce cadre, la question ne se pose pas d'envisager une autre forme de régulation politique que celle *top down*. Rien n'illustre mieux cette dernière que la place accordée à la question de la domination : une domination légitime chez Max Weber, fondée sur un ordre juridique doté du « prestige de l'exemplarité et de l'obligation » (Weber, [1921] 1971 : 65) ; une domination consacrée *paradoxalement* par la critique dont elle fait l'objet, comme dans l'œuvre de Michel Foucault ou celle de Pierre Bourdieu, et dont la force tient également à la capacité qu'elle développe de faire croire à sa légitimité auprès de ceux sur qui elle s'exerce.

Les enjeux politiques d'une audace assumée de l'incertitude des savoirs

Ce à quoi nos sociétés sont désormais confrontées, c'est à l'avènement d'un changement des régimes de connaissance concomitamment dans les savoirs sur la nature et sur la société. Compte tenu de l'effet de système que nous avons souligné entre régimes de connaissance et conceptions de l'ordre politique, ce changement des régimes de connaissance pose la

question de l'avènement d'un nouvel ordre politique ou, tout au moins, de ce qui serait l'aspiration à un nouvel ordre politique. L'enjeu principal serait la nature du rapport aux savoirs des citoyens, ainsi que celle de leur implication dans la production et dans l'appropriation de ces savoirs. Le contexte de la pandémie que connaissent nos sociétés fonctionne comme un exceptionnel révélateur de ces enjeux, en même temps qu'il les réactive et agit comme une incitation forte pour les producteurs de ces savoirs à se livrer à un travail de réflexivité sur les implications politiques de leur engagement scientifique et des conditions dans lesquelles il se réalise.

Dominique Pestre pose très clairement l'enjeu lié à cette entrée dans le temps historique des incertitudes, en même temps qu'il propose une méthode. Pour lui, « l'enjeu intellectuel est bien visible : soit nous postulons une transcendance, un quelque chose commun à tous les esprits, les organisant et garantissant leur parfaite communication – une métaphysique [...], soit nous postulons que c'est toujours en situation et contexte que les choses se jugent et que c'est pragmatiquement que nous définissons nos règles et communiquons » (Pestre, 2006 : 14). La raison n'est plus désormais mythifiée : « La Raison ». Elle est relative et ne relève plus d'une « conception générale et universelle de la science » (Vinck, 2007 : 6). De la reconnaissance que, désormais, la science est sans essence, découle le constat que celle-ci est *située*, et les vérités qui sont produites doivent être rapportées à des contextes. Les théories énoncées s'inscrivent dans des contextes historiques comme dans des contextes culturels⁷, plutôt qu'elles ne les surplombent. Suivant une telle conception, l'auto-justification de la science n'est plus acceptable. Il n'est plus concevable de penser que la science trouve son explication en elle-même et qu'elle bénéficie d'un « développement immanent partiellement autonome » (Vinck, 2007 : 281). En reprenant ce qu'en dit David Bloor (1983b), s'appuyant lui-même sur Ludwig Wittgenstein pour fonder une théorie de la science, Pierre Bourdieu estime ainsi que « la rationalité, l'objectivité et la vérité sont des normes socio-culturelles locales, des conventions adoptées et imposées par des groupes particuliers » (Bourdieu, 2001 : 69, 92).

⁷ Voir notamment : Foucault, 1969.

Toutes ces réserves concernant le caractère absolu, intangible, indiscutable des « vérités » proférées par les savoirs sur la nature⁸ annoncent un renoncement à des visions globalisantes, une prise de distance « d'avec l'explication causale globale » (Pestre ; 2006 : 4) au profit de l'étude de la « complexité des actes humains en situation » (Pestre, 2006 : 4). C'est un changement de vision de la connaissance dans lequel vont également s'inscrire les savoirs sur la société. De façon générale, l'idée d'un « antiréductionnisme » nécessaire y est affirmée, de même que le refus d'un essentialisme justifiant une prise de distance avec les « grands paradigmes unificateurs » dont « l'usure » est affirmée (Passeron & Revel dir., 2005 : 15). « Dans cette perspective, le monde physique et social, plutôt que d'être considéré comme figé et stable [...] doit être systématiquement envisagé en tant qu'il est en action et en devenir » (Lemieux, 2018 : 21). Il s'agit alors « d'approcher les réalités macro-sociologiques en tant que celles-ci s'accomplissent dans la réalité sociale » (Barthe *et al.*, 2013 : 180).

Quand le Social devient partie prenante des régimes de connaissance

Ces transformations dans l'approche des savoirs ont pour point d'orgue, ou comme idée carrefour, un changement de rapport des savoirs au Social. On peut considérer ce changement de statut du Social dans les savoirs comme de l'ordre du culturel, comme de l'ordre d'une révolution culturelle. En étant associé à une mutation sur le registre épistémologique, ce changement est susceptible de bouleverser ce que j'ai appelé l'effet de système entre les régimes de connaissance et les conceptions

⁸ Là aussi, il ne nous appartient pas de juger de ce que serait le caractère excessif de ces réserves quand elles vont jusqu'à considérer que la science et la technique seraient ainsi assignées à n'être que « des croyances constitutives de l'idéologie de la Modernité » (Busino, 2003 : 222). Comme nous l'avons suggéré précédemment (voir la note 5), ce qui nous intéresse sociologiquement dans les critiques faites à la science, sans trancher sur leur source (il est admis que ces courants critiques viennent majoritairement des SHS, et de façon plus marginale des autres sciences elles-mêmes), c'est le fait que ces critiques puissent être formulées en étant en adéquation avec les dominantes des savoirs en général telles qu'elles se donnent à voir dans le temps historique des incertitudes.

de l'ordre politique, celles de la régulation politique des sociétés et des modes de fonctionnement du pouvoir.

Dans le temps historique des certitudes, j'ai souligné combien le Social était, tant pour les savoirs sur la nature que pour ceux sur la société, mis à distance : soit jusqu'au rejet par crainte de contamination, soit conçu exclusivement comme un récepteur de « vérités » imposées. Dans le temps historique des incertitudes, le Social acquiert un tout autre statut. Dans les savoirs sur la nature, s'affirme l'idée d'une indissociabilité dans la production de connaissance entre la « vérité » qui est énoncée et la société où elle est énoncée. La société apparaît ainsi constitutive de cette vérité énoncée. L'une des figures du courant *SéTS*, Sheila Jasanoff, avance la notion de « co-production » en considérant que l'ordre naturel et l'ordre social sont indissociables, que la science et la société sont « co-produites ». Elle estime qu'il convient de donner de l'importance à une conception « *interactional* » du travail de la science. Ce qui est suggéré alors, c'est une conception où la compréhension de la science, de ce qu'elle produit, tient à la fois des façons – relevant de sa partie « constitutive » – dont elle s'ordonne fondamentalement avec ses catégories propres pour tenter de saisir le monde tel qu'il est, et de ses confrontations faites de conflits et d'accommodements survenant inévitablement entre les ordres naturels et sociaux. Par conséquent, selon Sheila Jasanoff, « *scientific knowledge [...] is not a transcendent mirror of reality. It both embeds and disembeds in social practices, identities, norms, conventions, discourses, instruments and institutions – in short, in all of what we term the social [...]. Science, in the co-productionist framework, is understood as neither a simple reflection of the truth about nature nor an epiphenomenon of social and political interests* » (Jasanoff, 2004a : 3)⁹.

Si l'on souhaitait prendre la mesure de ce que peut signifier cette prise en compte du Social dans un régime de connaissance donné, on pourrait se référer ici, une nouvelle fois, à l'exemple des savoirs sur le droit. Cet exemple prend d'autant plus de signification que ces savoirs ont, par nature, un rapport au politique. Or, dans le cadre du temps historique des incertitudes, ces savoirs sont passés d'un positionnement de rejet

⁹ Voir également : Bloor, 1976 ; 1983a.

absolu du Social à une conception où ce dernier devient *constitutif* du droit et réciproquement¹⁰.

Dans les savoirs sur la société, ce qui se joue principalement, ce n'est pas, bien entendu, l'existence du Social dans le régime de connaissance, mais le statut qu'on va lui accorder. Une des grandes tendances qu'on observe dans ce type de savoirs, c'est le passage d'une centration sur les structures qui contraignent l'individu, sans autre issue que sa soumission, vers des approches mettant en valeur des processus plus complexes au sein desquels l'individu est situé dans des configurations de situations particulières dans lesquelles il est *actif*. Giovanni Busino considère que « la théorie unique qui avait assuré pendant longtemps l'unité interne de la discipline [la sociologie] a cédé sa place à des conceptualisations concurrentes et à des orientations déracinées de la tradition rationaliste de la réalité, de la vérité, de la preuve » (Busino, 2003 : 194). Il s'agit désormais de passer « de ce qu'on avait coutume d'appeler les "approches structurales" à l'étude de la complexité des actes humains en situation » (Pestre, 2006 : 4). Rien n'illustre mieux cette mutation des savoirs sur la société que cette critique de la « théorie critique », telle qu'elle avait été développée au sein de l'École de Francfort¹¹. Axel Honneth reproche ainsi à Theodor W. Adorno et à Max Horkheimer, deux des grandes figures de cette École, de « promouvoir une conception qui rapporte tout à la figure de la raison, à la figure de la nécessité en ayant pour seul horizon la révolution » (Honneth, [1986] 2016).

Cette prise de distance avec une posture consistant à regarder de haut le fonctionnement du Social, en se centrant sur une domination se manifestant dans une unilatéralité qui lui donne un caractère inéluctable, se répercute sur les méthodologies mises en œuvre dans les savoirs sur la société. Il s'agit, comme le dit Michel de Certeau, de ne plus s'en tenir aux seuls savoirs spéculatifs qui s'attachent à ajuster les pratiques aux structures – au risque de la mise en œuvre d'une « raison dogmatique » –, de prendre ses distances avec la prétention à « lire l'ordre du monde » et de se

¹⁰ Voir Hunt, 1993. Voir également : Sally Engle, 1990.

¹¹ L'École de Francfort est un courant de recherche animé, à partir des années 1950, par un groupe formé de grandes figures de la philosophie et de la sociologie, auteurs d'une « théorie critique » du fonctionnement des sociétés qui a sensiblement évolué dans le temps.

préoccuper du « détail des choses » (Certeau, 1980). C'est une démarche que préconisent également Jean-Claude Passeron et Jacques Revel en considérant que « “penser cas par cas”, c'est envisager qu'un approfondissement des propriétés d'une singularité » peut laisser espérer la construction d'une « argumentation de portée plus générale [...], la montée en généralité qui procède par succession de problèmes particuliers », et non plus la simple mise en œuvre d'un modèle hypothético-déductif (Passeron & Revel, 2005 : 9, 36). L'intérêt porté alors à la micro-histoire s'élargit vers une diversité d'approches micro du fonctionnement du Social. Pour ne prendre qu'un exemple, James C. Scott propose de s'intéresser à une « infra-politique » (Scott, 2016)¹² que néglige une science politique qui devrait pourtant « s'intéresser aux gens qui n'ont pas de pouvoir, qui sont sous son œil et ne peuvent s'en extirper » (Scott, 2009 : 246). Cet auteur préconise ainsi de prendre en compte les « luttes politiques discrètes » (Scott, 2009 : 199) et « de saisir des actions qui ne sont pas repérées par les sciences sociales et donc pas considérées comme des actions politiques » (Scott, 2009 : 249).

En réalité, tous ces mouvements s'inscrivent dans une tendance encore plus large : celle d'une approche « *from below* ». C'est ce qui se constate en histoire où le choix est fait d'observer « quelles formes de dissentiment ou de résistance peuvent être élaborées à l'intérieur des relations de pouvoir [...], de se livrer à une réflexion autour de l'autorité, de l'obéissance, de ses limites, ainsi que des résistances qu'il est légitime d'opposer aux dires des autorités » (Cerutti, 2015 : 932, 954). C'est aussi ce que donne à voir par exemple une sociologie de l'action publique où les destinataires – potentiels ou réels – de droits ne sont pas des sujets passifs, simples récepteurs d'une politique publique et des droits afférents. Il s'agit bien de mettre l'accent sur l'importance de considérer les individus, y compris les plus démunis, comme des *acteurs* sociaux. Les populations « cible » des politiques publiques ne sont effectivement pas passives. Elles sont, au contraire, susceptibles de concevoir des tactiques, de procéder à des usages détournés, à des contournements, de faire preuve de résistance. C'est ainsi que, pour ne prendre qu'un exemple, dans le cadre de l'observation

¹² Voir également : Scott, 2009 (pour la version originale en anglais, voir : Scott, 1990).

d'un processus de mise en œuvre d'une politique publique à destination de populations « vulnérables » (les handicapés), « les récits individuels donnent à voir des retraductions des droits » (Revillard, 2020 : 24).

Dans sa critique de la pensée de Theodor W. Adorno, Axel Honneth met justement l'accent sur son incapacité à « saisir le “social” » : « Adorno a échoué à développer une analyse de la société car il est resté attaché toute sa vie à un modèle totalisant de la domination de la nature qui le rendait par conséquent inapte à saisir le “social” des sociétés » (Honneth, [1986] 2016 : 12). Précisément, dans le temps des certitudes, les savoirs sur la société ont ignoré ou ont même disqualifié le fait que les individus composant ce « Social » pouvaient ne pas être des individus inertes mais des *acteurs* sociaux. La sociologie pragmatique s'est remarquablement inscrite dans ce courant qui a remis en valeur le poids du Social dans les processus à l'œuvre au sein des sociétés, sans réduire ce fonctionnement du Social exclusivement aux effets de la domination et au poids des structures (Lemieux, 2018 ; Barthe *et al.*, 2013). Pour ce courant, une société ne saurait se réduire à la compréhension des comportements de ceux qui la composent, en se contentant de rapporter ceux-ci à ce que sont leurs dispositions, la place qu'ils occupent dans l'espace social, au poids des structures. Les savoirs sur la société se libèrent d'un « réductionnisme structural » (Thompson, 2014 : 12)¹³, où toute action accomplie par des « agents » trouve son explication dans des déterminismes auxquels ils ne peuvent échapper.

Dans ces nouvelles façons de penser la société, la relativisation des déterminismes, du poids des structures, de l'inéluctabilité dans l'évolution des sociétés va faire de l'acteur un élément central dans les nouveaux schémas d'analyse. Il est significatif à cet égard que de nouveaux concepts vont se répandre dans la littérature. C'est le cas pour le concept d'« *agentivity* », entendu comme la faculté pour un individu d'être acteur de son destin, d'acquérir le pouvoir d'agir sur le monde, sur les choses, les êtres, de les transformer ou de les influencer. Ce concept est proche de la notion d'« *agency* », dont la recherche féministe use pour définir cette « capacité à faire quelque chose avec

¹³ Pour la version originale en anglais, voir : Thompson, 1975.

ce qu'on a fait de moi » (Butler, 2006 : 15)¹⁴. De même est apparu le concept d'« *empowerment* » comme un préalable inscrit dans un processus d'émancipation, de mobilisation collective susceptible d'aboutir à un changement (Bacqué & Biewener, 2013). Enfin, on pourrait ajouter à cette liste le concept de « *capability* », tel qu'il est employé par Amartya Sen pour se référer aux marges de manœuvre dont les individus sont capables de disposer, ici en référence à l'usage des droits humains (Sen, 2010)¹⁵.

Ces nouvelles orientations rejoignent finalement les voies plus anciennes d'un pragmatisme en philosophie, comme celui promu par John Dewey dans les années 1920-1930 quand il s'attachait à définir ce que devait être la participation des citoyens au fonctionnement démocratique (Dewey [1927] 2010). Comme le souligne une spécialiste de cet auteur, il s'agissait de mettre au service des citoyens un « certain nombre de ressources, de biens, de méthodes, de formations, d'équipements [les dotant] du pouvoir de produire eux-mêmes les connaissances grâce auxquelles ils pourraient agir sur les situations qui les "troublent", qui les font souffrir, qui produisent de l'exclusion ou de la détresse » (Zask, 2011 : 217).

Dans le travail de réflexivité dont ils font l'objet, les savoirs sur la nature et ceux sur la société sont eux-mêmes confrontés à ce nouveau statut de l'individu, susceptible de ne plus être un simple récepteur passif de connaissance mais d'être impliqué – activement impliqué – dans le processus même de la connaissance, depuis sa production jusqu'à ses mises en œuvre et ses appropriations éventuelles. L'idée de co-construction possible resurgit ainsi, à la fois dans les savoirs sur la nature et dans ceux sur la société. Mais il ne s'agit alors plus seulement de considérer que la production de savoirs sur la nature ou sur la société est indissociable des contextes historiques, sociaux culturels, politiques et du Social. Il s'agit désormais de « refuser les notions passives de diffusion et de réception pour retenir celles plus actives, de représentations et d'appropriations historiquement situées » (Pestre, 1995 : 504). Il s'agit de permettre l'avènement d'une « co-construction », dans le sens d'une

¹⁴ Pour la version originale en anglais, voir : Butler, 2004.

¹⁵ Pour la version originale en anglais, voir : Sen, 2009.

« co-construction démocratique » (Frère, 2015 ; Baert & Shipman, 2015) du travail de connaissance entre les chercheurs et les publics. Ce travail doit être fait d'interactions, sur une reconnaissance mutuelle de compétences « susceptibles de se compléter pour favoriser un processus de régulation collective dans le fonctionnement et les transformations des sociétés »¹⁶.

« La place des citoyens dans la science » est ainsi devenue un enjeu. C'est à convenir de la participation des citoyens à l'expertise dont il est désormais question, ou encore d'un « *mutual learning* » prenant, par exemple, la forme « d'une collaboration entre patients et spécialistes » (Rabeharisoa & Callon, 2004). L'idée de « faire entrer les sciences en démocratie » (Vinck, 2007 : 269) s'impose ainsi de plus en plus, cela à la mesure de ce qui serait un changement de vision anthropologique des citoyens, pour reprendre l'expression employée par Danilo Martucelli (2011). Selon cet auteur, le rapport des citoyens aux savoirs serait bouleversé par un double mouvement : celui d'une « existentialisation du social » et celui d'une « socialisation de l'existentiel ». Dans le premier cas, des questions existentielles deviendraient des questions sociales (par exemple, la reproduction couplée avec la bioéthique, la mort couplée avec le droit à mourir, la santé couplée avec ce qui la menace collectivement, etc.). Dans le second cas, des questions sociales « s'ouvrent à des considérations existentielles » (par exemple, le développement durable, le réchauffement climatique, le traitement de la vieillesse, l'État providence, etc.). Les conditions seraient ainsi réunies pour que le citoyen se ressente comme impliqué, comme partie prenante des débats scientifiques ou des débats politiques sur des questions scientifiques. L'existence de ce bouleversement des rapports des citoyens aux savoirs pourrait alors expliquer que le courant issu de la critique de la théorie critique portant un intérêt croissant à la subjectivité des individus (courant international¹⁷) puisse ici trouver à se répandre dans un contexte où le citoyen est susceptible d'être reconnu ou de vouloir se faire reconnaître comme acteur de savoirs étroitement liés à sa propre existence.

¹⁶ Voir la « sociologie publique » de Michael Burawoy (2013).

¹⁷ Voir notamment sur cette question de la subjectivité les analyses de Pierre Guibentif (à paraître).

Dans un tel contexte, les savoirs ne peuvent plus simplement être « diffusés unilatéralement par l'université vers la Cité, comme pour mieux l'éclairer. Ils entrent systématiquement en résonance avec le monde environnant, posent question, interpellent, produisent des effets sur la vie des citoyens, détenteurs d'expertises profanes et immédiates, certes, mais qui réfléchissent, réagissent, débattent, contribuent à redéfinir, à réinterroger et à redynamiser des mêmes savoirs qui apparaissent avant tout comme supports cognitifs permettant d'habiter le monde, d'y vivre » (Vrancken, 2019 : 184).

En guise de conclusion : « Faire entrer les sciences en démocratie »

En soulignant ainsi le caractère de plus en plus explicite de la relation entre savoirs et pouvoir, la nécessité s'impose, en conclusion, de contribuer à la recherche de sens des enchaînements dont cette relation est faite.

J'ai tenté de mettre en valeur un exceptionnel parallélisme des transformations des régimes de connaissance pour les savoirs sur la nature et pour ceux sur la société. Ce constat d'un parallélisme des transformations nous invite à revenir sur ce dualisme entre nature et culture que l'Occident aurait particulièrement cultivé « sur le mode de la séparation » (Klein, 2020a : 54). Or, la pandémie de la Covid-19 nous alerte avec force sur les risques qui en découlent. Il s'agit désormais de dépasser cette « vieille opposition [...] des sciences de l'esprit et des sciences de la nature », de celle entre la recherche de sens sur les phénomènes humains et celle propre aux phénomènes naturels, cela à partir du constat d'interférences entre les deux sphères exigeant la recherche d'une épistémologie commune (Commaille & Thibault dir., 2014 : 13, 14).

Cette évolution commune des savoirs, à travers les façons dont ils sont pensés, ou donnés à voir, ou observés, suggère avec encore plus de force de se pencher sur cette homologie entre cette évolution commune des savoirs et des conceptions de l'ordre politique, des régimes de régulation politique des sociétés.

Dans le temps historique des certitudes, les expressions des régimes de connaissance et les façons dont ils sont pensés ne renvoient pas *seulement* aux conceptions concernant les règles internes, les principes de fonctionnement au fondement de la production de connaissance qu'ils se donnent.

Ces règles, ces principes de fonctionnement sont de plus inspirés par des valeurs, relèvent d'un registre culturel totalement en phase avec un régime de régulation politique top down, soit un régime pyramidal, hiérarchisé.

Dans le temps historique des incertitudes, les régimes de connaissance des savoirs sur la nature et ceux sur la société, de la même façon, au-delà de leurs règles internes, de leurs principes de fonctionnement au fondement de la production de connaissance, sont inspirés par des valeurs. Mais celles-ci se situent sur un registre culturel différent. *Les contours mêmes de ce nouveau registre culturel suggèrent un effet de système avec un régime de régulation politique en gestation.* La prise en compte de la complexité, le renoncement à une posture en surplomb, la prise de distance avec les méta-théories ou les méta-récits prétendant épuiser le sens de l'évolution du monde, la reconnaissance du caractère situé de la connaissance dans le temps et dans l'espace sont inspirés par des valeurs en phase avec ce qui pourrait devenir un nouveau régime de régulation politique des sociétés.

Rien ne suggère davantage l'avènement de ce nouveau régime de régulation politique des sociétés que la prise en compte du Social, le souci de la fonction des savoirs pour la Cité et de l'approche des processus naturels, sociaux, culturels, politiques *from below*, la reconnaissance des individus non plus seulement comme des sujets mais comme des *acteurs* potentiels. Une telle mutation annonce une redéfinition des rapports entre la production de connaissance et les citoyens¹⁸. Il en découle logiquement une conception d'un registre politique dans lequel *l'implication citoyenne dans la production, la mise en œuvre, les appropriations des savoirs s'inscrivent dans ce qui se dessine comme un nouvel ordre démocratique*, une volonté de construire un autre type de citoyenneté.

Le temps historique des incertitudes, loin d'inciter au « déclinisme », nous donne l'opportunité d'« exploiter des incertitudes radicales » et de « “fabriquer du doute” au bénéfice de la recherche »¹⁹. Plus que jamais, face

¹⁸ Voir la contribution de Pierre Guibentif dans le présent ouvrage : « La crise Covid-19 : Temps d'un indispensable retour réflexif, en particulier pour les SHS ».

¹⁹ *Ibid.* Voir également les références que Pierre Guibentif y fait à l'ouvrage de Bernadette Bensaude-Vincent (2003).

à ce fait historique que constitue la pandémie de la Covid-19, les transformations des régimes de connaissance et les enjeux politiques que ces transformations révèlent de façon éclatante nous invitent à approfondir collectivement un travail de réflexivité sur les savoirs, sur ce qui les rend communs, qu'ils relèvent... de la nature ou de la culture.

La mise en scène des sciences par temps de Covid-19

Étienne KLEIN

Un virus n'a pas d'intentionnalité, à part peut-être celle de trouver des hôtes pour se multiplier puisqu'il est incapable de le faire seul¹. Contrairement à ce que l'on a pu lire et entendre ici et là, celui qui est responsable de la Covid-19 n'a donc nullement surgi dans le but de nous faire la morale, encore moins de nous châtier. Mais, à défaut de recevoir des leçons de sa part, nous pouvons, nous, en tirer quelques-unes pour notre propre compte, en analysant ce que nous avons appris grâce à lui, ou en regardant les effets qu'il a eus sur nous, notamment dans notre façon de parler des sciences.

En voici déjà trois qui semblent se dessiner avec force.

D'abord, nous savons encore mieux qu'auparavant que les grandes pandémies à venir seront des « zoonoses » – c'est-à-dire des infections virales brisant la barrière inter-espèces pour se propager de l'animal à l'homme –, dont la diffusion est favorisée par les bouleversements écologiques induits par l'activité humaine. Il est donc grand temps de prendre acte du fait que nous ne pourrons pas nous abstraire du monde à notre guise. L'humanité ne constitue nullement une bulle autonome, à part. Faisant partie de la nature, elle ne saurait s'en émanciper radicalement. Curieux renversement, au demeurant : alors qu'encore tout récemment, certains techno-prophètes prédisaient notre imminente libération des soucis liés à la matérialité de notre corps grâce aux nouvelles technologies, nous voilà cruellement et

¹ Certains passages de cette contribution reprennent des phrases de l'ouvrage de l'auteur *Le goût du vrai* (Klein, 2020a).

brutalement ramenés à notre « socle biologique » ; et pendant de longues semaines, au lieu de courir le monde et de nous rendre encore un peu plus « comme maîtres et possesseurs de la nature », nous avons dû sagement rester chez nous, c'est-à-dire nous confiner comme faisaient nos ancêtres.

Ensuite, la pandémie de Covid-19 en cours, avec ses phases de confinement successives, a offert une parfaite illustration de l'ambivalence des technologies numériques. Nombreux sont celles et ceux qui (*Covido ergo Zoom !*) ont pu continuer à exercer une activité professionnelle grâce au télétravail, à bénéficier de soins grâce à la télémedecine, à se former grâce au télé-enseignement et à rester en relation, sans risque d'infection, avec leurs proches grâce aux outils de communication. Mais, dans le même temps, la pandémie a rendu manifestes les effets négatifs d'une trop grande *virtualisation* de la société. Nous le savions, bien sûr, mais nous avons pu le vérifier à grande échelle : le contact humain et la présence physique sont essentiels, à la fois au tissu démocratique et au sentiment d'appartenance à un monde commun. Aussi impressionnantes soient-elles, les prouesses digitales n'en peuvent mais. Par exemple, la qualité du télé-enseignement est moindre que celle de l'éducation désormais (et horriblement) dite « en présentiel ». De plus, il est devenu manifeste que chacun de nous peut désormais choisir ses informations et finalement ses « vérités ». Le numérique permet en somme l'avènement d'une nouvelle condition de l'individu contemporain : dès lors qu'il est connecté, celui-ci peut façonner son propre accès au monde depuis son smartphone et, en retour, être façonné par les contenus qu'il reçoit en permanence de la part des réseaux sociaux. Il bâtit ainsi une sorte de monde sur mesure, de « chez-soi idéologique », en choisissant les communautés digitales qui lui correspondent le mieux. Se mettent ainsi en place ce qu'Alexis de Tocqueville aurait appelé des « petites sociétés », ayant des convictions et des pensées très homogènes, chacune défendant sa cause. Dans ce monde-là, nous pouvons ne jamais être confrontés à la contradiction, puisque nous ne rencontrons jamais que des biais de confirmation... Ainsi, devenons-nous prompts à déclarer vraies les idées que nous aimons tout en prétendant... aimer la vérité !

Enfin, nous commençons à pressentir qu'au terme des débats, c'est la recherche qui aura le dernier mot. Du moins est-il permis de l'espérer. En

effet, c'est seulement grâce à elle qu'on finit par savoir ce qu'il en est de telle ou telle question qui avait provoqué, par excès d'impatience, des controverses aussi intenses que stériles. Songeons aux vaccins, qui pourraient bien nous tirer d'affaire, bien plus en tout cas que tel ou tel médicament promu un temps de façon inconsidérée. On n'a guère entendu dans les médias français les chercheurs (pour la plupart non français...) qui, au prix d'un dur labeur, les ont conçus et mis au point. Signe, sans doute, que compétence et expertise s'accommodent aisément de la discrétion...

Une occasion historique d'expliquer ce qu'est la recherche

D'autres leçons sont à tirer du traitement médiatique des aspects scientifiques de la pandémie. Une opportunité quasi-historique nous était donnée d'expliquer au grand public, en temps réel, jour après jour, la méthodologie scientifique : ses tâtonnements, ses avancées, ses multiples biais, ses succès, mais aussi en quoi consistent un essai en double aveugle, un essai randomisé, un effet placebo, un bon usage des statistiques, la différence entre une corrélation et une relation de cause à effet... Au lieu de la saisir, nous avons préféré mettre en scène une interminable foire d'empoigne entre ego ayant souvent atteint une certaine sur-dimension. D'aucuns accordaient même à leur « ressenti » un crédit si élevé qu'ils parvenaient à trancher d'un simple coup de phrase des questions vertigineusement complexes. Tout en reconnaissant, pour les plus honnêtes d'entre eux, qu'ils n'y connaissaient absolument rien (« Je ne suis pas médecin, mais je... »).

Je crains qu'une partie du public se soit ainsi laissée abuser, et considère désormais que la science est une simple affaire d'opinions qui s'affrontent sans jamais converger. Je le crains d'autant plus qu'aujourd'hui, la tendance à avoir un avis non éclairé sur tout, et à le répandre largement, semble gagner en puissance grâce aux réseaux sociaux. Dans son sillage, cette tendance distille l'idée que la science ne relève que d'une croyance parmi d'autres, qu'elle serait en somme une sorte d'Église émettant des publications comme les papes des bulles, que les non-croyants ont tout loisir non seulement de contester, mais aussi de mitrailler de commentaires à l'emporte-pièce.

Entendons-nous bien : je suis parfaitement conscient que nous vivons tous dans une mare de préjugés et que les scientifiques – qu'ils s'expriment

publiquement ou non – n'échappent pas à la règle. Je n'ignore pas non plus qu'il existe des zones grises, des situations ambivalentes où la vérité, hésitante, parfois même plurielle, prête à débat. Mais ce sont alors la prudence et l'humilité qui devraient s'imposer. Je dis bien « devraient »...

Je n'ignore pas non plus que les scientifiques ne sont pas exempts des défauts coutumiers au genre humain : mauvaise foi, arrogance, bêtise, cupidité, précipitation, aveuglement, folie. Comme tout un chacun, ils peuvent se tromper, subir l'influence des idéologies ou des lobbys, parfois même tricher, de sorte que leurs déclarations quant à la vérité de tel ou tel résultat ne sauraient être prises pour argent comptant. Reste qu'en général, grâce justement au travail collectif mené à l'intérieur même du champ scientifique, de tels errements finissent par être démasqués et dénoncés.

Quand les biais cognitifs se manifestent à grande échelle

Il existe de multiples biais bien connus qui affectent nos jugements, dont quatre ont notamment fait florès pendant la crise.

Primo : la tendance à accorder davantage de crédit aux thèses qui nous plaisent qu'à celles qui nous déplaisent. Sans aller y voir de trop près, nous adhérons spontanément aux « vérités » qui répondent à nos vœux, rejetant les autres d'un revers de main. Gouvernés par nos émotions, notre *feeling*, nous prenons nos désirs pour des réalités. Et tant pis pour les faits ou les arguments qui viendraient à nous démentir.

Deuzio : ce que certains appellent plaisamment l'*ipsédixitisme* : « Dès lors que le maître lui-même l'a dit (*Ipse dixit*), alors on ne discute pas. » L'autorité que nous accordons à X ou à Y nous incline à considérer comme vrais tous les propos qu'ils tiennent, nous dispensant d'exercer notre esprit critique. Cette sensibilité aux arguments d'autorité procède en quelque sorte d'un « effet gourou ». Dans sa forme dégradée, ce travers nous pousse à croire qu'une chose est vraie pour l'unique raison que nous l'avons lue ou entendue.

Tertio : l'*ultracrépidarianisme*, autre néologisme malicieux construit à partir de la locution latine « *Sūtor, nē supra crepidam* » (« Le cordonnier doit s'arrêter au rebord de la chaussure »). Ce terme désigne la tendance, fort répandue, à parler avec assurance de sujets que l'on ne connaît pas.

Quarto : L'effet dit « Dunning-Kruger ». Parler avec aplomb de ce qu'on ne connaît pas est la manifestation d'un biais cognitif identifié depuis fort longtemps (Aristote l'évoque à sa façon) et qui fut étudié empiriquement en 1999 par deux psychologues américains, David Dunning et Justin Kruger. Cet effet s'articule en un double paradoxe : d'une part, pour mesurer son incompetence, il faut être... compétent ! ; d'autre part, l'ignorance rend plus sûr de soi que la connaissance. Ce n'est en effet qu'en creusant une question, en s'informant, en enquêtant sur elle, qu'on découvre qu'elle est plus complexe qu'on ne l'eût soupçonné. On perd alors son assurance, pour la regagner peu à peu à mesure que l'on devient compétent – mais teintée de prudence, désormais. Durant la pandémie, nous avons vu se déployer en temps réel la dynamique typique de cet effet « Dunning-Kruger » : à mesure que nous nous sommes informés, que nous avons enquêté, creusé, nous avons fini par comprendre que l'affaire est plus complexe que nous ne l'eûmes soupçonné. Aujourd'hui, (presque) tout le monde, me semble-t-il, a saisi que cette pandémie est une affaire diablement compliquée. Du coup, l'arrogance se porte aujourd'hui un peu moins bien qu'il y a quelque temps, sauf dans les réseaux spécialement dessinés pour lui prêter main-forte.

Les sciences *versus* la recherche

Il est toutefois permis d'espérer qu'à la fin de cette pandémie, nos concitoyens auront pu mieux comprendre que les sciences ne sont pas identiques à la recherche. Elles représentent en effet des *corpus* de connaissances, de résultats acquis, de théories qui ont été dûment mises à l'épreuve et qu'il n'y a pas lieu – jusqu'à nouvel ordre ! – de remettre en cause : la Terre est ronde plutôt que plate, l'atome existe bel et bien, $E = mc^2$, l'univers observable est en expansion, les espèces animales évoluent, l'activité humaine modifie le climat terrestre, etc. Mais ces connaissances, par leur incomplétude même, posent des questions dont nous ne connaissons pas encore les bonnes réponses : comment expliquer que l'antimatière, qui était présente dans l'univers primordial, a disparu au sein de l'univers actuel ? Existe-t-il une vie extraterrestre ? Quelle sera précisément la température moyenne en 2100 ? Une personne malade parce qu'elle a contracté tel nouveau virus pourrait-elle

être infectée une seconde fois par ce même virus ? Répondre à de telles questions dont les réponses ne sont pas connues des scientifiques est le but de la recherche. Par nature, celle-ci a donc à voir avec le doute, tandis que les sciences sont constituées d'acquis difficiles à remettre en cause sans arguments extrêmement solides. Vous m'accorderez que la question de la forme de la Terre, par exemple, est *grosso modo* une affaire réglée. Le doute circule, lui, dans le purgatoire de l'idée de vérité, pour une durée indéterminée. Il est le véritable moteur de la recherche, en même temps que son combustible.

Mais lorsque cette distinction n'est pas faite – comme ce fut trop souvent le cas ces derniers mois –, l'image des sciences, abusivement confondues avec la recherche, se brouille et se dégrade : elles donnent l'impression d'être une bagarre permanente entre experts qui ne parviennent jamais à se mettre d'accord. Elles distillent en outre le sentiment d'être tiraillées entre excès de modestie et excès d'arrogance, car leur rapport à la vérité apparaît alors contradictoire : d'un côté, elles affirment avec assurance pouvoir l'atteindre ; de l'autre, elles se réclament du doute systématique. De l'extérieur, forcément, on a un peu de mal à suivre...

Nul résultat de recherche ne tombant directement du ciel (y compris en matière de thérapeutique !), il faut aller le chercher, laborieusement, en faisant des observations, des analyses, des mesures, des calculs, en mettant en place des protocoles, en traquant les incertitudes, les « à-peu-près », les zones d'ombre, les erreurs qui se nichent ici ou là, en inventant aussi, parfois, d'autres techniques ou en explorant de nouvelles idées. Il faut ensuite discuter les résultats obtenus avec d'autres chercheurs qui s'intéressent aux mêmes questions ou travaillent sur des sujets voisins. Tout cela demande du temps – beaucoup de temps –, contrairement à ce que certains esprits trop zélés ont voulu nous faire croire depuis les débuts de la pandémie. Ils ont annoncé précipitamment et de façon péremptoire de prétendus résultats, notamment à propos de tel ou tel médicament, qui allaient bien au-delà de ce que les études sérieuses, qui n'avaient pas encore abouti (et pour cause !), permettaient d'affirmer. Il y a là une autre leçon à retenir : la temporalité propre de la recherche a si peu à voir avec celle de *Twitter* qu'on doit se méfier des proclamations individuelles et des communiqués autopromotionnels que d'aucuns jettent en pâture

à une opinion particulièrement inquiète. Il faut dire qu'en période de crise, notre impatience collective crée une demande de certitudes que les chercheurs scrupuleux ne peuvent pas satisfaire puisque, précisément, ils ne savent pas encore. Par l'effet d'une logique médiatique implacable, ils se trouvent alors détrônés par d'autres intervenants qui, eux, n'hésitent guère à clamer *urbi et orbi* des conclusions simples et tranchées, plus plaisantes à nos oreilles que leurs discours.

« Conspirations en plein jour »

Dans 1984, George Orwell (1949) propose une implacable description du monde totalitaire, où *la vérité est toujours mise en question*. Non que les hommes politiques des régimes totalitaires aient l'apanage du mensonge, mais, dans l'univers décrit par Orwell, c'est la distinction même entre vérité et mensonge, entre vérité et fiction qui devient superflue, dès lors qu'elle contrevient à des exigences d'utilité et de convenance. Le réel est sommé de se taire. Seul importe de maintenir la croyance collective dans la fable officielle.

Lorsque l'idée même de vérité est ainsi abrogée, c'est la notion de monde commun qui se trouve elle-même néantisée : l'échange devient impossible, qu'il s'agisse d'idées, de jugements, de sentiments ou d'émotions. La capacité de penser par soi-même est, elle aussi, abolie : répertoire de la langue réduit au minimum, lexique et syntaxe simplifiés à l'extrême, l'exercice de l'intelligence devient impossible. Tout argument contraire aux intérêts du pouvoir n'est pas seulement interdit, il ne peut même plus se former dans le cerveau des individus.

Dans de tels régimes, la notion d'information objective perd évidemment tout son sens. L'histoire y est constamment réécrite en fonction des besoins du moment et les découvertes de la biologie, de la physique peuvent être niées ou reformulées, pour peu qu'on les juge inappropriées. Après la Seconde Guerre mondiale, alors que l'affaire Lyssenko² battait son plein, le physicien russe George Gamow, installé

² Trofim Denissovitch Lyssenko (1898-1976) affirmait avoir mis au point des méthodes permettant d'imposer des caractères héréditaires voulus à des plantes, et même de transformer à volonté une espèce en une autre. Il dénonçait la « génétique

aux États-Unis, résuma joliment les thèses de ceux qui, dans son pays d'origine, piétinaient la vérité scientifique pour affirmer l'hérédité des caractères acquis : « Quand un enfant ressemble à son père, ils disent que c'est en vertu des lois de Mendel ; quand il ressemble au facteur, ils disent que c'est un effet de l'environnement. »

Il y a quelques années, je pensais que seuls les pays sous la coupe d'un régime totalitaire, ou en passe d'y tomber, étaient concernés par cette menace. Je me demande désormais si je ne devrais pas réviser mon jugement. Certains épisodes récents, aux États-Unis ou en Europe, sont venus illustrer la nouvelle fragilité des vérités de sciences *dans des sociétés démocratiques*. Deux phénomènes se conjoignent dangereusement : d'une part, les vérités, scientifiques ou autres, peuvent y être victimes de ce qu'Alexandre Koyré appelait des « conspirations en plein jour » (Koyré, 2004 : 31), c'est-à-dire de mensonges publiquement assénés ; d'autre part, l'on use désormais sans vergogne de toutes sortes de stratagèmes intellectuels pour *ne pas accorder de crédit à ce que l'on sait*, si les implications théoriques ou pratiques de nos savoirs nous chagrinent, nous déplaisent ou nous embarrassent.

Il est beaucoup question de la « post-vérité », surtout depuis la première campagne présidentielle de Donald Trump. Ce terme fut en réalité introduit bien avant, dès 1992, par Steve Tesich, au lendemain de la guerre du Golfe, dans un pamphlet intitulé *The Wimping of America* (« La déroute de l'Amérique »). L'auteur y constate que le peuple américain, après les mensonges de Richard Nixon, en est venu à avoir peur de la vérité, toujours associée à des informations qui attristent ou déçoivent : « Nous ne voulons plus de mauvaises nouvelles, nous attendons donc du gouvernement qu'il nous protège de la vérité »³ (Tesich, 1992). Mais s'il s'inspire de George Orwell, Steve Tesich ne confond pas post-vérité et mensonge totalitaire :

Tous les dictateurs jusqu'à ce jour ont travaillé à supprimer la vérité. Nous, par notre action, affirmons que ce n'est plus nécessaire, nous avons acquis un mécanisme spirituel qui peut priver la vérité de

bourgeoise » comme une imposture et finit par étouffer tout débat scientifique. Le phénomène Lyssenko est un extrême de la perversion de la science par l'idéologie.

³ Les traductions de l'anglais sont celles de l'auteur de cette contribution.

toute importance. En tant que peuple libre, nous avons décidé librement que nous voulions vivre dans un monde de post-vérité. [...] Dans ce monde, nous sommes dorénavant privés de critères par lesquels nous pouvons évaluer les choses, de sorte que nous choisissons de voir la vertu dans la banalité. C'est tellement nul que c'est bien. Nous appliquons cette philosophie à tous les aspects de notre vie. (Tesch, 1992)

L'on voit bien, aujourd'hui, comment un Président américain a pu *assez tranquillement* dénigrer à coups de tweets compulsifs le contenu de rapports scientifiques qu'il n'avait pas jugé devoir lire. Dès son arrivée au pouvoir, en 2017, n'avait-il pas clairement affiché la couleur en coupant l'herbe sous les pieds des scientifiques américains de l'Agence de protection de l'environnement ? La politique industrielle qu'il entendait mener, exagérément favorable aux énergies les plus polluantes, n'était pas compatible avec les arguments fournis par les résultats de la science. Entre l'intérêt de Donald Trump et la vérité, l'un des deux devait s'effacer.

La science dit-elle le « vrai » ?

C'est une vieille histoire. Le doute et la certitude forment un couple turbulent mais inséparable, dont les aventures taraudent la philosophie depuis ses origines : les lignes de démarcation entre ce qu'on sait, ce qu'on croit savoir, ce qu'on sait ignorer, ce qu'on ignore sans savoir qu'on l'ignore n'ont cessé de hanter les philosophes. Socrate, Wittgenstein, Pyrrhon d'Élis, Descartes... Avec quelle fièvre ont-ils ausculté les critères du vrai, chaque siècle apportant son lot de discussions et de remaniements ! Qu'entend-on par « certain » ? Ce qui a résisté à tous les doutes ? Ou ce dont on ne peut imaginer douter ? La vérité plane-t-elle au-dessus du monde, tapie en quelque empyrée inaccessible ? Ou est-elle déposée dans les choses mêmes, au sein du monde empirique ? Dans cette dernière hypothèse, les scientifiques peuvent-ils aller l'y chercher ?

Voilà d'inusables sujets de dissertation pour classes de terminale, devenus aujourd'hui d'une brûlante actualité. Car l'air du temps, en accusant la science de n'être qu'un récit parmi d'autres, l'invite à davantage de modestie. On la prie de bien vouloir gentiment « rentrer dans le rang » en acceptant de se mettre sous la coupe de l'opinion.

Mais, dans le même temps (et c'est ce qui éclaire d'une autre manière l'ambivalence dont je parlais plus haut), on assiste à la soudaine prolifération de discours scientifiques aux accents triomphalistes. Voici qu'une certaine biologie, tout imprégnée de thèses post-humanistes, prétend bientôt nous dire de façon intégrale et définitive ce qu'est vraiment « la Vie ». Que régulièrement, des physiciens théoriciens aux allures de cadre supérieur de chez Méphistophélès affirment être en passe de découvrir la « Théorie du Tout », c'est-à-dire rien de moins qu'une description exacte et totalisante de ce qui est.

Ainsi, la science se trouve-t-elle tiraillée entre excès de modestie et excès d'enthousiasme. Rien d'étonnant à cela, puisque son rapport à la vérité est contradictoire : d'un côté, elle affirme avec assurance pouvoir l'atteindre ; de l'autre, elle se réclame du doute systématique. De l'extérieur, on a un peu de mal à suivre – forcément.

D'autant que l'association de la science et du doute incite à poser cette question : avons-nous le droit de contester ce que dit la communauté scientifique « officielle » en mettant en avant notre propre intuition, nos convictions personnelles, notre ressenti ? La dynamique de cette interrogation – au demeurant parfaitement légitime – tire parti de notre méfiance à l'égard de la notion de vérité, ainsi que de la réputation de fragilité que nous lui accordons. Si bien que, lorsqu'il s'agit de contester les diverses déclinaisons du « vrai », nous nous sentons pousser des ailes.

Science *versus* réalité

Qu'est-ce que la science nous permet finalement d'affirmer à propos de la réalité ? Albert Einstein expliquait son inusable motivation par un besoin irrésistible « de s'évader hors de la vie quotidienne, de sa douloureuse grossièreté et de sa désolante monotonie » (Einstein, 1980 : 86) pour découvrir des « *vérités scientifiques* ». Selon lui, sans cette absolue conviction de l'existence d'une vérité sinon accessible, du moins envisageable, le ressort même de la recherche disparaît (personne ne désire passer sa vie à effectuer un travail à la Sisyphe). Mais cette vérité, à quoi le chercheur la reconnaît-il ? À la résistance sans faille de sa théorie – fruit de son long travail de recherche – au bombardement d'épreuves

auxquelles la soumet un mélange de réalité et de collègues : expérimentations, observations, arguments, contre-arguments, multiplicité croissante des données. D'où l'air tantôt satisfait du chercheur (parce qu'à force de chercher, il obtient des résultats, fait des découvertes), tantôt humble (parce que toute avancée ouvrant un nouveau champ à la recherche, il ne peut jamais prétendre avoir bouclé son affaire).

Dans son élan même, l'activité scientifique a donc partie liée avec l'idée de vérité : c'est à la fois le moteur de sa quête et sa visée.

Pour autant, le lien science-vérité est-il exclusif ? C'est là que plusieurs thèses s'affrontent.

Certains soutiennent qu'il n'y a pas d'autre saisie véritable du monde que la conception scientifique : le monde ne serait rien de plus que ce qu'en dit la science. Avec leur symbolisme purifié des scories des langues historiques, les énoncés scientifiques décrivent le réel. Les autres énoncés, qu'ils soient métaphysiques, théologiques ou poétiques, ne font qu'exprimer des idées, des émotions – ce qui est parfaitement légitime, et même nécessaire –, mais ne disent rien du monde. Il ne faut pas confondre les ordres.

Aux antipodes de cette conception dite « positiviste » (qui se déploie en de multiples variantes), d'autres considèrent que la vérité est surtout un mot creux, une pure convention. Elle ne saurait donc être considérée comme une norme de l'enquête scientifique, et encore moins comme le but des recherches. Certains sociologues des sciences ont ainsi pu prétendre que les théories scientifiques tenues pour « vraies » ou « fausses » ne l'étaient pas en raison de leur adéquation ou inadéquation avec des données expérimentales, mais seulement en vertu d'intérêts purement sociologiques ou idéologiques. En clair, toutes nos connaissances doivent être considérées comme conventionnelles et artificielles. Il faut bannir l'idée qu'elles puissent avoir le moindre lien avec la réalité.

Que les chercheurs, à l'instar de n'importe qui, soient souvent des individus partisans et intéressés, que leurs jugements soient souvent affectés par leur condition sociale, leurs ambitions ou leurs croyances, voilà une donnée empirique difficile à contester. Toutefois, en mettant en avant cet argument pour contester l'objectivité de la science, on sous-entend qu'une science objective implique nécessairement l'impartialité *individuelle* des scientifiques eux-mêmes. Que ces derniers doivent tous accéder à une

sorte de « point de vue de nulle part », se hisser au-dessus des passions, des croyances et des préjugés. C'est évidemment impossible. Les chercheurs ne sont pas impartiaux. On connaît par exemple leur peu d'empressement à mettre en avant les faiblesses de leurs théories ou de leurs raisonnements. Pour autant, faut-il en conclure que l'esprit scientifique, au sens idéal du terme, serait introuvable ? Que la prétendue objectivité de la science ne reflète qu'un rapport de force dans lesquels le réel n'a pas son mot à dire ? Qu'en somme la physique, pour prendre cet exemple, en dit moins sur la nature que sur les physiciens ?

Nous vivons tous dans un océan de préjugés ; les scientifiques n'échappent pas à la règle. S'ils parviennent à s'en défaire dans leur domaine de compétence, ce n'est ni en purifiant leur propre intellect, ni en s'imposant une cure de désintéressement personnalisée, mais en adoptant *collectivement* une méthode critique qui permet de résoudre les problèmes grâce à de multiples conjectures et tentatives de réfutation. Une vérité scientifique n'est déclarée comme telle qu'à la suite d'un débat contradictoire ouvert, conduisant à un consensus. Ne nous méprenons pas : ce consensus n'est pas lui-même un critère absolu de vérité. Il dit ce qu'à un moment donné de l'histoire, la majorité d'une communauté accepte comme la bonne réponse apportée à une question bien posée.

En outre, il y a dans l'argumentation des relativistes les plus radicaux une dissymétrie problématique qui m'a toujours frappé. Prenons l'exemple de l'Histoire : toute contestation de la version officielle ou canonique doit elle-même s'appuyer sur l'Histoire, c'est-à-dire sur de nouvelles données historiques (archives, documents, témoignages). Autrement dit, cette contestation se fait toujours de l'intérieur même de la discipline. Mais la relativisation de la valeur de vérité des sciences dites « exactes », elle, ne se base presque jamais sur des arguments relevant de celles-ci. Elle s'appuie plutôt sur l'idée que la sociologie des sciences serait mieux placée pour évaluer la vérité des sciences exactes que les sciences exactes ne le sont pour évaluer la réalité du monde... Il serait ainsi légitime de dire : « $E = mc^2$, dites-vous ? En 1905, à Berne, sans doute. Aujourd'hui, ailleurs, c'est à voir. »

Il est certes incontestable que la périphérie de la science et son contexte social influencent son développement. Nul n'ignore, par exemple, que

des intérêts militaires ont contribué à l'essor de la physique nucléaire. De là à en déduire que de tels intérêts, à eux seuls, déterminent le contenu même des connaissances scientifiques, il y a un pas qui me semble un tantinet hardi. Imaginons qu'un jour, l'humanité décide de se débarrasser de toutes ses armes nucléaires : notre description des mécanismes de la fission de l'uranium ou du plutonium changerait-elle soudain ? J'ai quelque peine à m'en convaincre.

L'efficacité de la science tiendrait-elle du miracle ?

Si la physique quantique, pour ne prendre qu'un exemple, n'est qu'une simple construction sociale, il faudra expliquer par quelle succession de miracles on est parvenu à concevoir des lasers. Voilà des instruments qui ont été pensés, puis fabriqués, et qui fonctionnent : n'est-ce pas l'indice qu'il y a un peu de « vrai » dans la théorie physique qui les a inspirés ? N'est-ce pas la preuve rétrospective que Max Planck, Albert Einstein et consorts ont compris deux ou trois bricoles, non seulement sur eux-mêmes ou les schémas de pensée de leur époque, mais aussi sur les interactions entre lumière et matière ? On peut également citer le boson de Higgs, particule détectée pour la première fois en 2012, quarante-huit ans après que trois physiciens théoriciens ont prédit son existence : ses propriétés mesurées coïncident parfaitement avec celles qui avaient été calculées. En voilà une coïncidence !

Face au succès prédictif des théories physiques (j'entends, celles qui n'ont jamais été démenties par l'expérience, telles la physique quantique ou la théorie de la relativité générale), il me semble plus sérieux de concevoir qu'elles entrent en contact avec *quelque chose qui a à voir avec la réalité* (restons prudents !). En d'autres termes, ce sont d'excellentes théories *effectives*, au moins jusqu'à un certain point et jusqu'à preuve du contraire. Sans arguments complémentaires, nos affects, nos préjugés, nos intuitions ne sont guère fondés à les contester sur leur terrain de jeu.

La sociologie des sciences a toutefois raison d'insister sur un point : la façon dont la science se construit est largement influencée par le contexte. Les scientifiques sont d'ailleurs les premiers à le reconnaître. Revenons à Albert Einstein. Au tout début du xx^e siècle, lorsqu'il mûrit ce qui deviendra la théorie de la relativité restreinte, il n'appartient à aucune

université et il n'est pas chercheur ; il n'est qu'un employé de troisième classe au sein de la division des brevets du Bureau fédéral de la propriété intellectuelle à Berne. Perché sur un tabouret huit heures par jour, il est chargé de faire le tri, dans un monceau de projets, entre ceux qu'il estime réalisables et les autres. Cette modeste tâche le ravit, bien plus que ne saurait le faire un poste à l'Université :

La rédaction des actes de brevets était pour moi une véritable aubaine. Ce travail m'obligeait à exercer mon esprit dans des domaines variés tout en m'offrant largement de quoi stimuler ma réflexion en physique. Avoir une activité professionnelle concrète est finalement une bénédiction pour quelqu'un comme moi. Une carrière académique condamne un jeune chercheur à une certaine production d'articles scientifiques. C'est là une incitation à la superficialité à laquelle seuls les caractères bien trempés peuvent résister. (Einstein, 1989 : 16)

Il se trouve qu'à l'époque, le grand défi technique est la synchronisation d'horloges à distance. Sorties de cerveaux en ébullition, les propositions de dispositifs défilent au Bureau fédéral de la propriété intellectuelle, dont la plupart s'appuient sur les lois de l'électromagnétisme. À force d'étudier minutieusement les principes physiques de ces brevets potentiels, le jeune Einstein finit par se convaincre que quelque chose cloche dans le royaume de l'électromagnétisme et de son « éther luminifère » – ce milieu censé servir de support à la propagation de la lumière. Il en vient à douter que l'éther existe vraiment, et c'est ainsi qu'il est amené à révolutionner la description des liens entre l'espace et le temps.

Si elle procède incontestablement du coup de génie d'un individu doté d'une force de frappe tout à fait singulière, la genèse de la théorie de la relativité restreinte apparaît aussi comme l'écho élargi d'une préoccupation à la fois collective et d'ordre pratique. On peut donc affirmer que sa naissance doit beaucoup à ce contexte – autrement dit, qu'elle fut historiquement, socialement et culturellement engendrée. Mais en quoi cette théorie reste-t-elle corrélée aux horaires des trains ? Elle s'applique avec succès à tant de situations physiques différentes, fort éloignées des préoccupations d'un jeune employé de troisième classe en 1905, qu'elle semble au contraire s'être émancipée des conditions particulières de son apparition. Nul besoin de connaître sa genèse pour constater sa fécondité,

son efficacité – et sans doute sa « véracité ». Tout cela n'incite-t-il pas à admettre qu'elle a bénéficié d'une sorte d'objectivation qui a transcendé le contexte social et historique de son apparition ?

Cela posé, le contexte peut aussi égarer les chercheurs. Dans sa leçon inaugurale au Collège de France, en 1971, Pierre-Gille de Gennes met en garde ses collègues contre les effets de mode et les enthousiasmes prématurés. Parfois, explique-t-il, une équipe présente une nouvelle expérience ou une nouvelle théorie suggérant – sans toutefois l'établir totalement – l'existence d'un phénomène insoupçonné et fascinant. Par un processus d'emballement, ce dernier est aussitôt accepté, magnifié, étendu dans ses conséquences, alors même que sa base demeure incertaine. Cette déformation, poursuit le futur prix Nobel, peut être qualifiée d'« anamorphose », terme désignant la déformation d'une image par un système optique. Il en donne l'exemple que voici. À la fin des années 1960, une équipe de physico-chimistes annonce que l'eau, condensée dans des capillaires ultrafins, a des propriétés anormales : son point de fusion est modifié, ainsi que l'ensemble de ses caractéristiques. Tout se passe comme si l'on avait affaire à une « super-eau », plus compacte et plus stable que l'eau telle que nous la connaissons. Aussitôt, quelques théoriciens s'engouffrent dans la brèche : proclamant que cette phase nouvelle peut être déduite de leurs spéculations, ils proposent des formules. Toute une chaîne d'implications biologiques, médicales ou militaires est suggérée dans la foulée, incitant les grandes puissances à subventionner des recherches sur la « super-eau » pendant quelques années. Or, conclut Pierre-Gille de Gennes :

Il est maintenant certain que cette forme anormale de l'eau n'existe pas et que les observations initiales pouvaient être interprétées par des effets classiques de dissolution et d'interfaces. Voilà donc un exemple typique d'anamorphose : il montre à quel point [...] un mythe peut germer, croître et persister durablement au sein de la communauté scientifique. (Gennes, 1980)

De tels exemples d'hallucinations collectives abondent dans l'histoire des sciences. En examinant le contexte dans lequel elles sont advenues, on s'aperçoit que, systématiquement, la prétendue découverte vient combler une attente, légitimer un espoir, résoudre un problème. Il peut s'agir de

restaurer le prestige national : en 1904, la découverte en France des éphémères « rayons N » constituait une revanche contre les Allemands, découvreurs des rayons X. De trouver une parade à une crise en cours : juste après la crise du pétrole de 1973, on crut pouvoir facilement détecter des gisements en envoyant des « avions renifleurs » survoler les zones potentiellement pétrolières. De fonder scientifiquement une médication controversée : en 1988, la prétendue « mémoire de l'eau » venait à point nommé pour établir l'efficacité de l'homéopathie... Mais assez rapidement, l'enthousiasme initial laisse place à la désillusion. Preuve qu'il ne suffit pas de croire à l'existence d'un phénomène pour en établir la réalité.

La récurrence de tels errements permet-elle pour autant d'affirmer que les théories scientifiques ne sont que de simples conventions sociales établies par la communauté des chercheurs ? Non, puisque, justement, grâce au travail mené à l'intérieur même du champ scientifique, toutes ces baudruches ont fini par se dégonfler.

La morale de ces histoires rocambolesques est plutôt qu'il faut toujours se garder de conclure avec précipitation. Même s'il faut tout de même conclure...

TROISIÈME PARTIE

Perspectives programmatiques

Recomposer les rapports entre science et société

**Tenter d'agréger différents travaux de recherche en SHS
pour faire valoir leur « capital » scientifique
en matière d'explication de phénomènes sociaux en cours**
Histoire et enjeux d'un rapport sur la pandémie de Covid-19

Marie GAILLE & Philippe TERRAL

Depuis de très nombreuses¹ prises de position publique des chercheurs² en sciences humaines et sociales (SHS) – plus de 1 800 recensées par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay³ en septembre 2021 –, des études et des ouvrages parus quelques mois seulement après le début de la pandémie⁴, une mobilisation soutenue des universités et des organismes de recherche⁵, et la

¹ Ce texte reprend des éléments issus du rapport de recherche *Pandémie de Covid-19 : ce qu'en disent les SHS* (Gaille & Terral dir., 2020), ainsi que de l'ouvrage récemment paru (Gaille & Terral dir., 2021).

² Dans ce texte, le masculin inclut le féminin et est utilisé, sans discrimination.

³ Pour plus d'informations, voir en ligne : <http://msh-paris-saclay.fr/analyses-et-debats/> [consulté le 07.04.2022]. Pour une analyse de cette production, voir les contributions d'Anne-Coralie Bonnaire (« La médiatisation de la parole des chercheurs et chercheuses en SHS face à la Covid-19. Étude quantitative ») et d'Elsa Bansard (« La construction de la Covid-19 par les SHS. Étude qualitative ») dans le présent ouvrage.

⁴ Voir par exemple : Saaïdia dir., 2020 ; Taylor *et al.* eds, 2020 ; Bergeron *et al.*, 2020 ; Pierron dir., 2020.

⁵ Voir en ligne le site de la coordination « Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique » (HS3P-CriSE) lancée par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) courant mars 2020 : <https://www.hs3p-crisis.fr/> [consulté le 07.04.2022].

participation à de nombreux projets financés en SHS⁶, ce domaine de connaissance s'est mobilisé pour éclairer la crise pandémique mondiale traversée par nos sociétés.

Cette mobilisation s'est caractérisée par différents positionnements vis-à-vis de la décision publique. Certains se sont attachés à élaborer des contributions scientifiques d'aide à la décision (Bavel *et al.*, 2020) ; d'autres ont participé à des instances comme le Conseil scientifique présidé par Jean-François Delfraissy ; d'autres encore ont avant tout cherché à proposer une analyse de la manière dont la société s'adapte, un regard critique sur les solutions choisies, une mise en perspective historique et spatiale de la façon dont le gouvernement considère et s'adresse aux citoyens dans sa gestion de la pandémie. Les SHS n'apportent ainsi pas d'éclairage sur le virus ni de solution médicamenteuse ou vaccinale à la pandémie, mais contribuent à la description, l'analyse et la compréhension de la pandémie de Covid-19 et de ses effets pour les sociétés. Elles œuvrent à une lecture de la pandémie comme un « fait social total » (Mauss, 1923-1924), soulignant notamment l'interrelation des phénomènes biologiques et sociaux. Face à l'hégémonie de certaines expertises dans les modes de prises de décision durant la crise (on pense notamment à la place prise par les infectiologues, les virologues, les modélisateurs), l'apport des SHS, en lien avec d'autres expertises, nous semble essentiel pour alimenter un débat visant à concevoir des préconisations et des solutions pratiques aux problèmes rencontrés par nos sociétés.

Ce souci d'éclairer et de mettre en discussion plus que de prescrire est bien l'angle retenu dans le rapport que nous avons coordonné (Gaille & Terral dir., 2020), comme dans notre dernier ouvrage (Gaille & Terral dir., 2021). Dans les deux cas, il s'agissait de répondre au défi de proposer un éclairage pertinent sur ce fait social total, en faisant le pari d'une approche pluridisciplinaire intégrée des résultats de recherche en SHS. Il s'agit en effet moins de prétendre à l'exhaustivité, que de faire état des questionnements et des constats effectués par différentes disciplines et paradigmes, en tentant de les relier. L'enjeu était d'abord d'envisager la complémentarité de ces recherches, même s'il est tout aussi intéressant de

⁶ Voir notamment : Agence nationale de la recherche (ANR), 2021.

mettre en lumière leurs points de débats voire de controverses. Dans tous les cas, notre objectif a été de tenter d'agréger un « capital » de connaissances pour faire état d'analyses communes, en mettant à distance des propositions qui seraient celles d'une seule théorie ou d'un unique courant de pensée, ou encore des voix singulières, parfois très médiatisées, ne rendant pas compte de la richesse et de l'ampleur de l'ensemble des travaux menés par les SHS.

Ce travail d'agrégation de connaissances portait au final un pari, celui de combler le manque de synthèses agrégées des recherches en SHS pour espérer les rendre davantage visibles et lisibles à la fois dans l'espace public et pour la décision politique, tout particulièrement dans le cadre d'une crise dite sanitaire qui gagne à être appréhendée de façon plus globale, et non seulement en comptant le nombre de personnes infectées, admises en réanimation voire décédées. Car si les SHS sont souvent institutionnellement regroupées sous cette appellation (cf. l'Institut des SHS [InSHS], les MSH, etc.), elles sont d'abord et avant tout plurielles, tant elles s'inscrivent dans des traditions disciplinaires et paradigmatiques singulières influant sur les méthodes de travail, le langage et les concepts employés, les styles d'écritures et d'argumentation, les modalités de signatures des productions scientifiques, leur rapport aux préconisations pratiques, etc. Si, à nos yeux, cette diversité est d'abord et avant tout une richesse et donc une force, elle a l'inconvénient de rendre l'entreprise de capitalisation de ce vaste ensemble de connaissance laborieux, sinon périlleux. Or, il nous semble que c'est bien par des tentatives d'agrégation de leurs résultats que les SHS pourront faire valoir la richesse de leur capital scientifique et se rendre ainsi plus lisibles et visibles, notamment pour éclairer les décideurs et l'ensemble des citoyens sur des phénomènes sociaux en cours.

En s'attardant sur les enjeux de capitalisation des connaissances des SHS pour répondre à une demande d'explication à l'instant *t*, mais aussi en amont et en aval de l'actualité en cours, tant ces disciplines se nourrissent de leurs travaux passés et se projettent toujours vers de nouvelles perspectives en ouvrant des questions de recherche, ce texte interroge les enjeux et les modalités d'agrégation des recherches en SHS. Nous avançons l'idée que la mise en visibilité du capital scientifique des SHS à un moment

donné se joue par un travail collaboratif à la fois disciplinaire et interdisciplinaire, mais aussi ouvert aux non-chercheurs ; travail attentif à la problématique du transfert de connaissances qui se nourrit des recherches passées et accepte de se projeter dans le futur. Après avoir considéré la mobilisation des SHS face à la pandémie de Covid-19 que nous appréhendons comme un moment scientifique « extraordinaire », nous montrons combien cette dynamique implique d'adapter, voire de configurer, les recherches sur le plan des théories, des méthodes, des modes de collaboration autour du travail scientifique notamment, tout en se nourrissant des apports des travaux passés. Nous reviendrons enfin sur l'entreprise d'agrégation des résultats de recherche que nous avons tenté d'animer dans le cadre de la production d'un rapport collectif (Gaille & Terral dir., 2020), en montrant que sans pour autant produire des préconisations opérationnelles immédiates et depuis des perspectives interdisciplinaires, intersectorielles et porteuses d'une vision internationale, elle contribue à la description, l'analyse et la compréhension de la pandémie de Covid-19 et de ses effets pour les sociétés en nourrissant un débat fécond, à bonne distance du traitement médiatique de la pandémie, de l'information spectacle en continu et de l'activité des réseaux sociaux.

Une mobilisation interdisciplinaire, intersectorielle et internationale pour éclairer une crise mondiale « en train de se faire »

Nous avons pu parler de mobilisation « extraordinaire » (Gaille & Terral dir., 2020) des chercheurs en SHS français face à la pandémie car celle-ci fut immédiate, forte et multiforme. À l'instar de certains cadres théoriques en sciences politiques, nous pouvons parler d'une mobilisation « par le bas », soit des chercheurs eux-mêmes, qui répond à une mobilisation « par le haut » des institutions. Dans les deux cas, on note combien ces mouvements œuvrent à affaiblir, sinon à gommer, des frontières existantes : entre paradigmes, disciplines, thèmes ou même institutions de recherche. Cette dimension interdisciplinaire⁷ et intersectorielle, par le bas comme

⁷ Pluri et interdisciplinarité au sein des SHS mais aussi au-delà, avec d'autres sciences, au premier chef desquelles, la santé publique et les sciences environnementales. Sur le plan thématique, cette mobilisation s'accompagne du souci de traiter, dans la longue

par le haut, nous semble également rendre compte du caractère rare, donc « extraordinaire », de cette mobilisation.

Par le bas, tout d'abord, un des premiers témoignages visibles de cela est l'appel à constitution d'un collectif de travail interdisciplinaire en SHS par la MSH Alpes intitulé « Coordination interdisciplinaire pour l'étude de l'impact sociétal du coronavirus » (CODE-VIRUS)⁸, qui a donné lieu à plus de 600 réponses, dont l'unité mixte de recherche (UMR) Pacte a proposé une catégorisation⁹. S'exprimait ici, à un premier niveau, la volonté des chercheurs d'être utiles et de s'engager avec leurs théories, leurs méthodologies et leurs outils propres face à l'événement. Dès le mois de mars 2020, une très grande diversité de questions de recherche a émergé concernant les origines de la pandémie de Covid-19, ses effets et ses conséquences à court ou plus long terme sur les modes de vie, mais aussi des réflexions plus larges sur les problématiques de santé-environnement, étoffant ainsi potentiellement les interrogations portées par le domaine de la santé environnementale. Ces initiatives individuelles agrégées ont ensuite été accompagnées par le Réseau national des MSH (RnMSH), qui a mis en place un groupe pilote composé de la MSH Alpes, de la Maison interuniversitaire des Sciences de l'Homme Alsace (MISHA) et de la Maison des SHS et de la Société (MSHS) de Toulouse pour aider à la structuration institutionnelle de ces dynamiques croisant celles menées « par le haut »¹⁰.

durée, les problématiques de santé, appréhendées de façon très globale, notamment en lien avec les questions environnementales.

⁸ Voir en ligne : <https://www.msh-alpes.fr/actualites/appel-etude-limpact-societal-covid19> [consulté le 07.04.2022].

⁹ Voir en ligne : <https://www.pacte-grenoble.fr/programmes/code-virus> [consulté le 07.04.2022].

¹⁰ Avec leur maillage territorial et leur ancrage local, les MSH contribuent de façon large à repérer, solliciter, confronter, agréger les contributions des SHS tout au long de cette crise. Le RnMSH a par la suite bénéficié d'une dotation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) pour l'emploi d'une ingénieure d'études de septembre 2020 à septembre 2021. Son travail visait le repérage et la mise en relation de chercheurs et l'animation de communautés de recherche en SHS – et au-delà – sur la thématique générique « Crises sanitaires et environnementales ».

Au niveau national, le dispositif HS3P-CriSE voit en effet le jour courant mars 2020. Il est le fruit d'une volonté politique commune des présidents-directeurs généraux de l'INSERM et du CNRS, Gilles Bloch et Antoine Petit. Ce dispositif informel de coordination sur les crises sanitaires et environnementales est d'emblée ouvert aux universités, aux organismes de recherche et établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) français – France Universités (anciennement la Conférence des présidents d'université), l'Institut national d'études démographiques (INED), l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) et l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il se développe en lien avec l'Alliance thématique nationale des SHS (Athéna), l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (Aviesan), puis l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement (AllEnvi), le RnMSH et l'initiative du *World Pandemic Research Network* (WPRN). Son objectif est de faciliter les remontées d'informations et leur communication auprès des communautés en santé publique et en SHS de tous les organismes et universités. Il s'agit aussi de faire du lien entre les équipes et de partager les avancées de recherche, les enquêtes mises en route avec ou sans financement, les outils de travail mis en place, par exemple ceux de recherche de données et de documentation, ou des observatoires, notamment créés par les unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE). Ce dispositif relaie les appels à projet nationaux, comme ceux dédiés de l'ANR– Flash COVID-19, RA-COVID-19, Résilience Covid-19 et, plus récemment, *Recovery, Renewal and Resilience in a Post-Pandemic World*¹¹ – les financements propres à des universités ou des organismes comme la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), et enfin, en son sein, l'InSHS a également accompagné certaines équipes au dépôt de projet *via* des micro-financements.

Ce désir de mobilisation collective, dont nous venons de voir qu'il implique différents niveaux de l'action publique académique, donne à

¹¹ Voir le bilan réalisé par l'ANR (2021) indiquant que plus de 40 projets SHS ont été financés à travers ses appels relatifs à la pandémie. Plus globalement, voir aussi en ligne le site : <https://www.hs3pe-crisis.fr> [consulté le 07.04.2022], qui rend compte de tout le travail collectif mené autour de cette opération.

voir, par-delà la sidération vécue par tous, le souhait d'éclairer une crise mondiale « en train de se faire ». Or, documenter et analyser un phénomène en temps réel, sans refroidir cet objet de recherche, n'est pas une entreprise sans risque. Nous avons identifié plusieurs types de postures qui permettent toutes, à leur façon, de montrer que cette crise n'est pas vécue sur le même mode en fonction des personnes et de leurs profils, mais aussi des contextes considérés. Plusieurs recherches en SHS ont par exemple enquêté, en s'appuyant notamment sur des questionnaires distribués en ligne, sur l'expérience du confinement de différentes catégories de population, adultes comme enfants, en interrogeant les impacts psychologiques et pratiques de la pandémie. Les lieux de vie et les rapports que les êtres humains entretiennent avec ces lieux, ceux de l'habitat privé, du territoire, de la ville ou de la région, ont ainsi beaucoup retenu l'attention.

Le caractère collectif, intersectoriel et interdisciplinaire de ces mobilisations des chercheurs se retrouve dans la pratique du travail académique lui-même, puisqu'on constate une volonté accrue de partage de savoirs et d'outils, dans la lignée de ce que tentent de mettre en place les politiques de science ouverte. Des organismes de recherche comme l'INED, par exemple, ont mis à disposition en libre accès non seulement des données internationales, détaillées par sexe et groupe d'âges, mais en outre des explications pour les non-démographes des modalités de constitution de ces données, diverses selon les pays¹². L'IRD a proposé des données régulièrement mises à jour sur la pandémie, notamment épidémiologiques¹³. De nombreuses UMIFRE ont mis en place des observatoires pour mettre à disposition en accès libre, parfois en version bilingue (français/anglais), des données démographiques et des informations sur la situation sanitaire, sociale, politique, démographique et épidémiologique¹⁴.

¹² Voir en ligne : <https://dc-covid.site.ined.fr> [consulté le 07.04.2022].

¹³ Voir en ligne : <https://www.ird.fr/covid19> [consulté le 07.04.2022].

¹⁴ Parmi d'autres, voir en ligne : <https://covidam.institutdesameriques.fr> ; <https://coronamazon.ushahidi.io/views/map> ; <https://cefas.cnrs.fr/spip.php?article765> ; <http://covid19-ifrjm-fj-tokyo1.e-monsite.com> ; <https://demomed.org/index.php/fr/ressources-en-ligne/coronavirus-situation> ; <https://covidasia.hypotheses.org> ; <http://www.ifas.org.za/research/> ; <https://www.covid19afrique.com> [consultés le 07.04.2022].

D'autres actions ont conduit à concevoir des outils de recherche au service de la communauté ou à mettre à profit certains outils existants à cette même fin. Ces actions ont notamment porté sur la constitution de corpus sur la littérature en SHS relatives à la pandémie¹⁵ ou, plus largement, aux crises sanitaires et environnementales¹⁶. Plusieurs outils de visualisation cartographique de la recherche en train de se faire ont été proposés ou mis à disposition de la communauté de recherche¹⁷. La Bibliothèque nationale de France (BnF) a, de mars à juillet 2020, procédé à une collecte d'urgence liée à la crise sanitaire du Covid-19. Cette collecte constitue une archive unique pour comprendre la crise et ses discours et constitue désormais un matériau de recherche. Enfin, de nombreux sites de partage de textes, points de vue et documents ont été créés à destination du monde académique¹⁸. Cet ensemble de pratiques et de propositions résonne avec la demande formulée le 30 mars 2020 par le MESRI « d'ouverture complète des publications et des données scientifiques issues de la recherche française sur le Covid-19 »¹⁹.

De telles entreprises ne partent pas de rien. Tout en prenant la mesure de la spécificité de la crise traversée au moment présent, elles s'appuient

¹⁵ Voir en ligne : https://www.zotero.org/groups/2467117/documentation_relative_au_nouveau_coronavirus_sars-cov-2 [consulté le 07.04.2022].

¹⁶ Voir en ligne : <https://leo.hypotheses.org/17029> [consulté le 07.04.2022].

¹⁷ Voir en ligne : <https://iscipif.fr/projects/cartographie-des-connaissances-liees-au-coronavirus/> ; <http://geoscimo.univ-tlse2.fr/ou-se-font-les-recherches-sur-le-covid-19/> ; <https://www.kaggle.com/allen-institute-for-ai/CORD-19-research-challenge> [consultés le 07.04.2022].

¹⁸ Voir en ligne : <https://isidore.science/tag/e13tw6> ; <https://codevirusshs.wixsite.com/website> [consultés le 07.04.2022] ; sans oublier la plateforme ESOCVID10 – ShareDocs, hébergée par la très grande infrastructure de recherche (TGIR) HumNum. On peut aussi évoquer : <http://msh-paris-saclay.fr/analyses-et-debats/> ; <https://www.u-bordeaux.fr/Actualites/De-la-recherche/Participer-a-la-relance-de-l-economie> (sur le volet de la relance économique) ; http://www.cso.edu/dossier.asp?do_id=37 [consultés le 07.04.2022].

¹⁹ Voir : « Covid-19 : Le gouvernement demande l'ouverture complète des publications et données scientifiques issues de la recherche française », MESRI, 7 juin 2020, <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid150779/le-gouvernement-demande-l-ouverture-complete-des-publications-et-donnees-scientifiques-issues-de-la-recherche-francaise-sur-le-covid-19.html> [consulté le 07.04.2022].

sur un ensemble de cadres théoriques, de méthodes, de connaissances élaborés à d'autres moments de l'histoire, remobilisés, réactualisés, enrichis à la lumière des problématiques associées à la pandémie de Covid-19. Et c'est bien dans ce travail liant dynamiques de recherche passées et présentes que peut s'exprimer le « capital » des connaissances produit par les SHS sur les crises sanitaires et environnementales. À cette dimension temporelle s'ajoute l'enjeu spatial de l'internationalisation des recherches pour affiner encore le capital de connaissances mobilisable. L'analyse des situations se déployant au-delà des frontières françaises est indispensable pour prendre la mesure de la dimension mondiale de la pandémie. On se doit de noter combien ce regard sur une pluralité de contextes est rendu possible par l'existence d'une recherche publique française très internationalisée, avec de nombreux points d'ancrage à l'étranger²⁰. Et en retour, l'Alliance Athéna et le CNRS (InSHS) ont accompagné la traduction en anglais du rapport coordonné par nous (Gaille & Terral dir., 2020), pour contribuer à la diffusion de la recherche française en SHS sur la pandémie et sa gestion²¹.

Savoir adapter voire reconfigurer ses recherches tout en se nourrissant des travaux passés : objets, méthodes et questions de recherche

Si ces recherches en SHS reposent avant tout sur un travail collectif ancré dans la conjoncture, leur propos a une portée au-delà de celle-ci, parce que les questions formulées, les sujets abordés, les méthodologies adoptées constituent des éléments éprouvés à diverses reprises par les SHS. Le capital des recherches en SHS se nourrit de ce mouvement liant travaux passés, analyses en cours et questionnements à venir.

En effet, les crises sanitaires ne constituent pas un nouvel objet de recherche pour les travaux en SHS. Les risques et les crises sanitaires, ainsi qu'environnementaux, sont devenus un objet canonique des SHS depuis au moins trois décennies (Beck, [1986] 2001). Avec des programmes d'abord focalisés sur des risques majeurs d'origine industrielle ou naturelle, puis sur la

²⁰ Le réseau des UMIFRE du CNRS a ici joué tout son rôle.

²¹ À paraître dans la collection d'ouvrages en accès ouvert sur le site de l'Alliance Athéna : <http://www.alliance-athena.fr/publications/> [consulté le 07.04.2022].

dimension sanitaire (syndrome d'immunodéficience acquise [SIDA], vache folle, canicule, etc.), notamment à la suite de l'affaire du sang contaminé, la recherche en SHS a accompagné les évolutions de l'agenda gouvernemental en matière de risques. Ainsi, en France, à la fin du siècle dernier, le CNRS avait impulsé un vaste programme de recherche interdisciplinaire consacré aux risques collectifs et aux situations de crise, programme animé en particulier par le politiste Claude Gilbert. Ce dernier fut sollicité pour mobiliser les chercheurs autour de cet objet et lança le programme « Risques Collectifs et Situations de Crise » porté par le CNRS (Gilbert, 2003 ; Gilbert dir., 2007). La variété des disciplines ainsi que des chercheurs impliqués dans ce programme a contribué à bâtir un milieu de recherche diversifié en France, au moins en sociologie, sciences politiques, anthropologie, histoire contemporaine, philosophie et droit. La multiplication des crises, leur impact social et politique, la circulation transnationale des risques ont fait le reste, en légitimant l'étude de ces objets. Beaucoup de choses ont changé depuis cette impulsion. Il y a vingt-cinq ans, les financeurs de la recherche et les parties prenantes estimaient que les SHS devaient avant tout, voire exclusivement, se consacrer à deux objets concernant les risques et les crises : d'une part, la « perception des risques », c'est-à-dire en général la représentation de tel ou tel danger par une partie de la population, le plus souvent mesuré par des approches quantitatives ; d'autre part, « l'acceptabilité » des risques attachés à telle ou telle technologie. Dans les deux cas, l'idée sous-jacente était que les populations n'appartenant pas au cercle des innovateurs, experts et décideurs n'avaient pas une bonne appréhension des choses et que les SHS devaient investiguer pour comprendre les irrationalités des populations (et éventuellement des médias).

Au-delà de ces apports du passé, les SHS ont dû, avec cette crise pandémique, faire face à l'analyse de situations sociales nouvelles et inédites en termes d'objets d'étude. Et, nous l'avons dit, il s'agissait de saisir ces objets en cours de constitution. Si les SHS portent une tradition de travaux et de réflexion ancrée dans la conjoncture²² et ne sont donc pas prises au dépourvu lorsqu'il s'agit de mettre en place des formes de réflexion

²² Ainsi en philosophie politique, dans les cinquante dernières années, on peut citer Étienne Balibar, Emmanuel Terray...

face à des situations sociales inédites, voire extraordinaires, ce type de recherche requiert des dispositifs spécifiques qui impliquent de s'adapter, voire de reconfigurer ses façons de travailler. Durant cette crise pandémique, nous constatons notamment un développement accru des collaborations intra- et extra-académiques, de dispositifs méthodologiques innovants et une réflexion intensifiée sur la question des liens sciences-société, en particulier celle de l'utilité sociale des sciences, soit celle du transfert des connaissances entre sciences et société.

Ces objets de recherche concernant les « crises », ainsi que les enjeux accrus de production de connaissances éclairantes et utiles à nos sociétés, ont manifestement induit des modes de recherche davantage collectifs. Ces perspectives sont ainsi marquées par une volonté de collaboration plus conséquente au sein du monde académique, comme en témoignent les appels à la pluri-, inter-, voire à la transdisciplinarité, mais aussi la réalité des collectifs de chercheurs constitués, qui dépassent le seul affichage et la promesse de ces ambitions de pluralité en les éprouvant concrètement dans les partenariats de recherche hybride déjà tissés ou mis en place, précisément, dans ce contexte de crise. Mais nous constatons aussi combien cette perspective accrue de collaboration touche également les liens entre chercheurs et non-chercheurs, qu'il s'agisse pour ces derniers de décideurs, d'intervenants (de différents domaines sociaux) ou même de citoyens et d'usagers plus ou moins constitués en collectifs. Certains chercheurs, contributeurs du rapport que nous avons coordonné (Gaille & Terral dir., 2020), soulignent combien les contacts avec ces structures non académiques ont notamment été fondamentaux pour pouvoir enquêter sur les publics les plus précarisés, et par là même rendre compte de leur vécu, dont on sait qu'il tend souvent à être invisibilisé par d'autres expertises qui contextualisent moins que les SHS les conditions sociales et matérielles de vie des personnes dans toute leur diversité. Par exemple, à travers les questionnements et les recherches sur le travail et son évolution, les enquêtes ne sont pas seulement orchestrées par le monde de la recherche. On constate en effet qu'elles se déploient dans un tissu d'institutions et d'acteurs dense et reposent sur de multiples formes d'articulation entre ces derniers. En dehors du monde académique, mais en s'appuyant sur un

corpus scientifique notamment méthodologique, des enquêtes ont ainsi été engagées par des organisations syndicales comme la Confédération française démocratique du travail (CFDT, 2020) ou l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la Confédération générale du travail (UGICT-CGT, 2020), en apportant un regard complexe sur le télétravail notamment. L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a aussi produit des données *via* une enquête sur les conditions de vie pendant le confinement, en intégrant le travail et les différences de vécu en fonction de la catégorie socioprofessionnelle et du revenu (Albouy & Legleye, 2020). Il en est de même avec l'enquête « Activité et condition d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 » (ACEMO spéciale Covid) – dite *Flash* – réalisée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) avec l'appui d'INSEE, qui a permis un suivi mensuel de la gestion de la main-d'œuvre par les entreprises au cours du premier semestre 2020 (Chausse, Malard & Monin, 2020).

Au-delà des enjeux collaboratifs posés par ces nouveaux objets à investir et à analyser dans la pression temporelle d'une crise, les SHS se voient confrontées à de fortes problématiques méthodologiques et de montage de projets. Il s'agit par exemple d'investir des terrains d'enquête peu connus et peu explorés, comme les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) pour prendre un exemple parmi d'autres, et ce, dans des situations particulièrement contraintes (mesures de confinement, gestes barrière, télétravail, financements ne pouvant être débloqués rapidement pour lancer de nouvelles recherches, fonctionnement administratif et modes de conventionnement rendus plus difficiles, contextes politiques freinant la possibilité de déployer des recherches dans certains pays, etc.). Par là même, ces projets ouvrent à des questionnements méthodologiques, théoriques et politiques nouveaux, notamment en pointant la diversité des vécus et des situations, qu'il s'agisse des usagers mais aussi des professionnels ou des décideurs.

Plus globalement, cette thématique des relations et de la circulation de connaissance entre chercheurs et non-chercheurs confronte les sciences à la question démocratique. Nos sociétés démocratiques, apparaissent, au fil des années et des crises locales ou systémiques, comme marquées par une tension

essentielle entre, d'une part, la montée en puissance de l'expertise comme instrument d'une politique se voulant non discutable car assise sur les faits, les preuves, les modèles construits et diffusés par les sciences, rendue visible par un comité scientifique *ad hoc*, et, d'autre part, l'affirmation d'une souveraineté démocratique qui ne pourrait se satisfaire d'une gestion déléguée des événements. L'enjeu de bâtir une forme de confiance dans les sciences qui ne se réduit pas à une simple acceptation naïve et passive d'un discours de vérité qui fournirait preuves et raisons à l'action publique est un enjeu majeur pour la recherche qui s'intéresse de plus en plus aux dynamiques de la « co-production » ou « co-construction » des savoirs. Ce plaidoyer pour une forme ou une autre d'ouverture de la science rejoint, sur le plan politique, l'exigence croissante d'une participation plus directe des citoyens à la gouvernance (notamment au niveau local). Dans son application aux activités de recherche, cette volonté de faire participer le public à la production des savoirs se manifeste notamment, ces dernières décennies, au travers des divers projets de « sciences participatives »²³ – pour reprendre la terminologie du rapport Houllier & Merilhou-Goudard (2016) – fleurissant aux quatre coins du globe. L'effort ne consisterait alors pas simplement, pour les scientifiques, à faire (passivement) confiance en la capacité des citoyens à apporter un ensemble de données, d'hypothèses ou d'interprétations déjà calibrées sur les canons en vigueur dans le champ scientifique, mais bien plutôt à accepter de modifier, parfois en profondeur, les manières de faire de la science : identifier des questions de recherche pertinentes, bâtir des protocoles, juger de la fiabilité des données et en extraire des modèles explicatifs.

On le voit, la question des liens entre chercheurs et non-chercheurs, quelles que soient les formes que prennent ces relations, est étroitement liée à la problématique de la production de connaissances à la fois vraies et utiles pour la société. L'attente d'une réponse unanime obtenue dès lors que la science est mobilisée sur une question est régulièrement exprimée dans la société. Durant cette crise sanitaire, on a ainsi vu les politiques s'appuyer sur « l'avis des scientifiques » ou jouant sur l'interprétation de ces

²³ Pour un exemple, voir l'expérience de sciences participatives menée au Muséum national d'histoire naturelle dans le cadre du dispositif national « Vigie-Nature ». En ligne : <http://www.vigienature.fr/> [consulté le 08.04.2022].

avis, aussi bien pour le maintien du premier tour des élections municipales que pour justifier les mesures de confinement, suggérant qu'il existe une communauté scientifique aux méthodes homogènes et qui peut rendre un avis uniforme. Les médias se font aussi le relais d'une vision de la science univoque, régie par « la méthode scientifique » qui permet de dégager « l'avis des scientifiques » sur une question. Enfin, des scientifiques eux-mêmes invoquent régulièrement l'idée selon laquelle il existerait une communauté scientifique qui devrait parler d'une seule et même voix, comme cela a été le cas sur la question des essais cliniques de la crise liée au Covid-19 (Courderc *et al.*, 2020). De telles attentes renvoient à une conception des sciences dont on peut effectivement exiger du *commun*. Seulement, ce commun, quelle qu'en soit la forme (des méthodes, des résultats, des valeurs, des objectifs, des institutions, des manières de penser, etc.) ne doit pas masquer un fait bien connu des SHS étudiant le travail scientifique, et rendu encore une fois indéniable lors de cette crise : la recherche scientifique est aussi plurielle, constitutivement plurielle, si bien qu'au même problème répondent des approches parfois très différentes.

Agréger les résultats des recherches tout en maintenant les discussions, débats et controverses à bonne distance du traitement médiatique de la pandémie

Mais tenter d'agréger les résultats des recherches en SHS ne suppose pas une uniformisation gommant leurs différences, voire leurs divergences. D'où la nécessité, à côté de ce travail de synthèse, de maintenir des espaces de discussions, débats et controverses, sans pour autant verser dans l'information spectacle ni les exigences immédiates de connaissance produites par le traitement médiatique de l'information en continu et par les réseaux sociaux. Nous verrons d'ailleurs combien la crise pandémique impose une réflexion sur la posture et le positionnement professionnel et éthique des chercheurs dans leur rapport à la parole publique, qui gagne notamment à être nourri des recherches en SHS sur l'infodémie²⁴ et la construction de l'ignorance. Derrière une problématique que certains

²⁴ Terme fusionnant « information » et « épidémie » et renvoyant à une propagation rapide et large d'un mélange d'informations à la fois exactes et inexactes sur un sujet, pouvant

qualifient de sanitaire se mêlent et se cachent donc manifestement nombre d'autres enjeux et dynamiques sociales de notre monde en transition, et notamment des questions de production de connaissances et tout particulièrement de robustesse et de confiance en ces connaissances.

Les dispositifs méthodologiques ne sont pas les seuls aspects de la recherche en SHS à être examinés, refondus et réorientés. Ce sont parfois des grilles de lecture, des prismes interprétatifs qui en viennent à être discutés et potentiellement remis en cause. Dans le rapport que nous avons coordonné (Gaille & Terral dir., 2020), nous prenons à ce sujet l'exemple de Maskovid²⁵, une recherche collective engagée sur le port du masque en France. Celle-ci rend compte d'une séquence ouvrant une discussion potentielle entre quelques chercheurs sur diverses interprétations face à un même constat : les masques et la distanciation sociale sont venus troubler l'ordinaire des relations sociales. La distanciation est vite apparue comme un pis-aller bordé d'incertitudes, dont témoigne l'émergence rapide d'une controverse sur la capacité du virus à se propager dans l'air sous forme de gouttelettes à courte portée ou d'aérosols plus diffus (Lewis, 2020). La question que pose Maskovid est la suivante : à quel type de rapport social (au niveau global) et de distanciation (au niveau local) les masques contribuent-ils ? Les chercheurs de ce projet soulignent ainsi combien les SHS sont capables de produire différentes interprétations et défendent la leur, lançant ainsi un débat qui fait le cœur de l'activité scientifique. À la vision du philosophe Daniel Salvatore Schiffer s'inscrivant dans le sillage des analyses foucaaldiennes appréhendant le masque comme une « prison ambulante », un auxiliaire de l'enfermement des personnes dans un nouveau « monde correctionnaire » (Schiffer, 2020), ou à celle, plus interactionniste, du sociologue David Le Breton qui convoque la topique goffmanienne de l'interaction face à face, pour reprocher aux masques d'altérer les identités faciales et d'amoindrir l'expressivité nécessaire aux interactions ordinaires (Le Breton, 2020), ces chercheurs mettent en exergue la capacité d'apprentissage des acteurs et leur

être une maladie. Le terme a été inventé au début des années 2000 par Gunther Eysenbach et connaît un regain d'utilisation durant la pandémie de Covid-19.

²⁵ Voir en ligne : <https://certop.cnrs.fr/enquete-maskovid-lusage-des-masques-de-protection-face-a-la-covid-19-participez-a-lenquete/> [consulté le 08.04.2022].

aptitude à ajuster et à négocier continûment les conditions de l'interaction. Pour eux, d'après les résultats de leur enquête qui a collecté de nombreux témoignages, si l'arrivée du masque a indubitablement posé des problèmes éthico-politiques et des difficultés d'interaction, elle ne relève qu'à titre secondaire de ces dimensions. Le registre pratique d'usage des masques est le plus prégnant dans les discours analysés. Ces chercheurs montrent que les considérations éthiques et politiques ainsi que l'anxiété régressent à mesure que la disponibilité des masques s'accroît, que le nombre de cas, d'hospitalisations et de morts s'amenuise, et que les personnes se sentent mieux protégées. Ils défendent donc une vision du masque comme un vecteur d'apaisement ; les acteurs ordinaires le prenant moins comme un dispositif de contrôle politique que comme un moyen simple et pratique de gérer le rapport quotidien à la maladie.

La question qui reste entière est toutefois celle de la capacité collective des chercheurs à conduire et à alimenter ces débats contradictoires dans de bonnes conditions communicationnelles, dans l'urgence de la situation de crise, alors même que la production de connaissances scientifiques robustes implique une lente décantation du rationnel (Berthelot, 1996), dans laquelle ces débats et controverses jouent tout leur rôle. On saisit bien ici le conflit de temporalité entre l'urgence qu'appelle la crise et le temps nécessaire à la production de connaissances scientifiques sérieuses. Se pose également la question des espaces à organiser pour que de tels échanges puissent se déployer. À l'évidence, les réseaux sociaux ne sont pas le bon lieu pour fournir les conditions communicationnelles nécessaires. Nous voyons bien ici à quel point la production de connaissances utiles pour comprendre une crise pandémique et espérer agir sur elle de façon pertinente engage des questionnements de fond sur l'évolution des liens sciences-société et sur la posture et le positionnement professionnel et éthique des chercheurs dans leur rapport à la parole publique. La situation pandémique que nous traversons participe à jeter une lumière crue sur les problématiques inhérentes à la construction du savoir, de l'ignorance, et de la confiance, à l'heure d'une société dite de la connaissance qui multiplie les espaces de discussion et de production de connaissance/ignorance *via* le déploiement de multiples réseaux sociaux. Il semble bien qu'il faille acter d'une grande différence entre temporalité de la recherche et temporalité du traitement médiatique, bien que toutes deux

soient marquées par des phénomènes d'accélération. Au-delà du poids croissant des modes d'information en continu et des réseaux sociaux, la crise pandémique a aussi souligné les dérives susceptibles d'être causées par une accélération du rythme de publication des résultats scientifiques et le développement des *preprints*. Si bien que ces phénomènes, tout aussi importants pour le devenir de nos sociétés, nous semblent gagner à devenir un objet de recherche que les SHS peuvent utilement analyser.

Lors de cette crise, les médias ont largement relayé l'expression de certains chercheurs. Dans un contexte marqué par l'ignorance sur la nature, sur les effets primaires et secondaires et sur les traitements du virus, le flux de données, d'informations et de publications, notamment en *preprint*, a produit un effet d'offuscation (*obfuscation* ; Finn & Nissenbaum, 2015), et cette pandémie a été accompagnée d'un cortège d'infox, de rumeurs, de théories du complot, comme toute catastrophe ou crise sanitaire, environnementale et politique. Face à cette situation, la recherche en SHS a non seulement dû s'installer, tout en suivant de près l'actualité, dans une autre temporalité que celle du traitement médiatique, mais elle a aussi converti celui-ci en objet de recherche. Elle participe ainsi à analyser les processus de mal-information ou de désinformation ; ce que le Secrétaire général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), début février 2020, qualifie d'infodémie liée à la pandémie, bien que ces phénomènes ne concernent toutefois pas uniquement ce sujet, bien sûr. Il s'agit aussi d'analyser plus en détail les effets de la pandémie sur les médias classiques (médias internationaux, nationaux ou locaux) et les réseaux sociaux, ainsi que la place qu'a pris cette question dans ces espaces. Comment ces divers médias et réseaux gèrent la mal-information et sont susceptibles de produire des réponses face à son déploiement ? De nombreux travaux, notamment en sciences sociales computationnelles, ont démontré la pertinence de l'analyse des médias numériques (réseaux sociaux, presse en ligne, forums) pour identifier des groupes sociaux et caractériser leurs identités en termes de préoccupations thématiques, modes d'actions en ligne et agenda. De ce point de vue, un événement tel que la pandémie de Covid-19 peut agir comme un reconfigurateur de ces groupes sociaux numériques, dont on peut chercher à caractériser les reconfigurations aussi sociales que thématiques par l'observation de leurs productions numériques sur une période qui englobe la pandémie. Cette analyse pourrait s'étendre à celles des groupes de

désinformations qui se déplacent de manière opportuniste en fonction des événements marquants que traversent nos démocraties (élections, événements climatiques extrêmes, pandémies, etc.).

Conclusion. Rendre visible et lisible le « capital » des SHS en période de crise : vers des SHS davantage collaboratives et une réflexion accrue sur le transfert de connaissance entre sciences et société

Dans le rapport que nous avons coordonné (Gaille & Terral dir., 2020), notre tentative de compilation, plus que de synthèse, d'une partie du « capital » SHS montre tout d'abord combien ces recherches participent à ouvrir le regard sur les processus au fondement des crises. Concernant la pandémie de Covid-19, les SHS participent à « dé-biologiser » et à « dé-sanitariser » la crise pour rendre compte des processus humains et sociaux que celle-ci engendre ou accroît. Elles participent également à agrandir le spectre des acteurs « humains » protagonistes de cette crise. En particulier, les processus de visibilité actuellement analysés élargissent notre économie de l'attention, tant à l'échelle globale qu'à l'échelle de telle ou telle société, de tel ou tel groupe social ou milieu de vie, à l'occasion de la pandémie²⁶. En examinant aussi bien les relations que les hommes entretiennent avec « la nature », les animaux ou même des objets techniques comme les masques, les SHS œuvrent aussi à cette « dé-biologisation » et à cette « dé-sanitarisation », ouvrant des perspectives pour les réflexions sur le monde de demain et les biens communs fondamentaux susceptibles d'être défendus.

En évitant la lecture monolithique fondée sur l'hégémonie d'une discipline (qu'il s'agisse de la médecine, de l'économie, des mathématiques et de leur puissance algorithmique ou autre) ou d'un paradigme,

²⁶ Contrairement à ce que suggère Didier Fassin, médecin, anthropologue, lors du confinement : « Nous nous sommes collectivement laissés entraîner dans une sorte de maelström présentiste et autocentré. [...] De ce qui se passe sur la planète ne nous intéresse que ce qui pour nous parle du coronavirus, c'est-à-dire de nous. Toute l'économie de notre attention est absorbée. C'est là un remarquable paradoxe : au moment où un phénomène global touche l'ensemble de la planète, notre vision du monde s'est rétrécie comme jamais. Nous sommes devenus myopes » (Fassin, cité par Truong, 2020d).

et en s'appuyant sur une lecture internationale des phénomènes, les SHS œuvrent à une vision large des problèmes humains et des solutions qu'il conviendrait de leur apporter. En défendant à la fois une posture plurielle et exigeante en matière d'apport de la preuve, comme d'autres sciences, elles participent à réduire l'ignorance dont on sait combien elle peut servir les intérêts des dominants et invisibiliser les difficultés des vulnérables dans un monde où les inégalités s'accroissent. Les SHS contribuent en ce sens à mettre en lumière combien la pandémie de Covid-19 constitue un « fait social total », selon la formule de l'anthropologue Marcel Mauss dans son « Essai sur le don » (Mauss, 1923-1924).

Il semble qu'une des voies empruntées par les SHS pour rendre leurs recherches plus lisibles et visibles dans l'espace public passe par une préoccupation accrue pour les collaborations intra et extra-académiques, en lien avec la problématique du transfert de connaissances entre sciences et société. C'est en effet potentiellement par des collaborations entre disciplines, paradigmes et thématiques de recherche spécialisées que le monde académique pourra rendre compte de la dynamique temporelle (les séquences) et spatiale (du local au global) d'événements en cours. Et c'est à nouveau en travaillant ses collaborations, mais avec les acteurs non académiques (décideurs, médias, acteurs sociaux et citoyens) cette fois, que les SHS gagneront potentiellement en lisibilité et en visibilité en termes de transfert de connaissances robustes. Ce dernier mérite donc d'être pensé en continu et de façon parallèle au travail académique de production de connaissances, par des réflexions et des actions sur les processus de circulation et de traduction des savoirs produits par la communauté académique. Plusieurs postures de recherche, dont nous avons tenté de rendre compte, soulignent combien ce transfert de connaissances ne peut être envisagé sur un mode uniquement descendant (des chercheurs vers les non-chercheurs), comme le laissent souvent penser les dispositifs de « valorisation » qui accompagnent le travail des chercheurs. Notre essai de photographie de la mobilisation des SHS face à la pandémie de Covid-19 montre que le partage ou le transfert de connaissances s'effectue également des non-chercheurs vers les chercheurs, notamment par l'intermédiaire de collaborations autour de questionnements sur des problèmes rencontrés, mais aussi sur des modalités d'accès et de collectes de données sur les terrains enquêtés par exemple. On parle donc ici à la fois des relations entre les chercheurs et

leurs enquêtés, mais aussi avec un ensemble d'autres acteurs de la société civile, centraux dans les processus de transfert de la connaissance. On pense notamment aux décideurs (techniciens et élus) et aux professionnels de l'information et de la communication, à commencer par les journalistes.

Dans ce qui s'apparente à une lutte contre l'ignorance et l'invisibilisation de certains problèmes humains et sociaux majeurs, les SHS sont probablement en train d'intégrer combien elles gagnent à faire valoir leurs travaux depuis des collaborations académiques et extra-académiques exigeantes accrues. Exigences en termes d'apport de la preuve, mais aussi d'éthique et de valeurs cadrant ces relations humaines et les modes de communication et de débat adaptés. Il y a donc potentiellement matière à repenser un certain nombre de conditions, de fonctions, voire de métiers, autour de la traduction, diffusion ou du « courtage des connaissances », pour reprendre une expression développée par certains chercheurs canadiens notamment, afin d'organiser des conditions de débats et d'échanges aptes à répondre à l'objectif de co-construction avec la société civile, en direction des politiques et des acteurs concernés par la gestion de problèmes publics.

Recomposer les rapports entre science, pouvoir et opinion dans le laboratoire-monde

Bernadette BENSAUDE-VINCENT

Étant professeure émérite, je n'ai pas participé aux réseaux de recherche qui se sont mis en place durant la crise. Aussi ne parlerai-je que de mon expérience personnelle en présentant ce que j'ai appris durant ces quelques mois. J'ai profondément éprouvé la difficulté d'articuler les exigences d'une recherche académique avec le désir de peser sur le monde pour tenter « de sortir de la crise par le haut », objectif que s'était fixé un collectif de chercheurs militants auquel j'ai eu la chance d'être associée au printemps 2020¹.

Le premier point que je voudrais souligner est l'effet de sidération produit par l'intrusion du virus dans nos vies. En quelques semaines ce virus a élargi le registre du possible. Comment un être infime formé de quelques brins d'acide ribonucléique (ARN) peut-il réussir à faire ce que ni des comités d'experts comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC), ni des années de campagne de militants hostiles au capitalisme néolibéral n'ont pu obtenir : l'arrêt des émissions de gaz à effet de serre, l'arrêt de la machine économique et l'intervention massive de l'État dans les affaires ? Ce qui semblait impossible est devenu possible, non par une volonté politique, ni par un mouvement social, mais par

¹ Ce collectif informel animé par Simon Fellous (INRAE Montpellier) visait à inclure davantage la société civile dans la gestion de la crise. Il a notamment lancé un « Appel pour une coordination immédiate entre sciences et société » dans *Le Monde*, le 7 mai 2020 (Collectif, 2020).

l'action inexorable d'un virus qui colonise la population humaine mondiale pour prospérer selon sa nature. Belle leçon d'humilité !

Il me semble que cette crise appelle une recomposition des rapports entre science, pouvoir et opinion. Il est clair que le modèle politique autoritaire (à la chinoise) ne marche pas en France. Après avoir décrété l'état d'urgence dans une guerre contre le virus, le gouvernement a fini par admettre qu'on n'était pas en « guerre » et qu'il fallait apprendre à vivre avec le virus. La pandémie est un état durable et reproductible : il faut donc plutôt faire preuve de diplomatie. Apprendre à jouer avec la vitesse de reproduction et de mutation du virus, avec les taux de contamination de la population. Mais comment négocier avec un virus ? Qui peut parler au nom du virus ?

Des virologues, épidémiologistes, médecins. Telle semblait la réponse évidente. Le gouvernement français s'est donc empressé de mettre en place deux comités d'experts : un Conseil scientifique² et un Comité analyse, recherche et expertise (CARE)³. Mais le modèle, classique en démocratie, de la politique fondée sur l'évidence (*evidence – based politics*), pour donner des bases solides et rationnelles aux prises de décision, se heurte à deux difficultés majeures.

Les mesures prises « au nom de la science » n'entraînent pas l'adhésion des citoyens car les experts sont en perte d'autorité et de crédit. Certes les sondages d'opinion montrent que la science jouit toujours d'une aura de confiance, contrairement aux institutions politiques qui éveillent méfiance et morosité⁴. Mais ces sondages suggèrent que le public a confiance dans une vision *idéale de la science pure, détachée de la société, des intérêts et des valeurs*. Or, cela n'a rien à voir avec le fonctionnement réel et actuel de recherche,

² Voir en ligne : <https://www.vie-publique.fr/avis-et-notes-du-conseil-scientifique-covid-19> [consulté le 08.04.2022].

³ Voir en ligne : <https://recherche-covid.enseignementsup-recherche.gouv.fr/le-comite-analyse-recherche-et-expertise-care-covid-19-48157> [consulté le 08.04.2022].

⁴ Voir les sondages périodiques du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et les *Eurobarometers*, qui convergent avec les sondages du Rathenau Institute aux Pays-Bas.

surtout depuis l'Agenda de Lisbonne⁵ en 2000. L'économie de la connaissance est au service de la compétition économique et associe étroitement recherche publique et entreprises privées. D'où les soupçons permanents de conflits d'intérêts, confirmés par quelques scandales publics comme la manipulation des recherches sur les effets carcinogènes du tabagisme ou sur le réchauffement climatique par des compagnies industrielles⁶.

Un deuxième obstacle particulier à cette crise vient s'ajouter aux dégâts causés par l'ignorance volontaire entretenue par des lobbies industriels. Le virus responsable de l'épidémie qui dispose soudainement d'un pouvoir d'action considérable à l'échelle mondiale, nous confronte moins à un phénomène d'ignorance volontaire, socialement construite, qu'à un phénomène d'ignorance involontaire. Certes on connaît bien la structure du virus, mais son écologie, son comportement sont une énigme. Nous faisons face à un manque cruel de données empiriques fiables, une constellation de points aveugles que nous parvenons à peine à identifier (Daston, 2020). Ce virus place le pouvoir dans une situation où il doit prendre des mesures en régime d'incertitude, en « méconnaissance de cause », pour reprendre une expression forgée par Jean-Marc Lévy-Leblond (dir., 1993) en d'autres circonstances.

Dès lors, que peuvent conseiller les experts, si ce n'est la prudence, voire la précaution ? Leur mobilisation apparaît comme un rituel technocratique destiné à faire croire qu'on contrôle les événements et qu'on maîtrise la situation⁷. Le président du Conseil scientifique a timidement suggéré en mai 2020 d'élargir le périmètre, de mobiliser la science participative, mais n'a pas été entendu sur ce point.

C'est pourtant le seul modèle adéquat à la situation. En effet, la science participative, telle qu'elle se pratique sous la forme de forums hybrides

⁵ Ce programme de politique scientifique visait à « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique, capable d'une croissance économique durable, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale » (« Presidency conclusions [The Lisbon Strategy] », Lisbon European Council, 23 et 24 mars 2000, https://www.europarl.europa.eu/summits/lis1_en.htm [consulté le 13.04.2022]).

⁶ Voir : Proctor, 1995 ; Proctor & Schiebinger eds, 2008 ; Oreske & Conway, 2021 (pour la version originale en anglais, voir : Oreske et Conway, 2011).

⁷ Voir : Loute, 2020.

complétant les savoirs académiques par des enquêtes et des savoirs de terrain, est seule capable de fournir une base robuste aux décisions du pouvoir. Construire le savoir avec les acteurs de terrain, engagés dans les équipes de soin, la gestion des hôpitaux ou des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), les transports en commun, les établissements d'enseignement, est un passage obligé : non seulement parce qu'on collecte ainsi une foule de données et d'informations précieuses (même s'il est difficile d'en faire un traitement global), mais aussi parce que le pouvoir a besoin de l'adhésion de l'opinion publique pour faire respecter les mesures de distance sociale, de port du masque, de confinement ou de couvre-feu, puis d'adhésion aux campagnes de vaccination.

Que faire pour contribuer modestement, en tant que philosophe, à préparer l'avenir ? Il me semble qu'il est important d'identifier et d'explicitier clairement les contradictions, les tensions et conflits de valeurs. Loin d'atténuer ou d'ignorer les sources de controverses, il faut les assumer, les déployer, les mettre en scène pour pouvoir les analyser et les gérer. Expliciter les dilemmes est une pré-condition pour pouvoir décider des priorités sur un mode délibératif. Beaucoup de ces tensions ont été pointées durant les deux jours de colloque qui est à l'origine du présent volume :

- tension entre métiers exposés et secteurs abrités, métiers indispensables peu qualifiés et peu valorisés et les cols blancs valorisés bien payés mais non indispensables (le déploiement de ces tensions dans les médias et leur analyse fine ont le potentiel de faire évoluer la hiérarchie des valeurs sociales et les grilles de salaire) ;
- conflit entre santé publique et reprise économique ;
- conflit entre santé au sens étroit de non-maladie et santé au sens large de « bien-être » incluant les pratiques du sport, la lecture et la culture ;
- contradiction entre le temps long de la recherche et le temps court des médias et de la politique soumise au calendrier des élections.

Je terminerai en insistant sur une tension qui n'a pas été mentionnée car elle est moins visible et plus diffuse. Elle concerne les conditions d'avancement des connaissances sur l'écologie de cette classe de virus, conditions nécessaires

pour une bonne gestion rationnelle de la crise et une sortie de la pandémie. Un peu d'humour me permettra d'introduire le problème. « Deux rats se rencontrent et discutent : – Alors as-tu reçu tes deux doses de vaccin ? – Non, répond l'autre, j'attends. – Mais tu attends quoi ? – J'attends les résultats des tests cliniques sur les humains. » Cette petite histoire captée sur une radio anglaise met en relief l'originalité de la situation. La pandémie *transforme le monde en laboratoire* : chacun de nous, infecté ou non, hospitalisé ou non, vif ou non, confiné ou non, est porteur de données indispensables pour déterminer les paramètres de circulation, de mutation et de dangerosité de ce virus. Chacun de nous est *volens nolens*, un objet de savoir. Pour établir des connaissances sur l'écologie de ce virus et tirer les leçons de cette crise, nous sommes tous cobayes et vivons dans un laboratoire-monde. Certes, traiter des sujets humains comme objets de savoir est déjà un geste familier aux sciences humaines. Mais le monde-laboratoire du SARS-Cov2 pose des problèmes éthiques et politiques, qui débordent la question du respect des données personnelles. Très concrètement, il exige la centralisation, la standardisation, l'extraction de *big data*, toutes méthodes déjà mises en œuvre pour l'inventaire de la biodiversité. Mais on n'a pas à demander leur avis aux espèces végétales et animales avant de les faire entrer dans les bases de données. En revanche, pour étudier ces virus et parvenir un jour à faire monde avec eux, il faut une adhésion de la population, de l'opinion publique aux mesures de précaution mises en place (masques, distances), de prévention (vaccins) et de préparation aux pandémies à venir (surveillance, stockage, investissements de recherche).

Déployer les problèmes, les formuler, mettre en scène les controverses, c'est l'un des leviers susceptibles de permettre la délibération sur les choix normatifs, éthiques et politiques qui s'imposent, pour que le monde d'après ne soit pas tout à fait pareil au monde d'avant.

Sciences sociales et pandémie

Fabrice ROUSSELOT

La crise de la Covid-19 a commencé très tôt pour *The Conversation France*. Dès la fin de l'année 2019, notre chef de rubrique « Santé » avait repéré cette drôle de pneumonie qui se développait en Chine, plus particulièrement à Wuhan. Il avait échangé avec quelques chercheurs et chercheuses et tenté d'en savoir un peu plus, alors que les informations étaient peu nombreuses et imprécises à l'époque.

Nous avons finalement publié notre première analyse sur ce qui n'était pas encore une pandémie en février 2020, quand les premiers éléments factuels commençaient à être disponibles. Rapidement, il nous a fallu changer l'organisation éditoriale de notre média. Face à l'afflux de propositions venues de nos chercheurs et chercheuses, nous avons mis en place une centralisation de ce que l'on appelle les « pitches », c'est-à-dire les propositions d'articles venant de nos experts et expertes.

Au mois de mars, nous recevions jusqu'à 80 propositions d'articles, alors que la recherche se mobilisait pour donner à comprendre un cataclysme sanitaire dont on n'entrevoyait encore pas tout à fait l'ampleur.

Mais le plus surprenant à ce moment précis de la crise, c'est que déjà, certains de nos chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales (SHS) commençaient à s'interroger sur l'impact que pourrait avoir ce virus sur nos sociétés, nos habitudes, nos valeurs, notre quotidien. Avec une volonté claire de se projeter afin de ne pas se laisser dépasser par une épidémie qui prenait la planète de court et qui ne cessait de croître.

Déjà donc, les SHS se mobilisaient. La perception immédiate était que cette crise n'était pas que sanitaire mais aussi globale, et qu'elle allait

changer nos modes de vie, nos liens sociaux, notre rapport à l'autre, mais aussi notre rapport à la planète dans laquelle nous vivons.

L'un des exemples les plus concrets de l'implication des SHS dans cette nouvelle existence imposée par la pandémie fut la réflexion soudainement engagée sur un objet jusque-là porteur de nombreux fantasmes et représentations, mais qui prenait soudain un autre sens : le masque.

Avec l'obligation faite à toutes et à tous de se dissimuler le visage pour mieux lutter contre la propagation de la maladie, sont venues les premières analyses sur l'impact du masque dans la société, à savoir : la différence entre les masques opaques et les masques inclusifs ; la nouvelle importance du regard dans son échange avec les autres, soudain porteur de toutes les émotions ; les conséquences aussi de cette population subitement en partie dissimulée par rapport aux plus jeunes. Effets émotionnels ? Élaboration d'un nouveau langage ? Développement d'une « masque-attitude » avec changement de comportements et de codes sociaux ?

Mais le sujet peut-être le plus prégnant pour les SHS fut bien sûr le confinement, puis le couvre-feu, puis le confinement dans toutes ses déclinaisons. Alors que les médias ne cessaient de montrer en boucle des images de villes désertées à travers le monde, avec une population qui apprenait soudainement à vivre à l'intérieur face à un ennemi invisible, nombre de chercheurs et chercheuses s'interrogeaient sur *The Conversation* et ailleurs : débats nécessaires et impérieux sur l'état de notre santé mentale et physique face aux contraintes ; apparition de nouvelles règles de société, de nouvelles inégalités face à la pandémie. Soudain, nous avons découvert les travailleurs et travailleuses de première ligne, de seconde ligne...

Que dire encore de cette nouvelle appréciation pour les soignants et soignantes, applaudis tout d'abord dans un élan de générosité pendant les premières semaines de l'épreuve, avant de se voir quasi-oubliés aujourd'hui ? Comment apprécier toutes les questions éthiques liées aux traitements des uns et pas des autres ? Et pour quelles raisons ?

Face à ce monde en plein tumulte, les chercheurs et chercheuses en SHS collaborant avec *The Conversation* ont alors commencé à réfléchir... à l'après.

Entrer avril et mai 2020, dans une série intitulée « Penser l'après » et publiée sur de longs formats le week-end, les savoirs se sont penchés sur cette nouvelle donne : premières analyses sur l'évolution de l'école

intronisée virtuelle, sur les réorganisations géopolitiques à venir, sur notre relation à notre environnement ou encore sur la notion de respect, dont on aimerait tant qu'elle devienne l'une des vertus de l'après-crise.

Plus d'un an après l'apparition de la Covid-19, les SHS pensent toujours le maintenant et l'après, et réalisent aussi que c'est certainement la même chose. L'exercice du pouvoir politique dans la crise, dont nous n'avons pas encore parlé, est également l'objet d'analyses pointues dont le but, on peut l'espérer, est de mieux faire à l'avenir. Les débats sur le lien entre scientifiques et politiques doivent se poursuivre s'ils veulent produire des résultats et permettre de mieux faire comprendre au public que le doute et l'incertitude sont aussi des éléments de la science.

Dans une contribution à *The Conversation*, à l'occasion du colloque « Ruptures des pratiques et dynamique du débat. Les SHS face à la crise Covid-19 » dont cet ouvrage découle, Pierre Guibentif et Maryse Bresson rappelaient que « les SHS mènent des recherches concernant l'ensemble des réalités affectées par la crise sanitaire ; elles auront à les poursuivre, les mettre en rapport entre elles et les mettre en rapport avec les travaux menés par d'autres disciplines scientifiques » (Guibentif & Bresson, 2020).

Crise sanitaire, crise sociétale, crise culturelle, crise économique : la Covid-19 ne connaît pas de barrières. Et, dans leur réponse face à ce défi majeur, les sciences ne seront jamais aussi fortes que quand elles apprennent les unes des autres.

Les conditions pour une « science vivante »

Françoise THIBAUT

Les contributions rassemblées à l'occasion du colloque « Ruptures des pratiques et dynamique du débat. Les SHS face à la crise Covid-19 », organisé les 12 et 13 octobre 2020 par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay, témoignent de la capacité de mobilisation rapide des sciences humaines et sociales (SHS) face à un événement qui continue à affecter une partie importante de l'humanité plus de deux ans après sa première manifestation. Les pouvoirs politiques se sont, dans un premier temps, adressés prioritairement aux sciences biologiques pour qu'elles trouvent des solutions à la crise sanitaire, mais il n'aura fallu que quelques semaines pour que l'ensemble des sciences soient requises. En France, répondant à une demande gouvernementale, l'Agence nationale de la recherche (ANR) a lancé trois appels à projets permettant le financement d'un grand nombre de travaux (près de 300) pour un budget de plus de 35 000 000 d'euros, incluant des projets de recherche en SHS. Comment, dans un contexte aussi foisonnant, comprendre les motivations des acteurs qui demandent l'organisation d'un *réel* débat scientifique ? La multiplication et la diversité des recherches, le nombre considérable de publications, la variété de formes médiatiques mobilisées ne constituent-ils pas des conditions suffisantes pour faire vivre le débat dans la société ? L'ouvrage dirigé par Maryse Bresson et Pierre Guibentif dans lequel cette contribution s'insère propose des éléments de réponses à ces questions, sur lesquels il n'est pas inutile de revenir, même brièvement, pour tenter de dépasser les oppositions manichéennes trop souvent avancées par une partie des commentateurs (professionnels ou non) qui rendent illégitime toute demande sociale de mise en débat des savoirs scientifiques.

La profusion comme saturation

Une des premières manifestations de l'intérêt des SHS pour le Covid-19 a pris la forme d'un appel de la MSH Alpes qui avait pour objectif la « constitution *d'un collectif* de travail interdisciplinaire en sciences humaines et sociales » intitulé « Coordination interdisciplinaire pour l'étude de l'impact sociétal du coronavirus » (CODE-VIRUS). Le nombre très élevé de réponses (plus de 600), tout comme la diversité des questions, des approches et des méthodes envisagées ont rendu impossible la constitution unifiée d'un grand collectif de recherche, tel que l'avait initialement imaginé la MSH Alpes. Il reste que cette initiative a permis de confirmer la capacité de mobilisation rapide des SHS à répondre à une demande sociale. Cet exemple tend à réfuter l'image encore trop fréquemment dessinée des SHS enfermées dans une *Turris eburnea* détachée des contingences sociales et politiques¹.

Le rapport coordonné par Marie Gaille et Philippe Terral (dir., 2020)² permet de mieux caractériser l'engagement massif des chercheurs en SHS, enclenché dès le premier semestre 2020. Il montre que de nombreuses disciplines se sont mobilisées, ouvrant un nombre important de perspectives. Si la notion plurale de *crises* proposée par les auteurs est, sans conteste, féconde pour appréhender la diversité des horizons de recherche, elle ne permet pas d'embrasser l'ensemble des questions de recherche qui ont été ouvertes dans ce rapport. Les deux coordonnateurs ont (trop) modestement qualifié leur travail d'« essai de compilation », mais il est vrai que celui-ci ne s'apparente pas à une synthèse. Les directeurs du présent ouvrage partagent la prudence de Marie Gaille et de Philippe Terral et qualifient leur propre

¹ Il n'est pas sans intérêt de constater qu'il existe une image inversée de la *Turris eburnea* qui est prétexte à dénigrer certaines disciplines des SHS au motif qu'elles interviendraient dans la société en transformant savoirs en opinions.

² Voir la synthèse de ce rapport, par Marie Gaille et Philippe Terral, dans le présent ouvrage : « Tenter d'agréger différents travaux de recherche en SHS pour faire valoir leur "capital" scientifique en matière d'explication de phénomènes sociaux en cours. Histoire et enjeux d'un rapport sur la pandémie de Covid-19 ».

travail de « contribution à un débat » ou de « fenêtre ouverte »³ pour réfléchir aux fondements, aux pratiques et à la place des SHS dans la société.

A minima, l'exercice de synthèse suppose que l'ensemble des travaux soient achevés et qu'un corpus soit constitué pour mettre en discussion questionnements, approches et résultats. Cet exercice est rendu impossible par le « travail à chaud », la multiplication des acteurs qui lancent des programmes et par le nombre de laboratoires qui y répondent. Les difficultés sont accrues par l'internationalisation effective des SHS qui augmente le nombre de travaux portés à la connaissance des chercheurs. En France, sous l'impulsion de l'Institut d'études avancées (IEA) de Paris et du Réseau français des instituts d'études avancées (RFIEA), une initiative originale a été prise dès les premiers temps de la pandémie avec la création d'un « Réseau mondial des recherches sur la pandémie (*World Pandemic Research Network* [WPRN]) par le biais de sa plateforme www.wprn.org ». Aujourd'hui, cette plateforme recense plus de 1 100 projets de recherche développés dans le monde et près de 400 institutions impliquées. Si cette plateforme constitue bel et bien un précieux dispositif d'information, elle ne peut être considérée comme un réseau mondial de chercheurs ; ce dernier, pour exister, supposerait des collaborations effectives entre les différentes équipes, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

Les projets de recherche déployés en France et dans de nombreux pays ont formé, en un temps extrêmement court, un ensemble proprement vertigineux rendant impossible l'analyse à court terme de la recherche SHS sur la pandémie. Sans être comparable quantitativement au « déversement médiatique » évoqué par Danielle Messenger⁴, cette situation n'en mérite pas moins d'être questionnée.

³ Voir la contribution de Pierre Guibentif dans le présent ouvrage : « La crise Covid-19 : Temps d'un indispensable retour réflexif, en particulier pour les SHS ».

⁴ Grand reporter, spécialiste des questions de santé depuis 30 ans, Danielle Messenger a déclaré lors du « Grand colloque européen : la formation, la recherche et l'innovation dans l'Europe de la santé », organisé par la Conférence des Doyens de médecine en association avec la Conférence des Présidents d'université à la Sorbonne le 30 septembre 2021 : « Jamais, jamais – et j'ai travaillé sur le Sida, beaucoup d'épidémies –, on n'a été confronté à un tel déversement d'informations. Je dis “déversement”, car j'ai l'image de cuves qui se remplissaient et qui se déversaient d'informations jour et

La sphère spécialisée de la communication scientifique se trouve, de fait, au premier rang des secteurs en mutation, qu'elle concerne l'échange entre chercheurs et citoyens ou les chercheurs entre eux. Comme en témoigne le présent ouvrage, ce domaine est d'autant plus bousculé qu'il est confronté depuis quelques années à l'accélération de la diversification des médias de communication avec aux deux bouts de la chaîne l'apparition de nouvelles formes de médiation, ou leur disparition (communication scientifique directe). Le partenaire de la présente initiative, *The Conversation*, média créé en 2011 en Australie (en 2015 en France) qui a pour objectif de mettre à disposition des citoyens des contenus universitaires⁵, fait partie de ces nouveaux médiateurs qui exigent des scientifiques une écriture propre à être lue par des non-spécialistes. *Analyse, Opinion Critique (AOC)*, quotidien imprimable lancé en 2018, constitue un autre exemple de cette volonté d'encourager l'échange d'idées entre citoyens et chercheurs. Parallèlement, les premiers moments de la pandémie ont permis de constater l'importance de la communication scientifique directe. Ainsi, bon nombre de chercheurs sont intervenus sur des plateformes de type *YouTube*, sur des blogs et des revues en libre accès sans comité de lecture⁶. La disparition des filtres de la relecture par les pairs a certes permis que la parole scientifique soit immédiatement présente dans les multiples espaces médiatiques, mais elle a aussi privé les communautés scientifiques du temps nécessaire au dialogue et à la formalisation des controverses.

Ainsi, le double mouvement d'explosion du nombre de projets scientifiques et de multiplication des écrits et des prises de parole des chercheurs échappant au mouvement de régulation par les communautés scientifiques crée un phénomène de saturation (au sens informatique du terme⁷), peu propice à l'exercice de la raison et du croisement d'idées.

nuir, parce qu'avec le décalage horaire, ça venait d'Asie et des États-Unis. De ça, il fallait faire une information grand public. »

⁵ Voir la contribution de Fabrice Rousselot dans le présent ouvrage : « Sciences sociales et pandémie ».

⁶ Ce n'est pas le cas de toutes les revues scientifiques ouvertes qui, comme les revues traditionnelles, sont dotées de comité de lecture.

⁷ Voir la définition proposée par le dictionnaire du Centre national de ressources textuelles et lexicales (CNRTL), consulté le 30 septembre 2021 : « En informatique,

Le temps de la synthèse et des consensus provisoires

Il est toujours périlleux d'aborder la question de la synthèse en recherche car le risque est grand de réduire cet exercice à sa version positiviste, c'est-à-dire à la production d'une somme de connaissances concernant des faits identifiés. Sous cet angle, la synthèse revient à résumer et à exposer le plus judicieusement possible les savoirs produits.

Une autre proposition consiste à faire de la synthèse un exercice scientifique à part entière, qui suppose une « ouverture de l'esprit à des domaines auxquels il n'est pas habitué » (Lantz, 1985 : 85). La synthèse se présente alors comme une dimension constante de la démarche critique, « celle qui ne se contente pas d'appliquer des protocoles, des formules ou des recettes, mais travaille des concepts qui ont été modifiés, transformés, matérialisés dans des dispositifs expérimentaux [...] » (Lantz, 1985 : 85). Elle suppose d'opérer une clarification des conditions de production des savoirs, de « situer » ces savoirs dans le temps et les espaces sociaux. Sous cette forme, elle exige du chercheur qu'il sorte de sa spécialité, s'ouvre à d'autres régimes de connaissance, plus prosaïquement qu'il mette à distance la pression exercée par la logique des appels à projets pour consacrer du temps à un travail négligé par les politiques de recherche. Le savant qui pratique la synthèse sous cette forme ne se contente pas « d'additionner des propositions attestées et réfutables », de « réduire la science à l'exposé de vérités établies » (Baudelot & Establet, 1984), il œuvre pour une science vivante aux spécialités non figées, aux configurations évolutives. Cette conception redonne toute sa place au processus de maturation indispensable à l'activité scientifique et exige qu'un temps long lui soit consacré.

Pendant la pandémie de Covid-19, comme il est rappelé à plusieurs reprises dans cet ouvrage, malgré des interventions comme celle de Richard Horton, le rédacteur en chef de *The Lancet*, revue à l'avant-garde de la veille scientifique, qui n'a cessé de répéter que la science était en « constant ajustement par nature », rarement ces tensions subtiles ont trouvé à s'exprimer dans l'espace médiatico-politique. L'urgence des

la saturation caractérise un manque de réponse de l'ordinateur par dépassement de capacité, soit parce que la question est trop importante, soit parce qu'il y a trop de questions à la fois. »

pouvoirs publics à sortir de l'épidémie a ainsi privé la science de sa capacité à établir des consensus provisoires et à formaliser des controverses. On peut émettre l'hypothèse que la mise en visibilité des efforts constants de la recherche pour prendre en compte les évolutions de la maladie et intégrer les avancées des découvertes au fil de leur apparition aurait pu créer un espace de confiance entre les scientifiques et les autres citoyens, constituant de bons remparts aux dérives des savoirs mal assurés, à la violence des invectives et aux manichéismes des analyses.

« L'audace » de l'incertitude des savoirs et l'indispensable mouvement de familiarisation avec la méthode scientifique

Alors que la science est devenue omniprésente dans le discours politique (et peut-être parce qu'elle est devenue omniprésente dans le discours politique), il convient de reconnaître qu'elle a perdu, pendant cette pandémie, sa capacité à donner à voir la complexité des phénomènes en jeu, malgré la profusion et la richesse des recherches conduites. Elle n'est pas parvenue à imposer sa rationalité qui, comme l'a déclaré Gilles Gressani⁸ lors du « Grand colloque européen : la formation, la recherche et l'innovation dans l'Europe de la santé » précédemment mentionné, « n'est pas simplement celle du vrai et du faux, mais aussi celle de la méthode et de la mise en récit de la démonstration ».

Ainsi, pour reprendre l'excellente formule de Jacques Commaille, avoir « l'audace assumée de l'incertitude »⁹ et, concomitamment, rendre visibles certains problèmes humains, sociaux ou méthodologiques majeurs constituent un défi qui s'est révélé difficilement surmontable en France¹⁰ pendant cette période de pandémie. Il est peu vraisemblable que les

⁸ Directeur du « Groupe d'études géopolitiques » (GEG), un think tank associant activités de recherche et activités d'édition qui est domicilié à l'École normale supérieure, disposant d'un bureau à Bruxelles. Fondé en 2017, le GEG édite la revue *Le Grand Continent* (<https://legrandcontinent.eu/fr/> [consulté le 11 avril 2022]).

⁹ Voir la contribution de Jacques Commaille dans le présent ouvrage : « Les enjeux politiques d'une transformation des savoirs ».

¹⁰ Et pas seulement en France.

cinq « règles pour la communication scientifique »¹¹, imaginées par Yves Flückiger¹², recteur de l'université de Genève, – à supposer que celles-ci soient applicables – suffisent pour sortir du récit d'une science solutionniste qui s'est imposé depuis 2020. La mise à l'index de questions aussi fondamentales que celles des méthodes de construction des statistiques ou celles relatives au rôle des « scientifiques gouvernementaux » tels que les qualifie Richard Horton, ou encore celles des cadres du partenariat entre la recherche publique et la recherche privée témoigne de ce que les auteurs de l'ouvrage « Covid-19 : une crise organisationnelle » (Bergeron *et al.*, 2020) ont caractérisé comme étant le résultat de « l'échec du mouvement de *familiarisation* des décideurs avec la démarche scientifique ».

Il apparaît que le défi de la familiarisation des décideurs avec la science est aussi celui de la familiarisation des sciences entre elles, ainsi que celui de leur capacité à dialoguer avec l'ensemble des citoyens. Sur ce point, deux niveaux stratégiques doivent être distingués : celui de l'implication citoyenne dans la recherche ; celui des procédures favorisant l'adhésion des citoyens à des politiques sanitaires résultant de connaissances scientifiques dont le caractère *vivant*, c'est-à-dire profondément évolutif et relativement incertain, serait pris en compte. Il y a là un véritable défi démocratique pour le politique fondant ses décisions sur les connaissances scientifiques qui suppose *a minima* d'allier prise de décisions et partage d'informations. Le traitement de la crise liée au Covid-19 témoigne bien de la difficulté de nos sociétés de passer à une démocratie délibérative et participative, au risque à la fois pour le politique et pour la science de souffrir d'un déficit croissant de légitimité.

¹¹ Les cinq règles sont les suivantes : **Inform**er plutôt que **persuader** : « on a parfois des gens qui sont trop dans la volonté de convaincre l'autre, alors que nous devrions mettre l'accent sur l'information, toujours et encore » ; **La transparence** : « toujours mettre en avant les coûts et les bénéfices de chaque mesure » ; **Présenter les incertitudes** : « toujours mettre en évidence les écarts-types qui sont associés à chaque mesure qui peut être établie » ; **Établir la qualité** des évidences des analyses » ; « Ne pas **“surcommuniquer”** ».

¹² Voir la conférence « Science et communication à l'épreuve des “fake news” » donnée par Yves Flückiger le 28 septembre 2021 à l'université de Genève.

Conclusion générale

Au-delà du choc Covid-19

Pierre GUIBENTIF & Maryse BRESSON

Au moment de conclure, nous aimerions revenir à ce qui a été la base concrète de nos travaux : l'expérience de l'intervention des chercheurs et chercheuses dans l'espace public dans cette période critique de l'après (premier) confinement de mars 2020, juste avant le deuxième confinement d'octobre 2020 en France. Il vaut en effet la peine de mettre en évidence ce qui, au fil de ces textes de perspectives, ainsi que dans le reste de l'ouvrage, peut être retiré en vue d'une conclusion qui entend apporter une contribution spécifique au débat maintenant déjà abondant concernant le rôle de la science face à la pandémie. C'est pourquoi, après un retour sur la démarche d'ensemble suivie et sur son originalité, nous reviendrons sur les réponses apportées à trois questions en particulier : la contribution du travail scientifique à la production d'analyses et de perspectives de la société sur elle-même ; les relations entre science et normativité ; et la réflexion ouverte sur la pertinence d'un nouveau régime de connaissance à établir.

Originalité de la démarche

L'ouvrage présenté s'éloigne de la forme classique des actes d'un colloque, en ce qu'il est fondé sur trois types d'apports : d'abord, l'analyse menée par l'équipe de recherche de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Paris-Saclay sur le matériau constitué d'articles publiés dans les médias ; ensuite, le bilan réflexif de chercheurs et de chercheuses à propos de leurs propres prises de parole dans l'espace public ; enfin, un ensemble

de synthèses et de contributions réalisées par divers-es acteurs et actrices du monde de la recherche. Les résultats de recherche exposés dans le présent livre peuvent se caractériser comme ceux d'une auto-analyse de la communauté de recherche en sciences humaines et sociales (SHS), étudiant ses propres réactions face à un contexte inédit, provoqué par la crise sanitaire Covid-19, dans la période particulière susmentionnée : auto-analyse dont la visée est, en prenant du recul par rapport au positionnement des SHS, de contribuer à une analyse plus large de la société contemporaine qui affronte la crise sanitaire en impliquant notamment la recherche scientifique.

Il résulte de cette démarche que ce livre interroge constamment l'articulation entre ruptures et continuités sous l'angle particulier de la relation entre la science et la société, dans un contexte favorisant la prise de conscience aiguë par les scientifiques du domaine des SHS d'être parties prenantes de la réalité qui est aussi leur sujet d'étude. Le monde de la recherche est affecté par les mêmes bouleversements que l'ensemble de la communauté humaine. Témoignant d'un moment exceptionnel, ce livre rend compte à la fois de la sidération vécue par des chercheurs et des chercheuses, et de leur tentative de la dépasser avec les outils à leur disposition.

L'originalité de la démarche adoptée dans cet ouvrage réside ainsi dans sa manière d'étudier les évolutions de la société à travers une auto-analyse de la communauté des SHS, elle-même réalisée à partir du matériau constitué d'articles publiés dans des médias grand public, ou du moins, ouverts à un public non spécialiste. C'est pourquoi la présentation en première partie de la veille médiatique, premier jalon dans la préparation du projet de colloque à l'origine de cet ouvrage peut être considérée, *a posteriori*, comme un exposé de méthode de recherche en temps de crise, alors qu'il n'était pas possible, ou seulement dans des conditions dégradées, de collecter des données scientifiques de manière habituelle (accès aux archives en histoire, enquête directe en sociologie...). Confrontés à l'impossibilité de travailler « normalement », et à la désignation comme travailleurs et travailleuses de « seconde ligne » produisant des services « non essentiels », alors que les médias semblaient relayer principalement des paroles médicales, des chercheurs et des chercheuses en SHS ont réagi en prenant la parole dans l'espace public ; en le faisant précisément (c'est ce qui nous a intéressé-e)

comme scientifiques – ainsi que l’atteste la signature de leurs articles de presse avec leur titre académique et/ou leur institution d’appartenance.

Par rapport à cela, le colloque d’octobre 2020 a pu jouer un rôle de réassurance, justifiant le bien-fondé des interactions et des échanges entre scientifiques, en même temps qu’il était l’occasion pour celles et ceux qui avaient pris la parole dans les médias de tester leurs intuitions, de discuter leurs hypothèses, à l’épreuve de faits ultérieurs et de la discussion avec leurs pairs. Les résultats exposés dans cet ouvrage rendent justice à la fécondité de leurs premières analyses et, indissociablement, confirment l’évidence un temps oubliée que la pandémie n’est pas seulement un problème médical mais bien un défi sociétal, soulignant, face à un fait sanitaire mondial, l’enjeu du vivre ensemble. Le « choc » Covid-19 est-il pour autant annonciateur de « rupture », non seulement à court terme, mais aussi à plus longue échéance dans les vies quotidiennes, dans les orientations politiques et l’organisation économique ? Les espoirs ou les craintes que plus rien ne soit « comme avant » en disent long de ce point de vue : elles sont partagées par les scientifiques qui oscillent entre projections optimistes ou alarmistes, et mise en évidence de continuités (notamment, dans les inégalités).

Doublant la restitution « classique » des échanges scientifiques, le temps du colloque, d’un retour réflexif sur leurs prises de parole médiatique, le présent livre permet aussi aux chercheurs et chercheuses en SHS de s’affirmer entre ces mondes et de proposer du sens, à la fois en interne à la communauté académique et à destination du monde « extérieur », dans lequel toute cette communauté est immergée par ailleurs (voire confondue, au moment du confinement). Prenant acte dans la deuxième partie de l’ouvrage d’une prise de conscience plus aiguë de l’imbrication complexe entre science et société, les synthèses proposées par Maryse Bresson et Pierre Guibentif, suivies de deux textes de mise en débats de Jacques Commaille et d’Étienne Klein, convergent sur deux points essentiels : d’une part, ils invitent à nuancer l’idée de rupture sociétale. D’autre part, ils convient à repenser le positionnement de la recherche, dans le cadre d’une réflexion plus large sur les incidences de la pandémie sur les SHS et sur la science. L’incertitude caractérisant aussi bien l’évolution de la société que celle des savoirs ouvre en effet la possibilité de

recomposer leurs relations et, simultanément, d'effacer (ou de redéfinir) les frontières entre sciences de la nature et sciences humaines. L'analyse du virus et de ses effets en SHS est en effet étroitement liée à ce que nous avons appris grâce au virus, en regardant les effets qu'il a eus sur nous, notamment dans notre façon de parler des sciences. En outre, en s'imposant comme un double vecteur de transformation sociétale et de transformation des régimes de connaissance, la pandémie nous invite, selon Jacques Commaille, à nous demander ce que pourrait être l'apport de la connaissance pour contribuer à « faire société » ou plutôt à « *re-faire société* ».

Analyses et prospectives

Dans la troisième partie du présent volume, un ensemble de contributions s'interrogent, dans le prolongement des débats sur les SHS face à la crise Covid-19, sur les conditions de la poursuite du travail scientifique après ce moment très particulier qu'aura été l'irruption de la pandémie. Ces contributions partent d'une question particulière, celle du statut, dans le cadre plus général de l'activité scientifique, de la publication dans les médias s'adressant au grand public.

Les réflexions de perspectives ici réunies permettent ainsi de mieux formuler ce qui justifie ces interventions dans l'espace public et les motivations des scientifiques qui prennent la parole sous cette forme.

Le travail de veille de la MSH Paris-Saclay sur les publications de chercheurs et de chercheuses dans les médias s'adressant au grand public a mis en évidence un imposant pic de contributions suivant de peu l'instauration du premier confinement, en mars 2020. Le caractère exceptionnel de cette vague de publications confirme le fait, noté par Marie Gaille et Philippe Terral, que le monde de la recherche a connu alors un « moment extraordinaire ». En ce sens, cette vague est un indicateur qui vient s'ajouter à d'autres, rappelés aussi par Françoise Thibault : les abondantes réponses à l'appel de la MSH Alpes à la constitution d'un collectif SHS qui se consacrerait à l'étude de l'impact sociétal du coronavirus, le grand nombre, par la suite, des réponses aux appels à projets lancés par l'Agence nationale de la recherche (ANR) face à la pandémie, ou encore l'ensemble imposant de

travaux dont rend compte le rapport élaboré par Marie Gaille et Philippe Terral, synthétisé dans le présent volume.

S'agissant le plus souvent de textes signés par des chercheurs ou des chercheuses à titre individuel, cette vague est révélatrice de la mobilisation « par le bas » de la communauté SHS, afin de participer aux efforts visant à « sortir de la crise par le haut », selon l'expression rapportée par Bernadette Bensaude-Vincent. Cette vague de publications mérite en effet d'être interprétée comme révélant un besoin, dans le monde de la recherche, de contribuer aux efforts de réponse à la pandémie. Par les médias accessibles au grand public, il est possible de mettre en débat des données et des éléments d'interprétation à une échéance bien plus brève que celle exigée par la publication scientifique ordinaire. Le cas, rapporté par Fabrice Rousselot, d'un premier texte sur des signes avant-coureurs de la pandémie, publié par *The Conversation* dès février 2020, est un exemple éloquent de la volonté d'une publication à brève échéance afin de participer à des débats publics visant à donner du sens à des réalités et des situations inédites. C'est aussi le cas, à leur manière, de textes de chercheurs et/ou de chercheuses mettant en évidence des tensions ou des conflits, par exemple entre des professions atteintes de manière différente par la pandémie, ou encore entre les priorités à prendre en compte dans le choix des réponses à apporter à cette dernière. Une mise en évidence que Bernadette Bensaude-Vincent considère comme étant en particulier une responsabilité de la recherche en SHS.

S'exprime également, dans cette vague de publications, le souhait du monde académique en SHS de participer à la formulation de l'« après »-crise, comme le note Fabrice Rousselot. Un souhait exprimé plus prudemment, mais de manière révélatrice de son importance, dans les mots de conclusion de la contribution de Marie Gaille et de Philippe Terral. En avançant sur le terrain de l'« après », les chercheurs et chercheuses en viennent à adopter une approche prospective qui les éloigne toutefois du travail de construction de connaissances vérifiables traditionnellement considéré comme étant au cœur de leur métier. C'est pourquoi, dans certains de ces textes, pour un temps, des scientifiques font passer au premier plan leur statut de citoyenneté pour fonder leur volonté de participer à la formulation des projets de la collectivité.

Comme l'ont montré les études quantitative et qualitative d'Anne-Coralie Bonnaire et d'Elsa Bansard, on trouve parmi les articles publiés

dans ce contexte des articles par lesquels des auteures sortent de leur domaine disciplinaire, ou encore des articles abordant des thématiques qui se sont diffusées dans les médias lors de la pandémie tel l'« anthropocène ». La publication dans le cadre de médias accessibles au grand public échappe en effet aux contraintes disciplinaires qui conditionnent dans une large mesure la publication scientifique. Elle ouvre donc un espace dans lequel peuvent être avancées des formulations exploratoires en vue de l'approfondissement de thèmes qui sont en train de prendre une nouvelle importance, tels la santé et l'environnement, rappelés par Marie Gaille et Philippe Terral, ou plus fondamentalement les relations entre biologique et politique, évoquées par Bernadette Bensaude-Vincent.

Enfin, la publication dans l'espace public participe à la construction des rapports entre science, pouvoir et opinion. Elle prend donc un sens particulier à un moment où ces rapports se trouvent sous tension, comme le note Françoise Thibault, et où il serait nécessaire de les repenser, ce que constate Bernadette Bensaude-Vincent. La volonté de publier dans l'espace public peut être liée à celle de contribuer à rapprocher la science du public, ou encore à participer à une évolution des rapports entre la science et le monde politique. Par ailleurs, les publications d'auteur-es du domaine des SHS peuvent avoir pour visée d'affirmer l'importance de la contribution de ces disciplines face à d'autres disciplines scientifiques bénéficiant de plus d'attention de la part des médias.

Science et normativité

Les contributions de perspective réunies dans cet ouvrage ne fournissent pas seulement matière à une réflexion sur ce qui justifie des interventions de chercheurs et de chercheuses dans des publications accessibles au grand public. Selon certaines contributions, elles en montrent la nécessité – à condition cependant d'ajouter d'autres exigences.

En effet, l'utilité de telles publications au débat public nécessite pour les scientifiques qui s'engagent dans cette démarche l'addition de trois efforts, en particulier, qui doivent nécessairement se déployer dans d'autres espaces.

Un premier effort, évoqué par Marie Gaille et Philippe Terral, et avec plus d'insistance encore par François Thibault, est celui de la production

de synthèses. Les contributions au débat public, nécessairement brèves, se centrent sur des thèmes limités, approchés d'une manière particulière. Mais ce qui fait la richesse de la connaissance scientifique, c'est le fait que puissent être établis des liens entre thématiques différentes, approches différentes, ou encore propositions interprétatives différentes. Si celles-ci se développent souvent de manière séparée, la responsabilité de la communauté scientifique, perçue avec une acuité particulière dans la présente période de pandémie, est de s'efforcer de les mettre en rapport, tout en respectant leur pluralisme et aussi, dans la ligne d'une exigence formulée ici par Jacques Commaille, en mettant en évidence les incertitudes qui peuvent surgir de ces mises en rapport.

Un deuxième effort, bien qu'éloigné des initiatives, souvent individuelles, dont des publications dans l'espace public sont le fruit, est nécessaire : celui du développement de structures de coopérations. C'est là un des objectifs de la coordination « Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique » (HS3P-CriSE) ; c'est ce à quoi s'est consacré le Réseau national des MSH (RnMSH) depuis le début de la pandémie. Ces coopérations exigent, par ailleurs, la recherche de « consensus provisoires », dont Françoise Thibault rappelle la nécessité, fondés sur un débat interne à la communauté scientifique et qui doit s'inscrire dans la durée. Ce développement de structures de coopération semble particulièrement nécessaire dans les domaines des rapports entre SHS d'un côté, sciences de la santé et de l'environnement de l'autre ; et aussi, des rapports entre SHS d'une part, informatique et sciences des données d'autre part, à l'approche des phénomènes d'accélération notés autant par Marie Gaille et Philippe Terral, que par Françoise Thibault.

Enfin, un troisième effort, souligné aussi bien par Marie Gaille et Philippe Terral, que par Bernadette Bensaude-Vincent et Françoise Thibault, est celui de développer les échanges entre scientifiques et non-scientifiques, de faire évoluer ces relations de manière à rendre possible une véritable co-construction de la connaissance de la réalité. Ces échanges bénéficient sans doute de ce qui est publié par des chercheurs et des chercheuses dans les médias accessibles au grand public. Comme on l'a noté ci-dessus, c'est là une des motivations de bien de ces publications. Mais pour répondre aux actuels défis démocratiques, il importe de surcroît de réaliser un travail

portant spécifiquement sur les rapports entre sciences et société, du type de celui qui est actuellement promu par l'ANR dans le cadre de ses appels « Sciences avec et pour la société ». Il s'agit également de procéder à une démarche de réflexion systématique sur ces rapports, dans une période où les sciences sont sommées de se repositionner et de répondre dans l'urgence aux demandes des décideurs et décideuses, et des populations.

Au-delà du choc Covid-19, un régime de connaissance à établir

Les trois efforts qui viennent d'être mis en évidence soulignent le même enjeu : la nécessité de redéfinir la place des sciences dans la société contemporaine. Les gouvernements ont aujourd'hui mis en place des instruments impliquant de manière intensive la recherche scientifique dans leurs politiques de développement, d'innovation et de renforcement de la compétitivité économique. Cette évolution a connu, en Europe, une accélération avec l'adoption en 2000 de l'Agenda de Lisbonne. Dans ce contexte, l'activité scientifique est appelée à répondre à des demandes publiques précises, qui conditionnent considérablement ses questionnements, et donc en partie ses concepts, ses modes d'organisation, ainsi que, dans une certaine mesure, ses choix méthodologiques. Ces demandes se conjuguent avec celles des grands acteurs de l'économie. Mais pour pouvoir répondre de manière créative, l'activité scientifique doit être assurée des conditions de formuler des questionnements allant au-delà de ces demandes et de perfectionner son outillage en vue de répondre aussi à d'autres questionnements.

C'est précisément ce à quoi pourraient contribuer les trois efforts mentionnés. Le renforcement, nécessaire à la construction de vues d'ensemble, de structures de coopération rapprochant des laboratoires, des disciplines, ou encore d'entités établies dans différentes régions du monde, permet des comparaisons entre approches, modes d'organisation et méthodes susceptibles d'enrichir les démarches des partenaires impliqués. Et le développement d'échanges de nature diversifiée avec des acteurs sociaux de tout ordre est propre à relativiser le poids de la demande publique ou des grands acteurs de l'économie.

De plus, dans la société contemporaine, des non-spécialistes ont maintenant un accès direct à d'abondantes sources d'information

leur fournissant des moyens de remettre en question les éléments de connaissance apportés par les sciences. Ces remises en question peuvent stimuler aussi bien l'activité scientifique que les débats publics. Cependant, il n'est pas certain que l'espace médiatique, autant dans sa composante constituée par les médias traditionnels, que dans celle qui se développe maintenant avec l'information en ligne et les réseaux sociaux, offre des conditions appropriées au développement de synergies. En effet, la distance entre les différent·es interlocuteurs/interlocutrices y est nécessairement grande ; en outre les interventions des non-spécialistes soit font l'objet d'une forte sélection – dans les médias traditionnels –, soit sont très dispersées et classées selon des critères difficilement contrôlables – sur les réseaux sociaux. L'effort de développement de modalités d'échanges autres que celles passant par les médias, notamment celles que permettent les pratiques de science participative, pourrait ouvrir des espaces d'échanges plus directs, afin de permettre la co-construction de savoirs avec des intervenants et intervenantes aux statuts sociaux très diversifiés (y compris académiques, mais pas seulement).

Par l'analyse qu'il présente de débats et réflexions du monde académique de la recherche en SHS, à propos des interventions de chercheurs et chercheuses en SHS dans la presse s'adressant au grand public, au moment et à la suite de l'éclatement de la pandémie, le présent ouvrage met en évidence une volonté, largement exprimée au sein de la communauté scientifique, de s'engager pleinement et publiquement dans la construction des réponses à cette pandémie, une volonté qui s'est exprimée sous des formes diverses : en fournissant sans délai des éléments de connaissance éventuellement utiles ; en participant dès les premières perceptions des effets de la pandémie au travail consistant à donner du sens à des expériences collectives inédites ; en apportant ces contributions tout en s'écartant des thématiques et spécialisations actuellement établies dans le monde scientifique lorsque des nouvelles réalités semblent l'imposer ; en participant, enfin, par la manière que chaque auteur·e a de se positionner dans les débats publics, à la construction des rapports entre science, pouvoir et opinion. Par ailleurs, en contrepoint de ces

motifs d'intervenir dans l'espace public, les différentes contributions révèlent le souci de mieux fonder le positionnement des sciences, en mettant en commun des connaissances apportées par les différents secteurs du monde scientifique, et en développant les rapports à la société. Par ces efforts, le monde scientifique se donne les moyens de participer activement à la définition de ce que Jacques Commaille appelle un régime de connaissance.

Au-delà des espoirs ou des craintes qu'il a suscités, le choc Covid-19, plutôt que de signifier une rupture, a été pour le monde social et, en son sein, pour le monde scientifique, un moment de prise de conscience d'un ensemble de tendances déjà à l'œuvre antérieurement, concernant aussi bien le rapport des sociétés à leur environnement que l'urgence de redéfinir la place des connaissances scientifiques et leur mode de fonctionnement. Parmi les tendances ainsi révélées, les contributions réunies dans cet ouvrage soulignent le renforcement des échanges entre secteurs du monde scientifique et aussi – c'est peut-être cette dimension que la réflexion sur l'intervention des SHS dans l'espace public face au choc Covid-19 a mise en évidence avec une particulière netteté – la revendication de nombre de scientifiques d'agir sur la société. Ceci de diverses manières, par les connaissances fournies, par l'engagement dans la co-construction des rapports sociaux avec les grands acteurs publics et privés, ou encore par des démarches plurielles visant à donner, à celles et ceux qui font l'expérience (heureuse ou malheureuse) des évolutions en cours, des moyens de participer à des actions collectives, répondant aux défis qu'affronte aujourd'hui l'humanité.

Références bibliographiques

Bibliographie générale

- AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE (ANR), 2021. *Covid-19 : panorama des projets de recherche financés. Mars 2020-janvier 2021*, https://anr.fr/fileadmin/documents/2021/ANR_bilan-covid-23032021.pdf [consulté le 07.04.2022].
- ALBOUY Valérie & LEGLEYE Stéphane, 2020. « Conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socioprofessionnelle », *INSEE Focus*, n° 197, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4513259> [consulté le 11.11.2020].
- APPEL Violaine & FALGAS Julien, 2019. « *The Conversation France*. Une rencontre entre universitaire et journaliste », *Communication*, 36 (2), <https://doi.org/10.4000/communication.10498>.
- ARROW Kenneth J. & FISHER Anthony C., 1974. « Environmental Preservation, Uncertainty, and Irreversibility », *The Quarterly Journal of Economics*, 88 (2), p. 312-319.
- ATLANI-DUAULT Laëtitia, WARD Jeremy K., ROY Melissa, MORIN Céline & WILSON Andrew, 2020. « Tracking Online Heroisation and Blame in Epidemics », *Lancet Public Health*, 5 (3), p. e137-e138, [https://doi.org/10.1016/S2468-2667\(20\)30033-5](https://doi.org/10.1016/S2468-2667(20)30033-5).
- BACQUÉ Marie-Hélène & BIEWENER Carole, 2013. *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La Découverte (Politique et sociétés).
- BAERT Patrick & SHIPMAN Alan, 2015. « L'avènement de l'intellectuel enraciné. Nouvelles formes de critique et d'engagement publics », in B. Frère (dir.), *Le tournant de la théorie critique*, Paris/Perpignan, Desclée de Brouwer, p. 115-149.
- BANSARD Elsa, 2022. « Covid-19 : La construction d'une pandémie comme "fait mondial total" », in F. BOST, P. DELETTRE, P. ODOU, A. RANVIER & F. THURIOT (dir.), *Les épidémies au prisme des SHS. De quelles crises les épidémies sont-elles porteuses ?*, Paris, Éditions des archives contemporaines, p. 21-34, <https://doi.org/10.17184/eac.5986>.

- BANSARD Elsa & BONNAIRE Anne-Coralie, 2021a. « Covid-19 : la médiation scientifique et la démocratie », *Hermès*, le Blog, 14 septembre 2021, https://hermes.hypotheses.org/5308#_ftn2 [consulté le 30.09.2022].
- BANSARD Elsa & BONNAIRE Anne-Coralie, 2022. « Jours heureux et jours de doute : ce que les SHS nous disent du bonheur et du malheur pendant la Covid-19 », *Revue de philologie et de communication interculturelle*, 6 (1), p. 37-49.
- BARDIN Laurence, [1977] 2007. *L'analyse de contenu*, Paris, PUF.
- BARON David P., 2005. « Competing for the Public Through the News Media », *Journal of Economics & Management Strategy*, 14 (2), p. 339-376.
- BARTHE Yannick, BLIC Damien de, HEURTIN Jean-Philippe, LAGNEAU Éric, LEMIEUX Cyril, LINHARDT Dominique, MOREAU DE BELLAING Cédric, RÉMY Catherine & TROM Danny, 2013. « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix*, 103 (3), p. 175-204, <https://doi.org/10.3917/pox.103.0173>.
- BAUDELOT Christian & ESTABLET Roger, 1984. *Durkheim et le suicide*, Paris, PUF.
- BAVEL Jay J. Van, BAICKER Katherine, BOGGIO Paulo S., CAPRARO Valerio, CICHOCKA Aleksandra, CIKARA Mina, CROCKETT Molly J., CRUM Alia J., DOUGLAS Karen M., DRUCKMAN James N., DRURY John, DUBE Oeindrila, ELLEMERS Naomi, FINKEL Eli J., FOWLER James H., GELFAND Michele, HAN Shihui, HASLAM S. Alexander, JETTEN Jolanda, KITAYAMA Shinobu, MOBBS Dean, NAPPER Lucy E., PACKER Dominic J., PENNYCOOK Gordon, PETERS Ellen, PETTY Richard E., RAND David G., REICHER Stephen D., SCHNALL Simone, SHARIFF Azim, SKITKA Linda J., SMITH Sandra Susan, SUNSTEIN Cass R., TABRI Nassim, TUCKER Joshua A., LINDEN Sander van der, LANGE Paul van, WEEDEN Kim A., WOHL Michael J. A., ZAKI Jamil, ZION Sean R. & WILLER Robb, 2020. « Using Social and Behavioural Science to Support COVID-19 Pandemic Response », *Nature Human Behaviour*, 4, p. 460-471, <https://doi.org/10.1038/s41562-020-0884-z>.
- BECK Ulrich, [1986] 2001. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier (Alto).
- BENSAUDE-VINCENT Bernadette, 2003. *La science contre l'opinion. Histoire d'un divorce*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond/Éditions du Seuil.
- BERGERON Henri, BORRAZ Olivier, CASTEL Patrick & DEDIEU François, 2020. *Covid-19 : une crise organisationnelle*, Paris, Presses de Sciences Po, <https://doi.org/10.3917/scpo.berge.2020.01>.
- BERTHELOT Jean-Michel, 1996. *Les vertues de l'incertitude. Le travail de l'analyse dans les sciences sociales*, Paris, PUF.

- BLOCH Marc, 1946. *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, Paris, Éditions Franc-Tireur.
- BLOOR David, 1976. *Knowledge and Social Imagery*, London, Routledge/Kegan Paul.
- BLOOR David, 1983a. *Sociologie de la logique ou les limites de l'épistémologie*, Paris, Pandore.
- BLOOR David, 1983b. *Wittgenstein: A Social Theory of Knowledge*, New York, Columbia University Press.
- BORGETTO Michel, 1983. « Métaphores de la famille et idéologie », in Collectif, *Le droit non civil de la famille*, Paris, PUF (Publications de la Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers 10).
- BOURDIEU Pierre, 2001. *Science de la science et réflexivité. Cours au Collège de France (2000-2001)*, Paris, Raisons d'agir, 2001 (Cours et travaux).
- BOYER Robert, 2020. *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, Paris, La Découverte.
- BOYKOFF Maxwell T., 2008. « Lost in Translation? United States Television News Coverage of Anthropogenic Climate Change, 1995-2004 », *Climatic Change*, 86, p. 1-11.
- BOYKOFF Maxwell T., 2011. *Who Speaks for the Climate? Making Sense of Media Reporting on Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BRAMOULLÉ Yann & ORSET Caroline, 2018. « Manufacturing Doubt », *Journal of Environmental Economics and Management*, 90, p. 119-133.
- BRUNET Pierre, 2020. « Nous sommes la raison du virus », in W. Gephart (ed), *In the Realm of Corona Normativities: A Momentary Snapshot of a Dynamic Discourse*, Francfort-sur-le-Main, Vittorio Klostermann, p. 443-450.
- BURAWOY Michael, 2013. « Living Theory », *Contemporary Sociology*, 42 (6), p. 779-783, <https://www.jstor.org/stable/43185212>.
- BUSINO Giovanni, 2003. « De la sociologie à la science sociale? », *Revue européenne des sciences sociales*, XLI (127), p. 193-232, <https://doi.org/10.4000/ress.518>.
- BUTLER Judith, 2004. *Undoing Gender*, New York, Routledge.
- BUTLER Judith, 2006. *Défaire le genre*, Paris, Éditions Amsterdam.
- CANGUILHEM Georges, 1966. *Le normal et le pathologique*, Paris, PUF.
- CANGUILHEM Georges, 1985. « Régulation (Épistémologie) », *Encyclopædia Universalis*, Tome 15.

- CASERO-RIPOLLES Andreu, 2020. « Impact of Covid-19 on the media system. Communicative and democratic consequences of news consumption during the outbreak », *El profesional de la información*, 29 (2), e290223, <https://doi.org/10.3145/epi.2020.mar.23>
- CERTEAU Michel de, 1980. *L'invention du quotidien*, Tome 1 : *Arts de faire*, Paris, Union générale d'éditions (10/18 1364).
- CERUTTI Simona, 2015. « *Who is Below?* E. P. Thompson, historien des sociétés modernes : une relecture », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 70 (4), p. 931-956.
- CHAPMAN Simon & FREEMAN Becky, 2020. « Media Advocacy for Policy Influence », in I. Kawachi, I. Lang & W. Ricciardi (eds), *Oxford Handbook of Public Health Practice*, 4^e édition, Oxford, Oxford University Press.
- CHARLOT Monica, 1967. « Étude de la presse à travers ses gros titres », *Revue française de science politique*, 17 (1), p. 115-118, <https://doi.org/10.3406/rfsp.1967.392998>.
- CHAUSSE Marie-Lorraine, MALARD Louis & MONIN Rémi, 2020. « Activité et condition d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 en août 2020. Synthèse des résultats de l'enquête flash Acemo Covid », DARES, <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publications/activite-et-conditions-d-emploi-de-la-main-d-oeuvre-pendant-la-crise-sanitaire-119534> [consulté le 11.11.2020].
- COLAVIZZA Giovanni, 2020. « Covid-19 research in Wikipedia », *Quantitative Science Studies*, 1 (4), p. 1349-1380, https://doi.org/10.1162/qss_a_00080.
- COMETS (Comité d'éthique du CNRS), 2021. *Communication scientifique en situation de crise sanitaire : profusion, richesses et dérives*, Avis n° 2021-42, CNRS, <https://comite-ethique.cnrs.fr/avis-publies/> [consulté le 17.10.2022].
- COMMAILLE Jacques, 2020a. « Dans un monde bouleversé : un nouveau régime de connaissance pour le droit ? », *Le club des juristes*, 1^{er} avril 2020, <https://www.leclubdesjuristes.com/blog-du-coronavirus/le-jour-d-apres/dans-un-monde-bouleverse-un-nouveau-regime-de-connaissance-pour-le-droit/> [consulté le 17.10.2022].
- COMMAILLE Jacques, 2020b. « In a Troubled World: A New System of Knowledge about Law? », in W. Gephart (ed.), *In the Realm of Corona Normativities: A Momentary Snapshot of a Dynamic Discourse*, Frankfurt am Main, Vittorio Klostermann, p. 61-66.
- COMMAILLE Jacques & THIBAUT Françoise (dir.), 2014. *Des sciences dans la Science*, Paris, Alliance Athéna.

- COMTE Auguste, [1852] 1967. *Système de politique positive ou Traité de sociologie instituant la religion de l'humanité, Tome 2 : La statique sociale ou le Traité abstrait de l'ordre humain*, Osnabrück, Otto Zeller.
- CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DÉMOCRATIQUE DU TRAVAIL (CFDT), 2020. *Les salariés français face à l'épidémie de COVID-19*, Rapport d'étude, CFDT/Kantar, https://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2020-05/rapport_cfdt_covid19.pdf [consulté le 08.04.2022].
- CORBIN Alain, 2020. *Terra Incognita. Une histoire de l'ignorance, XVIII^e-XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel.
- COUDERC Bettina, DUGUET Anne-Marie, CAMBON-THOMSEN Anne & RIAL-SEBBAG Emmanuelle, 2020. « Essai clinique et traitement : quelle éthique en cas d'urgence sanitaire ? », *Exploreur*, 1^{er} avril 2020, <https://exploreur.univ-toulouse.fr/essai-clinique-et-traitement-quelle-ethique-en-cas-durgence-sanitaire> [consulté le 17.11.2020].
- COULON Alain, [1987] 2007. *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF.
- DEAR Peter, 2004. « Mysteries of State, Mysteries of Nature: Authority, Knowledge and Expertise in the Seventeenth Century », in S. Jasanoff (ed.), *States of Knowledge: The Co-Production of Science and Social Order*, London, Routledge (International library of sociology), p. 206-224.
- DELMAS-MARTY & SUPIOT Alain, 2012. « L'internationalisation du droit : dégradation ou recomposition ? (Dialogue) », *Esprit*, 11, p. 35-51.
- DEMARZO Peter M., VAYANOS Dimitri & ZWIEBEL Jeffrey, 2003. « Persuasion Bias, Social Influence, and Unidimensional Opinions », *The Quarterly Journal of Economics*, 118 (3), p. 909-968.
- DEWEY John, [1927] 2010. *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard -Folio Essais 533).
- DOOR Jean-Pierre & BLANDIN Marie-Christine, 2010. *Mutation des virus et gestion des pandémies. L'exemple du virus A(H1N1)*, Rapport n° 307 au Sénat, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.
- DURAND Mathilde & JORRY Hélène, 2007. « Les médias et l'Union Européenne : le prisme national perdure. Entretien avec Gerd G. Kopper, directeur scientifique du projet AIM (Adequate Information Management in Europe) », *Horizons Stratégiques*, 6 (4), p. 56-63, <https://doi.org/10.3917/hori.006.0056>.
- DURKHEIM Émile, [1912] 1979. *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF (Bibliothèque de philosophie contemporaine).

- EDMOND Chris, 2013. « Information Manipulation, Coordination, and Regime Change », *The Review of Economics Studies*, 80 (4), p. 1422-1458.
- EINSTEIN Albert, 1980. *Autoportrait*, Paris, Inter éditions.
- EINSTEIN Albert, 1989. *Œuvres choisies*, Tome 1 : *Quanta. Mécanique statistique et physique quantique*, sous la dir. de F. Balibar, O. Darrigol et B. Jech, Paris, Éditions du Seuil/Éditions du CNRS.
- FINN Brunton & NISSENBAUM Helen Fay, 2015. *Obfuscation: A User's Guide for Privacy and Protest*, Cambridge, The MIT Press.
- FLYNN D. J., NYHAN Brendan & REIFLER Jason, 2017. « The Nature and Origins of Misperceptions: Understanding False and Unsupported Beliefs About Politics », *Advances in Political Psychology*, 38 (S1), p. 127-150.
- FOUCAULT Michel, 1969. *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines).
- FRÈRE Bruno, 2015. « Préface », in B. Frère (dir.), *Le tournant de la théorie critique*, Paris/Perpignan, Desclée de Brouwer.
- FREUD Sigmund, [1916-1917] 1922. *Introduction à la psychanalyse*, Paris, Payot.
- FRYBERG Stephanie A., STEPHENS Nicole M., COVARRUBIAS Rebecca, MARKUS Hazel Rose, CARTER Erin D., LAIDUC Giselle A. & SALIDO Ana J., 2012. « How the Media Frames the Immigration Debate: The Critical Role of Location and Politics », *Analyses of Social Issues and Public Policy*, 12 (1), p. 96-112.
- GAILLE Marie & TERRAL Philippe (dir.), 2020. *Pandémie de Covid-19 : ce qu'en disent les SHS*, Rapport de recherche, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03036192> [consulté le 07.04.2022].
- GAILLE Marie & TERRAL Philippe (dir.), 2021. *Pandémie : un fait social total*, Paris, CNRS éditions.
- GAMBA Fiorenza, NARDONE Marco, RICCIARDI Toni & CATTACIN Sandro (dir.), 2020. *Covid-19 : le regard des sciences sociales*, Genève/Zurich, Éditions Seismo.
- GENNES Pierre-Gille de, 1980. « Sur les erreurs des sciences "exactes" », *Le Débat*, 1 (1), p. 53-58.
- GENTZKOW Matthew & SHAPIRO Jesse M., 2006. « Media Bias and Reputation », *Journal of Political Economy*, 114 (2), p. 280-316.
- GEORGE Alexander, 2009. « Quantitative and Qualitative Approaches to Content Analysis », in K. Krippendorff & M. A. Bock (eds), *The Content Analysis Reader*, Thousand Oaks, Sage Publications, p. 144-155.

- GEPHART Werner (ed.), 2020. *In the Realm of Corona Normativities: A Momentary Snapshot of a Dynamic Discourse*, Francfort-sur-le-Main, Vottorio Klostermann.
- GILBERT Claude, 2003. *Risques collectifs et situations de crise. Apports de la recherche en sciences humaines et sociales*, Paris, L'Harmattan.
- GILBERT Claude (dir.), 2007. *Les crises sanitaires de grande ampleur. Un nouveau défi ?*, Paris, La Documentation française.
- GOLLIER Christian & TREICH Nicolas, 2003. « Decision-Making Under Scientific Uncertainty: The Economics of the Precautionary Principle », *Journal of Risk and Uncertainty*, 27 (1), p. 77-103.
- GUIBENTIF Pierre, à paraître. « Mutations de la critique et émergence de la subjectivité moderne », in P. Corriveau, A. Pires, L. K. Sosoe & G. Pelletier (dir.), *Normativité et critique en sciences sociales*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- HABERMAS Jürgen, [1968] 1973. *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard.
- HENNETTE-VAUCHEZ Stéphanie, 2016. « Analyse juridique du genre », in R. Encinas de Munagorri, S. Hennette-Vauchez, C. M. Herrera & O. Leclerc (dir.), *L'analyse juridique de (x). Le droit parmi les sciences sociales*, Paris, Éditions Kimé (Nomos & Normes), p. 113-136.
- HERVÉ Nicolas, 2020. *Coronavirus – Étude de l'intensité médiatique*, Working paper, Institut national de l'audiovisuel, <http://www.herve.name/pmwiki.php/Main/Etude-Coronavirus> [consulté le 18.11.2020].
- HONNETH Axel, [1986] 2016. *Critique du pouvoir. Michel Foucault et l'École de Francfort, élaborations d'une théorie critique de la société*, Paris, La Découverte.
- HORTON Richard, 2020. « Offline: COVID-19 is not a pandemic », *The Lancet*, 396 (10255), p. 874, [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)32000-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)32000-6).
- HOULLIER François & MERILHOU-GOUDARD Jean-Baptiste, 2016. *Les sciences participatives en France. États des lieux, bonnes pratiques et recommandations*, Rapport, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02801940/> [consulté le 08.04.2022].
- HUET Sylvestre & LEDUC Michèle, 2021. « Experts et médias en période de crise », Blog *Sciences*² sur le site *Le Monde*, 1^{er} mars 2021, <https://www.lemonde.fr/blog/huet/2021/03/01/experts-medias-crise-sanitaire/> [consulté le 11.04.2022].
- HUNT Alan, 1993. *Exploration in Law and Society: Toward a Constitutive Theory of Law*, New York, Routledge.

- JASANOFF Sheila, 2004a. « The idiom of Co-Production », in S. Jasanoff (ed.), *States of Knowledge: The Co-Production of Science and Social Order*, London, Routledge (International library of sociology).
- JASANOFF Sheila, 2004b. « Afterword », in S. Jasanoff (ed.), *States of Knowledge: The Co-Production of Science and Social Order*, London, Routledge (International library of sociology).
- JASANOFF Sheila (ed.), 2004. *States of Knowledge: The Co-Production of Science and Social Order*, London, Routledge (International library of sociology).
- KAHAN Dan M., 2015. « Climate-Science Communication and the *Measurement Problem* », *Political Psychology*, 36 (S1), p. 1-43.
- KLEIN Étienne, 2020a. *Le goût du vrai*, Paris, Gallimard (Tract 17).
- KLEIN Étienne, BRONNER Géraud & BENSAUDE-VINCENT Bernadette, 2018. « Science, l'ère du doute », in N. Martin (prod.), *La Méthode scientifique*, France Culture, 12 octobre 2018, 58 minutes, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-methode-scientifique/sciences-l-ere-du-doute-4678735> [consulté le 23.09.2022].
- KOYRÉ Alexandre, [1943] 2004. *Réflexions sur le mensonge*, Paris, Éditions Allia.
- KRACAUER Siegfried, [1931] 2017. « La presse et l'opinion publique ». *Trivium*, 26, <https://doi.org/10.4000/trivium.5525>.
- KRIPPENDORFF Klaus & BOCK Mary Angela (eds), 2009. *The Content Analysis Reader*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- LAFITTE Sébastien, MARTIN Julien, PARENTI Mathieu, SOUILLARD Baptiste & TOUBAL Farid, 2020. « Tribune : Une taxation minimale des multinationales pour enrayer l'évitement fiscal », *Libération*, 16 avril 2020, https://www.liberation.fr/debats/2020/04/16/une-taxation-minimale-des-multinationales-pour-enrayer-l-evitement-fiscal_1785415/ [consulté le 12.10.2022].
- LANTZ Pierre, 1985. « Pouvoir, synthèse, science », *L'Homme et la Société*, 75-76, p. 81-94, <https://doi.org/10.3406/homso.1985.2189>.
- LARRÈRE Catherine, 2015. « Anthropocène : le nouveau grand récit », *Esprit*, 12, p. 46-55.
- LATOUR Bruno, 2012. *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des Modernes*, Paris, La Découverte.
- LATOUR Bruno, 2015. *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte (Les Empêcheurs de penser en rond).

- LATOUR Bruno, 2017. *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte (Cahiers libres).
- LATOUR Bruno, 2021. *Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres*, Paris, La Découverte (Les Empêcheurs de penser en rond).
- LE BLANC Benoît & BRUNEL Stéphane, 2013. « Les experts inégaux face à la communication de leur savoir », *Hermès, La Revue*, 66 (2), p. 208-213, <https://doi.org/10.4267/2042/51577>.
- LE BOT Florent, 2019. « La petite musique de la régulation », in V. Albe, J. Commaille & F. Le Bot (dir.), *L'échelle des régulations politiques, XVIII^e-XX^e siècles. L'histoire et les sciences sociales aux prises avec les normes, les acteurs et les institutions*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion (Capitalismes – éthique – institutions 13), p. 13-24.
- LEMIEUX Cyril, 2018. *La sociologie pragmatique*, Paris, La Découverte (Repères 708).
- LÉVY-LEBLOND Jean-Marc (dir.), 1993. *En méconnaissance de cause, science et démocratie. Actes de la rencontre Galilée du 16 décembre 1992*, Paris, Centre Galilée.
- LEWIS Dyani, 2020. « Is The Coronavirus Airborne? Experts Can't Agree », *Nature*, 9 avril 2020, 580, p. 175, <https://doi.org/10.1038/d41586-020-00974-w>.
- LOUTE Alain, 2020. « La démocratie sanitaire en danger ? », *Santé conjugulée*, 93, p. 43-45.
- MARTINEZ Frédéric, 2010. « L'individu face au risque : l'apport de Kahneman et Tversky », *Idées économiques et sociales*, 161 (3), p. 15-23, <https://doi.org/10.3917/idee.161.0015>.
- MARTUCELLI Danilo, 2011. « Une sociologie de l'existence est-elle possible ? », *SociologieS*, <https://doi.org/10.4000/sociologies.3617>.
- MATTELART Armand & MATTELART Michèle, 1979. *De l'usage des médias en temps de crise. Les nouveaux profils des industries de la culture*, Paris, Alain Moreau.
- MAUSS Marcel, 1923-1924. « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année sociologique*, 1, p. 30-186.
- MIÈGE Bernard, 2010. *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- MOIRAND Sophie, 1997. « Formes discursives de la diffusion des savoirs dans les médias », *Hermès*, 21 (1), p. 33-44, <https://doi.org/10.4267/2042/15040>.

- MOTTA Matthew, STECULA Dominik & FARHART Christina, 2020. « How Right-Leaning Media Coverage of COVID-19 Facilitated the Spread of Misinformation in the Early Stages of the Pandemic », *Preprint*, SocArXiv, <https://doi.org/10.31235/osf.io/a8r3p>
- ORESQUES Naomi & CONWAY Erik M., 2011. *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, New York, Bloomsbury Press.
- ORESQUES Naomi & CONWAY Erik M., 2021. *Les marchands de doute. Ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, Paris, Le Pommier.
- ORLÉAN André, 2011. *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris, Éditions du Seuil (La couleur des idées).
- ORSET Caroline, 2018. « People's Perception and Cost-Effectiveness of Home Confinement During an Influenza Pandemic: Evidence from the French Case », *The European Journal of Health Economics*, 19, 1335-1350, <https://doi.org/10.1007/s10198-018-0978-y>.
- ORWELL George, 1949. *1984: A Novel*, London, Secker and Warburg.
- OST François, 2016. *À quoi sert le droit ? Usages, fonctions, finalités*, Bruxelles, Bruylant (Penser le droit 25).
- PAPERMAN Patricia, 2006. « Versions sociologiques de l'ordinaire », C. Gautier & in S. Laugier (dir.), *L'ordinaire et le politique*, Paris, PUF, p. 219-231.
- PASSERON Jean-Claude & REVEL Jacques, 2005. « Penser par cas. Reasonner à partir des singularités », in J.-C. Passeron & J. Revel (dir.), 2005. *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'EHESS (Enquête 4), p. 9-44.
- PASSERON Jean-Claude & REVEL Jacques (dir.), 2005. *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'EHESS (Enquête 4).
- PESTRE Dominique, 1995. « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 50 (3), p. 487-522, <https://doi.org/10.3406/ahess.1995.279379>.
- PESTRE Dominique, 2006. *Introduction aux Sciences Studies*, Paris, La Découverte (Repères 449).
- PETROVA Maria, 2012. « Mass Media and Special Interest Groups », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 84 (1), p. 17-38.

- PIERRON Jean-Philippe (dir.), 2020. *L'éthique médicale à l'épreuve de la Covid-19*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon.
- POSETTI Julie, BELL Emily et BROWN Pete, 2020. *Journalism and the Pandemic: A Global Snapshot of Impacts*, Rapport, International Center For Journalists & Tow Center for Digital Journalism (Columbia University), <https://www.icfj.org/our-work/journalism-and-pandemic-survey> [consulté le 30.09.2022].
- PROCTOR Robert N., 1995. *Cancer Wars: How Politics Shapes what we Know and Don't Know about Cancer*, New York, Basic Books.
- PROCTOR Robert N. & SCHIEBINGER Londa (eds), 2008. *Agnotology: The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford; Stanford University Press.
- RABEHARISOA Vololona & CALLON Michel, 2004. « Patients and Scientists in French Muscular Dystrophy Research », in S. Jasanoff (ed.), *States of Knowledge: The Co-Production of Science and Social Order*, London, Routledge (International library of sociology), p. 142-160.
- REVILLARD Anne, 2020. *Des droits vulnérables. Handicap, action publique et changement social*, Paris, Les Presses de Sciences Po (Domaine gouvernances).
- REY Anne-Lise, 2016. « Agonisme et antagonisme », *Revue de Synthèse*, 137 (3-4), p. 227-246.
- RIFFE Daniel, AUST Charles F. & LACY Stephen R., 2009. « Effectiveness of Random, Consecutive Day and Constructed Week Sampling », in K. Krippendorff & M. A. Bock (eds), *The Content Analysis Reader*, Thousand Oaks, Sage Publications, p. 54-59.
- ROPERT Pierre, 2020. « Doit-on dire “le” ou “la” Covid-19 ? », *France Culture* (Sciences et savoirs), 18 mai 2020, <https://www.franceculture.fr/sciences-du-langage/doit-dire-le-ou-la-covid-19> [consulté le 10.10.2022].
- ROSENTAL Paul-André, 2020. *Un balcon en forêt 2020. Essai comparatif sur l'épidémie de Covid*, Note, *Terra Nova*, 6 mai 2020, <https://tnova.fr/notes/un-balcon-en-foret-2020-essai-comparatif-sur-l-epidemie-de-covid> [consulté le 17.10.2022].
- ROUCHIER Juliette & BARBET Victorien, 2020. *La diffusion de la Covid-19. Que peuvent les modèles ?*, Paris, Éditions Matériologiques.
- SAAÏDIA Oissila (dir.), 2020. *Vivre au temps du Covid-19. Chroniques de confinement : regards de chercheurs depuis la Tunisie*, Tunis, IRMC/Nirvana.

- SALANIÉ François & TREICH Nicolas, 2009. « Regulation in Happyville », *The Economic Journal*, 119 (537), p. 665-679.
- SALLY ENGLE Merry, 1990. *Getting Justice and Getting Even: Legal Consciousness Among Working-Class Americans*, Chicago, University of Chicago Press.
- SCHIFFER Daniel Salvatore, 2020. « Le masque du confinement : occultation du visage et enfermement de la personne », *Le Soir*, 15 mai 2020.
- SCHOMBERG René von, 2006. « The Precautionary Principle and Its Normative Challenges », in E. Fisher, J. Jones & R. von Schomberg (eds), *Implementing the Precautionary Principle: Perspectives and Prospects*, Cheltenham/Northampton, Edward Elgar Publishing, p. 19-42.
- SCOTT James C., 1990. *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- SCOTT James C., 2009. *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.
- SCOTT James C., 2016. « Infra-politique des groupes subalternes », *Vacarme*, 36, p. 25-29.
- SEN Amartya, 2009. *The Idea of Justice*, London, Allen Lane.
- SEN Amartya, 2010. *L'idée de justice*, Paris, Flammarion.
- SHAPIRO Jesse M., 2016. « Special Interests and the Media: Theory and an Application to Climate Change », *Journal of Public Economics*, 144, p. 91-108.
- STENGERS Isabelle, 1995. *L'invention des sciences modernes*, Paris, Flammarion (Champs 308).
- STIEGLER Barbara, 2021. *De la démocratie en pandémie. Santé, recherche, éducation*, Paris, Gallimard (Tract 23).
- STRÖMBERG David, 2001. « Mass Media and Public Policy », *European Economic Review*, 45 (4-6), p. 652-663.
- SUNSTEIN Cass R., 2003. « Beyond the Precautionary Principle », *University of Pennsylvania Law Review*, 151 (3), p. 1003-1056.
- TAYLOR Linnet, MARTIN Aaron, SHARMA Gargi & JAMESON Shazade (eds), 2020. *Data Justice and Covid-19: Global Perspectives*, London, Meatspace Press.
- TESICH Steve, 1992. *The Wimping of America*, <http://srpska-mreza.com/authors/Tesich/wimping.htm> [consulté le 06.04.2022].
- THIBAUT François (dir.), 2021. *Mutations des sciences humaines et sociales. Les Maisons des Sciences de l'Homme et leur réseau*, Paris, Alliance Athéna.

- THIMM. Caja, 2018. « Digitale Partizipation – Das Netz als Arena des Politischen? Neue Möglichkeiten politischer Beteiligung im Internet », in A. Kalina, F. Krotz, M. Rath & C. Roth-Ebner (Hrsg.), *Mediatisierte Gesellschaften: Medienkommunikation und Sozialwelten im Wandel*, Baden-Baden, Nomos, p. 161-180.
- THOMASS Barbara (Hrsg.), 2007. *Mediensysteme im internationalen Vergleich*, Konstanz, UVK-Verlagsgesellschaft.
- THOMPSON Edward P., 1975. *Whigs and Hunters: The Origins of the Black Act*, London, Allen Lane.
- THOMPSON Edward P., 2014. *La guerre des forêts. Luttés sociales dans l'Angleterre du XVIII^e siècle*, Paris, La Découverte (Futurs antérieurs).
- TOCQUEVILLE Alexis de, [1835, 1840] 1981. *De la démocratie en Amérique*, 2 vol., Paris, Garnier-Flammarion.
- Tropes® : version 8.4. Manuel de référence*, 2013. Logiciel développé par Pierre Molette et Agnès Landré sur la base des travaux de Rodolphe Ghiglione, <https://www.tropes.fr/doc.htm> [consulté le 09.12.2020].
- UNION GÉNÉRALE DES INGÉNIEURS, CADRES ET TECHNICIENS DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL (UGICT-CGT), 2020. *Le monde du travail en confinement ; une enquête inédite*, Rapport d'enquête, *LutteVirale.fr*, <https://luttevirale.fr/wp-content/uploads/2020/05/RAPPORT-ENQUETE-UGICT-CGT-VFINALE.pdf> [consulté le 08.04.2022].
- VANOYE Francis & GOLIOT-LÉTÉ Anne, 2005. *Précis d'analyse filmique*, Paris, A. Colin (128 Cinéma 17).
- VINCK Dominique, 2007. *Sciences et société. Sociologie du travail scientifique*, Paris, Armand Colin (U. Sociologie).
- VISCUSI W. Kip, HUBER Joel & BELL Jason, 2019. « Responsible Precautions for Uncertain Environmental Risks », *Journal of Benefit-Cost Analysis*, 10 (2), p. 296-315, <https://doi.org/10.1017/bca.2019.14>.
- VRANCKEN Didier, 2019. « Les sciences sociales à l'épreuve de la cité », in M. Bresson, J. Cartier-Bresson & M. Hirschhorn (dir.), *Sociologues et économistes face à la demande de savoirs. Participation et contournements*, Cachan, MHS Paris-Saclay Éditions, p. 177-191.
- WAGNER-EGGER Pascal, 2021. *Psychologie des croyances aux théories du complot. Le bruit de la conspiration*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble.
- WEBER Max [1919] 1963. *Le savant et le politique*, Paris, Plon (10/18).

- WEBER Max, [1910-1920] 1996. *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines).
- WEBER Max, [1921] 1971. *Économie et société*. Tome 1, Paris, Plon (Recherches en sciences humaines 27).
- WILLIAMS Bernard, 2006. *Vérité et véracité. Essai de généalogie*, Paris, Gallimard.
- ZASK Joëlle, 2011. *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Lormont, Le bord de l'eau (Les Voies du politique).

Articles du corpus de la veille médiatique

- ACQUIER Aurélien & CARBONE Valentina, 2020. « Tribune : “Comment rendre l’utopie possible dans un monde post-Covid ?” », *Le Monde*, 22 mai 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/22/comment-rendre-l-utopie-possible-dans-un-monde-post-covid_6040436_3232.html [consulté le 30.08.2020].
- ALEMANY OLIVER Mathieu, 2020. « “Hold-up” : les huit personnages clés qui font une bonne théorie du complot », *The Conversation*, 17 novembre 2020, <http://theconversation.com/hold-up-les-huit-personnages-cles-qui-font-une-bonne-theorie-du-complot-150301> [consulté le 18.11.2020].
- AUTRAN Frédéric, 2020. « Entretien avec Matthew Kavanagh : Face au coronavirus, “on observe une absence totale de leadership américain” », *Libération*, 31 mars 2020, https://www.liberation.fr/planete/2020/03/31/face-au-coronavirus-on-observe-une-absence-totale-de-leadership-americain_1783673 [consulté le 22.09.2022].
- BALIBAR Étienne, 2020. « La philosophie à l'épreuve de la pandémie », in A. Van Reeth, (prod.), *Les Chemins de la philosophie*, France Culture, 24 avril 2020, 58 minutes, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-chemins-de-la-philosophie/les-chemins-de-la-philosophie-emission-du-vendredi-24-avril-2020> [consulté le 23.09.2022].
- BANSARD Elsa & BONNAIRE Anne-Coralie, 2021a. « Ce que la Covid-19 fait aux sciences sociales », *The Conversation*, 12 janvier 2021, <https://theconversation.com/ce-que-la-covid-19-a-fait-aux-sciences-sociales-152460> [consulté le 11.04.20212].
- BARFETY Jean-Baptiste, 2020. « Tribune : “Une épidémie rappelle l’interdépendance des hommes” », *Le Figaro*, 1^{er} juin 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/une-epidemie-rappelle-l-interdependance-des-hommes-20200601> [consulté le 14.08.2020].

- BASCHET Jérôme, 2020. « Tribune : “Le xx^e siècle a commencé en 2020 avec l’entrée en scène du Covid19” », *Le Monde*, 2 avril 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/02/jerome-baschet-le-xxie-siecle-a-commence-en-2020-avec-l-entree-en-scene-du-covid-19_6035303_3232.html [consulté le 22.09.2022].
- BASTIÉ Eugénie, 2020. « Entretien avec Alain Finkielkraut : “Le nihilisme n’a pas encore vaincu, nous demeurons une civilisation” », *Le Figaro*, 28 mars 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/alain-finkielkraut-le-nihilisme-n-a-pas-encore-vaincu-nous-demeurons-une-civilisation-20200326> [consulté le 14.08.2020].
- BENSAUDE-VINCENT Bernadette, 2020a. « Guerre et paix avec le coronavirus », *Terrestres*, 30 avril 2020, <https://www.terrestres.org/2020/04/30/guerre-et-paix-avec-le-coronavirus/> [consulté le 26.09.2022].
- BENSAUDE-VINCENT Bernadette, 2020b. « Penser l’après : Sciences, pouvoir et opinions dans l’après Covid-19 », *The Conversation*, 2 mai 2020, <https://theconversation.com/penser-lapres-sciences-pouvoir-et-opinions-dans-lapres-covid-19-137272> [consulté le 11.04.2022].
- BOCK-COTÉ Mathieu, 2020. « Chronique : “L’impasse de l’expertocratie et le politique” », *Le Figaro*, 1^{er} mai 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/mathieu-bock-cote-l-impasse-de-l-expertocratie-et-le-politique-20200501> [consulté le 22.09.2022].
- BONNAIRE Anne-Coralie, 2020. « Raoult, Social Distancing and the Rebelious French – A Reflection on COVID 19 Treatments Online Debates », *Social Anthropology* 28 (2), p. 226-227, <https://doi.org/10.1111/1469-8676.12859>.
- CHOLEZ Céline, 2021. « Le citoyen, son portable et la gestion de crise », *The Conversation*, 28 avril 2021, <https://theconversation.com/le-citoyen-son-portable-et-la-gestion-de-crise-les-applications-de-contact-tracing-157161> [consulté le 04.10.2022].
- CLAEYS Sébastien, CASTELLAN Arielle, TROCQUENET-LOPEZ Florent & WEIL-DUBUC Paul-Loup, 2020. « Débat : Quelles leçons de démocratie tirer de la pandémie ? », *The Conversation*, 18 juin 2020, <http://theconversation.com/debat-quelles-lecons-de-democratie-tirer-de-la-pandemie-140157> [consulté le 21.09.2022].
- COLLECTIF, 2020. « Tribune. Covid-19 : “Appel pour une coordination immédiate entre sciences et société” », *Le Monde*, 7 mai 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/07/covid-19-appel-pour-une-coordination-immediate-entre-sciences-et-societe_6038903_3232.html [consulté le 08.04.2022].

- CORIS Marie, 2020. « Médicaments : à quelles conditions pourra-t-on relocaliser la production des principes actifs ? », *The Conversation*, 6 avril 2022, <http://theconversation.com/medicaments-a-queelles-conditions-pourra-t-on-relocaliser-la-production-des-principes-actifs-135643> [consulté le 21.09.2022].
- CRENN Gaëlle, 2020. « Visiter à distance : quelle expérience du musée dans le monde d'après ? », *The Conversation*, 7 juin 2020, <http://theconversation.com/visiter-a-distance-quelle-experience-du-musee-dans-le-monde-dapres-138976> [consulté le 21.09.2022].
- CRICUI Patrick & TREYER Sébastien, 2020. « Penser l'après : la reconstruction plutôt que la reprise », *The Conversation*, 24 avril 2020, <http://theconversation.com/penser-lapres-la-reconstruction-plutot-que-la-reprise-137042> [consulté le 23.09.2022].
- DASTON Lorraine, 2020. « Covid19 ou le degré zéro de l'empirisme », *AOC*, 29 avril 2020, <https://aoc.media/opinion/2020/04/28/covid-19-ou-le-degre-zero-de-lempirisme/> [consulté le 21.09.2022].
- DEPRAZ Natalie, 2020. « Tribune : Science et pouvoir : quand un aveugle guide un aveugle », *Libération*, 14 avril 2020, https://www liberation.fr/debats/2020/04/14/science-et-pouvoir-quand-un-aveugle-guide-un-aveugle_1785198 [consulté le 22.09.2022].
- FOUCHER Adrian & CHABRE Théotime, 2020. « La Turquie et ses voisins face à l'épidémie », *The Conversation*, 31 mars 2020, <http://theconversation.com/la-turquie-et-ses-voisins-face-a-lepidemie-135001> [consulté le 26.09.2022].
- FROUTÉ Philippe, 2020. « Médicaments : la pandémie de Covid19 remet en question le droit de la propriété intellectuelle », *The Conversation*, 2 juillet 2020, <https://theconversation.com/medicaments-la-pandemie-de-covid-19-remet-en-question-le-droit-de-la-proprieete-intellectuelle-141650> [consulté le 21.09.2022].
- GUIBENTIF Pierre & BRESSON Maryse, 2020. « Débat : Le défi de “produire du politique” pour les sciences humaines et sociales au moment de la crise sanitaire », *The Conversation*, 11 octobre 2020, <https://theconversation.com/debat-le-defi-de-produire-du-politique-pour-les-sciences-humaines-et-sociales-au-moment-de-la-crise-sanitaire-147865> [consulté le 11.04.2022].
- GOURCY Constance de & STIMMATINI Sofia, 2020. « À l'ombre de la pandémie : mourir et disparaître aux frontières », *The Conversation*, 31 mai 2020, <http://theconversation.com/a-lombre-de-la-pandemie-mourir-et-disparaitre-aux-frontieres-138981> [consulté le 21.09.2022].

- GRJEBINE André & GRJEBINE Liv, 2020. « Tribune : Le savant et le politique », *Libération*, 30 avril 2020, https://www.liberation.fr/debats/2020/04/30/le-savant-et-le-politique_1786903 [consulté le 22.09.2022].
- HADJI Charles, 2020. « Avec Spinoza : faire provision de joie en temps incertains », *The Conversation*, 5 mai 2020, <http://theconversation.com/avec-spinoza-faire-provision-de-joie-en-des-temps-incertains-137110> [consulté le 21.09.2022].
- KLEIN Étienne, 2020b. « Avec le confinement, notre espace-temps est chamboulé », *The Conversation*, 29 avril 2020, <https://theconversation.com/avec-le-confinement-notre-espace-temps-est-chamboule-137509> [consulté le 17.10.2022].
- LATOUR Bruno, 2020. « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise », *AOC*, 30 mars 2020, <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/> [consulté le 12.10.2022].
- LE BRETON David, 2020. « Coronavirus : “Le port du masque défigure le lien social”. Tribune », *Le Monde*, 11 mai 2020.
- LE GUAY Damien L, 2020. « Tribune : “N’abandonnons pas les mourants par peur du Covid-19” », *Le Figaro*, 23 mars 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/n-abandonnons-pas-les-mourants-par-peur-du-covid-19-20200323> [consulté le 22.09.2022].
- LECLAIR Agnès, 2020. « Entretien avec Damien Le Guay : “Dans le combat pour la vie, on a oublié l'accompagnement de la mort” », *Le Figaro*, <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/damien-le-guay-dans-le-combat-pour-la-vie-on-a-oublie-l-accompagnement-de-la-mort-20200511> [consulté le 22.09.2022].
- LECOMPTE Francis, 2020. « Entretien avec Philippe Descola : “Il faut repenser les rapports entre humains et non-humains” », *CNRS Le Journal*, 3 juin 2020, <https://lejournel.cnrs.fr/articles/philippe-descola-il-faut-repenser-les-rapports-entre-humains-et-non-humains> [consulté le 26.09.2022].
- LOHÉAC Youenn, 2020. « Quand la faim justifie les moyens : comment expliquer les craintes infondées de pénuries alimentaires ?, *The Conversation*, 24 mai 2020, <http://theconversation.com/quand-la-faim-justifie-les-moyens-comment-expliquer-les-craintes-infondees-de-penurie-alimentaire-138571> [consulté le 22.09.2022].
- LUSSAULT Michel, 2020. « Le Monde du virus – une performance géographique », *AOC*, 14 avril 2020, <https://aoc.media/analyse/2020/04/13/le-monde-du-virus-une-performance-geographique/> [consulté le 21.09.2022].

- MANZO Gianluca, 2020. « Tribune : “Il fait intégrer la structure des interactions sociales dans les modèles de diffusion de l'épidémie” », *Le Monde*, 14 avril 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/14/il-faut-integrer-la-structure-des-interactions-sociales-dans-les-modeles-de-diffusion-de-l-epidemie_6036502_3232.html [consulté le 22.09.2022].
- MARINEAU Sophie, 2020. « La désinformation russe sur les réseaux sociaux au temps du Covid 19 », *The Conversation*, 28 juin 2020, <http://theconversation.com/la-desinformation-russe-sur-les-reseaux-sociaux-au-temps-du-covid-19-141182> [consulté le 23.09.2022].
- MARLIÈRE Éric, 2020. « Dans les cités, le sentiment d'injustice s'intensifie avec le confinement », *The Conversation*, 27 avril 2020, <http://theconversation.com/dans-les-cites-le-sentiment-dinjustice-sintensifie-avec-le-confinement-137135> [consulté le 22.09.2022].
- MINASSIAN Gäidz, 2020. « Entretien avec Michel Foucher : Coronavirus : “Si le monde d'après advient, nous devons apprendre à repenser nos limites territoriales” », *Le Monde*, 20 avril 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/20/coronavirus-si-le-monde-d-apres-advient-nous-devrons-apprendre-a-repenser-nos-limites-territoriales_6037125_3232.html [consulté le 03.09.2020].
- MONTABELLO Caroline & PIGUET Myriam, 2020. « Tribune : Covid19 : pour une mémoire ordinaire de l'extraordinaire », *Libération*, 25 avril 2020, https://www.liberation.fr/debats/2020/04/25/covid-19-pour-une-memoire-ordinaire-de-l-extraordinaire_1786299/ [consulté le 26.09.2022].
- PÉREZTS Mar & DESLANDES Ghislain, 2020. « Ce que les manifestations publiques révèlent de notre rapport au monde en confinement », *The Conversation*, 2 avril 2020, <http://theconversation.com/ce-que-les-manifestations-publiques-revelent-de-notre-rapport-au-monde-en-confinement-135090> [consulté le 26.09.2022].
- PIKETTY Thomas, 2020. « Chronique : “Après la crise, le temps de la monnaie verte” », *Le Monde*, 9 mai 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/09/apres-la-crise-le-temps-de-la-monnaie-verte_6039129_3232.html [consulté le 28.08.2020].
- PILLOT Julien, BONCORI Anne-Laure & NACCACHE Philippe, 2020. « Covid19 : la science, grande oubliée dans la prise de décision politique », *The Conversation*, 29 avril 2020, <http://theconversation.com/covid-19-la-science-grande-oubliee-dans-la-prise-de-decision-politique-137495> [consulté le 22.09.2022].

- PLEYERS Geoffrey, 2020. « De la pandémie à un autre monde ? », *The Conversation*, 16 juillet 2020, <http://theconversation.com/de-la-pandemie-a-un-autre-monde-141856> [consulté le 20.09.2022].
- RAUDE Jocelyn & GRIMALDI André, 2021. « Vaccination anti-Covid 19 : un lent démarrage et des obstacles... », in G. Erner (prod.), *L'Invité(e) des Matins*, France Culture, 5 janvier 2021, 40 minutes, <https://www.franceculture.fr/emissions/linvitee-des-matins/vaccination-anti-covid-19-un-lent-demarrage-et-des-obstacles> [consulté le 23.09.2022].
- REVERDY Thomas, 2020. « Continuité de l'activité des entreprises : l'apprentissage difficile de la négociation de crise. *The Conversation*, 15 avril 2020, <http://theconversation.com/continue-de-lactivite-des-entreprises-lapprentissage-difficile-de-la-negociation-de-crise-136258> [consulté le 21.09.2022].
- ROUBAN Luc, 2020. « Les Français ont-ils encore confiance dans la science ? », *The Conversation*, 27 avril 2020, <https://theconversation.com/les-francais-ont-ils-encore-confiance-dans-la-science-137267> [consulté le 11.04.2022].
- TALEB Nassim Nicholas & SPITZNAGEL Mark, 2020. « Corporate Socialism: The Government is Bailing Out Investors and Managers Not You », *Medium*, 26 mars 2020, <https://medium.com/incerto/corporate-socialism-the-government-is-bailing-out-investors-managers-not-you-3b31a67bff4a> [consulté le 21.09.2022].
- THIS SAINT-JEAN Isabelle, 2020. « Tribune : Covid19 : le "cygne noir" et les aveugles », *Libération*, 21 mars 2020, https://www.liberation.fr/france/2020/03/21/covid-19-le-cygne-noir-et-les-aveugles_1782601 [consulté le 21.09.2022].
- TORRE André, 2020a. « S'engager face au Covid. Un devoir pour les Sciences Sociales », blog *Mediapart*, 11 avril 2020, <https://blogs.mediapart.fr/andre-torre/blog/110420/s-engager-face-au-covid-un-devoir-pour-les-sciences-sociales> [consulté le 05.10.2022].
- TORRE André, 2020b. « Covid-19 et proximité : sous la distance physique, les liens sociaux », *Mondes sociaux. Magazine de sciences humaines et sociales*, 30 juin 2020, <https://sms.hypotheses.org/25219> [consulté le 12.10.2022].
- TRUONG Nicolas, 2020a. « Entretien avec Giorgio Agamben : "L'épidémie montre clairement que l'état d'exception est devenu la condition normale" », *Le Monde*, 24 mars 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/24/giorgio-agamben-l-epidemie-montre-clairement-que-l-etat-d-exception-est-devenu-la-condition-normale_6034245_3232.html [consulté le 21.09.2022].

- TRUONG Nicolas, 2020b. « Entretien avec Jürgen Habermas : “Dans cette crise, il nous faut agir dans le savoir explicite de notre non-savoir” », *Le Monde*, 10 avril 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/10/jurgen-habermas-dans-cette-crise-il-nous-faut-agir-dans-le-savoir-explicite-de-notre-non-savoir_6036178_3232.html [consulté le 23.09.2022].
- TRUONG Nicolas, 2020c. « Entretien avec Edgar Morin : “Cette crise nous pousse à nous interroger sur notre mode de vie, sur nos vrais besoins masqués dans les aliénations du quotidien” », *Le Monde*, 19 avril 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/19/edgar-morin-la-crise-due-au-coronavirus-devrait-ouvrir-nos-esprits-depuis-longtemps-confines-sur-l-immediat_6037066_3232.html [consulté le 23.09.2022].
- TRUONG Nicolas, 2020d. « Entretien avec Didier Fassin : “Avec le coronavirus, notre vision du monde s’est rétrécie comme jamais” », *Le Monde*, 24 mai 2020.

Auteur-es

BANSARD, Elsa

MSH Paris-Saclay, CNRS

Docteure en philosophie de la médecine

Thèmes de recherche : médecine, soin, patient, maladie/santé, maladies chroniques

Publication récente : Elsa Bansard, « Covid-19 : La construction d'une pandémie comme "fait mondial total" », in François Bost, Perrine Delettre, Philippe Odou, Angélique Ranvier & Fabrice Thuriot (dir.), *Les épidémies au prisme des SHS. De quelles crises les épidémies sont-elles porteuses ?*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2022, p. 21-34, <https://doi.org/10.17184/eac.5986>

elsa.bansard@ens-paris-saclay.fr

BENSAUDE-VINCENT, Bernadette

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Philosophe et historienne des sciences

Thèmes de recherche : philosophie des technosciences, sciences et public

Publications récentes : Bernadette Bensaude-Vincent, *Temps-paysage. Pour une écologie des crises*, Paris, Le Pommier, 2021 ; Bernadette Bensaude-Vincent, Soraya Boudia & Kyoko Sato (eds), *Living in a Nuclear World: From Fukushima to Hiroshima*, Milton, Taylor & Francis Group, 2022

bvincent@univ-paris1.fr

BESSY, Christian

ENS Paris-Saclay, IDHES

Économiste ; Directeur de recherche CNRS

Thèmes de recherche : économie des institutions, intermédiaires de marché et évaluation, propriétés intellectuelles

Publication récente : Christian Bessy, *L'expropriation par le droit. Propriété intellectuelle, valeur et travail*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2022

christian.bessy@ens-paris-saclay.fr

BONNAIRE, Anne-Coralie

Université de Lille – GERiiCO (ULR 4073)

Chercheuse en Sciences de l'Information et de la Communication ;
Membre associée du GERiiCO

Thèmes de recherche : médiatisation, analyse des discours médiatiques, médias internationaux, comparaison des médias, systèmes médiatiques, communication interculturelle

Publication récente : Anne-Coralie Bonnaire, « Communication scientifique face à l'infodémie. Fonctionnement d'un groupe d'information actif sur les réseaux sociaux pendant la pandémie de Covid-19, *Les Cahiers du numérique*, vol. 17, n° 3-4, 2021, p. 77-93, <https://doi.org/10.3166/LCN.2021.013>

annecoralie.bonnaire@univ-lille.fr

BRESSON, Maryse

Co-directrice de la MSH Paris-Saclay de janvier 2020 à février 2022 ;
Laboratoire Printemps, UVSQ

Sociologue ; Professeure des universités

Thèmes de recherche : précarité, politiques sociales, intervention sociale

Dernier ouvrage individuel publié : Maryse Bresson, *Sociologie de la précarité*, Paris, Armand Colin, 3e édition revue et augmentée, 2020

maryse.bresson@uvsq.fr

BULÉON, Pascal

Directoire du Gis RnMSH

Directoire de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme

Publication récente : Pascal Buléon, « MSH, creuset d'innovation au cœur de leurs territoires, une culture des lieux », in Françoise Thibault (dir), *Mutations des sciences humaines et sociales. Les Maisons des sciences de l'Homme et leur réseau*, Paris, Alliance Athéna, 2021, p. 41-48

CHAKRAVERTY, Clea

The Conversation France

Journaliste ; Cheffe de la rubrique « Politique et Société »

Thèmes principaux : anthropologie, journalisme, féminismes, inégalités, discriminations, Inde, contre-cultures

Publication récente : Clea Chakraverty & Fabrice Rousselot (dir.), *Moi, Président-e*, Paris, Éditions des Équateurs/The Conversation France, 2022

clea.chakraverty@theconversation.fr

COMMAILLE, Jacques

ENS Paris-Saclay, ISP (ENS Paris-Saclay / Université de Paris Nanterre / CNRS)

Professeur émérite des Universités ; Chercheur de sciences sociales

Thèmes de recherche : sociologie politique du droit et de la justice comme contribution à une théorie de la régulation politique des sociétés contemporaines

Parmi ses derniers ouvrages : Jacques Commaille, *À quoi nous sert le droit ?*, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais », 2015 ; Jacques Commaille & Bruno Jobert (dir.), *Les métamorphoses de la régulation politique*, Issy-les-Moulineaux, LGDJ-Lextenso, coll. « Droit et Société. Classics », nouvelle édition, 2019

jacques.commaille@ens-paris-saclay.fr

DANON-SZMYDT, Myriam

RnMSH, CNRS

Secrétaire générale ; Ingénieure de recherche (métiers de la communication et de l'administration de la recherche)

Publications récentes : Myriam Danon-Szmydt & Cécila Mendès, « Les métiers d'appui à la recherche : du singulier au collectif », in Françoise Thibault (dir.), *Mutations des sciences humaines et sociales. Les MSH et leur réseau*, Paris, Alliance Athéna, 2021 ; Myriam Danon-Szmydt, « Zoom sur les données de la recherche », *La lettre de l'InSHS*, n° 74, novembre 2021

myriam.danon@cnrs.fr

DIDRY, Claude

Centre Maurice Halbwachs CNRS-ENS-EHESS

Sociologue

Thèmes de recherche : travail, droit du travail et relations professionnelles

Publication récente : Claude Didry, « Du séminaire à Billancourt, les vocations d'un prêtre ouvrier », *Droit social*, mars 2022, p. 275-280

claudedidry@ens.psl.eu

GAILLE, Marie

CNRS, SPHERE

Philosophe

Thèmes de recherche : philosophie de la médecine

Publication récente : Kurt Goldstein, *La nature humaine à la lumière de la psychopathologie*, traduction, présentation et notes par Agathe Camus, Marie Gaille & Charlotte Gilart de Keranflec'h, avec la collaboration de Vincent Barras, Paris, Les Belles Lettres, coll. « Médecine & sciences humaines », 2021

marie.gaille@cnrs.fr

GUIBENTIF, Pierre

Co-directeur de janvier 2020 à février 2022 puis Directeur de la MSH Paris-Saclay ; Université Paris-Saclay ; DINÂMIA'CET_Iscte, Institut universitaire de Lisbonne (ISCTE-IUL)

Sociologue du droit

Thèmes de recherche : sociologie du droit, théories de la société, citoyenneté dans la société complexe

Publications récentes : Pierre Guibentif, « Les effets de la crise financière sur l'expérience du droit et du changement social : le cas portugais », *Droit et Société*, vol. 104, n° 1 (Special issue « Le droit et les crises »), 2020, p. 89-104 ; Pierre Guibentif, « Mutations de la critique et émergence de la subjectivité moderne », in Patrice Corriveau, Alvaro Pires, Lukas Sosoe & Gérald Pelletier (dir.), *Normativité et critique en sciences sociales*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2022, p. 145-178

pierre.guibentif@ens-paris-saclay.fr / pierre.guibentif@iscte-iul.pt

HODROJ, Yara

MSH Paris-Saclay, CNRS

Secrétaire générale ; Docteure en physique optique

Thèmes de recherche : optique non linéaire, nano-bio-photonique, microscopie de fluorescence à deux photons

Publication représentative : Céline Molinaro, Yara El Harfouch, Etienne Palteau, Fabien Eloi, Sylvie Marguet, Ludovic Douillard, Fabrice Charra & Céline Fiorini-Debuisschert, « Two-Photon Luminescence of Single Colloidal Gold Nanorods: Revealing the Origin of Plasmon Relaxation in Small Nanocrystals », *The Journal of Physical Chemistry C*, vol. 120, n° 40, 2016, p. 23136-23143, <https://doi.org/10.1021/acs.jpcc.6b07498>

yara.hodroj@ens-paris-saclay.fr

KLEIN, Étienne

Laboratoire de recherche sur les sciences de la matière (LARSIM), CEA

Physicien ; Philosophe des sciences

Thèmes de recherche : le temps, le vide

Parmi ses derniers ouvrages : Étienne Klein, *Ce qui est sans être tout à fait. Essai le vide*, Arles, Actes sud, 2019

etienne.klein@cea.fr

MAUREL, Lionel

InSHS, CNRS

Directeur adjoint scientifique à l'InSHS en charge des MSH et de la Science ouverte, des publications scientifiques et des données de recherche ; Juriste

Thèmes de recherche : propriété intellectuelle, droit du numérique, droit des données personnelles

Publication récente : Corinne Vercher-Chaptal, Ana Sofia Acosta Alvarado, Lionel Maurel *et al.*, *Entreprises plateformes, plateformes collaboratives et communs numériques*, Rapport de recherche, DARES/Ministère du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social, DREES, 2021

lionel.maurel@cnrs.fr

ORSET, Caroline

AgroParisTech, Université Paris-Saclay

Économiste

Thèmes de recherche : économie du risque et de l'incertitude, économie de l'environnement et de la santé, économie publique

Publication représentative : Yann Bramoullé & Caroline Orset, « Manufacturing Doubt », *Journal of Environmental Economics and Management*, vol. 90, 2018, p. 119-133

caroline.orset@agroparistech.fr

ROUSSELOT, Fabrice

The Conversation France

Journaliste ; Directeur de la rédaction

Thèmes principaux : politique nationale et internationale

Publication récente : Clea Chakraverty & Fabrice Rousselot (dir.), *Moi, Président-e*, Paris, Éditions des Équateurs/The Conversation France, 2022

fabrice.rousselot@theconversation.fr

TERRAL, Philippe

Université Toulouse III, CreSco

Sociologue

Thèmes de recherche : sociologie des sciences et des techniques du corps

Publication récente : Sylvain Ferez, Carine Guérandel, Yves Moralès, Éric Perera, & Philippe Terral, « Les sciences humaines et sociales et le sport », *Jurisport. La revue juridique et économique du sport*, n° 225, 2022

philippe.terral@univ-tsle3.fr

THIBAUT, Françoise

Alliance thématique nationale des sciences humaines et sociales (Athéna), Université Paris-Nanterre

Déléguée générale de l'Alliance Athéna ; Chercheuse en sciences de l'information et de la communication

Thèmes de recherche : université numérique, enseignement supérieur, communication scientifique, politiques en sciences humaines et sociales

Publication récente : Françoise Thibault (dir), *Mutations des sciences humaines et sociales. Les Maisons des sciences de l'Homme et leur réseau*, Paris, Alliance Athéna, 2021

francoise.thibault4@orange.fr

VASILESCU, Ioana

CNRS, LISN

Linguiste

Thèmes de recherche : linguistique informatique, grands corpus, variation sonore, interaction humain-systèmes automatiques

Publication représentative : Ioana Vasilescu, Yaru Wu, Adèle Jatteau, Martine Adda-Decker & Lori Lamel, « Alternances de voisement et processus de lénition et de fortition : une étude automatisée de grands corpus en cinq langues romanes », *Revue TAL (Traitement automatique des langues)*, vol. 61, n° 1, 2020, p. 11-36

ioana.vasilescu@lisn.upsaclay.fr

VINCENSINI, Caroline

ENS Paris-Saclay, IDHES ; Université Paris 1, CESSP

Économiste

Thèmes de recherche : économie institutionnaliste, sociologie politique de l'économie, Union économique et monétaire en Europe, réglementation financière, politiques économiques

Publication représentative : Caroline Vincensini, « L'Autorité des marchés financiers et la régulation aux frontières de l'institution », in Antoine Vauchez (dir.), *Un champ de la régulation publique indépendante ? Acteurs, registres de justification et formes d'autorité politique des agences de régulation en France*, Rapport pour la Mission de recherche « Droit & Justice », Ministère de la Justice, 2019

caroline.vincensini@ens-paris-saclay.fr

Édition et mise en page : Flavie Lavallée

Infographies : Thierry Cayatte

Graphisme couverture : Thierry Cayatte, d'après Léa Avril

LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES FACE AU CHOC COVID-19

PERSPECTIVES POUR LES SCIENCES ET LA SOCIÉTÉ

Le présent ouvrage trouve son origine dans la période qui sépare en France le premier confinement, de mars 2020, du second, d'octobre de la même année. Il revient sur une question qui interroge alors la société entière, confrontée, avec le choc de la pandémie Covid-19, au sentiment que tout s'arrête ou peut s'arrêter : dans quelle mesure s'agit-il d'une rupture avec la société « d'avant » ?

Pour répondre, l'ouvrage prend un angle jusqu'ici peu exploré, interrogeant le vécu et les arguments de chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales (SHS), qui étudient le monde qui les entoure, prennent la parole dans l'espace public et développent une posture réflexive sur le monde académique, aux prises avec sa propre vulnérabilité.

Afin de faire face au défi de connaissance, les scientifiques doivent affronter un défi pratique : comment s'organiser pour bien remplir leur mission dans ce contexte ? Adoptant une démarche méthodologique originale, ce livre retrace les étapes d'un travail d'analyse mené en deux temps : d'abord, à l'occasion d'un colloque académique réunissant des chercheurs et chercheuses invité·es à débattre de leurs articles parus dans divers médias « grand public » en temps de pandémie ; ensuite, à travers la production de synthèses et de commentaires par d'autres scientifiques et des représentant·es d'institutions. Montrant la science telle qu'elle se fait, dans ses ateliers, le livre met en évidence des formes de continuités et des questions – sur le lien social, les inégalités sociales, les limites de la mondialisation, l'empreinte environnementale des activités humaines, mais aussi la place de la science dans une société démocratique, ou encore celle, étroitement liée, du contenu et des conditions de réalisation du projet démocratique – ; autant de questions qui, si elles étaient moins nettement perçues avant la pandémie, étaient déjà présentes, et exigent maintenant un débat renouvelé.

